Textes colligés par Anita Caron et Lorraine Archambault
avec la collaboration d'Évelyne Tardy et Robert Comeau

(1993)

Thérèse Casgrain.

Une femme tenace et engagée.

Un document produit en version numérique par Diane Brunet, bénévole,
Diane Brunet, bénévole, guide, Musée de La Pulperie, Chicoutimi
Courriel: Brunet_diane@hotmail.com

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.ugac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.ugac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par [Diane Brunet](#), bénévole, guide, Musée de La Pulperie, Chicoutimi à partir du livre de :

Textes colligés par Anita Caron et Lorraine Archambault
avec la collaboration d'Évelyne Tardy et Robert Comeau

Thérèse Casgrain. Une femme tenace et engagée.

Montréal : Les Presses de l'Université du Québec, 1993, 393 pp. Collection : Les leaders politiques du Québec contemporain.

[Autorisation formelle accordée par Robert Comeau le 4 novembre 2010 de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : comeau.robert@sympatico.ca

Polices de caractères utilisée : Comic Sans, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5" x 11".

Édition numérique réalisée le 19 juillet 2011 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Textes colligés par Anita Caron et Lorraine Archambault
avec la collaboration d'Évelyne Tardy et Robert Comeau

Thérèse Casgrain. Une femme tenace et engagée.

Montréal : Les Presses de l'Université du Québec, 1993, 393 pp. Collection : Les leaders politiques du Québec contemporain.

[vi]

Données de catalogage avant publication (Canada)

Vedette principale au titre :

Thérèse Casgrain : une femme tenace et engagée

(Les Leaders politiques du Québec contemporain)

Textes présentés lors d'un colloque tenu à l'Université du Québec à Montréal.
les 20, 21 et 22 mars 1992. Cf. Présentation.

ISBN 2-7605-0701-7

1. Casgrain, Thérèse F., 1896-1981 - Congrès.
2. Féminisme - Québec (Province) - Histoire - Congrès.
3. Femmes - Droits - Québec (Province) - Congrès.
4. Casgrain, Thérèse F., 1896-1981 - Pensée politique et sociale - Congrès.

I. Caron, Anita, 1927 - H. Collection.

[389]

Table des matières

[Quatrième de couverture](#)

Le comité organisateur, [REMERCIEMENTS](#).

Claude CORBO, [PRÉFACE](#).

Anita CARON, [PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'OUVRAGE](#).

Anita CARON, [HOMMAGE À M^{me} SIMONNE MONET-CHARTRAND](#).

I. [THÉRÈSE CASGRAIN: LA PERSONNE, LA CARRIÈRE](#)

Anita CARON, [Présentation](#).

1. Maryse DARSIGNY, [« Qui avait peur de » Thérèse Casgrain ?](#)
2. L'honorable Monique BÉGIN, [Une militante engagée](#).
3. Simonne MONET-CHARTRAND, [Une femme tenace](#).
4. L'honorable Alice DESJARDINS, [Une inspiratrice](#).
5. Gérard PELLETIER, [L'éternelle dissidente, l'intermédiaire efficace](#).
6. Fernand DAoust, [Témoignage d'un compagnon de route](#).
7. Lauraine VAILLANCOURT, [Hommage à une femme chez les hommes](#).

II. [L'ENGAGEMENT FÉMINISTE DE THÉRÈSE CASGRAIN](#)

Évelyne TARDY, [Présentation](#).

1. Diane LAMOUREUX, [Féminisme de charme et féminisme de choc](#).
2. Anne-Marie BOURDOUXHE, [Thérèse Casgrain serait-elle politically correct ?](#)
3. Cécile CODERRE, [La Fédération des femmes du Québec, fille cadette de Thérèse Casgrain ?](#)
4. Nicole BOILY, [Témoignage sur l'engagement féministe de Thérèse Casgrain](#).
5. Jacqueline SICOITE-BÉIQUE, [Témoignage d'une suffragette](#).

III. THÉRÈSE CASGRAIN ET LES DROITS DES FEMMES

Anita CARON, [Présentation](#).

1. Marie LAVIGNE et Hélène BÉRUBÉ, [Thérèse Casgrain et la condition juridique des femmes](#).
2. Sylvie BÉLANGER, [Thérèse Casgrain et l'entrée des femmes au Barreau](#).
3. André RIENDEAU, [L'action de réforme juridique de Thérèse Casgrain : de la réforme du Code civil à l'adoption des chartes](#).
4. Maryse DARSIGNY, [La « femme moderne » selon Thérèse Casgrain : une analyse de son discours féministe des années trente](#).
5. François-Pierre GINGRAS, [Préjugés d'hier et médias d'aujourd'hui](#).

IV. LES YVETTES DOUZE ANS APRÈS: ESSAIS D'INTERPRÉTATION

Évelyne TARDY, [Présentation](#).

1. Naomi BLACK, [Les Yvettes : Qui sont-elles ?](#)
2. Roberta HAMILTON, [Les Yvettes douze ans après](#).
3. Évelyne TARDY, [Le caractère paradoxal de l'engagement des Québécoises au tournant des années quatre-vingt](#).
4. Micheline DUMONT, [Les femmes entrent en politique](#).

V. THÉRÈSE CASGRAIN ET LES LUTTES POUR LA JUSTICE SOCIALE

Évelyne TARDY, [Présentation](#).

1. Philip EDMUNSTON, [La protection des consommateurs](#).
2. Madeleine PARENT, [Au service des plus démunis](#).
3. Dominique LECLERCQ, [La Ligue des droits de l'homme des années soixante](#).
4. Denyse CÔTÉ, [Le versement des allocations familiales aux mères québécoises](#).

VI. THÉRÈSE CASGRAIN ET LA POLITIQUE INTERNATIONALE

Robert COMEAU, [Présentation.](#)

1. André DONNEUR, [Thérèse Casgrain et l'Internationale socialiste.](#)
2. Jeanne DUVAL, [Thérèse Casgrain : pacifiste.](#)
3. Candace LOEWEN, [La Voix des femmes de 1960 à 1963.](#)
4. Marie-Blanche TAHON, [Des pèlerines de la paix : trajectoires de Thérèse Casgrain et d'Isabelle Blume.](#)

VII. THÉRÈSE CASGRAIN: LE PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE ET LE NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE

Robert COMEAU, [Présentation.](#)

1. Audrey MCLAUGHLIN, [Une féministe sociale-démocrate fédéraliste.](#)
2. Robert COMEAU, [La leader du Parti social-démocrate au Québec, de 1951 à 1957.](#)
3. André LAMOUREUX, [Thérèse Casgrain : figure de proue et artisane du passage du CCF au NPD au Québec.](#)
4. Michael OLIVER, [Enracinement du PSD au Québec francophone.](#)

VIII. THÉRÈSE CASGRAIN ET LA PENSÉE LIBÉRALE

Robert COMEAU, [Présentation.](#)

1. Roch DENIS, [La pensée libérale et l'échec d'une tentative d'action politique ouvrière de 1955 à 1963.](#)
2. Sheila FINESTONE, [Thérèse Casgrain : des convictions à sa mesure.](#)
3. Jacques-Victor MORIN, [L'intermède socialiste de Thérèse Casgrain.](#)
4. Michel LÉVESQUE, [Vingt ans d'action politique féminine : la Fédération des femmes du Québec \(1950 - 1970\).](#)

IX. SENS ET PORTÉE DE L'ACTION DE THÉRÈSE CASGRAIN

Anita CARON, Présentation.

1. John P. HUMPHREY, Une collègue et une amie.
2. Denis LAZURE, Thérèse Casgrain : progressiste et pacifiste.
3. Michèle JEAN, Les ambivalences de la pensée d'une extraordinaire femme d'action.
4. Susan MANN, Une femme engagée.
5. La très honorable Jeanne SAUVÉ†, Une rassembleuse et une mobilisatrice pour l'action.
6. Violette TRÉPANIER, Une pionnière de la défense des droits humains.

ANNEXE : Dates importantes dans la vie de Thérèse Casgrain.

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Quatrième de couverture

Thérèse Casgrain (1896-1981)

[Retour à la table des matières](#)

Les textes réunis dans cet ouvrage mettent en lumière le rôle politique de premier plan que Thérèse Casgrain a exercé, pendant plus de cinquante ans, sur la scène nationale et au plan international. Jamais élue comme députée en dépit des huit campagnes électorales qu'elle a menées au cours de sa vie publique, cette femme avait le charisme, l'énergie, l'obstination, le sens de l'action et la ruse des politiciens les plus chevronnés.

Elle a lutté pour le droit de vote des femmes, leurs droits civils, la justice sociale, la paix. Elle fut la première femme à diriger un parti provincial au Canada. Elle a connu des victoires et des échecs, mais ne s'est jamais laissée abattre par les difficultés.

C'est, comme plusieurs personnes l'ont mis en évidence dans leurs témoignages ou leurs analyses, qu'elle avait un sens inné des leaderships formels et informels. Elle avait son réseau d'information et d'influence. Elle a su également créer et utiliser les alliances stratégiques qui lui ont permis de réaliser ce que de grands politiciens auraient voulu accomplir.

Le présent ouvrage rend compte de l'ampleur de la tâche accomplie, des valeurs qui ont soutenu un engagement qui ne s'est jamais démenti en même temps qu'il propose de nouvelles avenues pour la compréhension d'une partie importante de l'histoire sociale et politique du Québec contemporain.

[vii]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

REMERCIEMENTS

Le comité organisateur

[Retour à la table des matières](#)

Les membres du comité d'organisation du colloque remercient toutes les personnes et tous les organismes qui ont collaboré à l'élaboration du programme, au déroulement des diverses activités, au soutien logistique et financier de même qu'à la couverture médiatique de l'événement.

Nous tenons à rendre un hommage particulier à Lizette Jalbert, professeure au département de sociologie de l'UQAM, qui fut une artisane active de la conception de ce colloque et qui est décédée prématurément quelques semaines après sa tenue.

Nous voulons remercier tout spécialement Francine Jacques, du Service des relations publiques de l'UQAM, qui a été une collaboratrice de tous les instants avant, pendant et après l'événement. Notre reconnaissance s'adresse également aux membres de la famille de Thérèse Casgrain et aux personnes qui ont apporté leur collaboration au comité de marrainage : mesdames Lise Bissonnette, directrice du quotidien *Le Devoir*, Anne-Marie Bourdouxhe, directrice de la revue *Cité libre*, Solange Chabut-Rolland, sénatrice au Sénat du Canada, Réjane Colas, juge à la Cour supérieure du Québec, Mary Collins, ministre responsable de la Condition féminine au gouvernement du Canada, Sheila Finestone, députée du Parti libéral à la Chambre des communes, Michèle Jean, sous-ministre déléguée et vice-présidente à Emploi et Immigration Canada, Huguette Lapointe-Roy, présidente de la Fondation Thérèse F.-Casgrain, Marie Lavigne, présidente du Conseil du statut de la femme, Dominique Leclercq, ex-directrice générale de la Ligue des droits et libertés, Jacqueline Martin, présidente de l'Association féminine d'éducation et d'action sociale, Simonne Monet-Chartrand,

auteure et animatrice sociale, elle aussi décédée avant la parution de cet ouvrage et à la mémoire de qui nous rendons plus loin un témoignage particulier, Renée Nadeau, fille de Thérèse Casgrain, Lorraine Pagé, présidente de la Centrale de l'enseignement [viii] du Québec, Jeanne Sauvé, ex-gouverneur général du Canada, fondatrice et présidente de la Fondation Jeanne-Sauvé pour la jeunesse, dont nous regrettons le décès survenu le 26 janvier 1993, Germaine Vaillancourt, présidente de la Fédération des femmes du Québec, Lauraine Vaillancourt, vice-présidente de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec; messieurs Claude Béland, président de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec, Fernand Daoust, président de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, Michel Forest, ex-professeur au département des sciences économiques de l'UQAM, Carl Goldenberg, ex-sénateur au Sénat du Canada, Jacques Hébert, sénateur au Sénat du Canada, John Humphrey, professeur de droit à l'Université McGill, René Hurtubise, juge à la Cour supérieure du Québec, Jacques-Victor Morin, ex-secrétaire général du CCF du Québec, et Gérard Pelletier, journaliste; aux animatrices et animateurs des différents ateliers: mesdames Francine Descarries, professeure au département de sociologie de l'UQAM, Simone Landry et Armande Saint-Jean, professeures au département de communications de l'UQAM, Jennifer Stoddart, directrice des enquêtes à la Commission des droits de la personne du Québec; messieurs André Bernard, professeur au département de science politique de l'UQAM, Guy Bourassa, professeur au département de science politique de l'Université de Montréal, Alfred Dubuc, professeur au département d'histoire de l'UQAM, Marc Laurendeau, journaliste, et Louis Martin, directeur général de l'information à Radio-Canada.

Nous avons également vivement apprécié la contribution du cabinet de la ministre déléguée à la Condition féminine du Québec, de la Fédération des femmes du Québec, de la Fondation Thérèse F.-Casgrain, du rectorat et des différents vice-rectorats de l'UQAM, des départements d'histoire, de science politique et de sociologie de l'UQAM, des services de l'audiovidéothèque, de l'audiovisuel, des bibliothèques des relations publiques, de la Société Radio-Canada et des journaux *Le Devoir* et *La Presse*.

Nous voudrions souligner enfin l'excellence du service du personnel qui a assumé l'infrastructure du colloque: mesdames Louise Bienvenue, Mireille Donadini, Danielle Tremblay-Landry et Yaël Wojcik, ainsi que messieurs Pierre Castagner, Eric Cloutnay, Alain Depocas, Pascal Froissart et Gaétan Nelson.

C'est grâce à ces personnes et à ces organismes qu'il a été possible de réunir un ensemble de témoignages et d'analyses qui mettent en lumière le rôle exercé par Thérèse Casgrain au cours d'une étape importante de notre histoire.

Le colloque a par ailleurs été rendu possible grâce à des subventions du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH) et du Fonds institutionnel de soutien à la recherche de l'UQAM (PAFAC). La présente publication a de plus bénéficié du soutien financier du Comité des publications de l'Université du Québec à Montréal.

[xi]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

PRÉFACE

Claude Corbo *

[Retour à la table des matières](#)

Pendant un demi-siècle, Thérèse Casgrain a incarné au Québec un style de leadership particulièrement original et novateur. Elle s'est mêlée de choses qui étaient alors la chasse gardée des hommes. Elle n'a jamais été ministre ni même simplement députée. Elle a milité dans des formations ou des groupes politiques le plus souvent très marginaux. Elle a épousé des causes dont se tinrent bien loin la grande majorité des hommes politiques. Mais, les causes pour lesquelles elle a combattu sans relâche, sans jamais se décourager, furent aussi celles de la modernisation de la société québécoise : suffrage féminin, égalité juridique de la femme, protection du consommateur, justice sociale et même opposition à l'armement nucléaire. Elle a aussi apporté toute son énergie au développement de la famille politique sociale-démocrate, dans un contexte où cela exigeait à la fois de profondes convictions et un grand courage personnel.

Il était donc pleinement justifié que l'Université du Québec à Montréal, ses départements d'histoire, de science politique et de sociologie et, surtout, son Institut de recherches et d'études féministes (IREF) consacrent un de leurs colloques annuels sur les leaders politiques du Québec contemporain à Thérèse Casgrain. Ce sixième colloque a illustré combien le leadership social et politique peut prendre des formes extra-parlementaires. À travers l'œuvre de Thérèse Casgrain, il a su éclairer

* Claude Corbo est le recteur de l'Université du Québec à Montréal.

des moments décisifs de l'évolution du Québec contemporain. Il a aussi illustré combien l'intervention des femmes en politique ouvre des perspectives nouvelles, met en œuvre des chantiers inédits, qui assurent le progrès de l'ensemble d'une société. Comme le disait Thérèse Casgrain elle-même, « la véritable libération de la femme ne pourra se faire sans celle de l'homme ». Ce colloque a aussi permis de mieux connaître l'exceptionnelle personnalité de Thérèse Casgrain : cette dame de la bonne société, qui est [xii] demeurée jusqu'à son dernier jour une grande bourgeoise, était aussi une femme d'action lucide, énergique, courageuse et capable de transformer l'humour et l'ironie en armes politiques redoutables. Ce fut aussi une femme victime de certaines contradictions ; mais, peut-on jamais échapper totalement aux contradictions à travers le feu de l'action ?

De nombreuses personnes ont contribué au succès du colloque je les en remercie très sincèrement au nom de l'Université du Québec à Montréal. Je veux signaler en particulier le travail de madame la professeure Anita Caron, directrice de l'Institut de recherches et d'études féministes de l'UQAM, qui a agi comme coordonnatrice du colloque. Madame Caron a apporté à l'organisation du colloque une contribution décisive et, surtout, elle a donné à ses collaboratrices et à toutes les personnes s'y étant engagées le goût de réussir ce colloque. Qu'il me soit donc permis d'exprimer la profonde reconnaissance de l'UQAM à madame Anita Caron et de rendre hommage à son dévouement et à son efficacité.

[xiii]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Présentation générale de l'ouvrage

Anita Caron *

[Retour à la table des matières](#)

Dans la série des colloques consacrés à des leaders qui ont marqué la vie politique québécoise des cinquante dernières années, l'Université du Québec à Montréal a tenu à examiner, analyser et évaluer le rôle exercé par Thérèse Casgrain comme militante féministe et pacifiste et comme chef de parti au Québec.

Ce colloque, qui s'est tenu à l'Université du Québec à Montréal les 20, 21 et 22 mars 1992, a regroupé quelques centaines de personnes qui avaient connu Thérèse Casgrain ou qui s'intéressaient à l'un ou l'autre aspect de sa carrière politique. Neuf thèmes ont été abordés au cours de ce colloque.

Un premier atelier s'est appliqué à mettre en lumière certains traits de personnalité de cette femme remarquable, de même que les grands moments de son action militante et politique. La première section de cet ouvrage consacré à la personne et à la carrière de Thérèse Casgrain propose donc une brève biographie qui s'accompagne de témoignages de personnes qui, à un moment ou l'autre, ont partagé les luttes de cette leader politique.

* Anita Caron est directrice de l'Institut de recherches et d'études féministes de l'Université du Québec à Montréal et coordonnatrice du colloque.

Le deuxième atelier s'est plus précisément penché sur l'engagement féministe de Thérèse Casgrain qui peut, à juste titre, être considérée comme une pionnière du mouvement suffragiste au Québec. La deuxième section de cet ouvrage rend compte des témoignages et des analyses qui ont tenté de définir et de cerner les modalités de cet engagement.

C'est, pour une large part, en travaillant à la défense de droits fondamentaux dont les femmes étaient privées que Thérèse Casgrain a contribué à les introduire peu à peu dans la vie sociale et politique. C'est ce que met en évidence la troisième section de cet ouvrage qui [xiv] présente les multiples interventions de madame Casgrain pour l'obtention du droit de vote des femmes, pour leur égalité juridique et leur accès à la vie professionnelle.

Compte tenu de l'impact qu'a pu avoir sur la scène politique québécoise un événement comme celui des Yvettes, il a paru opportun, par ailleurs, aux organisatrices et aux organisateurs de ce colloque d'y consacrer un atelier. La quatrième section de cet ouvrage démontre donc comment, sans en avoir été l'initiatrice, madame Casgrain a apporté son appui au grand rassemblement de femmes qui s'est tenu à cette occasion.

Ce qui cependant fait l'unanimité des analystes qui examinent la carrière de cette dame courageuse et tenace, c'est son engagement à l'égard des droits individuels et sociaux. Il importait donc d'accorder une attention toute spéciale aux luttes menées par Thérèse Casgrain pour que les chèques d'allocations familiales soient, au Québec, versés aux mères comme cela se faisait dans les autres provinces canadiennes ; pour que les droits des consommateurs soient protégés ; pour que les travailleuses et les travailleurs aient des conditions décentes d'emploi ; pour que les femmes autochtones puissent conserver leur statut d'indiennes. La cinquième section de cet ouvrage retrace ces différentes interventions qui mettent en évidence l'option de Thérèse Casgrain pour la justice sociale. On y rappelle, en outre, que madame Casgrain fut l'une des membres fondateurs de la Ligue des droits de l'homme au Québec et qu'elle en a assumé la vice-présidence de 1966 à 1969.

L'action de Thérèse Casgrain ne s'est pas pour autant limitée aux frontières nationales. Elle a notamment été appelée à représenter la *Co-operative Commonwealth Federation* (CCF) sur des tables internationales. Elle a assumé, également, la présidence de l'aile québécoise de La Voix des femmes qui militait en faveur de la paix dans le monde. Son féminisme l'a ainsi conduite à devenir une militante pacifiste. La sixième section de cet ouvrage s'attache à analyser quelques facettes de cet engagement en faveur de la paix qui a mobilisé bon nombre de féministes de tous les pays et les continents.

Son adhésion au CCF a de toute évidence fortement marqué ses interventions au plan international. Il convenait donc qu'un atelier spécifique s'applique à cerner plus précisément l'apport de Thérèse [xv] Casgrain au cheminement de ce parti dont elle a assumé la direction au Québec et sous l'égide duquel elle s'est portée sept fois candidate. La dimension socialiste qu'elle fait sienne donne en effet une coloration particulière à l'action politique de cette femme issue de la classe bourgeoise. La septième section de cet ouvrage rend compte des analyses et des débats de cet atelier.

On serait tenté de croire qu'il ne s'agissait là que d'un « intermède » dans la vie de Thérèse Casgrain qui, au plus profond d'elle-même, serait restée fidèle à la pensée libérale dans laquelle ses relations familiales et sociales l'avaient baignée. La huitième section, qui aborde ce questionnement, montre pourtant qu'elle a cru bon, comme elle en témoigne elle-même dans ses mémoires, se distancer de cette idéologie en raison de l'impossibilité pour un parti de ce type de défendre efficacement les causes qui lui tenaient à cœur.

Les témoignages rassemblés dans la neuvième et dernière section font enfin ressortir comment cette femme, qui n'a jamais été élue comme représentante auprès d'un gouvernement, a joué, par ailleurs, un rôle politique de premier plan. Elle avait en effet un sens inné des leaderships formel et informel. Elle a su également utiliser tous les moyens mis à sa disposition dans les luttes qu'elle a menées tout au long de sa vie. Elle a connu des victoires et des échecs mais jamais elle ne s'est laissé abattre par les difficultés.

Voilà ce que le colloque a permis, entre autres choses, de mettre en évidence. En rassemblant dans cet ouvrage les communications présentées dans ce colloque, nous espérons contribuer à mieux faire connaître le rôle exercé par cette femme exceptionnelle dans différents domaines de l'histoire du Québec, et cela pendant plus d'un demi-siècle.

[xvii]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Hommage à Mme Simone Monet-Chartrand

[Retour à la table des matières](#)

Au moment où cet ouvrage consacré à Thérèse Casgrain doit être mis sous presse, nous apprenons avec consternation le décès de Simonne Monet-Chartrand. Celle-ci, nous le savons, a été associée de très près à la carrière de Thérèse Casgrain.

« Thérèse Casgrain m'a tout appris », insistait-elle dans une entrevue accordée à Marie Laurier à l'occasion du colloque qui s'est tenu à l'UQAM en mars 1992. « Pendant quarante ans, j'ai travaillé à ses côtés et avec elle j'ai approfondi mon engagement social, humanitaire et féministe. Avec elle aussi, je me suis familiarisée avec les grands problèmes pratiques de l'heure et j'ai entrepris les luttes parfois épiques qui devaient nous conduire ensemble dans un militantisme susceptible de faire progresser la condition féminine, que dis-je, la société tout entière ¹. »

On ne peut s'empêcher d'ailleurs d'établir un parallèle entre les personnalités et les carrières de ces deux femmes constantes dans leurs engagements, tenaces dans les luttes à mener pour assurer les droits des plus démunis.

¹ Marie LAURIER (1992). « Elle m'a montré la voie de l'engagement » entrevue avec Simone Monet-Chartrand, *Le Devoir*, samedi 14 mars, Cahier special, p.3.

Dans l'entrevue dont il a été question plus haut, elle disait à Marie Laurier : « Je l'entends encore me répéter au téléphone : Simonne, il y a tant à faire, il ne faut pas abandonner. J'ai besoin de vous pour rédiger un communiqué et veuillez le faire tenir aux journaux dès demain matin ². »

« C'est ainsi, rappelait alors Simonne Monet-Chartrand, que cette " dame distinguée ", qui avait le double de mon âge est entrée dans ma vie de jeune femme de 22 ans, déjà mariée et mère de [xviii] famille. » Ce sera le début d'une profonde amitié et d'une étroite collaboration. Ensemble, elles seront notamment les chevilles ouvrières du colloque soulignant le vingt-cinquième anniversaire du droit de vote des femmes qui conduira à la création de la Fédération des femmes du Québec. Ensemble, elles lutteront aussi pour obtenir que le chèque d'allocations familiales soit, au Québec, versé à la mère plutôt qu'au père.

Après le décès de Thérèse Casgrain, Simonne Monet-Chartrand, ainsi qu'en témoignent les personnes qui l'ont connue, n'a jamais cessé de militer pour toutes les causes qui lui tenaient à cœur : droits des femmes, justice sociale à l'égard des démunis, luttes contre le désarmement nucléaire.

Comme Thérèse Casgrain, elle est demeurée active jusqu'à la fin de sa vie. En 1991, elle recevait le titre « d'artiste de la paix » qui couronnait une existence tout entière centrée sur les droits et les libertés des individus et des groupes.

Au nom des personnes qui ont participé au colloque Thérèse Casgrain et de celles qui ont apprécié l'authenticité de son témoignage et de son engagement, je veux la remercier et lui rendre hommage. Sa vie « comme rivière » continuera sans doute à inspirer de nombreuses personnes éprises de justice et de liberté.

² Idem.

[1]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

PREMIÈRE PARTIE

THÉRÈSE CASGRAIN: LA PERSONNE, LA CARRIÈRE

Participant^{es} et participants

Maryse DARSIGNY
Monique BÉGIN
Simonne MONET-CHARTRAND
Alice DESJARDINS
Gérard PELLETIER
Fernand DAOUST
Lauraine VAILLANCOURT

Présentation

Anita CARON

[Retour à la table des matières](#)

[3]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Première partie : la personne, la carrière

PRÉSENTATION

par Anita Caron

[Retour à la table des matières](#)

Cette première partie de l'ouvrage consacré à Thérèse Casgrain met en évidence certains aspects de son engagement sur le plan social et politique. À partir de témoins qui ont partagé ses luttes et ses espoirs et des éléments biographiques retracés par une historienne, on peut constater l'ampleur du rôle exercé par Thérèse Casgrain dans les milieux les plus divers et au service de toutes les causes dans lesquelles la justice semblait menacée.

Un premier texte de Maryse Darsigny présente donc les principaux moments d'une existence tout entière reliée aux débats qui ont marqué la vie québécoise et canadienne pendant plus d'un demi-siècle. Les textes de Monique Bégin, d'Alice Desjardins, de Simonne Monet-Chartrand et de Gérard Pelletier mettent en relief des traits caractéristiques de la personnalité de cette femme remarquable. Les témoignages de Fernand Daoust et de Lauraine Vaillancourt illustrent, pour leur part, de quelle façon la vie et l'action de cette militante engagée pouvaient susciter à la fois l'admiration, l'inquiétude et un certain questionnement.

C'est ce qu'ont confirmé bon nombre de personnes présentes à la soirée d'ouverture du colloque qui ont tenu, par ailleurs, à souligner son humour, sa cohérence, son option pour le pacifisme, ses perspectives universalistes, son engagement féministe, son humanisme. Certains gestes, certaines attitudes demeurent inexplicables sans doute mais l'authenticité de l'engagement est, pour ainsi dire, unanimement reconnue de même que la ténacité dans l'action en dépit des obstacles et des revers de toutes sortes qu'elle a rencontrés au cours de sa carrière.

[5]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Première partie : la personne, la carrière

1.

« Qui avait peur de »
Thérèse Casgrain ?

*par Maryse Darsigny **

[Retour à la table des matières](#)

Sa vie durant, Thérèse Casgrain a lutté pour l'édification d'une société juste et égalitaire. On peut, à juste titre, la considérer comme une grande militante engagée dans la plupart des causes qui ont marqué la vie sociale et politique du Québec et du Canada de 1920 à 1970.

Une jeunesse dorée

Thérèse Forget-Casgrain est née à Montréal le 10 juillet 1896. Elle est la fille de sir Rodolphe Forget et de Blanche MacDonald, appelée lady Forget. Son père est un homme d'affaires et un homme politique important dans le Québec du tournant du XX^e siècle. Il possède la plus importante maison de courtage à Montréal. À l'époque, on a surnommé cet homme, reconnu comme l'un des plus riches montréalais, le « Napoléon de la finance au Canada ». De 1904 à 1917, il est député conservateur représentant le comté de Charlevoix-Montmorency au Parlement d'Ottawa. C'est dans ce comté, à Saint-Irénée, qu'il fera construire en 1908 son domaine appelé Villa Gi-

* Maryse Darsigny est étudiante aux études avancées en histoire à l'Université du Québec à Montréal. Ce texte a d'abord été publié dans un cahier spécial de *La Presse*, le 14 mars 1992, et valut par ailleurs à son auteure le prix Robertine Barry de l'Institut canadien de recherche sur les femmes.

l'mont. Thérèse Forget-Casgrain a donc vécu une jeunesse dorée dans de très luxueuses maisons à Montréal, rue Sherbrooke et plus tard rue Ontario, et passé ses vacances d'été au « château » de ses parents à Saint-Irénée. Dans cette villa, qui abritait bien souvent la rencontre des sommités du milieu politique et des magnats les plus importants de la haute finance, Thérèse Forget-Casgrain a côtoyé, dès son enfance, les grands de ce monde : ministres, ambassadeurs, artistes et intellectuels du Québec de l'époque.

[6]

Elle fit ses études chez les Dames du Sacré-Cœur, au Sault-aux-Récollets. Elle y fut pensionnaire de huit à seize ans. Une fois ses études secondaires terminées, elle aurait bien souhaité faire son entrée au collège classique, mais son père, en vrai conservateur traditionnel, lui répondit d'aller retrouver les domestiques (ils en avaient dix) pour apprendre la cuisine et la tenue de la maison. De cette façon, elle pourrait plus tard remplir son rôle traditionnel d'épouse, de mère et de maîtresse de maison, rôle prescrit à toutes les femmes de cette époque. Elle se marie, en janvier 1916, avec Pierre Casgrain, et donnera naissance à quatre enfants, Rodolphe, Hélène, Paul et Renée.

Premières prises de conscience, premiers pas en politique

À la fin des années dix, Thérèse Casgrain entame sa nouvelle vie aux côtés de son époux Pierre Casgrain, avocat de formation et tour à tour député libéral fédéral du comté de Charlevoix à partir de 1917 (anciennement le comté de son beau-père), whip en chef du Parti libéral en 1936, ensuite orateur à la Chambre des communes à Ottawa, secrétaire d'État dans le gouvernement de Mackenzie King, membre du Conseil privé et, enfin, juge de la cour supérieure de Montréal en 1941. Le nouveau couple Forget-Casgrain s'établit à Montréal, dans le quartier de Westmount, et loue un studio au Château Laurier à Ottawa.

Dans sa nouvelle vie d'épouse, Thérèse Casgrain ne se sent pas trop dépaylée compte tenu du milieu cossu et politique dont elle provient. Toutefois, de 1910 à 1940, pendant que son époux est à Ottawa, elle ne se contente pas de n'être qu'une épouse de politicien important, de jouer au bridge et aux cartes avec les épouses des premiers ministres du Canada, de participer aux soirées mondaines propres à la classe dirigeante : elle s'installe régulièrement dans la galerie du parlement pour emmagasiner des impressions et des conclusions, et se forge ainsi une pensée politique.

De plus, lorsque son mari se rend dans son comté pour faire ses campagnes électorales, elle devient une collaboratrice précieuse et enthousiaste. C'est d'ailleurs en 1921 qu'elle prononcera à Baie-Saint-Paul son premier discours politique alors qu'en pleine campagne électorale, Pierre Casgrain est subitement atteint de pleurésie.

[7]

Selon ses dires, elle en claquera des dents ! Ses premières expériences sur la scène publique auront comme conséquence de développer chez elle une conscience de l'existence des inégalités sociales, et plus particulièrement de la discrimination dont sont victimes les femmes dans la société québécoise de cette période. Cela marquera le début d'un activisme féministe à toute épreuve ; sa persévérance et son courage en la matière seront dès lors légendaires.

Une militante féministe

Après son aventure dans Charlevoix, Thérèse Casgrain revient à Montréal convaincue de la nécessité de regrouper les forces féminines afin de lutter pour améliorer les conditions de vie des femmes dans la famille et dans la société québécoise. Elle va donc se joindre aux militantes féministes montréalaises comme Marie Gérin-Lajoie, Idola Saint-Jean, Grace Ritchie-England et Isabella Scott pour fonder le Comité provincial pour le suffrage féminin en 1922. Le but principal de cette association est l'obtention du droit de vote pour les femmes du Québec.

Que ce soit lorsqu'elle assume le poste de présidente de cette organisation féministe de 1928 à 1941, qu'elle rebaptise en 1928 la Ligue des droits de la femme, ou quand elle organise les délégations de femmes qui se rendent à Québec pour demander aux premiers ministres d'alors, Louis-Alexandre Taschereau et Maurice Duplessis, d'adopter un projet de loi accordant le suffrage aux femmes du Québec (en 1922 et à chaque année de 1928 à 1940), ou encore lorsqu'elle crée et anime l'émission radiophonique *Fémina* sur les ondes de Radio-Canada (1932) afin de convaincre les auditrices et les auditeurs du bien-fondé des revendications féministes et de les mettre en garde contre les grossièretés qui avaient cours à l'époque à ce sujet, Thérèse Casgrain consolide sa réputation d'ardente activiste féministe.

Dès les débuts de son engagement féministe, elle croit qu'il est nécessaire que les femmes du Québec développent un intérêt pour la sphère publique et qu'elles y participent activement. C'est pourquoi, après l'obtention du droit de vote des Québécoises en 1940, elle se présente comme candidate libérale indépendante dans le comté de Charlevoix-Saguenay à l'élection complémentaire de 1942. Même si [8] elle

arrive deuxième dans cette course, elle veut montrer, par ce geste, que non seulement les femmes du Québec s'intéressent à la politique, mais qu'elles peuvent aussi mettre en pratique leur nouveau droit d'éligibilité.

Rebelle contre le *Code civil* de 1866 qui maintenait les femmes mariées dans un état d'éternelles mineures régies selon les principes de la puissance maritale, elle fait de la réforme des régimes matrimoniaux et du statut juridique de la femme mariée un de ses principaux chevaux de bataille ; ce ne sera cependant que dans les années soixante qu'elle verra l'aboutissement de cette lutte par l'adoption de lois reconnaissant enfin un statut juridique aux femmes mariées et sanctionnant l'égalité entre les époux et les épouses. En 1925, elle prend part aux délibérations de la Commission du salaire minimum pour les femmes. L'amélioration des conditions de travail et le respect de la dignité des travailleuses, et notamment des institutrices rurales, figurent au tableau des préoccupations féministes de Thérèse Casgrain. Elle revendique aussi l'accès des femmes aux professions libérales (avocates, 1941), aux commissions scolaires (1942) et à la fonction de jurée (obtenu en 1971).

En 1945, outrée par la décision du gouvernement fédéral qui s'apprête à verser les allocations familiales aux pères « chefs et administrateurs de la communauté » plutôt qu'aux mères du Québec - comme on le faisait dans les autres provinces canadiennes -, elle organise aussitôt une campagne pour que les Québécoises ne subissent pas cette indignation. Malgré l'opposition massive des dirigeants politiques et religieux, elle poursuit sa lutte et obtient gain de cause.

Peu à peu, son expérience de militante pour la justice et l'égalité entre les sexes et entre les individus dans la société l'amène à constater qu'elle ne partage pas les préoccupations sociales et politiques des partis traditionnels, en l'occurrence les partis Libéral et Conservateur. Selon elle, ces partis sont davantage intéressés par la promotion de leurs intérêts propres que par ceux du peuple. Aussi se tournera-t-elle en 1946 vers le parti socialiste du Canada, nommé la Co-operative Commonwealth Federation (qui deviendra en 1962 le Nouveau Parti démocratique), qu'elle considérerait comme le seul parti offrant des solutions positives aux problèmes de la sécurité sociale.

[9]

Une militante socialiste

Convaincue de l'importance de sa nouvelle cause socialiste, qui a germé en elle « par étapes » selon ses dires, son engagement dans la politique sera encore une fois total : de 1948 à 1963, elle occupe le poste de vice-présidente nationale du CCF ; de 1951 à 1957, elle dirige l'aile québécoise du CCF, appelé le Parti social-démocrate (PSD). Ainsi, Thérèse Casgrain est-elle la première femme au Canada à diriger un parti politique important et, de surcroît, socialiste.

Cependant, elle demeure consciente que le fait d'être une femme et socialiste de surcroît dans un Québec traditionnel et conservateur, notamment sous la coupe du régime de Duplessis (1944-1959), lui a nui considérablement quand, sous l'égide du PSD, elle s'est présentée huit fois comme députée fédérale ou provinciale entre les années 1952 et 1963. Huit fois, elle est battue. Démoralisée, Thérèse Casgrain ? Absolument pas ! Elle conserve son optimisme en répliquant que les idées qu'elle défend, c'est sérieux, mais qu'elle ne s'est jamais prise au sérieux ! Et elle recommence ses activités politiques, telle une « incurable busybody » selon une de ses propres définitions !

Son travail à la direction du CCF-PSD amène Thérèse Casgrain à se promener partout au Québec, au Canada et dans le monde entier, pour assister à des conférences et à des congrès, prononcer des discours, etc. Ainsi elle a non seulement contribué à l'instauration d'une société plus juste et égalitaire dans sa province et dans son pays, mais elle en est aussi devenue une représentante dans différents pays et continents.

Une bâtisseuse

Animée d'un tempérament actif, Thérèse Casgrain poursuit son travail de bâtisseuse en fondant, au début des années soixante, la section québécoise de La Voix des femmes. Le but de cette organisation pacifiste regroupant des femmes des États-Unis et de l'Europe est d'assurer la paix dans le monde par la négociation et par l'application de leur devise : *Construction, not destruction*. Après un mois de travail, le comité recrute plus de cent membres.

[10]

Son engagement dans La Voix des femmes la conduira, en avril 1963, à faire trois heures de prison à Paris : en compagnie de militantes pacifistes de divers pays occidentaux, elle tentait de se rendre jusqu'au siège du comité de l'OTAN pour remettre une pétition contre la prolifération des armes nucléaires, ce qui, de toute évidence, eut l'heur de déplaire aux autorités parisiennes. Autre situation cocasse : à leur arrivée à Moscou à l'automne 1965, les militantes pacifistes de la délégation dont Thérèse Casgrain fait partie sont accueillies par une foule qui les attend à l'aéroport. Certes, elles sont ravies de voir qu'autant de personnes les soutiennent dans leur cause, mais elles trouvent l'affaire un tantinet étrange. L'atterrissage d'un avion d'Aéroflot portant à son bord le célèbre Gagarine, le premier astronaute soviétique, vient leur confirmer qu'elles avaient raison d'être sceptiques !

En plus de participer à la fondation de la Ligue des droits de l'homme (1960), organisation dont le but est de mettre de l'avant des réformes sociales visant à démocratiser la société québécoise, Thérèse Casgrain prend l'initiative d'organiser, en avril 1965, un colloque soulignant le vingt-cinquième anniversaire de la victoire des militantes suffragistes du Québec. C'est à cette occasion qu'il sera décidé, suivant sa proposition, de créer la Fédération des femmes du Québec (1966).

Bref, par son charisme, son zèle infatigable, sa ténacité, Thérèse Casgrain a été l'instigatrice d'un nombre impressionnant d'initiatives. Pas étonnant que, pendant les quinze dernières années de sa vie, elle ait accumulé plusieurs titres honorifiques dont la médaille de la « femme du siècle » donnée par le Conseil national des femmes juives du Canada à l'Expo 67 de Montréal, celle de la Société de criminologie pour son travail au chapitre de la défense des droits humains et des idéaux de justice et celle de l'Ordre du Canada, décernée le 6 juillet 1967. Le 31 mai 1968, elle reçut également de l'Université de Montréal un doctorat *honoris causa*. Finalement, consécration suprême de son travail, en octobre 1970, le Premier ministre du Canada Pierre Elliott Trudeau lui proposa de siéger au Sénat. Elle accepta à la condition de siéger comme indépendante libre de toute attache politique. Dans son discours inaugural, elle souligna qu'elle jugeait courageuse la décision du gouvernement canadien de [11] promulguer la *Loi sur les mesures de guerre* pour faire échec à la crise d'octobre 70 qui sévissait au Québec...

L'ambiguïté du personnage

Au tournant des années soixante-dix, le Québec vit une période de contestation sociale assez intense qui atteint son apogée en octobre lorsqu'un diplomate britannique en poste à Montréal, J. R. Cross, est enlevé et qu'un ministre du gouvernement de Bourassa, Pierre Laporte, est séquestré et assassiné par un groupe d'extrême gauche, le Front de libération du Québec (FLQ). Évidemment, Thérèse Casgrain, la démocrate, réformiste et fédéraliste, rejette catégoriquement ces méthodes terroristes utilisées par le FLQ pour résoudre les problèmes sociaux et nationaux de l'époque. Pour elle, la jeunesse québécoise fait preuve d'intransigeance et d'intolérance, démontrant concrètement et « une fois de plus le manque d'esprit démocratique existant dans le Québec ».

Ainsi, en endossant la *Loi sur les mesures de guerre* décrétée par le gouvernement Trudeau à Ottawa, elle prend une position opposée au NPD, le parti qu'elle a représenté dans les années quarante et cinquante. Comment expliquer cette position qui contredit les idées pacifistes, celles de respect des droits et libertés de la personne, de démocratisation, de justice sociale, etc., qu'elle a défendues toute sa vie ? Même si l'on peut comprendre qu'elle ait été choquée par les actes terroristes du FLQ, il devient pertinent de se demander si Thérèse Casgrain, la pacifiste, n'était pas, somme toute, contre l'armement nucléaire mais prête à utiliser la violence pour répondre à la violence.

Si l'on veut soulever une autre situation paradoxale dans laquelle Thérèse Casgrain s'est placée pendant les dernières années de sa vie, on ne peut qu'évoquer sa rogne contre les féministes du Mouvement de libération des femmes du Québec (MLF, 1969). À ce chapitre, elle a tenu des propos et fait des gestes dignes de déboussoler quiconque s'intéressait alors à cette cause ; d'autant plus désorientant que son passé témoigne d'un activisme féministe assez fidèle à la tâche.

À la fin des années soixante, Thérèse Casgrain ne se reconnaît pas du tout dans la radicalisation du féminisme. À l'époque, une [12] nouvelle génération de féministes remettent en question les institutions et les valeurs sociales qu'elle a toujours voulu réformer, sans toutefois mettre en cause leurs fondements. Elle se retrouve donc devant un courant féministe qui voit désormais dans le mariage et la famille traditionnelle les bases mêmes de l'infériorisation et de l'exploitation des femmes. La société patriarcale et toutes les institutions qui les représentent sont ainsi condamnées. En réaction à cette nouvelle tendance féministe, Thérèse Casgrain fait valoir le rôle fondamental d'épouse et de mère qu'elle a joué, malgré les mille et une causes

sociales et politiques auxquelles elle a été associée. Bien qu'elle ait toujours affirmé la nécessité pour les femmes de maintenir ce rôle traditionnel tout en demeurant actives dans tous les domaines de la société, elle ajoutera alors que son autorité et sa notoriété au chapitre de l'action publique n'empruntent en rien à une virilité déplacée ; qu'elle n'a jamais voulu ressembler à une virago. C'est d'ailleurs durant cette période qu'elle dira à qui veut l'entendre que l'œuvre de sa vie se caractérise davantage par son aspect humaniste que féministe. Elle soutiendra alors qu'il ne peut y avoir de véritable libération des femmes sans libération de l'homme.

De toute évidence, les années soixante et soixante-dix, années d'effervescence sociale, nationale et féministe au Québec, correspondent à une période de rupture dans la vie active de Thérèse Casgrain. Décidément, elle ne veut absolument pas prendre le train de la radicalisation sociopolitique et de la poussée indépendantiste qui passe au Québec. Ainsi, elle demeure non seulement une fédéraliste convaincue mais aussi une réformatrice très tranquille... Soulignons à cet égard son passage dans le camp des Yvettes, regroupant les Québécoises qui soutenaient la thèse fédéraliste lors de la campagne référendaire au printemps 1980.

Une combattante élégante et distinguée ?

On ne peut garder sous silence une autre ambiguïté propre à Thérèse Casgrain. Dès le début de son engagement social, où qu'elle aille Thérèse Casgrain ne passe pas inaperçue. Élégante, elle déploie tout son charme pour défendre une cause. Elle confiera d'ailleurs dans les années soixante et soixante-dix, alors qu'elle est en réaction contre le [13] féminisme radical, que l'on peut obtenir davantage avec un sourire qu'avec un rouleau à pâte ! Si les épithètes « féministe tout sourire ». « suffragette à talons hauts » peuvent donc lui convenir à certains égards, il ne faudrait pas oublier que Thérèse Casgrain demeure néanmoins une batailleuse infatigable. Elle s'était effectivement taillée la réputation de femme d'esprit car elle avait la riposte vive. Aussi, les quotidiens de l'époque, notamment ceux des années vingt à quarante, soulignaient-ils cette réplique facile dont elle semblait douée. Même dans le milieu politique de son mari, il paraît que « cette charmante hôtesse » n'hésita jamais à dire ouvertement son opinion aux hommes du Parti libéral qui faisaient montre d'étroitesse d'esprit. À cause de ses interventions, on la considérait à Ottawa comme un peu encombrante...

De plus, on ne peut que rappeler l'image de la femme frondeuse passant par-dessus les conventions propres à sa classe de sexe lorsqu'elle menait ses campagnes électorales pendant les années cinquante et soixante. À titre d'exemple, soulignons

celle de juin 1962 où elle est candidate de la paix dans le comté d'Outremont-Saint-Jean. Cette campagne prend une tournure assez originale : alors qu'elle se promène dans les rues d'Outremont avec un haut-parleur, un médecin de ce comté lui suggère de s'asseoir sur le capot de sa voiture pour saluer ses électeurs. Une file d'autos la suivent et klaxonnent ! Y avait-il bien des Québécoises prêtes à jouer ce jeu à cette époque ?

Mais, malgré cela, une autre ambiguïté persiste. En effet, on peut se demander comment cette femme, dont les origines, les manières et le savoir-vivre aristocrates n'ont jamais été répudiés, pouvait s'adresser à une assemblée de mineurs d'Abitibi ou de grévistes d'Asbestos parée de ses perles, du bracelet à pendentifs en or solide dont elle ne se séparait jamais. Si elle avoue volontiers le fait que d'avoir été une « affreuse bourgeoise » l'a souvent rendue timide devant un pareil auditoire, il semble qu'on l'ait accepté sans jamais souligner l'ironie de la situation.

Il faut dire que par la simplicité et la sincérité avec lesquelles elle approchait les gens, ceux-ci se sentaient sur-le-champ en relation de confiance. D'ailleurs, plusieurs personnes lui écrivaient et la tenaient au courant des moindres injustices dont elles étaient témoins. [14] Elle racontera qu'un jour, une Montréalaise lui écrivit pour lui dire que si elle voulait voir la misère, elle n'avait qu'à se rendre chez elle. Thérèse Casgrain s'y rendit et rencontra une femme vêtue d'une poche de pommes de terre, cinq enfants nus jouant dans une pièce, etc., bref, un tableau qui peut paraître surréaliste à plusieurs égards. On imagine qu'elle a dû en voir de toutes les couleurs...

En somme, Thérèse Casgrain aura passé sa vie à lutter pour améliorer les conditions de vie des gens, hommes, femmes et enfants compris. L'œuvre de sa vie se caractérise donc par son travail inlassable pour venir en aide aux plus démunis de la société ; par ses luttes pour soulever la passivité et l'apathie des gens devant des situations qu'elle jugeait injustes et discriminatoires ; par ses actions visant à mettre en échec les mentalités étroites qui considéraient que les femmes ne devaient surtout pas transgresser leur rôle traditionnel d'épouse, de mère et de maîtresse de maison pour participer à la vie communautaire.

Pour avoir été touchée par tout cas d'injustice et de discrimination, pour avoir répondu à ces réalités en formant des associations, des comités de toutes sortes, cette femme était sans équivoque douée d'une profonde énergie. Assurément, elle aimait plus que tout les gens en qui elle avait une foi inébranlable. Elle aura en outre contribué à mettre son pays, le Canada, et sa province, le Québec, sur le chemin du progrès, un progrès en ascension tranquille toutefois, réformiste et fédéraliste, plutôt que révolutionnaire et nationaliste... Enfin, si le modèle Thérèse Casgrain, la

femme frondeuse dans un monde d'hommes, plaisait peu à l'ensemble des Québécoises de l'époque, il demeure que cette femme a passé une partie de sa vie à éveiller des consciences.

[15]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Première partie : la personne, la carrière

2.

" Une militante engagée "

*par l'honorable Monique Bégin **

[Retour à la table des matières](#)

J'ai connu Thérèse Casgrain quand j'étais jeune étudiante poursuivant mon baccalauréat ès arts ou ma maîtrise en sociologie à l'Université de Montréal, alors que, pour payer mes études, j'agissais comme secrétaire (rémunérée) à des réunions et au congrès du CCF que présidait alors Thérèse Casgrain. Nous étions autour de l'année 1959 et je découvrais les grands noms du socialisme québécois et canadien en écoutant parler Frank Scott, nos chefs syndicaux québécois, Michael Oliver, le président du Congrès du travail du Canada, des jeunes comédiens, ou des jeunes universitaires comme Michel Forest de McGill ou Francine Laurendeau de l'Université de Montréal.

Puis, cinq ans plus tard, par téléphone, elle embrigadait la jeune sociologue que j'étais devenue pour une célébration du vingt-cinquième anniversaire de l'obtention du droit de vote des Québécoises au printemps 1965. Elle ne me connaissait pour ainsi dire pas, mais elle me voulait sur une table ronde avec ma collègue Hélène David. Elle était partout, catalyseur et reine de ce week-end. Ce qui me revient particulièrement vivement à l'esprit, c'est l'extraordinaire atmosphère de cette fin de

* L'honorable Monique Bégin est doyenne à la faculté des sciences de la santé de l'Université d'Ottawa.

semaine de fête des femmes, et du mouvement spontané de la salle en fin de séance, alors que Simonne Chartrand, Renée Geoffroy et d'autres exprimaient le souhait de voir se fonder un regroupement « de femmes d'aujourd'hui » au Québec. Le geste fait maintenant partie de l'histoire.

Nous nous sommes donc ensuite réunies, un petit groupe qu'avait rassemblé Thérèse Casgrain, chez elle, rue Mount Pleasant à Westmount, presque chaque semaine pendant un an. Nous y préparions pour avril 1966 le congrès de fondation de la Fédération des femmes du Québec. J'étais devenue responsable du programme de la future fédération et, avec Rita Cadieux, Yvette Rousseau, Gabrielle [16] Hotte, Simonne Chartrand et d'autres, nous parcourions la province dans nos temps libres pour consulter les associations féminines sur leurs revendications prioritaires en matière de politiques publiques.

Thérèse Casgrain m'irritait alors avec ses manières de grande bourgeoise aisée. Avec l'intransigeance de la jeunesse, je ne comprenais pas très bien qu'une socialiste habitant Westmount s'exclame soudainement : « Mais c'est quand même incroyable que les actions de Bell [Canada] soient encore tombées ! Qu'est-ce que je vais faire ? » J'étais sidérée de ses remarques capitalistes... Et puis un jour, de façon soudaine, j'ai vu Thérèse Casgrain avec d'autres yeux. J'ai vu l'extraordinaire sens de la justice sociale qu'elle avait et combien cette qualité l'honorait spécialement à cause même du milieu social qui était le sien. J'ai compris que ses manières de travailler, irritantes pour une jeune professionnelle organisée, méthodique et féministe, étaient son seul recours dans les causes auxquelles elle croyait, et qu'elle utilisait pour les défendre le pouvoir des hommes l'entourant dans sa vie privée ou dans sa vie sociale.

Je me suis beaucoup attachée à Thérèse Casgrain. Une fois devenue ministre, en 1976, j'ai recommencé à la voir, cette fois à son appartement de la rue Clarke, à Westmount (ou à recevoir ses célèbres coups de téléphone mobilisateurs à 7 heures du matin !). Nous avons fait ensemble plusieurs réunions des Yvettes à partir de la toute première, au Château Frontenac, lors de la campagne du référendum. Gantée, chapeautée, élégante, elle commençait toujours ses discours par un « Mesdames » très formel que démentaient complètement la passion du propos et la verve du discours. Après sa mort, j'ai créé au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, le prix Thérèse-Casgrain pour honorer un Canadien ou une Canadienne ayant œuvré pour le changement social.

J'adorais de Thérèse Casgrain sa merveilleuse coquetterie (discipline quotidienne qui était sa façon d'affirmer son courage), sa détermination, ses blagues presque rabelaisiennes, sa classe innée, cette vitalité qui la faisait mordre à belles dents

dans la vie et, par-dessus tout, ce sens inné de la justice qui lui faisait dénoncer sans faillir les discriminations, les abus d'autorité, les injustices qu'elle voyait, quelles qu'elles fussent.

[17]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Première partie : la personne, la carrière

3.

" Une femme tenace. "

*par Simonne Monet-Chartrand † **

[Retour à la table des matières](#)

Dans les paragraphes qui suivent, je voudrais faire un retour sur quelques événements qui ont marqué ma rencontre avec une femme que je qualifie de « tenace ».

1937-1939

C'est grâce aux conversations avec mon père, Amédée Monet, avocat, député de 1918 à 1922, que j'appris l'histoire des pionnières de la réforme du *Code civil* québécois. Il n'en avait jamais été question dans les manuels ou cours d'histoire tant au collège qu'à l'université.

En septembre 1937, à la suggestion de mon père, je m'inscrivis à l'Institut des Sœurs de Notre-Dame-du-Bon-Conseil en service social. Dans un cours d'introduction, sœur Marie Gérin-Lajoie, directrice et fondatrice de l'Institut, nous parla des droits de la femme, des luttes de sa mère, Mme Henri Gérin-Lajoie, contre le gouvernement, le Vatican et l'Évêché de Montréal.

* Simonne Monet-Chartrand était auteure, chercheuse et animatrice sociale.

Sœur Marie nous apprit à mieux connaître Thérèse Casgrain, présidente, en 1928, du Comité du suffrage provincial. En 1929, un comité organisé par cette digne Mme Casgrain fut incorporé sous le nom de la Ligue des droits de la femme. Cette ligue essayait de faire changer les lois et les mentalités des hommes, du gouvernement, du clergé et du monde du journalisme. La Ligue des droits de la femme, outre l'obtention du droit de vote, avait pour objectif la reconnaissance officielle d'autres droits dans les domaines familial, social et légal. En 1937, Thérèse Casgrain était encore la présidente de la Ligue des droits de la femme.

[18]

En 1939, j'avais alors dix-neuf ans, mon père me dit : « Simonne, l'accès à l'âge de la majorité ne donne pas encore aux femmes de la province de Québec le droit de vote. Raison de plus pour travailler à l'obtenir. J'aimerais que tu connaisses Mme Thérèse Casgrain. Grâce à mes contacts avec le milieu des avocats, il sera possible de faciliter cette rencontre. »

L'émission *Fémina*

Dans les années quarante, jeune mère de famille de cinq enfants retenue à la maison, j'aimais suivre dans les médias d'information les opinions et déclarations toujours audacieuses et intelligentes de Thérèse Casgrain. J'étais une auditrice assidue des causeries spécialement dédiées aux femmes que rédigeaient et animaient, depuis 1937, Thérèse Casgrain et Florence Fernet-Martel, d'abord à CKAC puis à Radio-Canada. Grâce à leurs propos et commentaires, je pus de chez moi bénéficier d'un enseignement qu'aucun livre ni aucun cours universitaire à l'époque n'auraient pu m'offrir avec autant d'à-propos.

1942 : la campagne des conscrits

Dès octobre 1942, deux élections partielles furent annoncées : l'une dans le comté de Charlevoix-Saguenay, l'autre dans Outremont-Saint-Jean-de-la-Croix. Dans Charlevoix, quatre candidats avaient fait savoir leur intention de briguer les suffrages. Puis une grande nouvelle parvint au public : Thérèse Casgrain venait de décider de poser sa candidature comme libérale indépendante dans cette circonscription qu'elle connaissait d'ailleurs bien pour y avoir habité durant sa jeunesse. De plus, son père, Rodolphe Forget, courtier et homme d'affaires, conservateur en poli-

tique, ainsi que son mari, Pierre Casgrain, celui-là libéral, avaient tous deux été, depuis près de quarante ans, tour à tour députés de ce comté. Pierre Casgrain venait d'être nommé juge, le comté n'avait plus de député en Chambre, d'où la nécessité d'une élection complémentaire. Et M^{me} Casgrain de proclamer : « Je n'aurai pas travaillé plus de dix ans pour obtenir [19] l'éligibilité des femmes pour rien ; je me sens maintenant dans l'obligation d'ouvrir la voie aux femmes candidates. »

La Presse et *Le Devoir* avaient publié cette déclaration qui m'avait beaucoup impressionnée par sa logique. J'avais trouvé cette candidate fort courageuse de se présenter comme libérale indépendante contre la conscription obligatoire alors qu'elle aurait été élue facilement si elle s'était présentée comme candidate libérale à cette élection fédérale.

De notre côté, Michel et moi appuyions, dans le comté d'Outremont-Saint-Jean-de-la-Croix, la candidature de Jean Drapeau. Il se présentait comme le « candidat des conscrits ». Jean Drapeau obtint 6 900 votes et Thérèse Casgrain arriva bonne seconde. Deux victoires morales.

1946 : Thérèse Casgrain, socialiste chrétienne

L'adhésion officielle de Thérèse Casgrain au programme du CCF remonte à 1946. Depuis 1932, elle suivait avec grand intérêt les débats politiques à la Chambre des communes. Elle y accompagnait souvent son mari, alors président-orateur de la Chambre de 1936 à 1940. Nommé juge en 1941, il délaissa la politique. Sa femme prit la relève.

Déjà, elle était une grande admiratrice du grand homme politique que fut J. S. Woodsworth, pasteur protestant socialiste et pacifiste, intrépide leader du CCF au Parlement. Par la suite, son gendre et sa fille, Grace McGinnis, furent aussi députés du CCF. Ils étaient ses amis. Mme Casgrain m'a souvent entretenue de ces personnages politiques qu'elle estimait beaucoup.

Le programme du CCF préconisait des mesures de sécurité sociale et de services économiques de bien commun (*commonwealth*), pour légiférer dans le sens du mieux-être des citoyens et des groupes moins favorisés de la société. Le CCF s'inspirait du programme du Parti travailliste britannique. C'est le CCF qui a prôné l'adoption de lois concernant l'assurance sociale, l'assurance-chômage et les allocations familiales. Sous la pression de ce parti, ces mesures socialistes furent par la suite votées par le Parti libéral fédéral.

Il est important de savoir qu'en mai 1933, l'épiscopat canadien condamnait toutes les formes de socialisme et de collectivisme. Vers 1934, Mgr Georges Gauthier, archevêque de Montréal, avait publié une lettre pastorale intitulée « La doctrine sociale de l'Église et la Cooperative Commonwealth Federation (CCF) » dans laquelle il condamnait quelques points du programme socialiste pouvant mener au communisme athée. Suspect, l'archevêque mettait les catholiques en garde contre ce parti et les incitait à ne pas y adhérer, sans toutefois en donner l'ordre formel.

En 1943, les évêques, réunis en assemblée à Québec, firent alors une déclaration approuvant, après étude et enquête, les réformes sociales et économiques proposées par le CCF pour le mieux-être des classes ouvrières et rurales. Les évêques, dont Mgr Joseph Charbonneau, avaient alors eu des entretiens sérieux avec Frank Scott, professeur de droit et doyen de la faculté à McGill, et le leader national du CCF, J.J. Coldwell, successeur de J. S. Woodsworth. À partir de cet événement, les catholiques furent alors laissés libres de rejoindre les rangs de ce parti.

1951-1956 : leader provincial du CCF

Thérèse Casgrain fut la première femme au Québec à être élue chef d'un parti politique. Michel Chartrand lui succéda en 1957. Le CCF prit au Québec le nom de PSD. Depuis 1955, j'étais également membre de ce parti politique. Celui-ci s'était formé en Saskatchewan par l'adhésion des coopératives agricoles et des unions ouvrières regroupées en fédération. Le CCF préconisait l'instauration d'une démocratie socialiste. À l'été 1960, nous avons assisté, Michel et moi, comme délégués du parti provincial, au congrès national, à Regina, en Saskatchewan. J'avais pu alors avoir accès à la documentation concernant les regroupements de parents, de professeurs (Parents teachers association) et leur engagement dans le parti pour l'obtention de l'école obligatoire et de la gratuité scolaire. La Fédération des écoles des parents puis celle des unions de familles dont j'étais membre n'avaient jamais pu avoir accès sous le régime Duplessis à la documentation du ministère de l'Instruction publique.

[21]

1962-1963 : candidate de la paix

Fondé à l'été 1961, le NPD demeurait dans la lignée politique du CCF. Lors des élections fédérales de 1962 et 1963, Thérèse Casgrain se présenta sous la bannière du NPD comme candidate de la paix dans le comté d'Outremont. Nous étions toutes deux membres actives de La Voix des femmes. Je fis des discours politiques à ses côtés sur diverses tribunes à ces occasions. Ses discours étaient clairs, ses arguments logiques. Les électeurs et électrices la savaient sincère, convaincue de la validité du programme, pas du tout opportuniste. Eux l'étaient davantage. Ils votaient pour le parti au pouvoir. Pour la huitième fois, Thérèse Casgrain fut candidate battue.

Son pays ? Le Québec, le Canada, le genre humain

Elle s'est toujours opposée à ce qu'elle considérait comme désuet, injuste, humiliant pour la condition humaine, que ce soit sur le plan des mentalités, des lois ou de l'opinion publique rétrogrades. Toutes les questions sociales et économiques l'ont intéressée. Tous les milieux et lieux de vie des femmes : ouvrières d'usine, mères de famille, institutrices, femmes du troisième âge, Amérindiennes, étaient son champ de combat pour l'exercice et la reconnaissance des droits des discriminées.

Durant plus de trente ans, lors de nos multiples rencontres à l'occasion de colloques et de congrès tour à tour féministes et politiques, Thérèse Casgrain me racontait « la petite histoire » de ses activités politiques. J'ai été, particulièrement durant les années soixante, influencée par son charisme, son intelligence, sa personnalité à la fois féminine et féministe et ses prises de position en matière économique, sociale et politique. Je lui dois de m'avoir initiée à l'action sociopolitique tant à l'échelon provincial que fédéral,

Fine observatrice des mœurs politiques, des injustices sociales, cette femme était d'une grande perspicacité. Compatissante aux besoins et problèmes des citoyennes et des citoyens les moins favorisés, elle a toujours entrepris de réaliser des projets audacieux pour le bien commun et les a menés à terme. À la fois contestée et admirée, cette femme fut l'instigatrice et la fondatrice de multiples [22]

mouvements tant éducatifs que civiques et politiques en faveur des droits humains, du pacifisme, du féminisme et d'un socialisme modéré (CCF-NPD).

Sa persévérance et sa ténacité dans l'action sociopolitique contestataire ont suscité chez moi l'adhésion à bien des justes causes qu'elle défendait sans relâche, avec conviction, ardeur et générosité. « Il reste tant à faire », ne cessait-elle de nous répéter lors de réunions, d'assemblées ou de congrès. Je l'ai crue. Par conviction, pour honorer sa mémoire, je demeure, à son exemple, « une vieille femme indigne », une militante féministe et pacifiste.

Thérèse Casgrain, cette jeune « vieille femme indignée » décédée en 1981 à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, a vécu sur un pied d'alerte, en contestation perpétuelle. C'ÉTAIT UNE FEMME TENACE.

[23]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Première partie : la personne, la carrière

4.

" Une inspiratrice. "

*par Alice Desjardins **

[Retour à la table des matières](#)

J'ai rencontré madame Thérèse Casgrain lors d'une réunion de la Ligue des droits de l'homme à Montréal vers les années 1964-1965. Elle y était conférencière. J'ai échangé quelques idées avec elle à la fin de la réunion. Ce fut, sans que nous le sachions elle et moi, le début d'une très grande amitié. J'ai eu par la suite le privilège de la connaître davantage et de travailler avec elle lorsqu'elle inspira la création du regroupement des associations féminines sous le nom de la Fédération des femmes du Québec, en 1966, à l'aube des réformes du *Code civil* sur les régimes matrimoniaux.

J'avais beaucoup entendu parler d'elle par ma mère qui lui vouait une très grande admiration. Je savais par elle que Thérèse Casgrain avait obtenu le droit de vote pour les femmes du Québec en 1940 et que, grâce à son intervention, les chèques d'allocations familiales, en 1945, avaient finalement été versés aux mères québécoises, comme dans le reste du Canada, renversant ainsi la décision gouvernementale de remettre au Québec les allocations familiales aux pères parce que le *Code civil* de l'époque considérait les femmes mariées comme des mineures aux yeux de la loi.

* L'honorable Alice Desjardins est juge à la Cour fédérale du Canada.

Thérèse Casgrain m'a souvent raconté elle-même son premier discours en 1922 - tremblante de peur, disait-elle, en présence des pionnières de l'époque, mesdames Henri Gérin-Lajoie et Idola Saint-Jean, et d'une délégation d'environ quatre cents personnes devant le Premier ministre Alexandre Taschereau, complètement insensible à la reconnaissance du droit de vote des femmes -, les quatorze comparutions devant des membres du gouvernement, à partir de 1927 et jusqu'en 1940, les demandes répétées en 1929 afin que la femme mariée soit autorisée à disposer de son propre salaire et que les femmes soient admises à la tutelle et au conseil de famille. Mais ce [24] n'est qu'en lisant son livre, lors de sa parution en 1971, et encore tout récemment, que j'ai pris conscience de l'ampleur de la tâche à laquelle s'étaient attelées les femmes de cette époque, qui se sont butées constamment à une étroitesse de vue peu commune de la part des autorités en place.

Thérèse Casgrain connaissait des gens de tous les milieux. Dans la rue, on la reconnaissait à l'éclat de ses cheveux blancs, on venait la saluer. Elle recevait de nombreux appels téléphoniques. On la consultait. On sollicitait son appui. À son tour, elle intervenait, elle mobilisait hommes et femmes de toutes les générations. Elle avait toujours un discours en préparation. Elle disait : « J'ai accepté d'aller parler... » C'était devant les cercles des fermières, les midinettes, les associations de consommateurs, les Amérindiennes auxquelles elle avait accordé son aide dans leur lutte contre l'article 12(1)b) de la *Loi sur les Indiens* de l'époque qui leur faisait perdre leur droit de demeurer sur la réserve lorsqu'elles épousaient un Blanc, ce qui n'était pas le cas d'un Amérindien s'il épousait une Blanche. Thérèse Casgrain ne se complaisait pas longtemps dans le confort de sa maison. Elle s'intéressait aux grandes et aux petites choses : la hausse du prix du lait et la protection du consommateur, les garderies pour enfants, les femmes jurées, les budgets de la Défense qu'elle dénonçait à travers *La Voix des femmes*, la reconnaissance de la Chine communiste, impensable dans les années soixante, l'aide médicale au Vietnam-Nord (elle avait manifesté son opposition à cette guerre). On raconte même que lorsqu'un des grands magasins de Montréal, vers les années cinquante, refusait aux vendeuses de s'asseoir sur des bancs derrière les comptoirs, c'est elle qui, par téléphone, entra en contact avec ceux et celles qui purent l'aider à obtenir un changement.

D'une infatigable ténacité, elle n'était d'aucun compromis. Elle s'était jointe au CCF étant convaincue qu'aucun des vieux partis n'avait suffisamment à cœur le bien-être des citoyennes, Et quel verbe tranchant et quel dynamisme lorsqu'elle s'exprimait ! À preuve cette phrase que l'on retrouve dans ses mémoires : « La politique,

c'est l'art du bien commun. On en a fait l'art du possible pour excuser les façons d'agir de certains politiciens ³. »

[25]

Bien qu'étant dans la jeune trentaine, en Chine en 1975, j'avais parfois de la difficulté à la suivre tant elle était énergique physiquement. Cette vigueur explique sans doute les longues campagnes électorales qu'elle a menées, particulièrement dans le comté de Charlevoix-Saguenay, lors des élections complémentaires de 1942 alors qu'elle avait voyagé, par voiture et par bateau, de Château-Richer jusqu'aux frontières du Labrador. Cette force la rendait imbattable malgré les revers. Dans les luttes où j'ai pu l'observer, elle relevait le gant inlassablement.

Elle avait, à mon sens, la vision des premières suffragettes qui, voulant combattre l'esclavagisme vers 1840, se rendirent compte qu'elles n'avaient pas le droit de parole aux réunions où se discutaient ces questions. Elles durent donc lutter pour obtenir leur propre droit de parole avant de pouvoir travailler à une meilleure humanité.

J'ai perçu son engagement comme celui d'une personne qui souhaitait que les femmes puissent éliminer les handicaps qui entravaient leur action afin de pouvoir enfin donner leur véritable rendement. Et ce rendement, pour Thérèse Casgrain, fut multiple.

« J'ai toujours cherché querelle à tout le monde, disait-elle, je suppose que c'est cela qui m'a gardée en forme ⁴. » Thérèse Casgrain n'était pas une personne facile. Heureusement ! Sans cela, elle n'aurait jamais pu inspirer ce souffle de changement à tant de générations.

Son œuvre appartient maintenant à l'histoire.

³ Thérèse F. CASGRAIN (1971). *Une femme chez les hommes*, Montréal, Éditions du Jour, p. 127.

⁴ GOUVERNEMENT DU CANADA. Débats du Sénat (30 juin 1971), p. 1239.

[27]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Première partie : la personne, la carrière

5.

" L'éternelle dissidente,
l'intermédiaire efficace. "

*par Gérard Pelletier **

[Retour à la table des matières](#)

Les paragraphes qui suivent n'ont pas pour but de porter un jugement sur l'action politique de Thérèse Casgrain. On m'a demandé d'évoquer seulement, en quelques traits, la grande dame inoubliable dont la mémoire demeure bien vivante aujourd'hui comme hier.

Ma femme et moi avons fréquenté Thérèse Casgrain pendant près de trente-cinq ans mais surtout au cours de la période qui sépara la Seconde Guerre mondiale de la Révolution tranquille au Québec. Et si l'on exigeait que je résume en un seul mot toutes nos rencontres, toutes les discussions de ces années-là et toutes les actions auxquelles nous fûmes mêlés avec elle, j'en choisirais un qui revenait constamment sur ses lèvres. Ce mot, c'est l'adjectif « abominable ».

Thérèse l'utilisait pour caractériser aussi bien la politique de ces années noires que le sort fait aux femmes par notre société et nos gouvernements de l'époque, ou encore l'attitude antisyndicale des autorités, au temps où le mouvement ouvrier tentait de consolider chez nous ses positions encore fragiles. Bref, l'épithète « abominable » résumait sa pensée sur l'actualité d'alors. Elle lui servait à signifier que la situation lui faisait horreur, ou bien que la tournure des événements lui paraissait

* Gérard Pelletier est journaliste.

très mauvaise. Car Thérèse Casgrain m'est toujours apparue comme une dissidente-née, incapable de dissimuler ses désaccords ou d'exprimer une opinion qui ne répondait pas à son sentiment profond.

Nous l'avons rencontrée pour la première fois à l'automne de 1947. Elle venait donc de franchir la ligne médiane de sa vie et pourtant, on aurait juré, à l'entendre, qu'on avait devant soi une personne habitée par les ferveurs de son adolescence. Il est peut-être vrai que l'âge incite à la modération. Mais ce ne fut pas le cas chez Thérèse Casgrain. Toutes les causes la trouvaient encore (et pour [28] toujours) disposée à s'enthousiasmer - après s'être indignée de situations abominables.

Je me suis toujours demandé comment une femme pareille avait pu traverser l'existence bourgeoise qui fut la sienne sans perdre son caractère de perpétuelle insurgée, tout en menant la vie productive d'une femme d'action et d'une mère de famille qui mérita l'affection profonde de ses enfants.

Le dernier souvenir que je garde d'elle remonte à l'année qui précéda sa mort. Nous avons passé la soirée ensemble mais elle dut nous quitter tôt, contrairement à son habitude, et nous expliqua comme suit son départ inusité : « Je dois me rendre demain à Pointe-Bleue pour y défendre les intérêts d'une jeune amie indienne. Et les horaires d'autobus sont abominables ; il n'y a, par jour, qu'un seul départ : à sept heures du matin. » Une femme de quatre-vingt-quatre ans se disposait à passer la journée dans un autobus inconfortable pour faire valoir les droits d'une jeune autochtone. Sa dissidence du jour la dressait contre les inégalités qui séparaient les hommes des femmes, dans les réserves indiennes.

Mais Thérèse Casgrain fut également une intermédiaire efficace entre les groupes les plus divers. Vingt-cinq années nous séparaient, ce qui ne l'empêcha pas de jeter un pont entre sa génération et la nôtre et de nous entraîner à sa suite dans ses entreprises de l'après-guerre. Mais vingt-cinq ans plus tard, après une absence de dix ans dans le service diplomatique, nous devons constater, à notre retour au Canada, qu'elle avait opéré sa jonction avec le groupe d'âge de nos enfants.

Or, les barrières de classes ne la gênaient pas davantage que les différences d'âge. Au milieu des années cinquante, j'eus à plusieurs reprises l'occasion de la prendre à mon bord : nous nous rendions tous deux participer aux mêmes réunions ouvrières, elle comme militante politique et féministe, moi comme permanent syndical. Nous nous trimballions en plein hiver dans ma voiture exigüe et mal chauffée dont elle ne s'est jamais plainte. Pour ces visites, Thérèse ne se déguisait pas en pauvre, comme une autre l'aurait fait par souci d'adaptation ; elle portait ses plus beaux costumes, ses bijoux les plus précieux, comme pour une sortie dans le grand monde ! Et les travailleurs n'en étaient pas vexés, au contraire.

[29]

Le croira-t-on ? M^{me} Casgrain gardait aussi, bien au-delà de la cinquantaine, des nostalgies de jeune fille. Militante socialiste, engagée du côté des travailleurs dans les luttes de l'époque, elle nous avoua un soir, au début des années cinquante, la peine qu'elle éprouvait de n'être pas invitée à Londres pour le couronnement d'Élisabeth II. Elle ne songeait même pas à dissimuler ce sentiment qu'elle savait démodé aux yeux des jeunes républicains que nous étions.

Grâce à sa longue vie, grâce aussi à la situation de sa famille, elle embrassait plusieurs époques qu'elle avait toutes vécues pleinement. Un soir d'été, au début des années quatre-vingt, elle nous rendit visite à Paris. Comme elle repartait le lendemain, infatigable, pour un voyage en province, je la raccompagnai, après le dîner, chez la parente qui l'accueillait. Il faisait un soir d'été lumineux et nous remontions les Champs-Élysées encombrés de voiture, quand subitement elle se pencha vers moi : « Pensez, Gérard, que j'ai connu cette avenue, la plus belle du monde, à mon goût, au temps où l'on n'y voyait pas encore d'automobiles. Mais elle était remplie d'équipages, de splendides voitures attelées d'un ou plusieurs chevaux, remplies de beaux messieurs en canotiers et de belles dames en chapeaux fleuris.

- C'était en quelle année, Thérèse ?
- Mille neuf cent deux ou trois. Mon premier voyage à Paris. J'avais six ou sept ans. Mais je m'en souviens comme si c'était hier. »

Elle n'en faisait pas étalage mais elle avait connu aussi, à Québec comme à Ottawa, presque tous les hommes politiques qui ont marqué le siècle. Elle prononçait sur chacun des jugements qui m'ont toujours paru justes, ils lui étaient inspirés par un instinct sûr et par un sens aiguisé de l'observation. Thérèse Casgrain s'intéressait, d'abord et avant tout, aux personnes qui l'entouraient. Elle aimait recevoir chez elle aussi bien des hauts fonctionnaires que des écrivains débutants, des professeurs d'université et des politiciens. Je garde le souvenir d'un cocktail automnal où elle avait réuni autour de la romancière Han Suyin des hommes et des femmes politiques de tous bords qui se trouvaient mêlés à de savants chercheurs et à de grands commis des États provincial et fédéral. Elle interrogeait ses invités, l'un après l'autre, avec une parfaite aisance ; elle écoutait les réponses avec attention, et les contes-
tait sans pitié si elles lui paraissaient fausses.

[30]

Et pourtant (est-ce un symptôme inquiétant pour son réalisme politique ou pour l'esprit démocratique de son époque ?) malgré des tentatives répétées, elle ne réussit jamais à se faire élire. À plusieurs reprises, dans les années cinquante et soixante, elle a posé sa candidature lors d'élections générales. Toujours en vain. Ce n'est pourtant pas la foi qui lui manquait. Nous sommes plusieurs à nous souvenir de sa campagne électorale dans Outremont, lors d'une élection fédérale. À ce moment-là, cette circonscription bourgeoise appartenait depuis des décennies au Parti libéral. Les connaisseurs en disaient : « Pour un candidat rouge, ce n'est pas un comté, c'est une pension ! » Mais Thérèse espéra, jusqu'au dernier jour de sa campagne, en faire la conquête au nom du NPD. Pourtant, elle avait dépassé depuis longtemps l'âge des illusions. Mais il n'y a pas d'âge pour la foi et le courage.

Ce sont des personnes comme Thérèse Casgrain qui font avancer les sociétés.

[31]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Première partie : la personne, la carrière

6.

" Témoignage d'un compagnon de route. "

*par Fernand Daoust **

[Retour à la table des matières](#)

Thérèse Casgrain est sans aucun doute une figure marquante de l'histoire contemporaine du Canada et du Québec. Femme issue d'une grande famille de politiciens, épouse d'un politicien, elle a consacré sa vie à lutter contre l'injustice, particulièrement en ce qui concerne les femmes. Son grand combat commencé en 1922 fut l'obtention du droit de vote des femmes en 1940. Elle n'a jamais relâché son action pour améliorer la condition féminine, et dans le mouvement syndical nous sommes ses héritiers sur ce plan puisque nous poursuivons d'une façon systématique ce combat pour l'égalité des femmes qui n'est pas encore terminé. Par ailleurs, elle a mené des actions pour les droits humains, pour la paix, pour la justice sociale. Ces différents aspects de la vie et de l'action de madame Casgrain font l'objet de l'un ou l'autre des textes publiés dans cet ouvrage.

En ce qui me concerne, j'ai eu, à plusieurs reprises, l'occasion de travailler avec madame Casgrain. Nos chemins se sont souvent croisés mais nous n'avons pas fait route ensemble pendant fort longtemps. Peut-être pendant deux ou trois ans dans le NPD, en 1961 et 1963, bien que j'aie eu l'occasion de la rencontrer avant la création

* Fernand Daoust fut d'abord secrétaire général de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec à partir de 1969, avant d'en devenir président en juin 1991.

du Nouveau Parti démocratique et d'échanger abondamment avec elle. Mais c'est vraiment au tout début de la création du NPD que j'ai été un de ses compagnons de route. Après la fondation, en juillet 1963, du Parti socialiste du Québec, né d'une scission au sein du NPD sur la question nationale, mes rapports avec madame Casgrain se firent de plus en plus distants. Comme je militais dans le mouvement syndical, il était normal que j'aie des occasions de rencontrer une militante d'un mouvement politique intimement lié au mouvement syndical. Donc, après tant d'années, avec le recul, j'ai ramassé [32] quelques souvenirs et je me suis demandé ce qui me paraissait se détacher, prendre un relief

De cette femme dont je ne fus pas toujours un admirateur inconditionnel, je retiens une grande qualité : sa capacité d'engagement et sa ténacité pour défendre les causes qu'elle croyait justes. Je pense aussi à un aspect de sa personnalité qui fut déterminant : ce ne fut pas une femme à croisades totalement désintéressées mais une femme de parti politique pour une bonne partie de sa vie. Malheureusement, cette grande dame des bonnes causes a parfois fait preuve d'une certaine intolérance frisant quelquefois l'agressivité.

Madame Casgrain et le combat pour la justice

Madame Casgrain a vu le jour dans un monde politique qui l'a passionnée dès son jeune âge. Mais elle a vite appris à quel point le fait d'être une femme est un handicap presque total pour faire de la politique ou pour faire quoi que ce soit, surtout quand son père lui refusa de poursuivre ses études collégiales pour se consacrer plutôt à l'apprentissage de son rôle de femme dans un milieu où la vie mondaine est une obligation. Cette jeune fille, issue d'un milieu privilégié, connaît et subit l'injustice non pas en théorie mais dans sa personne. Faut-il s'étonner que, dès lors, son chemin soit tracé ? Elle ne se soumettra pas, ni pour elle ni pour les autres femmes. Tout au long de sa carrière, certaines personnes lui ont reproché ses origines bourgeoises, les trouvant incompatibles avec ses prises de position de gauche. Ce genre de jugement est souvent erroné, car le moteur pour une action sociale authentique, ce n'est ni l'argent ni la naissance, mais le fait d'avoir ressenti une injustice et d'avoir la force de protester. À partir de là, quoi qu'on ait pensé de ses colliers de perles, ses engagements furent le fruit non pas d'un idéalisme éthéré, mais de la combativité de ceux qui sont décidés à faire cesser une injustice qu'ils ont ressentie.

Madame Casgrain, une vraie politicienne

Là comme ailleurs, on retrouve toujours la femme animée d'idéaux mais n'oubliant jamais que sa lutte étant de nature politique, avec tout [33] ce que cela impliquait de frictions inévitables avec les collègues, elle se devait de veiller à ce que ses interventions pour une bonne cause servent aussi les intérêts de son parti. Elle y mettait d'autant plus d'ardeur, et parfois presque de l'agressivité, qu'elle militait sans relâche dans un parti qui n'a jamais pris le pouvoir et qui, pis encore, bien que considéré comme un parti d'opposition prestigieux dans l'Ouest du Canada, ne parvint jamais à s'implanter dans le reste du pays et particulièrement au Québec. Quelques faits vont illustrer ces prétentions qui sont les miennes : je pense à ces querelles avec certains d'entre nous, notamment à l'occasion de certains conflits de travail. On se souvient tous de la grève du syndicat des Métallos à Murdochville, en 1956. La Gaspé Copper Mines l'avait provoquée de toutes pièces en congédiant le président du syndicat qui s'appelait Théo Gagné. Émile Boudreau, permanent du syndicat des Métallos, était le responsable de cette grève. On ne peut pas ne pas se rappeler quelques altercations verbales autour du projet qu'avait madame Casgrain d'implanter un comité du PSD dans cette région ; même parmi les grévistes, et en dépit de la conviction qu'ils avaient qu'il n'était pas dans leur intérêt que leur cause soit récupérée par les politiciens quels qu'ils soient, certaines dissensions menaçaient. Mais voilà que madame Casgrain prétendait passer outre leur volonté et tentait, Par tous les moyens, de donner suite à son projet. Émile Boudreau dut user de toute la détermination qu'on lui connaît pour empêcher madame Casgrain de profiter de l'occasion de la grève pour publiciser et surtout concrétiser son projet d'implanter un comité du parti.

Il y a peut-être le fait qu'elle avait tendance, en tant que responsable du parti ici au Québec, à considérer que les syndicats québécois, leurs dirigeants et leurs militants devaient avoir la même attitude à l'égard du PSD que ceux d'autres parties du pays qui manifestaient à l'endroit du PSD, et plus tard du NPD, beaucoup plus d'ouverture, d'engagement et d'appuis systématiques. On peut alors comprendre sa mauvaise humeur quand certains dirigeants ou militants faisaient preuve de beaucoup plus de scepticisme envers le PSD puis le NPD. Ce genre de comportement est assez normal pour un politicien mais on oublie peut-être trop à quel point madame Casgrain était aussi une personne tenace qui ne perdait pas de vue l'intérêt de son parti. On l'oublie pour un certain nombre de raisons. D'abord, elle a remporté [34] des victoires d'envergure dans des domaines qui dépassaient les intérêts des politiciens. La cause des femmes en est une illustration significative. Elle a défendu des causes

avec acharnement. Par exemple, celles des droits de la personne et du mouvement pour la paix. Le parti politique qu'elle dirigeait charriait lui-même beaucoup de nobles causes. Aussi, même s'il n'a jamais pris le pouvoir à Ottawa ou au Québec, il a toujours gardé une image de désintéressement que ne peuvent connaître les partis gagnants.

Madame Casgrain et sa réaction hostile à l'égard de la question nationale

Déjà, avec la décision du Québec de se créer une aile québécoise avec le PSD, madame Casgrain a commencé à montrer de quel bois elle se chauffait au sujet du problème de la question nationale. Pendant la période allant de la naissance du PSD à sa scission en 1963, sur cette fameuse question nationale québécoise par un groupe qui fonda le PSQ, on a vu que madame Casgrain, à l'abord agréable (sans aucun doute, et je lui reconnais beaucoup de charme, un charisme incroyable, une affabilité, une amitié à l'égard de ceux qu'elle côtoyait), était une fédéraliste féroce, souvent intolérante et aveugle dès qu'il s'agissait du nationalisme québécois.

Fidèle à ses idéaux et avec une extraordinaire détermination, madame Casgrain poussa aussi la fidélité jusqu'à un non moins extraordinaire entêtement. Il en résulta parfois une certaine incapacité à repenser certains problèmes à la lueur de nouveaux événements ou de nouveaux facteurs. Ses choix (je pense toujours à la question nationale) étaient coulés dans le béton ; sa capacité d'adaptation aux changements, très très faible, à l'égard de cette prise de conscience des Québécois que nous sommes et qui a commencé à se manifester au début des années soixante. C'est un trait paradoxal et intéressant de sa personnalité parce qu'elle a choisi de faire avancer des causes qui étaient d'avant-garde à cette époque. Mais sa fidélité à certains schèmes de pensée l'a parfois empêchée d'estimer à leur juste valeur les transformations sociales et leurs conséquences.

Ce fut sans aucun doute le cas avec la question nationale au Québec. Ayant vécu une bonne partie de sa vie à une époque où la [35] société québécoise baignait, il faut s'en souvenir, dans le conservatisme et l'obscurantisme, elle a traversé la Révolution tranquille les yeux fermés sans prendre acte des profonds bouleversements qui agitaient notre société. Pour elle, les Québécois étaient collectivement les plus bornés des Canadiens et, à ce titre, ils n'avaient aucun droit à une identité collective, et c'est en tant qu'individus, pensait-elle, que les Québécois devaient sortir de cette médiocrité, s'affirmer et s'intégrer au grand tout canadien. Il en allait de même pour l'idéal social représenté par le CCF, parti dans lequel elle s'était engagée en

1946. Elle refusa toujours que son idéal social-démocrate s'incarne ailleurs que dans le CCF ou le NPD et elle n'accepta jamais vraiment que ce parti ait une aile québécoise distincte correspondant à ses aspirations propres.

Par ailleurs, il faut lui reconnaître des qualités de rassembleuse. Combattante pour la justice, elle combinait, dans son ardeur et son talent, tout ce qu'elle pouvait pour faire se rencontrer des personnalités diverses susceptibles de mener des actions communes, toujours à la condition toutefois que ces actions soient passablement conformes à ses vues. Elle fut aussi une apôtre, il faut le souligner. Elle a fait preuve d'un zèle incessant pour tenter de convertir des individus à ses buts et les persuader de renoncer à leur égarement, véritable péché à ses yeux. Et le plus grave de ces péchés était, bien entendu, le nationalisme.

Je dois vous dire que j'ai été fort désolé que madame Casgrain ait accepté, en 1970, de devenir sénatrice, elle qui avait milité dans un parti qui réprouvait le Sénat et qui s'était opposé à voir une militante du CCF, du NPD et du PSD accéder au Sénat. Je pense que cela a fait mal à beaucoup de gens et semé beaucoup de désolation. Je dois aussi ajouter que sa profession de foi à l'endroit de la *Loi sur les mesures de guerre* constitue l'un des événements les plus désolants que nous ayons connus au Québec.

La bataille qu'elle a menée pour faire avancer la cause des femmes, c'est fantastique, mais sa bataille politique a suscité sans aucun doute, dans plusieurs milieux, beaucoup de déchirement et d'opposition.

[37]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Première partie : la personne, la carrière

7.

"Hommage à une femme chez les hommes"

*par Lauraine Vaillancourt **

[Retour à la table des matières](#)

En dépit d'un contexte social difficile où les valeurs de la société s'opposaient à celles qui osaient aller à l'encontre des règles établies, en femme bien déterminée, Thérèse Casgrain a témoigné d'une volonté d'être aux côtés des travailleuses dans une recherche commune d'une société plus juste. Elle a mené des luttes qui ont marqué l'histoire.

Penser tout ce qu'elle disait et dire tout ce qu'elle pensait était sûrement sa devise. La tête haute, le pas ferme et alerte, elle a traversé nombre de chasses gardées masculines. Et, de ce fait, elle a entraîné avec elle des femmes de sa génération et celles qui les ont suivies. J'étais de celles-là.

En 1945, Thérèse Casgrain revendiquait que les allocations familiales soient versées aux mères québécoises. À cette époque, je faisais mon entrée sur le marché du travail. Je devais comme nombre de jeunes filles d'alors gagner ma vie, et la porte d'entrée pour les non scolarisées était les ateliers de couture. Mais le discours que tenait Thérèse Casgrain dans les journaux, à la radio, dans ses conférences me fai-

* Lauraine Vaillancourt est vice-présidente de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec.

sait prendre conscience que je me devais de ne pas entrer dans le moule que me proposait la société du temps. Il me fallait m'affirmer. Avec le concours d'autres femmes travailleuses du secteur du vêtement, nous nous sommes donnés comme objectif de choisir ce métier dans lequel nous voulions œuvrer. Malgré les obstacles et les préjugés, nous avons choisi de postuler des emplois de presseuses, postes qui, par tradition, étaient réservés aux hommes.

S'imposer dans un poste non traditionnel n'est pas une fin en soi. L'influence de Thérèse Casgrain nous donnait le souffle nécessaire pour poursuivre notre cheminement. Il s'agissait, en quelque [38] sorte, d'acquérir certaines formes de pouvoir pour intervenir d'une façon plus organisée et plus systématique sur nos conditions de vie.

À chacune de ses interventions, Thérèse Casgrain nous rappelait que le combat comme femme s'articulait autour de plusieurs questions intimement reliées, que nous devons travailler à améliorer nos conditions de vie et de travail, qu'il fallait nous engager là où se prenaient les décisions sur le plan syndical et politique.

Son discours nous sensibilisait au fait de promouvoir la participation des femmes dans les structures en valorisant cette participation. Ce qu'il fallait comprendre, c'est que l'engagement des femmes n'était pas chose admise. Vu leur tradition culturelle et politique, leur éducation et leur position sociale, les hommes faisaient depuis longtemps partie de réseaux constitués. Les femmes en étaient exclues et, de plus, fréquemment découragées par leur entourage et par leur éducation qui ne favorisaient pas un rôle social actif de leur part. Mais qu'à cela ne tienne, l'intégration des femmes sur la scène politique étant essentielle pour inscrire de façon permanente le droit des femmes, Thérèse Casgrain se porta candidate aux élections. Par son courage, elle donna la parole aux femmes, elle exprima notre volonté d'être partie prenante du pouvoir.

Par cette démarche, elle nous incita à poser des actions qui nous conduisirent à décider de notre avenir et à assurer cet avenir. Hélas ! le vote féminin n'a jamais permis à Thérèse Casgrain d'être élue. Pas plus qu'à moi. Si Thérèse fut battue huit fois, je le fus à cinq reprises, le Nouveau Parti démocratique n'étant pas le parti que favorisent les Québécois et les Québécoises. Mais peu importe, il ne s'agissait pas uniquement d'être élue.

Propulsée sur la scène publique, Thérèse Casgrain a défendu la cause des femmes. Féministe, cette femme courageuse et pionnière a vu ses efforts reconnus.

Son plus grand objectif était de contribuer à transformer les rapports de la société et, plus particulièrement, à faire en sorte que les femmes aient les moyens de contrôler leur propre vie. La grande réussite de la vie de cette grande dame a donc

été de considérer que chaque pas fait par les femmes constitue une partie intégrante de sa contribution à la société.

À madame Casgrain, une femme chez les hommes, mes hommages.

[39]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

DEUXIÈME PARTIE

L'ENGAGEMENT FÉMINISTE DE THÉRÈSE CASGRAIN

Participantes

Diane LAMOUREUX
Anne-Marie BOURDOUXHE

Cécile CODERRF,
Nicole BOILY
Jacqueline SICOM-BÉIQUE

Présentation

Évelyne TARDY

[Retour à la table des matières](#)

[41]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Deuxième partie :
l'engagement féministe de Thérèse Casgrain

PRÉSENTATION

*par Évelyne Tardy **

[Retour à la table des matières](#)

Thérèse Casgrain a été une femme préoccupée toute sa vie de justice sociale et de démocratie ; sa lutte pour l'acquisition du droit de vote pour les femmes s'est inscrite dans cette préoccupation. Pour retracer cet engagement féministe nous avons fait appel à deux témoignages et trois analyses.

Le témoignage de Jacqueline Béique, suffragette aux côtés de Thérèse Casgrain, montre bien le charme et le charisme que cette dernière avait auprès des femmes menant la même lutte qu'elle, et qui font dire à l'auteure que « rencontrer madame Casgrain était inoubliable... »

Quant à Nicole Boily, première permanente à la Fédération des femmes du Québec, elle précise à travers son témoignage que Thérèse Casgrain, dans sa recherche de l'équité et son souci d'assurer aux femmes des droits égaux à ceux des hommes, n'a jamais perdu de vue la primauté de la vie familiale. C'est ce qui explique sans doute sa réticence vis-à-vis des congés de maternité, des garderies et surtout de l'avortement.

* Évelyne Tardy est professeure au département de science politique de l'Université du Québec à Montréal et coordonnatrice de la recherche à l'Institut de recherches et d'études féministes.

Cécile Coderre relate dans une communication très documentée la célébration du vingt-cinquième anniversaire du droit de vote organisée par Thérèse Casgrain et ses amies, célébration qui avait pour but de faire le bilan de l'évolution de la condition des femmes et qui déboucha sur la création de la Fédération des femmes du Québec. L'auteure analyse ensuite, à travers les principaux dossiers, les débuts de la FFQ, organisme rompant avec les associations traditionnelles, mais néanmoins réformiste. Elle conclut que le rôle de Thérèse Casgrain dans la fondation de la FFQ a peut-être été surestimé même [42] si cette dernière a indéniablement influencé par ses orientations les premières années de cet organisme.

Dans « Féminisme de charme et féminisme de choc », Diane Lamoureux montre comment Thérèse Casgrain et Idola Saint-Jean partageaient la même vision quant au suffrage féminin : l'arme du vote devait permettre de faire valoir les points de vue des femmes pour une meilleure justice sociale, mais aussi comment elles divergeaient par contre sur la façon de mener cette lutte : l'une préconisait la séduction, l'autre la confrontation. Ces divergences, montre ensuite l'auteure, auraient été étroitement liées à la conception que chacune de ces femmes se faisait de la féminité.

Quant à elle, Anne-Marie Bourdouxhe se demande d'abord si Thérèse Casgrain serait aujourd'hui *politically correct*, puis pose la question de ce qu'il en est aujourd'hui de l'humanisme et du second souffle de la libération de la femme. Selon elle, Thérèse Casgrain aurait vu venir certains excès de la lutte féministe. Anne-Marie Bourdouxhe déplore enfin qu'encore aujourd'hui, contrairement à Thérèse Casgrain, bien des féministes se « complaisent dans les descriptions de la femme victime de l'homme », et se demande où ça mène, « ce portrait *politically correct* de femmes victimes des hommes, à part de les faire se sentir coupables ».

[43]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Deuxième partie :
l'engagement féministe de Thérèse Casgrain

1.

" Féminisme de charme et féminisme de choc. "

*par Diane Lamoureux **

[Retour à la table des matières](#)

Les récentes célébrations du cinquantième anniversaire de l'obtention du droit de vote par les femmes du Québec ont permis d'exhumer deux héroïnes de notre histoire récente : Thérèse Casgrain et Idola Saint-Jean. Ces deux femmes si dissemblables ont lutté côte à côte, pendant près de vingt ans, pour une cause qui leur tenait à cœur, les droits des femmes. La première, ayant vécu plus longtemps, n'était pas tombée totalement dans les oubliettes de l'histoire puisqu'elle a continué de jouer un rôle dans la vie politique québécoise et canadienne jusqu'à sa mort en 1981 ; le fait qu'on lui fasse l'honneur d'un colloque en témoigne éloquemment. La seconde, par contre, a laissé moins de traces dans la mémoire collective quoique, paradoxalement, sa compréhension de l'action politique et son mode de vie en font un personnage beaucoup plus contemporain.

En fait, lorsqu'on examine la situation de plus près, il est intéressant de constater que notre jugement diffère en partie de celui de l'entre-deux-guerres. À cette époque, la « militante », c'était Idola Saint-Jean, tandis que Thérèse Casgrain apparaissait comme une dilettante, sympathique certes, mais dont les conceptions étaient

* Diane Lamoureux est professeure au département de science politique de l'Université Laval.

loin d'être aussi articulées que celles d'Idola Saint-Jean. C'est sur le contraste, mais également sur la complémentarité de ces deux féministes que portera mon analyse.

Je débiterai par deux anecdotes qui campent bien les personnalités. La première concerne Thérèse Casgrain. Un jour où elle s'était présentée au Parlement puisque le projet de loi sur le vote des femmes allait être discuté, Thérèse Casgrain profite du temps d'attente dont elle disposait pour sortir son poudrier et refaire son maquillage. À une militante qui lui enjoint de ne pas faire un tel geste en public, car cela « ruinerait la cause », Thérèse Casgrain rétorque qu'elle n'a [44] rien à gagner à porter des chaussures d'hommes et des chapeaux cabossés⁵. La seconde concerne Idola Saint-Jean. En 1922, après que Henry Miles eut prononcé son discours en faveur du suffrage féminin et que certains de ses collègues lui eurent fait l'amabilité de retirer sa chaise au moment où il allait s'asseoir, Idola Saint-Jean aurait soufflé à l'oreille de Thérèse Casgrain « la lutte des droits de la femme se livre dans le sang⁶ ». Ces deux anecdotes confirment ce que le *Montreal Standard* écrivait en 1940 :

Ces femmes remarquables sont depuis longtemps les inspiratrices du mouvement pour le suffrage féminin au Québec. Elles sont fort dissemblables. Souple, spirituelle, charmante jusqu'au bout des ongles, M^{me} Casgrain en a été l'avocate mordante ; inflexible, impitoyable, implacable comme un roc de diamant, Mlle Saint-Jean en a été le sabre⁷.

Mon propos s'articulera en trois temps. D'abord, je montrerai comment Thérèse Casgrain et Idola Saint-Jean partageaient des visions communes sur le caractère instrumental du suffrage féminin. Ensuite, j'aborderai leurs divergences quant aux tactiques concrètes pour l'obtention du suffrage féminin au Québec. Finalement, je mettrai en rapport ces divergences tactiques et leur conception de la féminité. Au paravant, il convient cependant de dissiper quelques illusions : il serait fallacieux d'opposer une grande bourgeoise riche et célèbre et une professionnelle dans l'obligation de gagner sa vie. La famille Forget est certes très aisée, mais cette fortune

⁵ Anecdote rapportée dans Michelle LASNIER (1963). « Les femmes du Québec ont-elles trahi Thérèse Casgrain ? », *Châtelaine*, juin.

⁶ Propos rapporté par Thérèse Casgrain lors d'une entrevue pour le magazine *Perspectives* à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'obtention du droit de vote par les femmes du Québec, 17 avril 1965.

⁷ *Montreal Standard*, 23 mars 1940, ma traduction.

s'amenuise dans la crise économique des années trente. Quant à Idola Saint-Jean, on ignore son état de fortune réel, mais elle vient d'un milieu assez similaire à celui de Thérèse Casgrain (père avocat, lié aux milieux politiques libéraux fédéraux) et son salaire à McGill ne constituait manifestement pas sa seule source de revenus. Il ne saurait donc être question d'expliquer leurs divergences en fonction de leur origine sociale.

[45]

Le droit de vote au service de la justice sociale

Si des femmes, durant près de vingt ans, ne comptent pas leur énergie dans la lutte pour le suffrage féminin, ce n'est pas par fétichisme ou crétinisme électoral. C'est plutôt parce qu'elles estiment que c'est par l'arme du vote que les groupes sociaux intéressés à la justice sociale pourront faire valoir leur point de vue. C'est pourquoi Idola Saint-Jean et Thérèse Casgrain ne font pas du suffrage féminin une fin en soi et que les organisations qu'elles ont animées poursuivent leurs activités après le 25 avril 1940. C'est également cette préoccupation pour la justice sociale et la démocratie qui nous permet d'entrevoir la cohérence du parcours politique de Thérèse Casgrain qui fait ses premières armes politiques autour du droit de vote des femmes, pour ensuite élargir ses préoccupations aux droits des femmes en général, au contrôle des prix durant la guerre, aux mouvements politiques ouvriers, aux droits et libertés de la personne, pour terminer dans le mouvement pacifiste.

Le droit de vote leur apparaissait donc comme le moyen le plus adéquat pour faire reconnaître certains droits comme l'égalité juridique des femmes (principalement des femmes mariées, juridiquement inexistantes à l'époque), l'accès à un travail aussi bien rémunéré que celui des hommes et à des conditions de travail décentes, de même que la possibilité pour les femmes mariées en communauté de biens de disposer à leur gré de leur salaire, l'accès à des logements adéquats et salubres, ainsi qu'une certaine reconnaissance sociale du travail domestique.

Cela permet d'expliquer la présence des suffragettes dans deux importants mouvements syndicaux féminins des années trente, à savoir la syndicalisation des institutrices rurales, celle des midinettes et, surtout, la grève organisée par ces dernières en 1937. Lors de la « grève de la robe », Idola Saint-Jean insistera particulièrement sur le fait que les midinettes sont doublement parias du fait de leur statut d'ouvrières et de femmes, et plusieurs ouvrières s'engageront dans le mouvement suffragiste par la suite. De même, lors de la syndicalisation des institutrices

rurales, Idola Saint-Jean et Thérèse Casgrain apporteront leur appui et souligneront que si l'on traite aussi mal les institutrices, c'est parce qu'elles sont des femmes. D'ailleurs Thérèse [46] Casgrain se retrouvera aux côtés de Laure Gaudreault lors de la fondation de la Fédération des femmes du Québec.

De façon plus générale, le féminisme de l'entre-deux-guerres est loin de se réduire à la seule revendication du suffrage et fait partie de ces courants qui ont permis la modernisation politique et sociale du Québec. Par sa nature urbaine, démocratique et sa foi en la participation au processus de décision politique, le mouvement suffragiste permet de dépasser la vision d'un Québec « tricoté serré » et engoncé dans sa tradition. Par son défi aux autorités cléricales, il amorçait également un mouvement de laïcisation de la société québécoise. Soulignons de plus que les féministes sont de toutes les discussions publiques qui peuvent avoir des répercussions sur les femmes, en insistant sans relâche sur trois éléments : l'égalité juridique, l'accès au marché du travail et la mise en place de politiques sociales.

L'égalité juridique est probablement la plus ancienne revendication féministe puisque, à peine créée, la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste demande une réforme du *Code civil*. Ce sont les organisations féministes qui forceront le gouvernement Taschereau à mettre sur pied la Commission Dorion (Thérèse Casgrain interviendra d'ailleurs par lettre auprès de Taschereau pour qu'il nomme sur cette commission des partisans des droits des femmes, sans obtenir satisfaction, comme on le sait), dont les conclusions seront loin de les satisfaire mais qui fournira tout de même l'occasion d'un débat public sur l'infantilisation (au moins sur le plan juridique) des femmes mariées.

Dans le domaine du travail, les féministes seront également très présentes. Non seulement elles s'engageront dans les luttes pour l'amélioration des conditions de travail ou pour l'augmentation du salaire minimum, mais elles se battront devant la Commission MacMillan pour obtenir, en 1934, que les femmes mariées puissent administrer seules leur compte bancaire. De plus, elles seront actives dans les mouvements de réforme de l'éducation donnée aux filles, dans la mise sur pied des collèges classiques féminins et dans les batailles pour l'accès aux professions.

Enfin, les féministes sont aux premières loges dans la revendication de politiques sociales : politique familiale, prolongation de la scolarité obligatoire, soutien au revenu des plus démunis. Ainsi, elles réclameront des allocations familiales, un soutien économique aux mères nécessiteuses, l'accès des femmes aux pensions de [47] vieillesse, etc. Ces politiques sociales sont envisagées comme des mesures de soutien au rôle essentiel des femmes dans la famille mais vont également dans le sens de la mise en place de l'État-providence.

Sur toutes ces questions, Idola Saint-Jean et Thérèse Casgrain n'ont pas de mal à s'entendre. Elles diffèrent cependant radicalement en ce qui concerne les modes de l'action politique. Alors que la première insiste sur l'idée de lutte et de confrontation, la seconde mise sur la séduction.

Le bras de fer du choc et du charme

Sur le plan de la pratique politique, on peut voir en Idola Saint-Jean une intellectuelle, qui pense qu'il suffit de convaincre pour réussir, tandis qu'on peut comprendre Thérèse Casgrain comme une machiavélique au sens strict du terme, à savoir que tous les moyens sont justifiés s'ils permettent de parvenir à ses fins. Quoiqu'elle n'ait jamais exercé le pouvoir politique, Thérèse Casgrain a bien su mettre en pratique ce précepte « qu'un prince donc se propose pour son but de vaincre et de maintenir l'État : les moyens seront toujours estimés honorables et loués de chacun ⁸ ». Il est donc intéressant d'examiner d'un peu plus près le contraste entre ces deux femmes.

En tant qu'intellectuelle, Idola Saint-Jean développe une conception beaucoup plus articulée du féminisme et de la contribution que celui-ci peut apporter à la démocratisation que Thérèse Casgrain. À lire *La Sphère féminine*, on ne peut qu'être impressionnée par la cohérence et la complexité de l'argumentation politique d'Idola Saint-Jean. Cependant, cela a sa contrepartie dans sa façon de présenter son point de vue. Les commentaires de l'époque font usuellement mention de son caractère « vindicatif » et certains vont même jusqu'à en faire une véritable harpie : « Quand Mlle Saint-Jean arrivait au Parlement, elle assaillait les députés, les poings presque levés et ils prenaient leurs jambes à leur cou ⁹ » Et d'insister sur l'agressivité d'Idola Saint-Jean alors qu'il s'agissait plutôt de défendre un point [48] de vue qui lui semblait justifié et d'argumenter sans tenter nécessairement de séduire. Il y a fort à parier que c'est cette transgression par rapport à la « supplique » et à la séduction, qu'elle remplace par l'argumentation et le raisonnement, que lui reprochent nombre de ses contemporains, au nombre desquels il faut compter Thérèse Casgrain.

L'article cité par Michèle Jean se poursuit de la façon suivante : « Tandis que Thérèse Casgrain n'avait qu'à s'asseoir dans le hall et, quelques minutes après, les

⁸ MACHIAVEL, *Le Prince*, XVIII, Paris, Gallimard, 1980, p. 109-110. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

⁹ Cité par Michèle JEAN (1981). « Idola Saint-Jean », dans *Mon héroïne*, Montréal, Éditions du Remue-ménage, p. 137.

délégués faisaient cercle autour d'elle. » D'ailleurs Thérèse Casgrain multiplie les entreprises de séduction : le jour même d'un vote où Taschereau avait appelé à battre le projet de loi en faveur du suffrage féminin, elle lui fait envoyer des fleurs pour souligner son anniversaire de naissance ¹⁰ ; ou encore elle organise des banquets de remerciements pour les députés qui votent en faveur du suffrage féminin. Cela n'empêche cependant pas Thérèse Casgrain de développer de façon articulée ses arguments en faveur du suffrage féminin. Ses causeries radiophoniques sur les droits des femmes montrent bien qu'elle peut aussi argumenter. Toutefois, « elle a toujours considéré sa féminité comme un atout et si ses chapeaux sont toujours ravissants, c'est qu'elle croit qu'en étant élégante, elle désarme les adversaires au point de départ ¹¹ ».

Si la technique varie, les deux militantes sont d'accord sur la nécessité de faire flèche de tout bois. Plus particulièrement, toutes deux s'entendent sur l'opportunité d'opposer le fédéral au provincial. On peut d'ailleurs voir là un signe précurseur de l'attitude de Thérèse Casgrain dans le mouvement des Yvettes. Dans le cas d'Idola Saint-Jean, ce recours au fédéral a pris la forme d'une candidature lors d'élections fédérales pour faire valoir le principe du suffrage féminin au Québec. Elle n'a pas été élue, mais elle a quand même recueilli trois mille voix. Par ailleurs, s'inspirant de l'affaire des personnes ¹², elle a même songé à faire intervenir le gouvernement fédéral [49] pour modifier la loi électorale québécoise. Toujours en s'inspirant de l'affaire des personnes et en ayant constaté que le Conseil privé de Londres s'était montré beaucoup plus ouvert que la Cour suprême du Canada en ce qui avait trait aux droits des femmes, Idola Saint-Jean profite du jubilé de George V pour recueillir, en quelques semaines, dix mille signatures sur une pétition demandant le suffrage des femmes au Québec.

¹⁰ Celui-ci lui répond d'ailleurs qu'il ne le méritait pas et reconnaît le côté « good sport » de Casgrain, soulignant que son charme a tout de même fait effet puisque plusieurs députés libéraux ont voté en faveur du suffrage féminin. Lettre de Taschereau à Casgrain, 6 mars 1930, Archives Thérèse Casgrain, boîte 10.

¹¹ Michelle LASNIER (1963). *Op. cit.*

¹² Il s'agit de la cause présentée à la Cour suprême du Canada, puis au Conseil privé de Londres pour faire préciser que le mot « personne » figurant dans les critères d'éligibilité au Sénat, s'appliquait aussi bien aux femmes qu'aux hommes. Cette cause faisait suite à un mouvement en faveur de la nomination des femmes au Sénat canadien à la suite de l'obtention du droit de vote au fédéral. Pour plus de détails, voir Diane LAMOUREUX (1989). *Citoyennes ? Femmes droite de vote et démocratie*. Montréal, Édition du Remue-ménage, p.36-37.

Quant à Thérèse Casgrain, ses liens avec les milieux politiques fédéraux sont bien connus. À la fin des années trente, son mari est président de la Chambre des communes et elle entretient des relations épistolaires suivies avec le Premier ministre Mackenzie King. De plus, elle a de longue date établi des liens avec Ernest Lapointe qui devient secrétaire d'État. Ce sont probablement ces contacts dans les milieux du Parti libéral fédéral qui permettent à Thérèse Casgrain d'obtenir que l'Association des femmes libérales puisse envoyer des déléguées au congrès de réorganisation du Parti libéral provincial en 1938. Or c'est à partir de cette délégation que Casgrain réussit à inscrire le suffrage féminin au programme du Parti libéral, moment décisif dans la lutte pour son obtention.

Mais dans cette tentative d'utiliser le « progressisme » du fédéral pour mettre les « rétrogrades » du provincial au pas, on peut distinguer les styles d'intervention des deux femmes. Idola Saint-Jean cherche à construire un rapport de force, car elle est persuadée qu'il y a une guerre des sexes et qu'il n'est pas anormal de rencontrer des résistances aux revendications féministes puisqu'il y a une « aristocratie des sexes » héritée des « époques primitives où seule la force primait sur le droit ¹³ ».

La position de Thérèse Casgrain est assez différente. Elle est quelque peu étonnée de rencontrer de l'opposition et de passer pour [50] une excentrique dans son milieu social. Estimant que ses positions représentent une sorte de gros bon sens ¹⁴, elle pense qu'il suffit de les diffuser pour les faire partager. Si elle consent à l'action, c'est principalement sur le mode de l'influence : elle utilise ses contacts dans les milieux politiques pour faire avancer son point de vue. Ainsi, dans ses mémoires, elle explique qu'elle « recevait tous les lundis soirs et [quel petit à petit les clans politiques se formèrent ¹⁵ » et elle insiste sur l'influence que cela lui donnait. Elle va même jusqu'à mentionner que Taschereau avait demandé à son mari de lui faire interrompre ses activités politiques.

¹³ Voir Idola SAINT-JEAN (1928). « L'aristocratie des sexes », *Le monde ouvrier*, 28 janvier.

¹⁴ Dans la même acception du terme que lorsque Thomas Paine parlait de « simple facts », de « plain truth » et de « common sense » pour justifier l'indépendance américaine en avril 1776. Voir à cet égard Thomas PAINE (1983). *Common Sense / Le sens commun*, Paris, Aubier.

¹⁵ Thérèse CASGRAIN (1971). *Une femme chez les hommes*, Montréal, Éditions du Jour, p. 117. Elle mentionne tous ses contacts politiques dans les milieux qui allaient ultérieurement former l'Action libérale nationale, p. 117-120.

Sur le plan organisationnel, une telle stratégie de séduction s'est révélée assez payante. Thérèse Casgrain a structuré un groupe cohérent autour d'elle et la Ligue des droits de la femme a un pouvoir d'attraction certain. Elle est également capable de rassembler des gens autour d'elle comme en témoigneront ses expériences organisationnelles ultérieures : elle peut ménager les susceptibilités et faire en sorte que chacune sente son importance dans l'œuvre collective ; elle peut également susciter des attachements profonds aux causes qu'elle défend et recruter de nouvelles militantes pour se joindre à ses luttes. Thérèse Casgrain est aussi fort douée pour répartir les tâches et donner aux femmes qui l'entourent confiance en elles.

Au contraire, Idola Saint-Jean est beaucoup plus impulsive et peut difficilement structurer une organisation. Madeleine Gleason-Huguenin, qui est loin de la dénigrer puisqu'elle a pris la peine de préciser que « si Idola Saint-Jean avait DIRIGÉ SEULE la campagne du suffrage féminin, elle l'aurait gagnée. Et le jour où les femmes voteront dans le Québec, c'est à l'effort persistant et intelligent d'Idola Saint-Jean qu'elles le devront ¹⁶ », se sent tout de même obligée d'ajouter, après avoir fait l'éloge de ses qualités, qu'elle « a [51] dû tout d'abord être imaginative, primesautière et impulsive ¹⁷ ». Si l'on peut répertorier à certains moments environ quatre cents noms dans les listes de membres de la Ligue des droits de la femme, il est beaucoup plus difficile d'évaluer l'effectif de l'Alliance canadienne pour le vote des femmes du Québec, l'organisation mise sur pied par Idola Saint-Jean en 1927. On peut certes constater que cette dernière a collaboré régulièrement avec M^{me} Scott et avec Émilie Lamarche, mais les autres membres de l'Alliance semblent avoir joué un rôle des plus effacés. En outre à la mort d'Idola Saint-Jean, le journal qu'elle avait fondé et dont elle était à peu près l'unique rédactrice cesse de paraître. Par ailleurs, dans les messages de condoléances de celles qui avaient partagé son combat pour les droits politiques des femmes, on voit poindre un certain nombre de critiques, entre autres celles d'Irène Joly.

Une certaine idée de la féminité

Si les divergences tactiques sont importantes, sur la question de la féminité et des rôles sociaux de sexes, il y a un abîme. Sur ce plan, Idola Saint-Jean est un personnage moderne, presque une contemporaine, alors que le comportement et surtout

¹⁶ Madeleine GLEASON-HUGUENIN (1938). « Portraits de femmes », *La Patrie*, Montréal, p. 243.

¹⁷ Idem.

le discours de Thérèse Casgrain ont un petit air fané. Je serais même portée à affirmer que ce sont ces conceptions fortement divergentes de la féminité qui sont à l'origine de leur méfiance respective, malgré des années de collaboration soutenue en tant qu'« ennemies respectables ».

À plusieurs reprises au long de sa carrière politique, Thérèse Casgrain joue sur son image de mère de famille qui parvient, dirions-nous de nos jours, à assumer son statut de « superwoman ». Ainsi, lorsque Taschereau lui laisse entendre que son engagement dans le mouvement suffragiste est incompatible avec une nouvelle maternité, elle lui tait qu'elle est enceinte et lance un défi à son sens de l'honneur en lui proposant de devenir le parrain d'un éventuel rejeton dont Taschereau voudrait faire un avocat ¹⁸ si c'est un garçon et Casgrain une suffragette si c'est une fille. Morale de l'histoire : Taschereau est bien devenu le parrain de sa fille Renée, mais celle-ci n'est devenue ni [52] avocate ni suffragette, Thérèse Casgrain concluant son récit par la remarque suivante : « Elle est aujourd'hui l'heureuse mère de sept enfants ¹⁹. »

L'argument de la conformité au rôle féminin traditionnel est d'ailleurs régulièrement utilisé par Thérèse Casgrain pour renforcer la crédibilité de son combat en faveur des droits des femmes. Dans ses mémoires, elle mentionne que « mère de quatre enfants, je privais également certains antiféministes d'un de leurs arguments favoris, à savoir que celles qui réclamaient le droit de vote étaient presque toutes de vieilles harpies sans enfants et dépourvues de féminité ²⁰ ». C'est là un argument qui revient régulièrement dans ses souvenirs et ses entrevues. Ainsi, lorsqu'elle évoque sa première rencontre avec Grace Ritchie-England, une pionnière dans la revendication du suffrage féminin, elle se sent obligée de mentionner qu'alors que sa mère la qualifiait de « ugly duckling », Ritchie England lui attribuait plutôt la cote du « beautiful swan ²¹ ». Cela sera encore plus marqué à la fin de sa vie, alors que les journalistes essaient d'opposer le féminisme respectable de Thérèse Casgrain aux « hystéries » des féministes de la fin des années soixante. Dans toutes ces occasions Thérèse Casgrain prend la peine de faire remarquer que sa conformité à l'idée de la féminité traditionnelle ne l'a jamais empêchée de défendre un certain nombre de principes. C'est à rapprocher du compte rendu que les journaux de 1922 faisaient de la rencontre entre Taschereau et la délégation féministe venue demander le droit

¹⁸ Ou un évêque, selon les diverses versions de cette histoire.

¹⁹ Thérèse CASGRAIN (1971). *Op. cit.*, p. 86.

²⁰ Idem, p. 85.

²¹ Idem, p. 76.

de vote pour les femmes : « Mme Pierre Casgrain, svelte, élancée, met une note de jeunesse au milieu de cette assemblée ²². »

Thérèse Casgrain a constamment, en politique, maintenu son image de « main de fer dans un gant de velours ». C'est ce qui explique sa ténacité. Par ailleurs, elle reste conforme au mode de conversation féminin ayant cours dans son milieu d'origine : une femme peut avoir des idées, mais elle doit surtout respecter la façon féminine de les exprimer ; une longue démonstration logique ne lui sied point et mieux vaut miser sur les traits d'esprit, le sens de la répartie, une [53] certaine ironie dans le ton. C'est une longue fréquentation des salons qui explique le style discursif et polémique de Thérèse Casgrain.

A contrario, Idola Saint-Jean fait figure de la virago que Thérèse Casgrain décriait, dans une entrevue datant des années soixante ²³, lorsqu'elle mentionnait, pour justifier sa tactique de la séduction, que « je n'aime pas les hommes efféminés et je suppose que les hommes n'aiment pas les viragos ». Célibataire, Idola Saint-Jean a effectivement droit aux quolibets et aux attaques qui mettent en cause sa « féminité », comme en témoigne ce commentaire particulièrement ridicule du député Fillion qui pensait pouvoir se débarrasser de la revendication du suffrage féminin en offrant de « passer ses culottes à Idola Saint-Jean chaque fois qu'elle les voudrait ²⁴ ».

Plus encore, le fait qu'elle exerce un emploi lui confère une autonomie personnelle et la rend beaucoup plus près de l'image de la « femme moderne » qui se développe dans l'entre-deux-guerres, au grand dam des élites traditionnelles. Certes, Idola Saint-Jean ne remet pas explicitement en cause le modèle familial, si prégnant dans la société québécoise ; dans certaines occasions, elle n'hésite pas à affirmer qu'en tant que mères les femmes devraient avoir le droit de vote. Cependant, sa conception des rôles sociaux de sexes est beaucoup plus égalitaire et va dans le sens de l'indifférenciation sexuelle. Ainsi, alors que certains députés québécois préconisent l'interdiction du travail des femmes afin de régler la crise économique et le problème du chômage dans les années trente, leur rétorque-t-elle :

²² *Le Devoir*, 10 février 1922.

²³ Voir Châtelaine, *op.cit.* Voir également le compte rendu de son discours de retraite du Sénat dans *Le Soleil* du 20 juillet 1971. C'est probablement une telle notion de la féminité qui explique, en plus de son attachement à l'unité canadienne, que Thérèse Casgrain ne se soit pas sentie trop dépaylée parmi les Yvettes.

²⁴ Voir Catherine Lyle CLEVERDON (1950). *Woman Suffrage Movement in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, p. 240.

Que penserait-on d'une législation qui contraindrait tous les hommes à exercer la même profession ou le même métier ? Ne commet-on pas la même absurdité en tentant de condamner toutes les femmes au mariage ne leur permettant pas d'autres fonctions que celle de la maternité ²⁵ ?

Malgré ces divergences, il serait totalement erroné d'opposer une Idola Saint-Jean « féministe » à une Thérèse Casgrain « humaniste ». [54] Soulignons que, pour une femme, dans un contexte où la discrimination sexuelle persiste, l'humanisme passe en premier lieu par le féminisme. Cela, Thérèse Casgrain l'a parfaitement compris. Toute sa carrière politique, pas seulement la période où elle dirige la Ligue des droits de la femme, est marquée par un combat pour la promotion des femmes. Elle sera là lorsque les premières femmes seront admises au Barreau en 1941. Elle interviendra en faveur des femmes dans le dossier des allocations familiales en 1945. Elle trouvera important de rappeler à la mémoire les luttes féministes de l'entre-deux-guerres. Tout au cours de la Révolution tranquille, elle s'indignera du fait qu'on ne nomme aucune femme dans toutes ces nouvelles administrations gouvernementales. Elle insistera pour que le gouvernement mette sur pied une commission d'enquête sur le statut de la femme au Canada. Dans tous ses combats sociaux, la dimension féministe reste présente.

²⁵ Idola SAINT-JEAN (1935). *La Sphère féminine*.

[55]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Deuxième partie :
l'engagement féministe de Thérèse Casgrain

2.

" Thérèse Casgrain serait-elle
politically correct ? "

*par Anne-Marie Bourdouxhe **

[Retour à la table des matières](#)

Je ne veux pas traduire le terme « politically correct » parce que c'est une définition dont la « droite » sur les campus américains a affublé ses collègues « radicals » et qui a eu le succès que l'on sait auprès des médias. Je tiens à garder la référence aux campus américains car il y a dans le style d'expression des revendications de la gauche en faveur des minorités victimes du système américain une tension fondée sur le vieux fond puritain « holier than thou » à laquelle les catholiques sociologiques que nous sommes sont étrangers. En ce qui nous concerne c'est la référence à la possession tranquille de la vérité qui nous sied le mieux. Car la « political correctness » est un phénomène que nous vivons au Québec aussi, j'entends ici les hommes et les femmes de ma génération. Les militants de gauche des années soixante et soixante-dix, rangés des voitures depuis le référendum, ne peuvent s'empêcher d'éprouver une certaine familiarité avec ce qui se passe sur les campus américains. Nous sommes comme eux, les baby-boomers qui sont entrés dans la carrière avec leurs idéologies, leurs convictions, leur vision du monde, avec enfin leur passé indivi-

* Anne-Marie Bourdouxhe est directrice de la revue *Cité libre* et relationniste de l'Université McGill.

duel de vétérans des années de contestation et les générations montantes ont affaire à le savoir.

Mais nous, les femmes, ne sommes pas encore prêtes à admettre que nous sommes des « radicales » en pantoufles parce que ça fait à peine deux ou trois ans que les jeunes de vingt ans nous appellent spontanément Madame quand ils nous adressent la parole et qu'accepter de vieillir c'est dur. Nous ne voulons pas l'admettre non plus parce que, tout comme les dames patronnesses du temps de la jeunesse de M^{me} Casgrain, notre conscience est claire, nous nous identifions toutes de près ou de loin à un groupe bien circonscrit de victimes minoritaires. Les grandes manifestations, c'est fini depuis que [56] le *Journal de Montréal* en 1989 titrait à la une que la parade de la Saint-Patrick avait attiré plus de monde que la manif de l'année d'avant pour la loi 101. Nous militons au sein de lobbies pour atteindre un objectif précis et partiel, à un point tel d'ailleurs que nous n'arrivons plus à définir la société que nous voulons. C'est quoi notre projet de société ? Pourquoi veut-on sortir le Québec du Canada ou le garder en son sein ?

Pour ce qui est de la cause des femmes, les travailleuses syndiquées et non syndiquées des secteurs public et parapublic sont toutes occupées à l'heure actuelle, chacune à l'intérieur de leur boîte, à mettre en place les mécanismes et les politiques qui garantiront l'égalité des femmes avec les hommes en matière d'embauche et de salaire. Or ces démarches relèvent de la gestion, de la politique interne de chaque ministère, école, hôpital, CLSC, cégep ou université. Elles signifient aussi une définition minutieuse de ce que doivent être les comportements masculins dans le milieu de travail - en matière de harcèlement sexuel par exemple. Ces démarches sont beaucoup moins tapageuses que les grandes manifestations, mais croyez-en notre expérience, c'est fou ce qu'un article dans une convention collective, une note de service sur la façon correcte d'utiliser les genres, de nommer les minorités visibles, linguistiques ou physiques dans la correspondance administrative et dans les manuels scolaires peuvent changer les mentalités. Voire ! Pendant que ce qui reste de la gauche s'occupe à concrétiser les mesures qu'elle a gagnées dans les années soixante-dix, les Conservateurs qui nous gouvernent ont toute liberté pour mettre en place leur projet de société.

Qu'en est-il aujourd'hui de l'humanisme, du second souffle de la libération de la femme ? Comment pourrait-il se lever au sein de ces innombrables petits groupes devenus autant de lobbies qui ne se portent à la défense des intérêts que d'une seule catégorie de femmes bien circonscrites ? Efficacité oblige. Où sont les économistes féministes qui ont gueulé sur la menace que le ministre Côté fait planer sur l'universalité des soins de santé ? Qui voit venir le sapin que le gouvernement Mulroney s'appête à nous passer avec les allocations familiales ? Il n'a pas dit comment il

allait calculer le revenu. Celui-ci va-t-il être fondé sur le seul salaire de la mère ou sur le revenu familial ?

[57]

Qu'est-ce que M^{lle} Casgrain a à voir avec cela ? me direz-vous. Eh bien ! elle l'a vu venir. Je vous cite ce passage à la page 295 d'*Une femme chez les hommes* publié en 1971 :

Aujourd'hui, les femmes n'ont pas à envisager les mêmes difficultés qu'autrefois ; elles s'affirment davantage et sont un peu mieux écoutées, mais la société d'égalité entre les hommes et les femmes est loin d'être réalisée. Toute ma vie, j'ai préconisé qu'il fallait questionner, prendre position et agir. Donc, j'approuve en général, le courant de la libération des femmes qui s'amorce un peu partout quoique je diffère d'opinion sur certaines modalités prises par quelques groupements de femmes pour atteindre ce but. Notre cause n'est sûrement pas renforcée parce que des milliers d'entre elles jettent non pas leur bonnet par-dessus les moulins mais leur soutien-gorge dans la rue. D'ailleurs cet aspect peu sérieux se reflète même dans certaines des discussions de nos législateurs. Quel avantage y a-t-il à s'interroger pour savoir si, au Parlement du Canada ou dans les assemblées législatives, les jeunes filles devraient être acceptées comme pages et dans l'affirmative, comment elles devraient être vêtues ? Il est beaucoup plus important de s'attacher à des questions fondamentales, par exemple, la parité de salaire, l'égalité dans les avantages économiques et la présence des femmes dans les conseils d'administration, dans les commissions royales et dans les parlements.

Voilà, M^{me} Casgrain n'était pas d'accord sur certaines modalités et dans les années quatre-vingt, nous nous sommes justement enterrées dans les modalités, complu dans les descriptions de la femme victime de l'homme, comme l'ont fait, par exemple, les auteurs de la nouvelle édition de l'*Histoire des femmes au Québec* dans ce passage d'un article paru dans *La Presse* du 8 mars dernier que je cite :

À l'arrière-plan de ces percées d'une minorité de femmes dans les lieux de pouvoir grouille un fond de violence et de contraintes. La menace de la violence physique au sein de la famille, dans le couple, au travail ou, de façon anonyme, dans les lieux publics ou chez soi, force les femmes à des stratégies d'évitement ou de compensation. Les agresseurs sont des hommes : époux, frère, père, collègue de travail ou in-

connu. N'y a -t-il pas là une perpétuation des mécanismes séculaires pour dominer les femmes, pour maintenir la crainte, pour les empêcher de s'échapper résolument vers l'autonomie ? Sans cette menace latente, les femmes ne risqueraient-elles pas de quitter la vie de couple, de refuser les rapports sexuels indésirés ou de vivre seules ? L'ampleur de cette violence est difficile à évaluer à cause du tabou qui l'entourait jusqu'à tout récemment.

[58]

Si c'est vraiment cela, la société dans laquelle on vit, c'est la guerre ou la claudicité ! Au fond, ça mène à quoi ? ce portrait *politically correct* de femmes victimes des hommes, à part de les faire se sentir coupables, j'entends par là les femmes aussi bien que les hommes. Nous savons toutes que la culpabilité, ça paralyse, ça nous fait faire le contraire de ce qu'on veut faire. Toutes celles qui se sont mises à la diète le savent...

Notre objectif c'est la libération des femmes et des hommes, ce n'est pas la domination de l'autre sur l'un. Et Dieu sait que Mme Casgrain aurait eu d'excellentes raisons de se répéter : « On me fait ça parce que je suis une femme. » Oh ! elle l'a dit, elle l'a même écrit, mais elle était beaucoup trop forte, enthousiaste et optimiste pour se complaire dans le rôle de la pauvre femme victime des hommes. Comme me le disait une amie de la génération qui me précède et qui a bien connu Mme Casgrain : « Je n'ai jamais senti chez Thérèse qu'elle voulait faire du féminisme des histoires de bonnes femmes. » Pour ma part, la seule fois où j'ai vu Mme Casgrain en femme victime, c'était lors de la campagne électorale de 1965 quand tous les militants n'en avaient que pour Robert Cliche alors leader du Nouveau Parti démocratique au Québec et que nous la négligions beaucoup, elle nous avait dit en soupirant : « On me fait ça parce que je suis une femme. » Même si au fond d'elle-même elle avait été convaincue de la véracité de son constat, elle n'en a jamais fait une histoire. Et puis elle savait que ce n'était pas en se lamentant en public qu'elle arriverait à rallier des supporteurs aux causes qu'elle défendait. Grande dame, bien élevée, elle dévoilait ses états d'âme aux intimes seulement.

Le passage du flambeau de la cause des femmes d'une génération à l'autre de féministes canadiennes-françaises, depuis celle de Thérèse Casgrain à la mienne en passant par celle de ma mère, s'est fait dans la continuité, et cela, on le doit d'abord et avant tout à Thérèse Casgrain. Il faut dire aussi qu'avec le temps qu'ils ont mis pour nous accorder le droit de vote, de 1919 à 1940, nos réactionnaires de politiciens provinciaux lui ont largement donné le temps nécessaire pour former la relève. Une fois obtenu le droit de vote, elle en a entraîné, des femmes, dans l'action politique.

Je fus de celles-là, militante du Nouveau Parti démocratique à quinze ans, ce qui me valut le sobriquet de « Thérèse Casgrain » de la part des gars de Brébeuf que je fréquentais au bistrot de la rue Gatineau.

[59]

Pour M^{me} Casgrain : « La politique c'est l'art du bien commun, on en a fait l'art du possible pour excuser les façons d'agir de certains politiciens ²⁶. » Réaliste, elle a tenté de se faire élire dans le comté qui fut d'abord celui de son père Conservateur et celui de son mari Libéral. Les électeurs de Charlevoix ne voulant ni de la fille ni de l'épouse comme députée libérale indépendante en 1942, elle décide de joindre les rangs d'un parti politique qui incarne ses opinions - la Commonwealth Cooperative Federation, l'ancêtre du Nouveau Parti démocratique - parce que : « Quiconque étudie objectivement l'histoire politique de notre pays constate que la quasi-totalité des mesures de sécurité sociale adoptées par le gouvernement fédéral furent inspirées par la doctrine du parti CCF, aujourd'hui connu sous le nom de Nouveau Parti démocratique : pensions de vieillesse en 1927, assurance-chômage en 1940 et enfin allocations familiales sanctionnées en août 1944 ²⁷. »

Thérèse Casgrain avait tout de la militante radicale. Elle tenait en effet à l'essence, au principe même des causes qu'elle a défendues : les droits des femmes comme ceux des sans grade et des sans statut du système politico-économique canadien : les ouvriers non syndiqués, les ouvriers en grève, les colons de l'Abitibi, les citoyens nippon-canadiens déportés en camp de concentration durant la guerre, les femmes autochtones. Mais c'est sur la manière de s'y prendre qu'elle différait. Car si comme les féministes radicales d'aujourd'hui elle croyait que « tout est politique », elle avait les idées générales en horreur, ce qui l'intéressait, c'était les faits. Je me souviens un soir de l'hiver 1978, elle était venue dîner à la maison et on parla d'avortement ; elle était contre par conviction religieuse mais elle me donnait raison sur tel ou tel cas précis que je lui racontais.

Alors qu'elle étudiait au couvent d'Hochelaga, ma mère pensait des suffragettes qu'elles étaient des dames riches qui s'énervaient pour des prunes : « Le féminisme, le rôle des femmes en politique, ce n'était pas un courant très fort à l'époque. J'en rigolais mais j'étais aussi curieuse d'en savoir plus et je suis allée les entendre à l'Hôtel Windsor et là wouf ! j'ai vu que Thérèse croyait tellement à ce qu'elle [60] faisait, elle était forte et très douce à la fois et tenace. J'ai vu qu'il y avait quelque chose là et je n'en ai pas démordu. Elle ressemblait beaucoup à Jeanne Blum, la veu-

²⁶ Thérèse CASGRAIN (1971). *Une femme chez les hommes*, Montréal, Éditions du Jour, p. 127.

²⁷ *Idem*, p. 170.

ve de Léon, le leader de la Section française de l'Internationale ouvrière. Même chaleur, même curiosité pour les êtres, même facilité de communication, elles pouvaient avoir une conversation aussi sérieuse avec toi, ma fille, qu'avec ton père ou un leader politique, c'était aussi important pour elles. »

Comment Mme Casgrain aurait-elle pu ne pas avoir compris le mouvement d'émancipation du Québec durant les années soixante ? Elle qui a milité pendant des années dans le bouillon de culture du nationalisme de gauche québécois que furent le Parti social-démocrate puis le Nouveau Parti démocratique. Elle le décrit d'ailleurs dans ses mémoires, comme dans ce passage à propos de l'éphémère Rassemblement provincial des citoyens contre le gouvernement Duplessis : « Une tension presque constante existait entre ceux qui donnaient une priorité aux problèmes sociaux et ceux qui étaient avant tout nationalistes. D'autre part, les éléments les plus doctrinaires s'opposaient à ceux qu'on appelait les pragmatistes ²⁸. » Or, Mme Casgrain était une pragmatique qui donnait la priorité aux problèmes sociaux. Elle n'a jamais cru qu'il fallait faire l'indépendance du Québec pour assurer le bien commun des Canadiens français. Son expérience personnelle lui avait plutôt prouvé que c'était en maintenant une tension entre les deux paliers de gouvernement de son pays qu'elle arriverait à gagner une cause.

Ce qui ne veut pas dire qu'elle ait été insensible à l'humiliation que les Canadiens anglais infligeaient aux Canadiens français ; ses mémoires sont farcis d'exemples l'illustrant, de Charlotte Whitton déclarant que les allocations familiales seraient autant de « baby bonus » pour les Canadiens français à ce militaire qui se fait dire par la téléphoniste du Bell que le Canada est en guerre et qu'il ne doit pas parler à sa femme dans une langue étrangère, le français ! Mais, comme pour la cause des femmes, Mme Casgrain n'a jamais cru aux vertus du triturage des blessures et des stratégies d'évitement. Quand quelque chose la choquait, elle le disait haut et clair, peu lui importait son image.

[61]

Ce qui m'amène à terminer avec le référendum et les Yvettes. Hé que j'étais fière de la voir là avec toutes ces femmes fédéralistes ! Je n'y étais pas parce que j'étais enceinte et que les manifestations, ça peut être dangereux, mais que j'aurais voulu y être ! Heureusement, Mme Casgrain m'a tout raconté. Et c'est à ce moment-là que nous avons cru que nous allions gagner le référendum, les femmes s'étaient prononcées.

²⁸ Thérèse CASGRAIN (1971). *Op. cit.*, p. 210.

La dernière vision que je garde de Mme Casgrain, je la chéris entre toutes parce qu'elle incarne dans mes souvenirs ce qu'elle a toujours été pour moi : c'était aux funérailles de David Lewis, je la revois descendre les marches de la synagogue au bras de Pierre Trudeau. Au-delà des idéologies et des partis, seule compte l'amitié de tous ceux et celles qui se mettent au service du bien commun.

[63]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Deuxième partie :
l'engagement féministe de Thérèse Casgrain

3.

" La Fédération des femmes du Québec, fille cadette de Thérèse Casgrain ? "

*par Cécile Coderre **

[Retour à la table des matières](#)

La Fédération des femmes du Québec, fille cadette de Thérèse Casgrain ? Pourquoi un tel titre ? De prime abord, la réponse semble facile car après avoir fondé la Ligue de la jeunesse féminine en 1926, la Ligue des droits de la femme en 1928, la section québécoise de La Voix des femmes en 1961, elle fonde la Fédération des femmes du Québec (FFQ) en 1966. On peut donc considérer Thérèse Casgrain comme une mère féministe très prolifique ²⁹.

Dans leur mémoire sur l'éducation remis à la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme en 1968, les rédactrices soulignent leur dette envers Thérèse Casgrain en ces termes : « La jeune femme nouvelle du Québec ne saura jamais assez ce qu'elle doit à l'idéal et à la ténacité de M^{me} Casgrain ³⁰. » Et toujours en 1992, le

* Cécile Coderre est professeure au département de sociologie de l'Université de Montréal.

²⁹ En outre, elle fonda ou fut présidente de nombreuses autres associations, dont la Ligue des droits de l'homme (fondatrice en 1960) ; l'Association de l'aide médicale au Vietnam (présidente-fondatrice) et l'Association des consommateurs du Canada-section Québec (présidente-fondatrice en 1969).

³⁰ FÉDÉRATION DES FEMMES DU QUÉBEC (1968). « L'éducation des femmes au Québec. Situation et perspectives. Mémoire présenté à la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada », Montréal, FFQ.

nom de Thérèse Casgrain apparaît en tête des fondatrices dans la pochette d'information de la FFQ. Mais en fait, Thérèse Casgrain a été l'une des personnes clefs dans l'émergence de la Fédération par l'événement qui l'a fait naître, soit le colloque pour souligner le vingt-cinquième anniversaire du droit de vote des femmes au Québec. Et pour cerner plus significativement le rôle de Thérèse Casgrain dans la naissance et l'évolution de la FFQ dans ses dix premières années d'existence, on doit évoquer plus longuement le mandat de la FFQ et les principaux dossiers que cette dernière association a traités.

[64]

Le vingt-cinquième anniversaire du droit de vote ou le retour de l'actrice

Thérèse Casgrain a déjà plus de quarante années de militantisme dans le mouvement des femmes et presque autant dans les groupes syndicaux et politiques comme le CCF, lorsqu'elle conçoit le projet de célébrer le vingt-cinquième anniversaire du droit de vote ³¹. Un autre objectif est sous-jacent, celui de provoquer un bilan de la situation des femmes au Québec où la loi 16 vient d'être adoptée depuis peu. Les critiques sont nombreuses à propos de cette loi. Thérèse Casgrain lui reproche fréquemment, lors de conférences publiques, de ne pas répondre aux attentes des femmes.

Le projet de ce colloque pour célébrer le vingt-cinquième anniversaire du droit de vote se concrétise et Thérèse Casgrain se met au travail. Plusieurs femmes membres de diverses associations féminines dont La Voix des femmes, la Fédération nationale et l'Association des femmes diplômées d'université se réunissent chez elle pour organiser cette activité.

³¹ Selon Jeanne Duval qui était alors présidente de La Voix des femmes (section Québec), la première réunion qui s'était tenue chez Thérèse Casgrain avait davantage comme but de se pencher sur la mise en place de mécanismes pour prendre en charge les nombreux dossiers de la condition féminine, dossiers provenant aussi bien de plaintes individuelles que de questions plus largement politiques comme la réforme du *Code civil*. Selon elle, les associations présentes à cette époque ne pouvaient répondre aux différentes demandes et il était nécessaire de leur donner des réponses. À la suite de cette première réunion, les objectifs ont changé et un comité a finalement été chargé d'organiser un colloque sur le bilan de l'évolution de la condition des femmes, vingt-cinq années après l'obtention du droit de vote.

À ce colloque se côtoient des activités plus mondaines tel un vin d'honneur à l'Hôtel de Ville et d'autres activités liées au travail de réflexion comme les diverses conférences et les commissions de travail. Le programme s'ouvre sur un hommage à Thérèse Casgrain rédigé par Jeanne Sauvé. Elle y souligne la dette des femmes à son égard et ajoute comment Thérèse Casgrain est une modèle pour toutes [65] les femmes pour sa capacité à concilier responsabilités familiales et responsabilités politico-professionnelles ³².

Toutefois, Thérèse Casgrain n'est pas que spectatrice à ce colloque, elle en est la coordonnatrice. Elle représente La Voix des femmes tout comme Mlle Colette Beauchamp et Mme Anne Postans, responsables de la publicité. Se joignent à elles Mme Lise Trudeau, comme assistante-coordonnatrice représentant les Anciennes de Pédagogie familiale, ainsi que Mme Cécile Labelle de la même association. Dans le sillon de ce comité organisateur, deux autres associations sont présentes, soit la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste avec M^{lle} M.A. Madore pour le secrétariat et l'Association des femmes diplômées des universités avec Mme Dorothée Lorrain pour le comité du programme.

C'est sous la présidence d'honneur de la sénatrice Mariana Jodoin que s'ouvre le colloque le samedi 24 avril 1965 à l'Hôtel Mont-Royal ³³. La matinée est consacrée à l'évocation du passé dans un atelier intitulé Témoins d'une époque ; on retrouve ainsi la présence de Thérèse Casgrain, Jeanne Barnabé-Langlois et Laure Gaudreault.

Ce travail se clôt par un vin d'honneur à l'Hôtel de Ville de Montréal sous la présidence de M^{me} Jean Drapeau. Le dimanche matin est consacré aux rapports des commissions. Et, pour souligner le vingt-cinquième anniversaire du droit de vote, Claire Kirkland-Casgrain, alors ministre des Transports et des Communications au gouvernement du Québec, sera l'invitée d'honneur et la conférencière. Son allocution porte sur les changements d'ordre juridique touchant les femmes au Québec.

³² Jeanne SAUVÉ (1965). « Hommage à madame Thérèse Casgrain », *Colloque : La femme du Québec hier et aujourd'hui*, Montréal, vingt-cinquième anniversaire du droit de vote de la femme du Québec, p. 2.

³³ S'il a été possible de trouver des articles publicisant la tenue du premier congrès de la FFQ en avril 1966 et invitant les femmes à y participer, les journaux restent muets à la veille de la tenue du colloque en avril 1965.

**Une fin de colloque non prévue,
la création d'une fédération des groupes de femmes ?**

Parmi les associations présentes à ce colloque, on compte l'Association des femmes diplômées des universités, l'Association des techniciennes [66] en sciences familiales, le Cercle des femmes journalistes, le Congrès du travail du Canada, la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste (FNSJB), la Fédération des unions de famille, the Voice of Women, les Anciennes de l'Institut de pédagogie familiale et la Quebec Federation of Labor ³⁴.

Les conférences portaient sur les grandes questions du droit, des conditions de travail des femmes et de l'éducation supérieure des femmes. On pouvait interroger les conférencières invitées, mais il s'agissait avant tout d'informer les participantes. Les journaux en ont retenu des critiques sur les lois de l'adoption, la revendication du salaire égal pour les femmes et les hommes et la naissance d'une nouvelle image des femmes au Québec ³⁵.

Et sans que cela ait été prévu par les organisatrices du colloque, après avoir discuté d'un suivi de cette rencontre avec quelques femmes présentes et avoir pris avis de la possibilité de formuler une proposition auprès de la présidente d'assemblée, Jeanne Sauvé, de la conseillère juridique, Alice Desjardins ³⁶, et du comité organisateur, Simonne Monet-Chartrand émet la proposition ³⁷ de créer une fédération de groupements féminins au Québec. D'emblée, les participantes au colloque appuient cette proposition avec enthousiasme. Mais cette proposition n'était-elle que le fruit d'émotions passagères ?

Parmi les organisatrices, rien ne laissait prévoir cette proposition. Un seul article publié dans le programme du colloque évoque la nécessité de la création d'une association :

³⁴ « Women of Quebec, Yesterday and Today », *The Suburban*, 26 mars 1965, p. 4.

³⁵ « Une nouvelle image de la Québécoise est en train de prendre forme », *La Presse*, 26 avril 1965 ; « Les lois sur l'adoption et le divorce sont vivement critiquées », *La Presse*, 26 avril 1965 ; « À l'embauchage, salaire égal au sein d'une même entreprise », *La Presse*, 26 avril 1965.

³⁶ Elle fut la première femme professeure d'université en droit au Québec.

³⁷ Cette proposition a été secondée par Monique Bosco écrivaine. Voir Simonne MONET-CHARTRAND (1990). *Pionnières québécoises et regroupements de femmes d'hier et d'aujourd'hui*, Montréal, Éditions du Remue-ménage.

[67]

Un groupe féminin bien organisé serait puissant pour imposer des politiques tenant davantage compte du plus grand bien des personnes et de la famille et finalement de la société tout entière ³⁸.

Mais dans ce texte, il n'est fait nulle mention de la nécessité d'une organisation regroupant les associations féminines québécoises.

En fait, ce colloque a été conçu comme une grande soirée, vin d'honneur, conférences de prestige, rappelant un autre colloque organisé vingt-quatre ans plus tôt par Thérèse Casgrain, alors présidente de la Ligue des droits de la femme, le 25 avril 1941 pour célébrer le 1^{er} anniversaire du droit de vote au Québec. Les similitudes ne s'arrêtent pas à la date identique de la tenue de ces deux colloques mais aussi aux thèmes abordés et au format adopté. Ainsi, en 1941, le thème du colloque était la place de la femme dans la démocratie. Deux thèmes de discussion furent abordés : le rapport de l'éducation avec le travail et le bien-être social. Étaient invités le Premier ministre et M^{lle} Haage du Bureau international du travail.

Au colloque du vingt-cinquième anniversaire, aucun temps dans le programme n'était alloué pour un réel travail en ateliers ni encore pour assurer un suivi aux rapports des commissions. Si par la suite, on a écrit :

Nous ne pouvons passer sous silence le fait que l'idée d'une telle fédération a été portée longtemps et patiemment par Thérèse Casgrain et gardée ainsi vivante jusqu'au jour propice de sa naissance ³⁹

il faut se garder d'y voir la preuve du projet caché de la fondatrice.

Il est exact que l'on trouve un tel projet de regroupement des associations féminines en 1942. La première initiative vient du Local Council of Women ⁴⁰. L'année

³⁸ Françoise MAILLET-LAVIGNE (1965). « Une démocratie qui s'éveille ... », Colloque : La femme du Québec hier et aujourd'hui, Montréal, vingt-cinquième anniversaire du droit de vote de la femme du Québec, p. 13 et 17.

³⁹ FÉDÉRATION DES FEMMES DU QUÉBEC (1968). *Op. cit.*, p. 1.

⁴⁰ Dans le procès-verbal de la Ligue des droits de la femme en date du 22 avril 1942 on lit ceci :

suivante, soit en 1943, c'est à l'initiative [68] de Thérèse Casgrain que la ligue se penche encore sur cette question. À cette époque, le projet est plus précis. On y prescrit son mandat et les responsabilités de chacune des associations participantes. Et bien que la ligue appuie cette démarche, la suite de la lecture des procès-verbaux nous apprend que de telles réunions n'eurent pas lieu, du moins pas en présence de la ligue. Entre ces deux moments, c'est toute une carrière politique qui attend Thérèse Casgrain de 1942 à 1963, date de la fin de son engagement au sein du Nouveau Parti démocratique.

En fait, s'il apparaît *a posteriori* que Thérèse Casgrain se rappellera son projet vieux de presque vingt-cinq années, celui-ci sera porté par des femmes venant d'horizons différents et souvent en rupture avec d'autres associations. Pour Michèle Jean⁴¹, une des premières historiennes de la FFQ, ce regroupement est issu de l'essoufflement de la FNSJB, et dans le même esprit, comme le reformule le Collectif Cléo, « les congressistes sentent implicitement le besoin de reprendre l'analyse là où la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste l'avait laissée⁴² ».

Pourtant, bien que le mode d'organisation de la FNSJB ressemble un peu à celui de la FFQ, le mandat de la Ligue des droits de la femme est aussi assez près des préoccupations des congressistes. En effet, le mandat de la ligue était d'obtenir le droit de vote des femmes, l'ouverture des professions libérales aux femmes, le droit pour les femmes de devenir jurées et une réforme du *Code civil*⁴³.

[69]

Il est fait lecture d'une lettre de la présidente du Local Council of Women demandant aux membres de la Ligue pour les droits de la femme, d'accorder leur coopération à la formation d'un comité composé des représentantes d'associations féminines de Montréal afin de pouvoir agir en collaboration dans tous les cas où une action d'ensemble peut être jugée nécessaire.

Les membres du conseil d'administration de la ligue demanderont des informations supplémentaires mais aucune entente ne sera conclue à ce sujet. LIGUE DES DROITS DE LA FEMME, procès-verbaux 1942-1946, boîte 2, n° 7.

⁴¹ Michèle JEAN (1976). *Historique*, Montréal, FFQ.

⁴² COLLECTIF CLIO (1992). *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, Éditions du Jour, p. 464.

⁴³ Le droit de vote pour les femmes a été obtenu en 1940 au Québec, celui de devenir jurées en 1971, et la réforme du *Code civil* se fit en plusieurs temps : le droit de laisser leur salaire aux femmes mariées en 1931, l'annulation de l'incapacité juridique des femmes mariées de 1964 à 1969, et les modifications aux notions d'adultère en 1954.

Mais dans un premier temps, ne peut-on pas faire l'hypothèse que c'est ailleurs que dans la société québécoise que les femmes cherchent un modèle d'organisation. Ainsi, c'est plutôt une référence à un modèle canadien, le Canadian Council of Women, qui sourit aux fondatrices de la FFQ.

Fondée à Montréal en 1966 par un groupe de femmes engagées dans l'action sociale ou la vie professionnelle et pour qui la nécessité d'avoir, au Québec, une force sociale du même genre que le « Canadian Council of Women » devenait de plus en plus évidente ⁴⁴ ...

Et Renaude Lapointe, lors de l'annonce future de la fondation, évoquera la « nécessité de former d'abord un groupe de pression très puissant (comme le National Council of Women) ⁴⁵ ». Si l'on devait chercher des modèles d'organisation, il faudrait plutôt voir la FFQ comme un regroupement marquant une rupture avec les associations traditionnelles.

**La FFQ :
un regroupement moderne dans une société moderne**

Quand [...], je fondai la Fédération des femmes du Québec, c'était afin de coordonner les efforts des diverses sociétés et organisations féminines pour que leur influence porte davantage ⁴⁶.

En fait il semble y avoir une conjoncture particulière. Il n'y a pas d'associations féminines qui pourraient regrouper des femmes de toutes conditions sociales, les seules qui existent sont par trop exclusives ou encore trop traditionnelles dans leurs préoccupations et il n'y a pas de regroupement des groupes de femmes qui pourrait

⁴⁴ FÉDÉRATION DES FEMMES DU QUÉBEC (1968). *Op. cit.*, p. 1.

⁴⁵ Renaude LAPOINTE (1965). « Les femmes sont en orbite », *Colloque : La femme du Québec hier et aujourd'hui*, Montréal, vingt-cinquième anniversaire du droit de vote de la femme du Québec, p. 16.

⁴⁶ Thérèse CASGRAIN (1971). *Une femme chez les hommes*, Montréal, Éditions du Jour. Dans son manuscrit Thérèse Casgrain indique que la FFQ a été fondée en 1967. Cette erreur de date due à l'impression ou à l'auteure a conduit à la reproduction de cette confusion et méprise quant à la date de fondation de la FFQ dans le cahier spécial du *Devoir* qui lui fut consacré en mars 1992.

leur donner une force politique, permettant aux Québécoises de participer « aux bienfaits » de la Révolution tranquille. La FFQ apparaît donc comme un nouveau lieu d'expression politique pour les femmes.

[70]

En fait, la FFQ semble répondre autant aux besoins ⁴⁷ des associations d'avoir une plate-forme politique, de devenir un groupe de pression plus efficace qu'aux besoins des femmes qui comme individus veulent traiter des questions qui ne le sont pas ailleurs, comme l'accès des femmes au domaine politique, l'écologie, les droits de la personne, les réformes du *Code civil* et du droit plus généralement. Renaude Lapointe qualifie même ce nouvel organisme de force de frappe du Québec ⁴⁸.

La Fédération exerce une coupure radicale. Tout d'abord, elle regroupe des associations membres et des membres individuelles. La volonté de permettre l'adhésion des membres individuelles aux côtés des associations membres mérite qu'on s'y attarde un peu. Elle peut s'expliquer par l'absence de lieu de militantisme qui touche l'ensemble des dossiers de la condition des Québécoises. Les associations, qu'elles soient comme les AFDU, les cercles de fermières, les femmes journalistes ou encore l'Association des veuves, regroupent toujours les femmes selon un statut particulier, qu'il soit religieux, civil, professionnel ou scolaire.

Dans le même temps, si la FFQ est en rupture avec les associations traditionnelles, il n'en reste pas moins qu'elle est réformiste. Ses prises de position idéologiques sont davantage proches de NOW que de *Québécoises Deboutte* !

Après le colloque d'avril 1965, un comité organisateur chargé de préparer la fondation de la FFQ se réunira régulièrement au domicile de Thérèse Casgrain. Outre les questions de constitution, les membres de ce comité sont chargées de préparer le colloque de fondation, de recruter des associations membres et de soulever les premières orientations d'action de cette future fédération.

Ce sont près de quatre cents femmes, dont cent trente venues de toutes les régions du Québec, qui assistèrent au colloque de fondation qui eut lieu le 23 avril 1966. Le premier geste du premier conseil [71] d'administration fut de nommer Thérèse Casgrain présidente honoraire de la fédération. Après cette date, le rôle de

⁴⁷ Si l'on veut vraiment faire l'histoire de la FFQ, il faudra dépasser l'histoire des femmes membres individuelles qui l'ont créée pour comprendre celle des groupes qui en ont été les premiers membres. Car la FFQ, c'est aussi l'équilibre entre les membres individuelles et les associations membres.

⁴⁸ Renaude LAPOINTE (1966). « La FFQ : force de frappe du Québec », *La Presse*, p. 6.

Thérèse Casgrain au sein du conseil d'administration se fait plus diffus, mais elle reste présente et oriente très certainement la FFQ dans certaines actions.

La FFQ et Thérèse Casgrain : des causes communes inspirées par une fondatrice bien présente

Entre la Fédération des femmes du Québec et Thérèse Casgrain, il y a une convergence d'intérêts sur les mêmes questions d'ordre politique, une similitude d'analyse et un enchevêtrement de points de vue.

Une brève synthèse des dossiers touchés par la fédération dans ses premières années de vie associative nous permet de constater que deux dossiers, ont été particulièrement analysés et ont fait l'objet de mémoires et d'interventions publiques fréquentes, soit le droit de la famille et l'éducation des femmes. Toutefois, cinq autres questions ont mobilisé des militantes et suscité des actions publiques : les droits de l'homme, l'environnement, la consommation, la participation de la FFQ à l'Exposition universelle ainsi que la nécessaire Commission d'enquête sur la situation de la femme. Naturellement, la vie politique et, par voie de conséquence, la possibilité pour les femmes d'être nommées dans les lieux de pouvoir, à quelque échelon qu'ils se situent, ont également retenu l'attention de la FFQ aussi bien que de Thérèse Casgrain ⁴⁹.

⁴⁹ Pour la rédaction de cette section, j'ai consulté diverses sources d'information dont les rapports annuels de la FFQ de 1967 à 1976, la revue *Le Bulletin de la Fédération des femmes du Québec* d'avril 1970 à novembre 1976 ainsi que les deux documents relatant l'histoire de la FFQ rédigés l'un par Michèle JEAN (*Historique*, Montréal, FFQ, 1976) et l'autre par Huguette LAPOINTE-ROY (« Historique de la Fédération des femmes du Québec », *Le Bulletin de la Fédération des femmes du Québec*, vol. 6, n° 4, Montréal, 1976). J'ai aussi dépouillé les dossiers d'archives de Thérèse Casgrain à la Bibliothèque nationale pour les années 1960 à 1976.

[72]

Le droit de la famille

La question du droit de la famille a été au cœur des premières interventions de la FFQ. C'est à une réforme générale du droit de la famille que l'on assiste au Québec.

La FFQ est opposée à la société d'acquêts comme régime obligatoire pour toutes les personnes mariées sans contrat notarié. Malgré son opposition ainsi que celle de nombreux groupes dont la CSN et la FTQ, le projet de loi est adopté. Thérèse Casgrain représente personnellement les associations féminines comme l'AFÉAS et les syndicats, et Rita Cadieux, la FFQ en tant que présidente. Toutes deux seront présentes aux rencontres avec les membres de l'Office de révision du *Code civil*.

Dans le mémoire de la FFQ, elles avaient soulevé l'absence de représentation des femmes dans les comités décisionnels touchant leurs droits. Elles obtiennent une victoire à ce titre puisque deux femmes seront nommées par la suite comme membres du comité de révision du *Code civil*, Claire l'Heureux-Dubé (elle en deviendra la présidente) et Réjane Colas⁵⁰. Dans son approche de ce dossier, la FFQ a lié presque intrinsèquement la formation et l'information. Après avoir préparé son mémoire sur les modifications proposées aux régimes matrimoniaux, elle a organisé une séance d'information à l'intention des associations féminines et mixtes et des individus. Quelques semaines plus tard, à la fin octobre, elle organise à l'Hôtel Mont-Royal une table ronde ouverte à tous.

Les droits de l'homme

La FFQ a présenté un document de travail sur les droits de la femme qui servit de base aux discussions lors de la conférence des 2 et 3 novembre 1968 à l'occasion de l'Année internationale des Droits de l'homme. À ce moment la Fédération a notamment recommandé la création d'une commission des droits de l'homme ainsi que la rédaction d'une charte québécoise des droits et libertés. Thérèse [73] Casgrain,

⁵⁰ Thérèse Casgrain est à cette époque membre de la Commission de réforme pour l'administration de la justice au Québec. Son mandat sera d'au moins trois années.

qui sera l'une des fondatrices de la Ligue des droits de l'homme, ne sera pas étrangère à l'intérêt de la FFQ pour cette question.

La consommation

C'est peut-être sur cette question que l'influence de Thérèse Casgrain a été la plus présente. La FFQ sera membre du conseil d'administration de l'Association canadienne des consommateurs, dont la section québécoise aura pour présidente Thérèse Casgrain. L'association canadienne des consommateurs deviendra à son tour membre de la FFQ. Et la FFQ présentera un mémoire concernant la *Loi sur les poids et mesures*.

Mais c'est un peu pour Thérèse Casgrain renouer avec un amour de jeunesse que de s'intéresser à ce dossier. N'avait-elle pas été coordonnatrice durant la Seconde Guerre de la surveillance des prix au Canada ? En fait, cet intérêt semble ponctuel dans les activités de la FFQ car, par la suite, cette problématique ne sera pratiquement plus traitée directement.

La participation de la FFQ à l'Exposition universelle de 1967

Le thème du colloque de la FFQ en 1967 est la femme du Québec au rythme du monde. Ce thème avait comme objectif de s'intéresser à la condition de la femme dans le monde.

Dans cet esprit, quelques initiatives verront le jour, comme l'accueil de réfugiées tchécoslovaques en décembre 1968, de chiliennes en 1975. En septembre 1974, le Comité des affaires internationales se mettra sur pied. Mais cette question n'occupera à l'époque que la part congrue du calendrier des activités de la FFQ.

La Commission d'enquête sur la situation de la femme

Quant à Thérèse Casgrain, elle a été très active dans la revendication pour créer la Commission d'enquête sur la situation de la femme du Canada. Elle a représenté la FFQ lors d'une rencontre des représentantes [74] des groupes de femmes du Canada avec des représentants du gouvernement canadien pour demander la création de

ladite commission ⁵¹. Elle fût cependant très déçue de ne pas en devenir la présidente, si l'on en croit les témoignages de Simonne Monet-Chartrand ⁵² et Solange Chaput-Rolland ⁵³.

Le rapport de la commission sera très largement diffusé par la FFQ, qui préparera un guide de présentation de ses recommandations et organisera des ateliers sur l'ensemble du territoire québécois pour permettre aux diverses associations féminines de l'époque d'en discuter. Cette commission d'enquête sera aussi l'occasion pour la FFQ de faire ses premières études sur la situation du travail des femmes au Québec grâce à une subvention reçue par la commission même.

Dans son discours d'investiture comme sénatrice, Thérèse Casgrain soulèvera l'importance d'assurer un suivi aux recommandations de la commission.

La vie politique

Préoccupation de toute première importance pour Thérèse Casgrain ne serait-ce que par sa lutte pour le droit de vote et ses nombreuses campagnes électorales. Cela rejoint les préoccupations de la FFQ.

Le deuxième mémoire que remettra la FFQ à la Commission Bird touchera la participation des femmes à la vie politique. Marrainée par la commission elle-même qui l'a financée, cette recherche porte sur un échantillonnage de plus de 2000 répondantes et est réalisée par Francine Fournier (Dépatie), politicologue à l'Université de Montréal ⁵⁴.

⁵¹ COLLECTIF CLIO (1992). *Op. cit.*, p. 469.

⁵² Simonne MONET-CHARTRAND (1992). « Elle m'a montré la voie de l'engagement », *Le Devoir*, 14 mars, p. 3

⁵³ Solange CHAPUT-ROLLAND (1992). « D'un sénateur à l'autre », *Le Devoir*, 14 mars, p. 6.

⁵⁴ Simonne MONET-CHARTRAND (1990). *Op. cit.*, p. 380

[75]

La nomination des femmes dans tous les lieux de pouvoir

La FFQ, tout comme Thérèse Casgrain, cherche à être le chien de garde de la condition des femmes. Pensons, par exemple, aux campagnes qu'elles ont accomplies ensemble et séparément pour les mêmes causes, soit l'abolition des règlements qui interdisaient aux femmes d'être commissaires d'écoles et jurées ⁵⁵.

On est en droit de se demander si les sujets de préoccupation de la FFQ auraient été les mêmes en l'absence de cette présidente honoraire. La réponse n'est pas simple car Thérèse Casgrain semble se trouver au cœur des préoccupations sociales de son époque, y compris la question nationale ⁵⁶. Elle est constamment sollicitée, comme membre de conseils d'administration ou encore comme présidente honoraire. Les préoccupations de la FFQ envers, notamment, les dossiers de la consommation et de la santé rejoignent ceux de la société civile. À une époque où l'on prépare le deuxième front (Front de libération des femmes), la question de la consommation devient une priorité dans les syndicats. Il en est de même des questions de la santé, par exemple la fluoration de l'eau.

Dans les deux premiers dossiers, ceux du droit de la famille, et de l'éducation, l'empreinte de Thérèse Casgrain est claire mais d'autres membres qui sont avocates ou universitaires partagent de fait la vision de la nécessité d'une scolarisation poussée pour les femmes. Dans les autres dossiers, ceux de la consommation, des droits de l'homme et de l'environnement, la marque est très nette. On pourrait même dire que certaines des causes qu'avait épousées Thérèse Casgrain deviennent des compagnes de la FFQ. Mais si l'on parle ici de mariage, il faut entendre mariage de passion car, si l'on en croit les mémoires ainsi que le ton des articles du bulletin et des rapports [76] annuels, c'est sous le signe de l'enthousiasme que ces dossiers sont abordés et que les membres s'y engagent.

⁵⁵ Thérèse CASGRAIN (1971). *Op. cit.*, p. 274.

⁵⁶ Il ne faudrait pas croire qu'elle se désintéresse de ce dossier mais sa vision du Canada ne cadre pas bien avec la poussée des mouvements nationalistes de l'époque. C'est alors qu'elle est sénatrice que l'on trouve le plus de témoignages de ses positions nationalistes canadiennes. Ainsi, dans sa correspondance, on trouve une lettre d'appui au Premier ministre Pierre Trudeau lors des événements d'octobre ainsi que de longues récriminations sur l'avenir du Québec au sénateur Ernest Lapointe.

Et tout comme Thérèse Casgrain, la FFQ n'épouse pas une seule cause, elle les analyse toutes sous l'angle de l'impact sur la vie des femmes tant à l'échelle provinciale que fédérale. En fait, la relation entre la FFQ et Thérèse Casgrain se vit peut-être sous la forme de la reconnaissance de la différence.

Conclusion

Pour conclure cette analyse, une question demeure : N'a-t-on pas surestimé le rôle de Thérèse Casgrain dans la fondation de la FFQ ? Si elle est très présente dans l'organisation du vingt-cinquième anniversaire du droit de vote, elle a peut-être moins influencé le déroulement des travaux que l'on pourrait le croire, se laissant dépasser par les événements et une réaction presque spontanée de la salle, émotions auxquelles aurait été plus sensible Simonne Monet-Chartrand. Car il semble que ce fut cette dernière qui proposa la création d'un regroupement de groupes de femmes au Québec. Ce rêve correspondait certes aux visées déjà anciennes de Thérèse Casgrain, elle les avait exprimées clairement quelques années après son mandat de présidente de la Ligue des droits de la femme en 1944 et avait même entrepris des démarches à cet effet mais ce projet ne s'était pas matérialisé et plus de vingt années avaient passé :

Avant d'organiser ce mouvement, j'aurais préféré travailler avec un organisme déjà existant comme la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste. Dans ce but, j'avais rencontré ses dirigeantes pour leur demander de moderniser leurs règlements, leur constitution date de 1910. Elles voulaient à tout prix, par exemple, garder un aumônier et je n'en voyais pas la raison, car nous étions des femmes chrétiennes, catholiques et conscientes de nos devoirs. [...] Une telle divergence de vues, entre autres, créait des barrières infranchissables ⁵⁷.

[77]

Il faut relire ce texte de Thérèse Casgrain en pensant que cette démarche a peut-être été entreprise après que les travaux du comité organisateur pour la fondation de la FFQ eurent débuté et que ce comité se devait de se doter d'une constitution. On peut penser qu'elle consulta des constitutions qui lui étaient familières, comme celle de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste, le premier groupe de

⁵⁷ Thérèse CASGRAIN (1971). *Op. cit.*, p. 274.

femmes auquel elle adhéra en 1922, mais que cette démarche tourna court. Ce fut Réjane Colas qui rédigea la constitution de la FFQ ⁵⁸ dans laquelle Thérèse Casgrain ne retrouva pas que ses seules idées ; elle s'opposera plus particulièrement à la décision de regrouper à la fois des membres individuelles et des associations, et n'oubliera pas d'en critiquer le bien-fondé en 1976, lors du dixième anniversaire de la FFQ.

A-t-on vraiment voulu fonder une nouvelle association féminine (Dieu sait que nous en avons assez) ou plutôt réunir des groupements déjà existants pour les orienter vers le même but ? La FFQ est-elle encore au stade de l'étude et des congrès régionaux plutôt qu'à l'heure de l'action collective dont la nécessité s'impose plus que jamais.

[...]

Parfois je me demande si nous, les fondatrices, n'avons pas commis une erreur en instituant deux classes de membres : les membres individuelles et les associations ⁵⁹.

Cependant, il ne faudrait pas croire que Thérèse Casgrain n'influença pas la FFQ qui, au contraire, tout au moins durant ses premières années d'existence, traita de plusieurs thèmes qu'elle lui avait proposés ; la FFQ profita, par ailleurs, des multiples entrées que Thérèse Casgrain avait dans les milieux sociaux et politique pour grossir ses rangs de nombreux adhérents (individus aussi bien que groupes) ; enfin, elle put à maintes occasions s'appuyer sur elle en matière de stratégies politiques.

[78]

Ainsi, s'il y a une similitude d'intérêts entre la FFQ et Thérèse Casgrain, il y a aussi des similitudes de stratégies d'interventions publiques. Les dossiers de la réforme du *Code civil*, de la nomination de femmes dans les organismes publics et parapublics, de la Commission d'enquête sur la situation de la femme au Canada, de la consommation et, enfin, des Droits de l'homme en sont des exemples intéressants.

⁵⁸ Réjane COLAS (1966). Document d'incorporation de la Fédération des femmes du Québec, Montréal, FFQ.

⁵⁹ Thérèse CASGRAIN (1976). « La FFQ dix ans après », *Le Bulletin de la Fédération des femmes du Québec*, p. 24-28, voir p. 24.

BIBLIOGRAPHIE

Outre les ouvrages et articles déjà cités, nous avons consulté :

FÉDÉRATION DES FEMMES DU QUÉBEC (1967). *Rapport annuel 1966-1967*, Montréal, FFQ.

FORTIER, Lise (1965). « La grande pitié des femmes », *Colloque : La femme du Québec hier et aujourd'hui*, Montréal, vingt-cinquième anniversaire du droit de vote de la femme du Québec, p. 15.

LAVIGNE, Marie (1990). « À l'heure de la libération. Le féminisme depuis la Révolution tranquille », *Cap-aux-Diamants*, vol. 21, p. 15-17.

LORANGER, Françoise (1965). « Réveille-toi, Belle-au-Bois-Dormant, réveille-toi ! », *Colloque : La femme du Québec hier et aujourd'hui*, Montréal, vingt-cinquième anniversaire du droit de vote de la femme du Québec, p. 7-9.

MONK, Elisabeth C. (1965). « Admission of Women to the Bar », *Colloque : La femme du Québec hier et aujourd'hui*, Montréal, vingt-cinquième anniversaire du droit de vote de la femme du Québec, p. 5-18.

[79]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Deuxième partie :
l'engagement féministe de Thérèse Casgrain

4.

"Témoignage sur l'engagement féministe de Thérèse Casgrain."

*par Nicole Boily **

[Retour à la table des matières](#)

Thérèse Casgrain est indéniablement une des figures de proue de la lutte pour le droit de vote des femmes. C'est une militante, c'est une féministe mais je dirais une féministe d'une époque. Elle est avant tout une pionnière qui a lutté avec vigueur et avec ténacité pour l'obtention du droit de vote des femmes. Dans cette lutte, comme dans tous les autres combats qu'elle a menés, Thérèse Casgrain a fait office de leader.

Ce qu'on admire tout particulièrement chez elle, c'est son aptitude à rassembler les personnes et les groupes au service d'une cause. C'est ainsi qu'à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du droit de vote des femmes, elle a réussi, en 1966, à rassembler près de quatre cents femmes, tant du milieu rural que du milieu urbain, pour fonder la Fédération des femmes du Québec.

Son souci premier, c'était d'assurer la reconnaissance civile des femmes au Québec. Son action pour l'obtention du droit de vote, pour la défense d'un statut juridique pour les femmes tout autant que ses interventions pour que les chèques

* Nicole Boily est assistante-directrice du Service de développement communautaire de la Ville de Montréal.

d'allocations familiales soient versés aux mères plutôt qu'aux pères visaient principalement à assurer une meilleure qualité de la vie familiale. En ce sens, on peut donc affirmer que l'engagement féministe de Thérèse Casgrain ne remet pas fondamentalement en question le statut, le rôle et les conditions de vie des femmes dans la société.

Ce qui la motive dans son action, c'est une recherche de l'équité, un souci d'assurer aux femmes des droits égaux avec les hommes et ceci sans perdre de vue la primauté de la vie familiale. Il est donc juste d'affirmer, me semble-t-il, que c'est une vision plutôt [80] traditionnelle du rôle des femmes dans la société qui anime l'action féministe de Thérèse Casgrain.

On ne retrouve rien dans cette action qui vise à sortir les femmes de leur dépendance traditionnelle comme ont tenté de le faire les féministes des années soixante et soixante-dix. C'est une femme qui s'est fait une place dans un monde d'hommes et qui a participé à la plupart des luttes sociales et politiques de son époque.

Je l'ai moi-même rencontrée à la fin des années soixante-dix. J'étais, à ce moment, la première permanente de la Fédération des femmes du Québec. Madame Casgrain, qui avait été l'une des fondatrices de la fédération, une dizaine d'années auparavant, me téléphonait fréquemment. Elle s'inquiétait en effet des orientations prises par la fédération. Les revendications qui y étaient formulées à l'égard des normes minimales de travail, des congés de maternité et des conditions faites aux femmes sur le marché du travail lui paraissaient une façon insidieuse de sortir les femmes du foyer. Elle avait été particulièrement en désaccord avec un mémoire que j'avais rédigé, au nom de la fédération, dans le but d'obtenir des services de garde pour les jeunes enfants. Elle n'acceptait pas que des mères confient leurs enfants à des garderies car elle considérait qu'il revenait aux femmes d'abord d'éduquer leurs enfants.

On trouve d'abord chez cette femme qui avait milité pour obtenir des conditions de travail décentes pour les femmes, une résistance assez forte à l'égard des luttes qui, non seulement visent l'équité entre les femmes et les hommes, mais s'attaquent à la transformation du rôle social des femmes et à celle des rapports sociaux entre les sexes.

Son engagement féministe, c'est celui d'une femme de son époque, issue d'un milieu social privilégié qui ne peut éviter de mettre de l'avant une certaine forme d'élitisme. Il ne s'agit pas de minimiser le rôle de Thérèse Casgrain, ni son militantisme, ni ses multiples interventions pour des causes importantes. Dans le mouvement des femmes, elle a été une pionnière et une leader. Elle ne peut cependant être dite

« féministe » au sens qu'on donne maintenant à ce terme et qu'elle-même refusait. Ce qui a toujours été primordial chez elle, c'était la recherche de l'équité et de la justice sociale.

[81]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Deuxième partie :
l'engagement féministe de Thérèse Casgrain

5.

" Témoignage d'une suffragette. "

*par Jacqueline Sicotte-Béique **

[Retour à la table des matières](#)

Nous, les Québécoises, devons une immense gratitude à Mme Thérèse Casgrain. Beaucoup a été dit sur elle. De nombreux témoignages suivront. À quoi se résume le mien ?

Diplômée du Collège Marguerite-Bourgeoys en 1931, je me joins à la Ligue de la jeunesse féminine fondée par Mme Casgrain. Rencontrer Mme Casgrain était inoubliable : sa belle intelligence, sa simplicité et son amabilité, son élégance et tant de charme. Elle a passé à travers d'innombrables obstacles et n'a pas craint d'être ridiculisée, car le ridicule était l'arme favorite de l'opposition au féminisme. À la prière de Mme Casgrain, j'adhère à la Ligue des droits de la femme dont je suis la benjamine. Je fais des discours à gauche et à droite pour inciter les femmes à demander à leur député de les aider dans l'obtention du droit de vote et je vais à Québec avec notre groupe rencontrer Duplessis qui, hélas, nous laisse sans promesse. Mais, oh bonheur ! M. Godbout nous accorde enfin ce précieux droit de vote !

* Jacqueline Sicotte-Béique est une ex-membre de la Ligue de la jeunesse féminine.

Si vous le voulez, je vous parlerai de ce fameux dîner à l'Hôtel Windsor pour célébrer l'obtention du droit de vote. Il y avait à la table d'honneur, outre Mme Casgrain et l'honorable Godbout, bien des hauts personnages et, parmi ceux-ci, la première avocate de Montréal, Mlle Monk. Celle-ci n'avait pas le droit de plaider à la cour à cause du statut de mineures des Québécoises et elle pleurait de joie. Il y avait aussi Mlle Laure Gaudreault, à la tête du groupe des institutrices du Québec, qui parla ainsi : « Monsieur le Premier ministre, j'ai reçu à l'été une invitation pour suivre un cours de perfectionnement. On me demandait 75 \$. Comment voulez-vous que je puisse suivre ce cours quand je reçois 200 \$ par année. » M. Godbout devint tout rouge et promit d'y voir, ce qui fut fait, car les salaires des institutrices [82] s'ajustèrent presque aussitôt. Et le statut juridique des femmes et les conditions de travail se sont améliorés.

Quand on m'a demandé pourquoi je voulais voter, ma réponse fut celle-ci : « Par respect de moi-même. » Je suis un être humain et tout ce que les êtres humains ont obtenu doit aussi appartenir à la moitié de la population de la terre : les femmes. En les tenant à l'écart, sans statut, sans instruction, l'humanité se prive de leur intelligence. L'humanité est perdante car le génie n'a pas de sexe.

[83]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

TROISIÈME PARTIE

THÉRÈSE CASGRAIN ET LES DROITS DES FEMMES

Participant·es et participant·es

Marie LAVIGNE
Hélène BÉRUBÉ
Sylvie BÉLANGER
André RIENDEAU
Maryse DARSIGNY
François-Pierre GINGRAS

Présentation

Anita CARON

[Retour à la table des matières](#)

[85]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Troisième partie :
Thérèse Casgrain et les droits des femmes

PRÉSENTATION

par Anita Caron

[Retour à la table des matières](#)

Une des caractéristiques majeures de l'action de Thérèse Casgrain, c'est son intervention constante pour la défense des droits des femmes : droit de vote, droit d'accès au Barreau, émancipation juridique. C'est ce que développent, dans cette troisième section, Marie Lavigne et Hélène Bérubé qui évoquent les luttes menées par Thérèse Casgrain pour assurer aux Québécoises un statut juridique qui en fasse des citoyennes majeures sur le plan social et politique. Sylvie Bélanger, pour sa part, reconstitue les nombreuses démarches effectuées, à compter de 1928, par Thérèse Casgrain et des membres de la Ligue des droits de la femme pour qu'en 1941 la profession juridique soit accessible aux femmes du Québec.

C'est à partir d'une conception qui considère que « la femme moderne » se doit, sans négliger ses fonctions de « mère » et « d'éducatrice », de s'engager dans les œuvres sociales et de s'intéresser à la politique que Thérèse Casgrain s'applique à obtenir, pour les Québécoises, un statut qui reconnaisse le rôle qui leur revient dans la vie publique. C'est ce que Maryse Darsigny décrit dans une analyse du discours tenu par Thérèse Casgrain au cours des années trente.

Dans un texte portant sur l'émancipation juridique des femmes, André Riendeau fait ressortir comment l'allégeance de Thérèse Casgrain au Nouveau Parti démocratique a pu contribuer à finalement permettre, en 1964, l'émancipation juridique des femmes du Québec. Il demeure pourtant qu'en dépit de ces gains majeurs, obtenus grâce à l'action de Thérèse Casgrain et des premières féministes québécoises, les préjugés à l'égard des femmes sont toujours bien présents, comme en fait foi le rapport d'une analyse faite par François-Pierre Gingras de quarante-et-une livraisons du quotidien *Le Droit*, au cours de la période du 14 mai au 10 juillet 1991. Thérèse Casgrain avait donc, semble-t-il, raison de dénoncer les journaux pour leur contribution à maintenir dans l'ombre l'apport des femmes dans différents domaines de la vie privée et publique.

[87]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Troisième partie :
Thérèse Casgrain et les droits des femmes

1.

" Thérèse Casgrain et la condition juridique des femmes. "

*par Marie Lavigne et Hélène Bérubé **

[Retour à la table des matières](#)

Le nom de Thérèse Casgrain est associé dans la mémoire collective québécoise à l'obtention du droit de vote des femmes. À cet égard, l'histoire de Thérèse Casgrain a subi le même sort que l'histoire des femmes que l'on a fort longtemps réduite à celle de l'obtention du suffrage féminin. La tenue d'un colloque sur Thérèse Casgrain nous permet d'explorer des aspects moins connus de cette histoire, mais tout aussi fondamentaux dans l'évolution de la situation des femmes. Dans les paragraphes qui suivent, nous nous concentrerons sur la contribution de Thérèse Casgrain à l'évolution de la condition juridique des Québécoises. Nous examinerons les actions de Thérèse Casgrain et l'évolution de sa pensée au cours de cette longue bataille qui mena d'un statut juridique conçu pour une société préindustrielle au statut juridique actuel des femmes.

Certains travaux ont permis de cerner des temps forts du débat concernant la condition juridique des femmes. Mentionnons notamment l'étude sur la Commission

* Marie Lavigne est présidente du Conseil du statut de la femme, et Hélène Bérubé est responsable des services juridiques du Conseil du statut de la femme.

Dorion de Jennifer Stoddart ⁶⁰ ou encore divers articles du recueil publié à l'occasion du centenaire du *Code Civil* ⁶¹. L'intérêt d'examiner l'évolution de la situation juridique à travers la vie de Thérèse Casgrain est de permettre la lecture sur plusieurs décennies, à vrai dire un demi-siècle, du cheminement qui a mené au changement radical du rapport des femmes au droit.

[88]

**La revendication pour des droits civils égaux
est au cœur du mouvement des femmes
depuis la fin du XIX^e siècle**

Le *Code civil* de 1866, faut-il le rappeler, consacre l'incapacité juridique des femmes mariées. Seules les célibataires et les veuves jouissent de la capacité civile. Cette situation était dénoncée par des féministes dès la fin du XIX^e siècle. Marie Gérin-Lajoie publiait en 1902 le *Traité de droit usuel* et engageait la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste (FNSJB) dont elle fut cofondatrice en 1907 dans un long combat pour obtenir des modifications au *Code civil*.

Cet ouvrage de vulgarisation que Marie-Gérin Lajoie avait écrit spécialement pour les femmes fut utilisé dans les maisons d'enseignement tenues par les religieuses ; il est donc vraisemblable que la jeune Thérèse Forget, pensionnaire au couvent des Dames du Sacré-Cœur au Sault-aux-Récollets, ait lu ce traité. Peut-être même a-t-elle entendu Marie Gérin-Lajoie donnant des cours et des conférences sur la condition juridique des femmes déclarer que le mariage est « la mort légale de la femme »...

Ainsi, lorsqu'en 1922 Thérèse Casgrain amorce à l'âge de vingt-cinq ans son engagement féministe, elle s'inscrit dans un mouvement dont les problématiques ont été définies par des militantes qui interviennent depuis trois décennies sur la scène montréalaise, provinciale et canadienne. On pourrait dire qu'elle prend un train en marche.

⁶⁰ Jennifer STODDART (1983). « Quand des gens de robe se penchent sur les droits des femmes : le cas de la Commission Dorion, 1929-1931 », dans Marie LAVIGNE et Yolande PINARD (dir.), *Travailleuses et féministes*, Montréal, Boréal.

⁶¹ Jacques BOUCHER et André MOREL (textes colligés par) (1970). *Le droit dans la vie familiale : livre du centenaire du Code civil (1)*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal.

**« Sous l'aile » de Marie Gérin-Lajoie :
1922-1932**

À cause d'une conjoncture difficile, Marie Gérin-Lajoie ne peut plus entraîner la FNSJB dans la lutte pour le suffrage féminin. C'est alors qu'elle fonde en 1922, avec entre autres Lady Drummond, le Comité provincial pour le suffrage féminin. « Ces femmes, de relater Thérèse Casgrain dans ses mémoires, vinrent me chercher ⁶². » Cette recrue ne se limitera pas au suffrage ; rapidement, elle intervient dans le débat sur la situation juridique des femmes, et ceci au sein de la FNSJB. Elle collabore à la revue *La Bonne Parole*, participe aux congrès de la [89] fédération et se retrouve même vice-présidente d'honneur de la fédération. C'est donc « sous l'aile » de Marie Gérin-Lajoie, pour reprendre l'expression de Thérèse Casgrain dans ses mémoires, qu'elle vit ses premières années de militantisme.

La FNSJB avait dès sa fondation demandé une commission d'étude sur le statut des femmes, mais en vain ; l'immobilisme gouvernemental avait probablement forcé la fédération à se concentrer sur l'éducation juridique des femmes. Le congrès de 1927 de la fédération marque un renouveau et une délégation de la FNSBJ rencontre le Premier ministre Taschereau pour lui réitérer sa demande d'une commission gouvernementale. Thérèse Casgrain fait partie de cette délégation. Taschereau préconise plutôt la rédaction d'un projet de loi ⁶³. C'est dans ce contexte qu'en 1929, Thérèse Casgrain accompagne Marie Gérin-Lajoie, présidente de la FNSBJ, qui présente alors des amendements au *Code civil* devant le Comité des bills publics. À la suite de cette dernière, Thérèse Casgrain prend la parole et fait ressortir les principaux arguments militant en faveur de la réforme demandée. Taschereau décide, enfin, de créer une commission gouvernementale sur les droits civils de la femme, la Commission Dorion ⁶⁴.

En 1929, en tant que présidente de la Ligue des droits de la femme (ex-Comité provincial pour le suffrage féminin), Thérèse Casgrain présente un mémoire devant la Commission Dorion. Marie Gérin-Lajoie est aussi présente et prend « la parole au

⁶² Thérèse F. CASGRAIN (1971). *Une femme chez les hommes*, Montréal, Éditions du Jour, p. 72.

⁶³ « Entre nous : Délégation de la Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste auprès du Premier Ministre de la Province de Québec, l'Honorable Alexandre Taschereau pour lui soumettre les résolutions du congrès », *La Bonne Parole*, vol. 16, n° 2, février 1928, p. 1.

⁶⁴ Thérèse F. CASGRAIN (1971). *Op. cit.*, p. 87.

nom de la plus ancienne société canadienne-française qui ait assumé dans la province de Québec la responsabilité de défendre les intérêts de la femme et qui inscrivait dès 1907, les questions légales à son programme ⁶⁵ ».

La Ligue des droits de la femme soumet à la commission plusieurs demandes similaires à celles de la FNSBJ : l'admission des femmes à la tutelle, le droit des femmes mariées à leur salaire, l'exclusion de la communauté du capital mobilier possédé au jour du [90] mariage ou acquis par succession par les époux et l'attribution de droits à la femme mariée en séparation de biens au décès de son époux ⁶⁶.

Tant la FNSBJ que la Ligue des droits de la femme demandent de limiter le pouvoir du mari quant à l'administration des biens de la communauté. Marie Gérin-Lajoie demande que le mari ne puisse donner les immeubles ou une part des meubles, si ce n'est aux enfants communs. Thérèse Casgrain estime que cette limite n'est pas suffisante : elle propose plutôt de s'inspirer d'un article du *Code civil* interdisant au tuteur d'aliéner les immeubles ou les actions de son pupille sans l'autorisation du juge ou du notaire, sur avis du conseil de famille ⁶⁷.

En ce qui concerne l'incapacité juridique de la femme mariée, Marie Gérin-Lajoie demande que la femme reçoive « grâce à une législation mieux faite, le respect qu'elle mérite quand elle s'engage dans une entreprise financière ⁶⁸ ». Thérèse Casgrain, quant à elle, préconise la suppression de l'autorisation maritale ou judiciaire dans le cas où la femme est séparée de corps et de biens ⁶⁹. M^e Eugène Lafleur, qui représente également la Ligue des droits de la femme, se déclare en faveur de l'abolition de l'incapacité légale de la femme ⁷⁰.

Enfin, Thérèse Casgrain recommande la réduction des déboursés légaux que la femme doit faire pour obtenir la séparation des biens et la fixation de l'âge minimum

⁶⁵ Marie GÉRIN-LAJOIE (1930). « Entre nous : la femme et le *Code civil* : Les yeux qui s'ouvrent », *La Bonne Parole*, vol. 18, n° 2-3, février-mars 1930, p. 3.

⁶⁶ Voir les plaidoyers publiés dans *La Bonne Parole*, vol. 18, n° 2-3, p. 7-22 de même que l'opuscule rédigé par Marie Gérin-Lajoie, *Sauvons nos lois françaises : La communauté légale*.

⁶⁷ Idem.

⁶⁸ « Plaidoyer de Madame Henri Gérin-Lajoie », *La Bonne Parole*, vol. 18, nos 2-3, février-mars 1930, p. 9.

⁶⁹ « Plaidoyer de Madame Pierre-F. Casgrain », *La Bonne Parole*, vol. 18, nos 2-3, février-mars 1930, p. 20.

⁷⁰ Marie GÉRIN-LAJOIE (1930). *Op. cit.*, p. 5.

du mariage à quatorze ans pour la femme et à seize ans pour l'homme alors qu'il est établi à douze et quatorze ans respectivement ⁷¹.

Essentiellement, il ressort que les revendications de la Ligue des droits de la femme s'inscrivent dans la ligne de pensée développée par Marie Gérin-Lajoie. Malgré quelques différences plutôt mineures [91] dans la liste de demandes, Thérèse Casgrain agit en disciple de Marie Gérin-Lajoie qui fait alors figure de doyenne. Là où les différences se perçoivent, c'est dans l'approche. Ainsi, Gérin-Lajoie a toujours défendu le régime légal de la communauté de biens alors que Casgrain est plutôt discrète sur le sujet. Autre différence marquée, c'est la stratégie utilisée devant la Commission Dorion. Ainsi tant Gérin-Lajoie que Idola Saint-Jean se limitent à exposer leur position aux membres de la commission. Thérèse Casgrain, quant à elle, déploie ses batteries : non seulement elle prend la parole, mais elle fait appel à un juriste célèbre de l'époque, Me Eugène Lafleur, et amène témoigner une mère de six enfants qui a vu son mari dilapider tous les biens de la communauté, l'abandonnant sans ressources ⁷².

En février 1930, le Premier ministre Taschereau transmet à Thérèse Casgrain le rapport Dorion ⁷³. Le plus important des changements découlant de la Commission Dorion est la création des biens réservés de la femme mariée en communauté de biens. Désormais, celle-ci a la libre disposition des biens issus du fruit de son salaire. Elle peut également opposer son veto si son mari fait don d'un immeuble. Les femmes mariées pourront aussi agir comme curatrices et tutrices si elles sont nommées conjointement avec leur mari, etc ⁷⁴. Cependant, la liberté de tester n'est pas limitée, la communauté de biens n'est pas réduite aux seuls acquêts, la limite au pouvoir d'administration du mari n'est pas suffisante...

C'est sur ces gains plutôt ténus après trois décennies d'engagement continu pour modifier la condition juridique des femmes mariées que Marie Gérin-Lajoie quitte la scène. Si l'organisation qu'elle a bâtie, la FNSJB, a déjà amorcé un virage moins militant, la Ligue des droits de la femme est là pour prendre la relève sur les questions de suffrage et de droits civils. Et cette relève, c'est Marie Gérin-Lajoie qui l'a préparée en fondant le Comité provincial pour le suffrage féminin devenu la Ligue des droits de la femme et en y recrutant alors la jeune Thérèse Casgrain.

⁷¹ « Plaidoyer de Madame Pierre-F. Casgrain », *op. cit.*, p. 20, 21.

⁷² Marie GÉRIN-LAJOIE (1930). *Op. cit.*, p. 3-6, de même que « Plaidoyer de Madame Pierre-F. Casgrain », *op. cit.*, p. 19, 20.

⁷³ Lettre du Premier ministre Taschereau à Thérèse Casgrain, 22 février 1930 Archives nationales du Canada, fonds Thérèse Casgrain (MG32C25).

⁷⁴ Jennifer STODDART (1983). *Op. cit.*, p. 329.

[92]

La Ligue des droits de la femme et les droits civils

La Ligue des droits de la femme articule étroitement l'absence des droits politiques à l'ensemble des situations discriminatoires ; on y fait « valoir que c'est lorsqu'elles deviendront électrices que les femmes pourront corriger les discriminations légales dont elles sont victimes ⁷⁵ ».

En 1938, la Ligue des droits de la femme tente une nouvelle stratégie et soumet un mémoire à la Commission royale d'enquête sur les relations entre le Dominion et les provinces (Commission Rowell-Sirois). Élizabeth Monk, juriste, prépare le mémoire qui s'attaque à l'incapacité civile des femmes en réclamant l'inclusion dans l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique* d'un article prévoyant qu'aucune loi n'empêchera les femmes, notamment, d'exercer des droits civils. C'était porter sur un nouveau terrain la bataille pour abolir l'incapacité juridique de la femme mariée ⁷⁶. Réagissant à l'immuabilité de leur gouvernement provincial, ces femmes se tournent vers le gouvernement fédéral. Cet épisode est probablement la première demande de constitutionnalisation des droits des femmes.

Après le suffrage...

Les Québécoises obtiennent le droit de vote et d'éligibilité en 1940. Thérèse Casgrain quitte la Ligue des droits de la femme en 1942 mais demeure active. Soucieuse d'élargir ses appuis, elle s'adresse en 1942 aux avocats du Québec dans la *Revue du Barreau* où elle demande la plénitude des droits civils pour les femmes. Elle y cite M^e Louis Morin, bâtonnier du Québec, qui a exprimé l'opinion que le législateur devrait révoquer certaines dispositions du *Code civil* assimilant la femme mariée à une mineure et la privant de ses droits les plus élémentaires ⁷⁷.

⁷⁵ Diane LAMOUREUX (1989). *Citoyennes ? Femmes, droit de vote et démocratie*, Montréal, Éditions du Remue-ménage, p. 61.

⁷⁶ LIGUE DES DROITS DE LA FEMME (1938). *Mémoire présenté à la Commission royale d'enquête sur les relations entre les gouvernements fédéral et provinciaux*, Montréal.

⁷⁷ Thérèse F. CASGRAIN (1942). « Les droits civils de la femme », *Revue du Barreau*, p. 6.

[93]

Puisque rien ne bouge, Thérèse Casgrain demande au Premier ministre Duplessis de créer une commission qui se penche sur le statut légal de la femme mariée. Encore une fois sans succès, des démarches sont faites pour qu'une femme, en l'occurrence Élizabeth Monk, en fasse partie ⁷⁸. Thérèse Casgrain provoque la formation à Montréal du Comité conjoint sur le statut légal de la femme mariée dont elle est présidente, et d'un autre à Québec dont mesdames Quart et Lapointe sont coprésidentes ⁷⁹.

Cette fois-ci, la stratégie est différente : un seul mémoire sera présenté par le comité, qui regroupe un nombre considérable d'associations dont la Ligue pour les droits de la femme, The Civics League, l'Association pour l'avancement familial et social, la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste et le Montreal Local Council of Women. Ce mémoire fait donc l'objet d'un consensus important de la part de plusieurs organisation ⁸⁰.

On fera également la promotion de la réforme du statut juridique par des « causeries » à la radio. Le 6 février 1947, Thérèse Casgrain fait état à Radio-Canada de la présentation du mémoire à la Commission Méthot ⁸¹. Elle traite essentiellement de l'incapacité civile de la femme mariée en donnant plusieurs exemples concrets des injustices pouvant découler du régime d'alors ⁸². Elle note que, depuis 1940, la femme québécoise a tous ses droits politiques et qu'ainsi elle peut être élue députée et voter des lois auxquelles son mari et ses enfants seraient soumis. Pourtant, dans son foyer, c'est une mineure et elle a besoin de l'autorisation de son époux pour signer un contrat ou [94] fonder une œuvre de charité. Elle annonce d'autres causeries

⁷⁸ Version préliminaire des mémoires de Thérèse Casgrain, *Une femme chez les hommes*, Archives nationales du Canada, (MG32C25).

⁷⁹ Minutes du Cercle d'étude de la Section française de Québec du Comité conjoint du statut légal de la femme mariée, première séance, 24 mars 1947.

⁸⁰ E.C. MONK et Jacques PERREAULT (1947). Mémoire préparé pour le comité conjoint du statut [sic] légal de la femme mariée, février, p. 1, 2.

⁸¹ Causerie donnée à Radio-Canada, CBF Montréal, le 6 février 1947, par Madame Pierre Casgrain, OBE, présidente du Comité conjoint du statut légal de la femme mariée.

⁸² Avec les dommages-intérêts provenant d'un accident d'auto où son épouse perdit une jambe, le mari acheta une automobile ; l'épouse dut se passer de la jambe artificielle qu'elle désirait acheter. Lorsqu'il s'agit de fonder l'Hôpital Sainte-Justine, madame L. Beaubien et ses compagnes eurent toutes les peines du monde à le faire, à cause de cette fameuse incapacité civile.

effectuées par cinq avocats masculins qu'elle qualifie de voix plus autorisées que la sienne. Il y a maintenant des hommes chez les femmes.

Le mémoire préparé pour le « Comité conjoint du status [sic] légal de la femme mariée » est rédigé par Élisabeth Monk et Jacques Perreault. Soumis au commissaire, M. Léon Méthot, le 1^{er} février 1947, ce mémoire propose l'abolition de l'incapacité juridique de la femme mariée, le droit du conjoint survivant et des enfants de réclamer des subsides à la succession, des amendements aux régimes matrimoniaux dont l'obligation pour le mari d'obtenir le consentement de son épouse pour vendre une propriété foncière à la campagne ou une résidence à la ville achetées à même les revenus de la communauté et, enfin, l'admission autonome des femmes mariées à la tutelle.

Ces demandes s'inscrivent dans la foulée de celles qui ont déjà été présentées, notamment à la Commission Dorion. Il est cependant intrigant que l'abolition du double standard en matière d'adultère n'ait pas été réclamée par le comité conjoint ; était-ce le résultat d'un compromis nécessaire à cette coalition ?

Sept années plus tard, les recommandations de la Commission Méthot ne sont pas encore publiques. Thérèse Casgrain demande alors une entrevue au Premier ministre Duplessis qui contacte M^e Méthot, de sorte que Thérèse Casgrain obtient finalement le texte des recommandations de la Commission ⁸³.

En 1942, Thérèse Casgrain amorçait pour ainsi dire une nouvelle carrière. Son départ de la Ligue des droits de la femme marque jusqu'à un certain point la mise en veilleuse de son militantisme au sein des organisations féminines. L'après-guerre jusqu'au milieu des années soixante apparaît comme une période où les interventions publiques féministes sont plutôt discrètes. Le militantisme s'oriente davantage vers les questions sociales philanthropiques, éducatives ou encore professionnelles. Cette période que Michèle Jean a qualifiée de « féminisme caché », Thérèse Casgrain la vit, quant à elle, au sein d'organisations masculines.

[95]

C'est dans ce contexte du mouvement des femmes qu'a lieu l'abolition en 1954 de la règle du double standard en matière de séparation légale entre les époux ; par cette modification, une femme peut désormais demander la séparation de corps en cas d'adultère de son mari, alors qu'auparavant la concubine devait vivre sous le toit familial pour qu'une telle requête soit possible.

⁸³ Version préliminaire des mémoires de Thérèse Casgrain, *op. cit.*

Lors des travaux de la Commission Dorion, des femmes, dont Idola Saint-Jean, et le MLCW avaient demandé cette réforme, mais Thérèse Casgrain n'en disait mot. Même dans le *Manuel à l'usage des orateurs* qui servait aux membres de la Ligue des droits de la femme prononçant des conférences sur le statut juridique, on ne se servait pas de cet exemple. Délicatesse de femmes mariées ? L'absence de débat en 1954 autour de cette modification qui, rapporte-t-on dans *Le Devoir*, « améliore un peu le sort légal de la femme mariée », s'explique vraisemblablement par le caractère carrément archaïque et considéré comme « saugrenu » de cet article du *Code civil*⁸⁴. Par la même occasion, le législateur modifie l'article 986 qui faisait figurer la femme mariée parmi les incapables, c'est-à-dire les mineurs, les interdits, les personnes aliénées et les faibles d'esprit. Comme le dira Claire Kirkland lors du débat sur le « bill 16 », le législateur était alors « mû davantage par un sentiment de délicatesse que par une volonté réelle de réforme... il supprima l'outrage⁸⁵ ». Par cette opération de polissage du *Code civil*, le législateur privait les tenants de la réforme du *Code civil* d'un argument démontrant son caractère rétrograde. Même si ces amendements maintenaient l'incapacité juridique des femmes mariées, il serait plus difficile aux militantes, articles à l'appui, de déclarer que dans la province de Québec on plaçait les femmes mariées au même rang que les mineurs et les aliénés.

Durant la Révolution tranquille

Malgré ce détour « chez les hommes », Thérèse Casgrain conserve un intérêt marqué pour l'amélioration de la condition juridique des femmes. Participant à un débat en 1959 à l'Université de Montréal, [96] elle rappelle que, dans la plupart des cas, la femme mariée reste une mineure devant la loi⁸⁶. En 1961, elle publie un article dans *Le Devoir* du 24 juin : « Combien de temps la Canadienne française attendra-t-elle pour jouer pleinement son rôle dans l'édification de la vie nationale ? pour réclamer et occuper les postes de commande qui lui reviennent⁸⁷ ? » Elle y redit,

⁸⁴ Pierre LAPORTE (1954). « On améliore un peu le sort légal de la femme mariée », *Le Devoir*, 3 décembre, p. 1.

⁸⁵ Débats de l'Assemblée législative du Québec (1964), 1, 21, p. 892.

⁸⁶ « Un préjugé à détruire : L'infériorité féminine dans notre système de lois », *La Presse*, 16 novembre 1959, p. 30.

⁸⁷ Thérèse CASGRAIN (1961). « Combien de temps la Canadienne française attendra-t-elle encore pour jouer pleinement son rôle dans l'édification de la vie nationale ? pour réclamer et occuper les postes de commande qui lui reviennent ? :

encore, que le statut civil de la femme mariée est celui d'une mineure. En outre, elle y fustige les associations féminines : « Depuis quelques années les femmes du Québec tendent à se regrouper en associations de tout genre. Trop souvent, beaucoup de ces groupements se refusent à l'étude de problèmes vraiment sérieux... Les sujets litigieux sont en général soigneusement évités ⁸⁸. »

Pendant ce temps toutefois, les associations de femmes libérales qui se sont réunies en fédération font voter une résolution visant une modification du statut de la femme mariée au congrès du Parti libéral de 1959 ⁸⁹. Il y aura par la suite le rapport de l'Office de révision du *Code civil* sur la capacité juridique de la femme mariée en 1963, et enfin le dépôt du « bill 16 » par Claire Kirkland Casgrain.

Alors à la Ligue des droits de l'homme, Thérèse Casgrain est membre du sous-comité qui présente un rapport sur le projet de loi 16 mais elle est aussi active à La Voix des femmes. Par des conférences et par les médias, elle fait connaître sa position sur le projet de loi. Dans un communiqué, elle déplore le caractère désuet du projet : « Pour accorder sa pleine capacité juridique à la femme mariée, le régime de la séparation s'impose » et il faut, dit-elle, « cesser de la traiter en citoyen de seconde classe ⁹⁰. » Elle souligne les limites encore existantes à la capacité de la femme mariée en communauté de biens, [97] l'absence de restrictions à la liberté de tester qu'elle qualifie d'immorale, le maintien de la communauté de biens comme régime de droit commun et de l'autorité paternelle absolue.

Au fond, dit-elle, « il existe vraiment deux classes de femmes mariées au Québec, celles qui sont séparées de biens et celles communes en biens ». Le projet de loi 16, croit-elle, « a certes amélioré le sort de la femme mariée mais il ne l'a pas solutionné ⁹¹ ». Parmi ceux qui s'inquiètent des insuffisances du projet de loi 16, outre quatre associations féminines, il y a des syndicats, la Ligue des droits de l'homme, les étudiants de l'Université de Montréal et la Chambre de commerce de Montréal ⁹². Cette convergence du mouvement des femmes et du mouvement syndical

La réponse est inscrite dans l'avenir : La femme de demain », *Le Devoir*, 24 juin, p. 23.

⁸⁸ Idem.

⁸⁹ Florence F. MARTEL (1961). « La femme, victime du *Code civil* », *Châtelaine*, vol. 2, n° 10, octobre, p. 33-59.

⁹⁰ Communiqué de presse, conférence du Club Richelieu, 17 mars 1964, Archives nationales du Canada (MG32C25).

⁹¹ Thérèse CASGRAIN (1967). « Le Bill 16 et la Québécoise », 14 décembre, texte dactylographié, 5 p, Archives nationales du Canada (MG32C25).

⁹² Idem.

dans la défense des droits juridiques témoigne de nouvelles alliances dont n'avaient pu bénéficier les femmes quelques décennies plus tôt.

Le débat sur le projet de loi 16 fut-il le déclencheur d'une nouvelle mobilisation de Thérèse Casgrain ? En 1966, elle organise chez elle des rencontres portant sur l'opportunité d'un régime légal. Puis elle s'active dans la préparation d'un mémoire, fait des démarches auprès du ministre de la Justice pour que les « corps intermédiaires » puissent faire des représentations et associe à ses démarches des avocats et des notaires. Parmi eux, on retrouve M^e Claire L'Heureux-Dubé, maintenant juge à la Cour suprême du Canada, et M^e Jeanne Moreland qui participe à la rédaction du mémoire que Thérèse Casgrain présente devant la Commission de l'administration de la justice qui étudie le projet de loi sur la réforme des régimes matrimoniaux en 1969 ⁹³.

Elle se retrouve au cœur d'une coalition d'organismes dont elle est la porte-parole. Elle représente officiellement l'AFÉAS, la Ligue des droits de l'homme et la Fédération de travailleurs du Québec et signale l'appui de la Fédération des unions de familles, de la Confédération des syndicats nationaux, de La Voix des femmes du Québec, [98] de l'Association des femmes de carrière de la province de Québec et de la Fédération des femmes du Québec ⁹⁴.

Au nom de tous ces regroupements, Thérèse Casgrain demande la protection du domicile familial et une limite à la liberté de tester en faveur du conjoint survivant mais aussi en faveur des enfants de la famille. Elle propose également de changer le nom de société d'acquêts, qui prête à confusion avec la communauté de meubles et d'acquêts, pour celui de « régime de participation aux acquêts ». En préconisant ces réformes, Thérèse Casgrain se faisait non seulement la porte-parole d'un large consensus, mais avait aussi l'occasion de faire valoir une fois de plus des convictions qu'elle avait depuis plusieurs décennies ⁹⁵.

Ces représentations n'auront guère de succès. Il faudra attendre la réforme du droit de la famille de 1980 pour que la protection de la résidence familiale soit inscrite dans le *Code civil* et 1989 pour que soit votée une limite à la liberté de tester par la *Loi sur le patrimoine familial*.

Malgré ce piètre succès, l'épisode de la *Loi sur les régimes matrimoniaux* révèle que le mouvement des femmes s'est remobilisé et qu'il peut créer des alliances avec divers partenaires. Thérèse Casgrain vivra à ce moment de curieux revirements de

⁹³ Débats de l'Assemblée nationale du Québec (1969), le 21 mai 1969, p. 2115-2140.

⁹⁴ *Idem*, p. 2129.

⁹⁵ *Idem*, p. 2130, 2131.

l'histoire : ainsi la CSN l'appuie alors qu'en 1933 les membres de ce syndicat l'avaient empêchée de poursuivre un discours lors de leur congrès. De même, Louis Laberge lui demande en 1969 de prendre la parole au nom de la FTQ alors qu'en 1930, devant la Commission Dorion, Thérèse Casgrain s'était sentie obligée de s'associer à l'éminent juriste Eugène Lafleur pour accroître sa crédibilité... Revanches historiques mais aussi témoignage éloquent de la notoriété de Thérèse Casgrain et du cheminement du mouvement des femmes.

Enfin, cette notoriété fera que malgré son âge on sollicitera encore son appui. Mary Two-Axe-Early la prie d'intervenir en vue de modifier la *Loi sur les Indiens* à l'égard de la perte du statut d'Indienne et des droits s'y rattachant pour les femmes épousant un non-Indien. Lettres au ministre Laing, à Pierre Elliott Trudeau, collaboration [99] avec les femmes mohawk, circulation d'une pétition, appui d'un mémoire, etc. Thérèse Casgrain continue.

* * *

Au cours de ces cinquante années, la pensée juridique de Thérèse Casgrain a été cohérente et ses positions constantes, notamment en ce qui concerne la limite à la liberté de tester et la limitation du pouvoir du mari de disposer des biens. Qu'en 1960 elle ait privilégié la séparation de biens comme régime légal s'explique peut-être par la lassitude et le découragement quant à la possibilité d'obtenir une véritable réforme de la communauté de biens.

On remarque chez elle un sens aigu de la stratégie mais aussi une grande faculté d'aller chercher des alliances, une propension non équivoque à créer des organismes pour faire avancer les dossiers ou encore à initier des coalitions. Si, dans son autobiographie, Thérèse Casgrain s'est présentée comme une femme chez les hommes, sa carrière a été longtemps celle d'une femme parmi les femmes, d'une femme qui s'est battue avec d'autres femmes pour les droits et qui a su amener des hommes chez les femmes.

[101]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Troisième partie :
Thérèse Casgrain et les droits des femmes

2.

" Thérèse Casgrain et l'entrée des femmes au Barreau. "

*par Sylvie Bélanger **

[Retour à la table des matières](#)

La pertinence d'offrir aux Québécoises la possibilité de faire des études supérieures, mais de leur interdire l'accès à la vie professionnelle sera, à partir des années vingt, de plus en plus questionnée. Pour plusieurs l'aberration d'une telle situation devient évidente. Pourquoi confiner les femmes dans le champ du privé si on leur fournit de plus en plus de moyens pour accéder au domaine public ? L'entrée des femmes dans les professions devient donc un des chevaux de bataille des féministes. Et c'est la lutte pour ouvrir aux femmes les portes de la profession juridique qui est la plus ardue. Dans cette bataille menée par les féministes, la Ligue des droits de la femme, ou LDF, présidée par Thérèse Casgrain, joue un rôle capital. C'est en effet grâce aux efforts de la LDF entre 1928 et 1941 que la question de l'exercice du droit par les femmes retient l'attention du Barreau et celle des parlementaires dans la capitale provinciale.

Au début des années vingt, la question de l'admission des femmes au Barreau est mise en veilleuse. Le mouvement suffragiste se fait discret et l'épisode Annie Langstaff est réglé. Annie Langstaff est la première québécoise qui a obtenu son diplôme

* Sylvie Bélanger est étudiante aux études avancées en histoire à l'Université de Sherbrooke.

d'une faculté de droit au Québec et qui, en 1914, a entrepris des démarches pour être admise au Barreau. Après avoir été débouté en justice à deux reprises et avoir constaté en trois occasions le refus des députés de voter en faveur de l'exercice du droit par les femmes, elle doit, en 1917, reprendre son travail de secrétaire dans un cabinet d'avocat et mettre un terme à ses ambitions professionnelles. Malgré l'appui des féministes francophones et anglophones de l'époque et l'émoi qu'elle cause dans les journaux du temps, son histoire sombre peu à peu dans l'oubli.

[102]

Il faut attendre 1928 pour que la question de l'exercice du droit par les femmes refasse surface. Une délégation de la LDF rencontre le Premier ministre Taschereau pour savoir s'il est en faveur ou pas de l'accession des femmes au Barreau ⁹⁶. La délégation rentre bredouille de cette rencontre puisque Taschereau refuse de se prononcer. La LDF tente alors par un autre moyen de promouvoir cette cause. Une des tactiques dont elle se sert particulièrement - peut-être parce que c'est une des seules à sa disposition - est de passer par les députés pour en convaincre un qui accepte de soumettre à la législature un projet de loi en faveur de l'admission des femmes dans la profession juridique. En mars 1929, un député accepte de présenter un tel projet de loi. Mais ce dernier ne passe pas le cap de la première lecture puisqu'il suscite trop peu d'intérêt. Par conséquent, le projet de loi est refusé et renvoyé aux oubliettes ⁹⁷.

Après ce premier échec en Chambre, Thérèse Casgrain et ses compagnes changent leur fusil d'épaule et approchent directement le Barreau. En mai 1929, elles envoient une requête au Conseil général pour qu'il adopte une résolution qui approuve et recommande l'admission des femmes dans la profession parce que c'est selon la présidente « une mesure simplement raisonnable et juste ⁹⁸ ». En septembre 1929, donnant suite à cette requête, M^e Eugène Lafleur fait une plaidoirie au nom des requérantes devant le Conseil général. Il défend l'entrée des femmes dans la profession juridique car, dit-il, « la femme possède un droit moral d'être admise aux professions libérales ⁹⁹ ». Encore une fois, le concept de la différence émerge. Jamais a-t-on invoqué des raisons d'ordre moral pour permettre aux hommes d'être avocats. Eugène Lafleur dénonce ensuite le retard du Québec à ce sujet par rapport aux

⁹⁶ LDF. Procès-verbal de l'Assemblée mensuelle, 16 novembre 1928, B/2, 1.

⁹⁷ LDF. Procès-verbal de l'Assemblée mensuelle ; 15 mars 1929, B/2, 1.

⁹⁸ ABPQ. *Extrait du Procès-verbal du Conseil Général*, 1^{er} juin 1929 ; lettre de Thérèse Casgrain au Secrétaire général, 28 mai 1929.

⁹⁹ ABPQ. *Extrait du Procès-verbal du Conseil Général*, 4 septembre 1929. p. 72.

autres provinces canadiennes et à plusieurs autres pays du globe ¹⁰⁰. Il est vrai qu'en 1929 les femmes peuvent exercer le droit dans toutes les provinces canadiennes à l'exception du Québec et qu'elles le peuvent aussi dans des pays tels que les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne.

[103]

Le Conseil général ne prend pas position en faveur de l'entrée des femmes en droit, même pour celles qui sont célibataires, puisqu'il fait d'une modification du statut juridique des femmes mariées une condition *sine qua non* à leur entrée au Barreau. Il se réfugie donc derrière la subordination légale des femmes mariées pour perpétuer l'interdiction qui pèse sur toutes les femmes du Québec.

Dans la foulée du débat qui a lieu au Barreau à l'automne de 1929, Thérèse Casgrain s'adresse une fois de plus à un député pour que soit débattue au Parlement provincial la question de la pratique du droit par les femmes. C'est ainsi qu'en mars 1930 et en mars 1931, deux projets de loi allant dans ce sens sont soumis à la législature. Les propos tenus en Chambre témoignent fort éloquemment de la conviction des membres de la législature que les femmes et les hommes sont, par nature, différents. Ainsi, le concept de la différence entre les deux sexes revient constamment dans leur argumentation, que ce soit pour admettre ou pour refuser les femmes au Barreau. De fait, c'est celui qui revient le plus souvent dans le discours des députés.

Certains parlementaires sont contre l'admission des femmes au Barreau car ils estiment que le rôle normal de la femme reste celui d'épouse et mère. C'est aussi pour protéger la famille que l'on refuse aux femmes la pratique du droit. On a peur que si les femmes se mettent à travailler à l'extérieur du foyer, l'esprit de famille diminue, le taux de natalité baisse et le taux de divorces augmente ¹⁰¹. Certains députés s'élèvent aussi contre l'accession des femmes au Barreau pour protéger la pureté des personnes du sexe féminin. Il faut éviter que « les femmes soient contaminées par l'atmosphère malsaine de la cour et du Barreau ». D'autres considèrent que l'intégrité de la profession pourrait être menacée par la présence de jolies avocates en cour. Ils ont peur que celles-ci influencent indûment les jurés ¹⁰².

Plusieurs arguments avancés par les parlementaires favorables à la présence des femmes en droit s'appuient également sur le concept de la différence entre les femmes et les hommes. Ainsi, certains pensent que les avocates seraient plus compé-

¹⁰⁰ Idem.

¹⁰¹ *Le Soleil*, 20 février 1930, p. 1.

¹⁰² *Le Soleil*, 20 février 1930, p. 25 ; *Le Devoir*, 20 février 1930, p. 1 ; *The Gazette*, 20 février 1930, p. 5

tentes dans certaines branches du droit, comme le droit familial par exemple. En ce qui [104] concerne les compétences intellectuelles des femmes, quelques députés estiment qu'elles sont généralement supérieures à celles des hommes ¹⁰³. En outre, certains trouvent injuste de restreindre la présence des femmes dans les secteurs d'emploi les moins rémunérés alors que plusieurs d'entre elles sont obligées de travailler. Quant aux conséquences que pourrait entraîner l'admission des Québécoises au Barreau sur leur statut juridique, les opinions sont partagées. Certains députés estiment qu'il faudrait le modifier afin de permettre aux femmes de contracter sans l'autorisation de leur mari, alors que d'autres considèrent cela parfaitement inutile ¹⁰⁴. Aucun ne suggère cependant d'abolir le principe de la puissance maritale du *Code civil* et de mettre ainsi fin à une injustice flagrante de la législation à l'égard des femmes.

Comparativement aux arguments invoqués à partir du concept de la différence entre les sexes, ceux qui l'ont été au nom de l'égalité se retrouvent rarement dans le discours des membres de la législature. Toutefois, ce concept réussit parfois à émerger. Ainsi, quelques députés considèrent que les femmes qui ont les mêmes devoirs que les hommes dans la société, devraient aussi avoir les mêmes droits ¹⁰⁵. D'autres estiment que la société a évolué et que les femmes ne veulent plus toutes se consacrer uniquement aux tâches domestiques et à l'éducation des enfants. Un député explique qu'à son avis « on n'a pas le droit d'empêcher une femme d'embrasser une profession pour laquelle elle a des goûts et des aptitudes ¹⁰⁶ ». Il aurait pu aussi ajouter les qualifications puisqu'on assiste à cette époque à une situation grotesque : les femmes peuvent s'inscrire à des facultés de droit mais il leur est interdit d'exercer leur profession

Les deux projets de loi sont finalement défaits par un vote serré : celui de 1930 par 37 voix contre 29, tandis que deux voix seulement séparent le vote de 1931, 34 députés ayant voté contre et 32 pour.

[105]

L'analyse du discours du Conseil général du Barreau et des députés pendant cette période montre que l'incursion des femmes dans le champ du public est de plus en plus acceptable ou, du moins, qu'elle ne semble plus aussi indécente qu'au début du

¹⁰³ Idem.

¹⁰⁴ *Le Soleil*, 20 février 1930, p. 5 ; *Le Devoir*, 20 février 1930, p. 1 ; *The Gazette*, 20 février 1930, p. 5.

¹⁰⁵ Idem.

¹⁰⁶ *Le Soleil*, 26 mars 1931, p. 14.

siècle. C'est d'ailleurs durant la décennie des années trente que quelques professions libérales vont s'ouvrir aux femmes : la médecine et la comptabilité en 1930 et la pharmacie en 1934. Malgré cette ouverture des autres professions aux personnes du sexe féminin, la profession juridique, elle, demeure inébranlable.

Après l'échec des deux derniers projets de loi, Thérèse Casgrain ne sait plus quels moyens utiliser pour faire triompher la cause de l'admission des femmes au Barreau. En 1932, de guerre lasse, elle demande à l'honorable Lapointe de convaincre le Conseil général d'abolir le règlement limitant la pratique exclusivement aux hommes. Pour une raison inexplicée, cette tentative avorte et le règlement du Barreau demeure inchangé. Comme ultime recours, la Ligue des droits de la femme pense alors s'adresser aux tribunaux pour que ce règlement soit définitivement rayé. Dans cette démarche, la LDF cherche à recevoir des appuis d'autres organisations féminines pour savoir si elles ne l'aideraient pas « à obtenir des fonds pour présenter la question de l'entrée des femmes au Barreau devant les cours ¹⁰⁷ ». Mais finalement, aucune poursuite n'est entreprise contre le Barreau. On ignore les raisons exactes qui ont poussé la LDF à abandonner ce projet, mais il semblerait que les autres organisations féminines n'aient pas voulu appuyer financièrement la LDF.

Il faut attendre 1938 pour que l'entrée des femmes dans la profession fasse à nouveau l'objet d'un débat sur la place publique. Thérèse Casgrain cherche cette fois encore l'appui d'un député qui accepte de soumettre un projet de loi proposant l'accession des femmes au Barreau. Elle sollicite l'aide d'Oscar Drouin, le parrain des projets de loi de 1930 et de 1931, mais cette fois il refuse parce qu'il se dit convaincu de l'inutilité de la démarche.

L'année suivante, en 1939, la Ligue des droits de la femme désire alors défier le Barreau en présentant aux tribunaux le cas de Suzanne Raymond, récente diplômée de l'Université de Montréal. Elle veut l'obliger à laisser subir à Mme Raymond les examens [106] d'entrée. Après des discussions informelles auprès de juristes et sur les conseils de l'avocat qu'elle a engagé à cette fin, elle abandonne cette poursuite judiciaire ¹⁰⁸. Cette mise en veilleuse de l'accès des femmes au Barreau s'explique aussi par le fait que la LDF en 1939 désire se concentrer sur la seule question du suffrage. Cependant, une fois la bataille du suffrage gagnée, la LDF va revenir à la charge pour faire en sorte que la profession juridique s'ouvre enfin aux femmes. Et le contexte, cette fois, s'y prête vraiment mieux.

¹⁰⁷ LDF. Procès-verbal de l'Assemblée mensuelle, 21 septembre 1932, B/2, 1.

¹⁰⁸ LDF. Procès-verbal de l'Assemblée mensuelle, 21 novembre 1939, B/4, 1.

En effet, l'obtention du droit de vote pour les femmes au Québec se trouve à modifier les données du problème de l'entrée des femmes au Barreau car les deux questions sont en effet constamment liées dans la tête des parlementaires. Ainsi, à chaque fois qu'un projet de loi est soumis en faveur de l'accession des femmes au Barreau, ils discutent de la pertinence d'offrir aux Québécoises le droit de vote. Une déclaration faite à ce sujet en 1930 par un d'entre eux ne pourrait pas être plus explicite : « Le danger c'est l'adoption du principe de l'admission de la femme au Barreau qui entraîne nécessairement le principe du suffrage féminin. Comment pourrait-on refuser à la femme ce droit de tout citoyen, le droit de vote, si on lui accorde le droit d'entrer au Barreau ¹⁰⁹ ? » La logique de la chose est donc la suivante : si on leur interdit l'accès au Barreau, on leur refuse également le droit de vote. Mais l'inverse est aussi vrai : pour éviter de leur accorder le droit de vote, on leur ferme la profession juridique. Par conséquent, il n'est pas étonnant qu'après leur avoir accordé le suffrage, les députés décident qu'il est désormais illogique de leur interdire l'accès au Barreau ¹¹⁰.

Comment expliquer que ces deux questions aient toujours été inséparables dans l'esprit des députés ? L'hypothèse qui semble la plus plausible, c'est que la profession d'avocat est un lieu de recrutement privilégié de la classe politique au Québec. Étant donné qu'en accordant le suffrage on reconnaissait également le droit d'éligibilité, on a peut-être eu peur que les avocates aient un accès privilégié à la vie politique. Quelle qu'en soit la raison, il faut noter que ces deux archaïsmes dans la condition des femmes ont non seulement été [107] dépassés presque en même temps, mais aussi bien plus tard que dans les autres provinces canadiennes.

Si l'obtention du droit de vote crée en Chambre un climat plus favorable à la cause des femmes en droit, on ne peut pas dire qu'elle influence largement l'attitude des membres du Barreau. La décision d'accepter des avocates dans la profession ne se fait pas sans susciter de vives polémiques. En janvier 1941, trois avocates anglophones ¹¹¹ appuyées par Thérèse Casgrain, rencontrent le Premier ministre Godbout pour qu'un projet de loi admettant les femmes en droit soit une fois de plus soumis à la législature provinciale. Si le Premier ministre est très bien disposé à cet égard, ce n'est qu'après plusieurs hésitations que les membres du Conseil général du Barreau votent finalement 12 voix contre 11 en faveur de l'admission des femmes dans la profession. Le gouvernement Godbout décide alors d'aller de l'avant et la loi qui ouvre la profession juridique aux Québécoises est sanctionnée le 29 avril 1941. Dès

¹⁰⁹ *Le Soleil*, 20 février 1930, p. 25.

¹¹⁰ *Le Soleil*, 28 mars 1941, p. 1.

¹¹¹ Il s'agit de Élisabeth C. Monk, Florence S. Bell et Annie M. Langstaff.

janvier 1942, quatre avocates sont admises au Barreau québécois. Pourtant, le statut juridique des femmes mariées demeure inchangé. Il faudra en effet attendre 1964 pour que le principe de la subordination légale des femmes mariées soit aboli du *Code civil*.

En dépouillant les archives de la Ligue des droits de la femme, j'ai donc reconstitué la lutte amorcée en 1928 par Thérèse Casgrain et les autres membres de la LDF pour que la profession juridique s'ouvre aux femmes du Québec. Avec, somme toute, assez peu de moyens et un éventail de stratégies limité, elles ont, grâce à leur courage et leur persévérance, pu assister au triomphe d'une des causes qu'elles défendaient.

[109]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Troisième partie :
Thérèse Casgrain et les droits des femmes

3.

" L'action de réforme juridique
de Thérèse Casgrain : de la reforme
du *Code civil* à l'adoption des chartes. "

*par André Riendeau **

[Retour à la table des matières](#)

La participation de Thérèse Casgrain à différentes actions de réforme juridique contemporaines se révèle remarquable par son assiduité. L'évocation de cette contribution s'effectue principalement ici à travers un examen rétrospectif de son apport à l'émancipation juridique des femmes et plus particulièrement de la femme mariée. Cet examen permet de relier son action au contexte juridique prévalant à diverses époques de sa carrière, et à différentes actrices et acteurs des milieux juridiques.

* André Riendeau est professeur au département des sciences juridiques de l'Université du Québec à Montréal.

La revendication de l'émancipation juridique des femmes et l'action de la Ligue des droits de la femme

Jusqu'à son entrée dans la vie politique active au début des années quarante, Thérèse Casgrain est connue pour son action de revendication de droits pour les femmes. Déjà autour de l'action de Marie Gérin-Lajoie les revendications de réforme du droit intéressant les droits des femmes s'articulent autour de trois axes, le droit étant réducteur de la capacité des femmes sous trois rapports.

Ainsi la négation du droit de vote aux femmes et les restrictions fréquentes à leur éligibilité aux charges publiques constituent des barrières à une pleine participation à la vie politique. Le droit de vote sera obtenu en 1940 après la présentation infructueuse d'une dizaine de projets de loi à l'Assemblée législative.

Par ailleurs, d'autres barrières juridiques entravent sa liberté d'exercice d'une activité économique, qu'il s'agisse d'activités [110] professionnelles ou commerciales. L'accès des femmes au Barreau, à titre d'exemple tiré du domaine juridique, ne sera acquis qu'en 1941.

Enfin le droit civil nie la capacité juridique générale à la femme mariée, son autonomie patrimoniale lui attribue dans les relations familiales un rôle inféodé à celui du mari. Dans les deux sphères du public et du privé, la femme est juridiquement incapable.

La codification de 1866 a consacré la prédominance de l'autorité paternelle et maritale dans la famille et confère un statut d'incapacité juridique à la femme mariée. Cette incapacité se révèle somme toute générale : la femme mariée ne peut s'obliger ni ester en justice bien qu'elle puisse tester. La liberté d'exercice d'une activité économique est inféodée au mari, qu'il s'agisse d'une activité professionnelle ou commerciale. Elle ne dispose que d'une autonomie patrimoniale fort restreinte qui, lorsqu'elle existe, est confinée au pouvoir d'administrer et non de disposer.

La relation conjugale est assujettie au principe de l'autorité maritale : la femme est soumise au mari, qui en échange est tenu à un devoir de protection. Ainsi la nationalité, le choix du domicile, de la résidence et l'exercice des droits sont le fait du mari. La séparation pour motif d'adultère est ouverte au mari mais ne peut être réclamée par l'épouse que si le mari entretient la concubine dans la maison commune. On a parlé dès lors de loi du double standard. Enfin, les relations familiales sont davantage empreintes d'une puissance paternelle que d'une autorité parentale.

La Ligue des droits de la femme constituée en 1929, dont Thérèse Casgrain sera présidente jusqu'en 1941, fournira un véhicule à la formulation de différentes revendications. Cette période en est une de luttres sans barricades, suivant son récit autobiographique ¹¹². Un style d'action et un mode d'intervention sur la scène socio-politique s'élaborent à cette époque. L'action est directe, met à contribution des gens influents faisant partie de l'élite et s'accompagne d'un certain battage.

En matière de capacité juridique de la femme mariée, son action conjointe à celle d'autres associations dont la Fédération nationale [111] Saint-Jean-Baptiste va amener la création de la Commission Dorion. L'action est ici amorcée par une interpellation directe au niveau politique le plus élevé. On s'adresse au Premier ministre Taschereau et l'on élabore une argumentation visant à changer les mentalités dans la sphère juridique. L'action de la ligue sera tenue pour plus radicale que celle des autres groupes, bien que le contenu des mémoires soit apparenté.

Les revendications sont associées par certains aux actions menées sur le front du suffrage et peut-être, dans les milieux juridiques, à la lutte pour l'accès à l'exercice de la profession. L'action de la ligue se démarque vraisemblablement de celle des autres intervenants ou, à tout le moins, est jugée différente sans que cela soit toujours explicite : les catholiques voient en elle un contrepoint laïque tandis que les nationalistes la considèrent comme venue d'ailleurs.

L'action est menée aussi avec un certain éclat, un sens médiatique. À Montréal, le mémoire est présenté par un plaideur réputé, Eugène Lafleur. Thérèse Casgrain intervient pour que la commission siège le soir afin de permettre aux femmes qui travaillent d'y assister. À Québec, le témoignage d'une femme au sort malheureux illustre dramatiquement les effets aberrants de la législation ¹¹³.

Les publications juridiques de l'époque ne démontrent pas de préoccupation de réformes significatives. C'est même plutôt l'inverse : l'incapacité de la femme mariée est traditionnellement associée à l'expression de l'autorité maritale nécessaire à la direction de la famille.

Le rapport de la commission n'entraînera que quelques modifications législatives en 1931, dont la plus importante a trait à la protection du salaire de l'épouse. Le rapport énonce que la théorie des droits égaux est absurde parce que la fonction de la femme est spéciale et différente de celle de l'homme. Les femmes doivent se

¹¹² Thérèse F. CASGRAIN (1971). *Une femme chez les hommes*, Montréal, Éditions du Jour.

¹¹³ *La Bonne Parole*, Montréal, février-mars 1930, p. 3-6, 19, 20.

sacrifier au bien général de la famille ¹¹⁴. Aux yeux de plusieurs [112] analystes, le but du rapport apparaît évident : faire taire les féministes et les critiques du *Code civil* ¹¹⁵. Il n'y a donc pas de remise en cause du principe de l'autorité maritale.

La démission de Thérèse Casgrain à la présidence de la ligue marque en 1941 l'achèvement d'une première période, d'un premier cycle d'actions débouchant sur des gains réels pour les femmes. Si le dossier de la capacité juridique de la femme mariée a peu évolué, le droit de vote a été néanmoins reconnu par le gouvernement Godbout en 1940, qui amende également en 1941, à la demande et à la suite d'un vote très serré de son Conseil général, la *Loi sur le Barreau* pour y permettre l'accès aux femmes. Élisabeth Monk deviendra la première femme avocate admise au Barreau du Québec.

Il convient de rappeler qu'agissant à titre de conseiller juridique de la ligue, c'est Élisabeth Monk qui prépara le mémoire qu'elle allait soumettre à la Commission Rowell-Sirois sur les relations entre le Dominion et les provinces. Il s'agit d'un rapport précurseur et d'un exemple caractéristique d'une argumentation qui deviendra typique de la dynamique des relations fédérales-provinciales canadiennes. En l'espèce soumises aux mêmes obligations fiscales et de citoyenneté, les femmes québécoises n'en étaient pas moins discriminées, notamment à l'égard de certains services gouvernementaux, de certains privilèges rattachés à la citoyenneté et en matière de distribution de subsides. On soumettait dès lors que la distribution de subsides fédéraux devait être assortie d'une interdiction de discriminer. Le rapport dénonçait également l'iniquité salariale et réclamait que l'on ajoute à l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique* une clause énonçant le principe d'égalité entre les sexes.

¹¹⁴ « Premier rapport de la Commission des droits civils de la femme, 1929-1930 », *Revue du Notariat*, p. 229-249 et 269-277. « Deuxième rapport de la Commission des droits civils de la femme, 1929-1930 », *Revue du Notariat*, p. 311-319. Voir également : Charles Édouard DORION (1924). « La philosophie du *Code civil* », *La Revue du droit*, p. 124-146 ; et (1925). *La Revue du droit*, p. 201-213.

¹¹⁵ COLLECTIF CLIO (1982). *L'histoire des femmes au Québec*, Montréal. Les Quinze.

**Les années de politique active :
l'action du Comité conjoint pour le statut légal
de la femme mariée**

L'engagement en politique active n'empêchera pas Thérèse Casgrain de revenir à la charge en matière de réforme du droit civil. Après la [113] publication d'un court article dans la *Revue du Barreau* ¹¹⁶, elle sollicite en septembre 1945, au nom de l'Association pour l'avancement social et familial, une intervention du Barreau et obtient de celui-ci une résolution invitant la Législature à procéder à des changements au titre de la capacité juridique de la femme. Une dizaine d'avocats, dont Jacques Perrault et Louis Philippe Pigeon, répondront à l'invitation que leur fera le secrétaire du Barreau d'exprimer leurs opinions sur la réforme du droit. Après avoir accueilli Thérèse Casgrain à une réunion tenue en mars 1946, le Conseil général du Barreau adoptera une résolution réclamant la nomination d'une commission provinciale.

La création par arrêté ministériel, le 31 octobre 1946, de la Commission Méthot par le gouvernement Duplessis entraînera plus de délais que de résultats. Élisabeth Monk et Jacques Perrault sont cosignataires du mémoire sur la capacité légale de la femme mariée présenté à cette commission et préparé pour le Comité conjoint du statut de la femme mariée. Ce comité regroupait la Ligue des droits de la femme et ses associations affiliées, The Civics League, l'Association pour l'avancement familial et social, également présidé par Thérèse Casgrain, et la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste.

On trouvera révélatrices de l'esprit de l'époque les remarques préambulaires de la causerie que l'avocat Perrault avait quelques mois auparavant prononcée à un déjeuner de la ligue. Aux juristes qui s'étonnent de l'appel au public sur une question de législation, il rappelle la maxime *Nul n'est censé ignorer la loi* qu'eux-mêmes opposent aux justiciables. À la dénonciation de l'atteinte à nos lois françaises et au *Code civil*, il oppose la nécessité pour les maintenir de leur adaptation à l'évolution des conditions socio-économiques, en invitant néanmoins à ne pas abandonner les lois qui sauvegardent la dignité et l'indépendance relative d'un peuple ou d'une minorité

¹¹⁶ Thérèse F. CASGRAIN (1942). « Les droits civils de la femme », *Revue du Barreau*, p. 6-8.

nationale par l'indifférence à une imposition qui viendrait du dehors, par simple paresse ou désintérêt ¹¹⁷.

[114]

Le mémoire ¹¹⁸ interroge le fondement de l'incapacité qui se justifie pour plusieurs par l'intérêt de la famille et la stabilité sociale en signalant le phénomène croissant de l'urbanisation et de l'industrialisation : « L'homme étant appelé à travailler hors du foyer il en résulte une responsabilité accrue de la femme qui vaut également à la campagne la femme s'impliquant de plus en plus dans l'activité économique et sociale. »

Le mémoire du Comité conjoint du statut de la femme mariée est présenté en février 1947 au Palais de justice de Montréal. L'argumentation s'articule désormais davantage en fonction de l'évolution des conditions socio-économiques. Les auteurs manifestement puisent à l'École des sciences sociales. Le vieil argument de la nécessité de mieux préparer au veuvage les femmes dont les chances de survie sont meilleures que leurs maris est réutilisé. L'évolution économique caractérisée par l'accroissement de la part des valeurs mobilières dans la composition des patrimoines est soulevée à nouveau. L'environnement des provinces canadiennes, des États-Unis et des pays du Commonwealth invite également à des changements. L'évolution législative et jurisprudentielle sur le mandat tacite milite aussi en faveur du changement. Le mémoire fait enfin des recommandations en matière de régime matrimonial et de succession visant à réduire la communauté aux acquêts et à adopter une mesure de protection patrimoniale pour la femme au moment du décès du mari.

Si son action réunit plus souvent qu'elle ne rassemble, Thérèse Casgrain devient rapidement consciente de la nécessité de faire évoluer l'opinion, notamment en suscitant un débat public. Au cours des années 1947-1948, CBF va diffuser une série de causeries entourant la question du statut légal de la femme mariée. Des universitaires et des membres du Barreau généralement sympathiques à la cause des femmes y participent.

Y seront parmi d'autres entendus Élisabeth Monk, Jacques Perrault et Maximilien Caron. Thérèse Casgrain y évoque en février 1947 le mémoire du comité en décrivant les inconvénients causés aux femmes et aux ménages par l'état du droit. Les illustrations sont percutantes : bonne affaire ratée, mari préférant l'achat d'une automobile à celui d'une prothèse en remploi d'une indemnité versée à [115] l'épouse

¹¹⁷ Jacques PERRAULT (1946). « Le Code civil et la femme mariée », *Le Devoir*, Montréal, 28 et 29 janvier.

¹¹⁸ Ce mémoire peut être consulté aux archives du Barreau du Québec.

pour préjudice physique, nécessité de demander l'autorisation de poursuivre le mari alors que ce dernier vole l'épouse. Par ailleurs, la capacité politique acquise avec le droit de vote et le cens d'éligibilité apparaissent désormais incompatibles avec l'incapacité résultant du mariage. On trouve ici un bon exemple de l'utilisation des médias à des fins de réforme législative.

Les mentalités évoluent mais lentement. Si les classiques de la littérature juridique de la première partie du siècle ont été peu critiques, plusieurs articles sont néanmoins rédigés à la fin des années quarante et au début des années cinquante et discutent la question de la capacité juridique de la femme mariée. Il en sera fait état au sixième congrès du Barreau en 1948.

En 1955, le juriste Antonio Perrault souligne qu'en dépit de l'amendement de l'article 986 du *Code civil* (sanctionné en décembre 1954) où se trouvait énoncée l'incapacité, des articles moyenâgeux subsistent et la capacité d'ester en justice ne lui apparaît pas encore clairement établie ¹¹⁹. Il faudra attendre le début des années soixante pour assister à de nouveaux progrès.

L'adhésion de Thérèse Casgrain au CCF correspond à un élargissement de ses préoccupations. Au cours de ces années de politique, Thérèse Casgrain sera amenée à développer des relations avec des juristes socialistes ou proches des idées socialistes. Au moment de son adhésion au CCF, elle connaissait déjà l'existence de la Ligue pour la reconstruction sociale à laquelle participaient le juriste Frank Scott et Eugène Forsey, tous deux de l'Université McGill, et David Lewis. Dans son ouvrage, elle signale en outre la présence de militants issus des milieux anglophones : William Dodge, David Lewis, Frank Scott, ainsi que celle d'avocats francophones : Robert Calder, criminaliste s'étant présenté aux élections provinciales de 1939 sous la bannière CCF dans Verdun, Jacques Casgrain, pratiquant le droit à Québec, et Jacques Perrault qui l'avait appuyé en 1945 dans le dossier des allocations familiales et à propos duquel elle écrit :

Il me faisait plaisir de lutter à côté de cet homme brillant qui exerçait une grande influence sur ceux de sa génération, Il voyait clairement les problèmes auxquels le CCF avait à faire face dans notre province, cette difficulté sociale et culturelle, le manque de contacts entre les dirigeants du [116] parti et les divers milieux ; celui du monde des affaires, des intellectuels, ceux du monde ouvrier et des coopératives agricoles, Il croyait plus important de s'attaquer aux problèmes de fond tels que

¹¹⁹ Antonio PERRAULT (1955). « La femme mariée », *Revue du Barreau*, p. 37-39.

l'éducation, la construction de logements et la sécurité sociale, plutôt que de mettre l'accent sur ceux du fédéralisme. ¹²⁰

L'action de Perrault recoupera celle de Casgrain tant sur le plan des luttes sociales et politiques qu'au titre des revendications des droits des femmes. Issu d'une famille de juristes, docteur en droit, professeur et secrétaire de la faculté de droit de l'Université de Montréal, auteur (il publiera plusieurs articles dans l'*Action Nationale* et quelques autres dans la *Revue du Barreau*), praticien (il tient de son père la clientèle de l'archevêché de Montréal et du *Devoir*), Jacques Perrault est engagé dans le mouvement coopératif, dans la représentation des unions ouvrières. Beau-frère d'André Laurendeau, lié avec Pierre Elliott Trudeau, il se révèle un participant très actif à l'action progressiste de réforme sociale. Pour le CCF il établit un lien avec les éléments progressistes et anti-duplessistes des milieux francophones et catholiques. Il participe à l'épisode du Rassemblement dont il préside la première séance avec Pierre Elliott Trudeau.

Le militantisme pacifiste et les Droits de l'homme

La contribution de Thérèse Casgrain au mouvement de réforme juridique au cours d'une troisième époque de sa vie a deux points d'ancrage : la Ligue des droits de l'homme et la Fédération des femmes du Québec. Au cours de cette période, une nouvelle poussée de réforme juridique amorcée par Claire Kirkland-Casgrain consacre la capacité juridique de la femme mariée (1964). Bien que critiquée, l'adoption du projet de loi 16 fait évoluer le discours qui ne porte désormais plus sur l'incapacité mais sur l'inégalité que le rapport constate à la direction de la famille et sur les iniquités subsistant en matière de régime matrimonial ; iniquités qui subsisteront même après l'adoption en 1970 de la loi réformant les régimes matrimoniaux et instaurant la société d'acquêts à titre de régime légal. Dans les publications juridiques cependant, la discussion est présente, vivante et réformatrice.

[117]

Il faudra attendre les années quatre-vingt pour connaître l'énoncé du principe égalitaire des époux dans la direction de la famille, et une loi favorisant l'égalité économique des époux. L'action des femmes politiciennes, juristes (avocates, professeures, juges, désormais plus nombreuses sur les scènes juridique et politique) s'exerce avec plus de force.

¹²⁰ Thérèse F. CASGRAIN (1971). *Op. cit.*, p. 190.

Initiatrice de la Ligue des droits de la femme, Thérèse Casgrain participe en 1963 à la fondation de la Ligue des droits de l'homme dont elle assumera la présidence (1966-1968 et 1969-1970) et où elle agira à titre de présidente de la Commission des droits de la femme. Pierre Elliott Trudeau, Jacques Hébert et Léon Z. Pataneau s'adjoignent en effet dès le départ le juriste Frank Scott et Thérèse Casgrain.

D'aucuns ont attribué à l'action de la ligue à cette époque un caractère élitiste et trop orienté vers l'analyse et la stricte réforme juridique. En 1966, on assiste à la création d'un comité sur les lois de l'adoption et d'un autre sur les régimes matrimoniaux. En 1967, la ligue exprime dans un premier mémoire soumis devant le Comité de révision du *Code civil* sa préférence pour la séparation de biens et dans un second la célébration obligatoire du mariage civil. On est à la veille de l'adoption de la Loi sur le divorce et du « bill omnibus » à propos duquel la ligue s'exprime en faveur de la liberté individuelle face à l'avortement.

Le principal dossier de la ligue a trait cependant à l'élaboration d'une charte. Les chartes canadienne et québécoise fourniront désormais de nouveaux fondements aux droits des femmes. En fait le mouvement mondial consécutif à la *Déclaration universelle* de 1948 encourage le développement de l'idéologie des Droits de l'homme (qui deviendront ceux de la personne).

Instigatrice de la Ligue des droits de la femme en 1929 au début de son action sociale, du Comité conjoint pour le statut de la femme mariée au cours de ses années de politique active, Thérèse Casgrain récidivera dans le mouvement associatif et fondera la Fédération des femmes du Québec.

[118]

Conclusion

La contribution de Thérèse Casgrain à différentes actions de réforme juridique contemporaines fut à l'enseigne de la laïcité et de l'égalitarisme qu'elle a associés plus spécifiquement à l'action, aux revendications, aux propositions de réforme du droit touchant les droits des femmes. Ce faisant, les luttes spécifiques des femmes ont contribué au développement et à la réforme globale du droit envisagé d'un point de vue égalitaire. Son action de réforme juridique a touché aux aspects fondamentaux du droit et des droits.

La contribution vaut également pour le style d'action qu'elle a développé à l'égard de la réforme du droit. Pragmatique, elle a su s'entourer des juristes issus

de l'élite mais ouverts aux idées progressistes. Par sa laïcité, son action marque un contrepoint à l'action cléricale et, par son égalitarisme, se révèle une critique du nationalisme francophone.

En terminant il convient de souligner ici que le nouveau *Code* civil du Québec recèle désormais une disposition préambulaire énonçant que le *Code* régit, en harmonie avec la *Charte des droits et libertés de la personne* et les principes généraux du droit, les personnes, les rapports entre les personnes ainsi que les biens. Si Diérèse Casgrain n'en est pas la cause, l'adoption de la disposition est tributaire de sa sphère d'influence et fait écho à son action.

[119]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Troisième partie :
Thérèse Casgrain et les droits des femmes

4.

" La « femme moderne »
selon Thérèse Casgrain :
une analyse de son discours féministe
des années trente. "

*par Maryse Darsigny **

[Retour à la table des matières](#)

En 1934, Thérèse Casgrain cite le philosophe allemand Schopenhauer lors d'un discours. Ce dernier, dit-elle, « a déjà décrit la femme comme un être aux cheveux longs et aux idées courtes. N'en déplaise à ce bon monsieur, poursuit-elle, la femme moderne en général a coupé ses cheveux et allongé ses idées ¹²¹ ».

Ce concept de « la femme moderne », ou sinon de la femme dans la vie moderne, revient régulièrement dans les discours que prononce Thérèse Casgrain lorsqu'elle est présidente de la Ligue des droits de la femme (LDF) de 1928 à 1942, association

* Je voudrais remercier Line Gosselin et Louise Toupin, ainsi que mes directrices Joanne Burgess et Ellen Jacobs, pour les précieux commentaires et les encouragements qu'elles m'ont adressés aux différentes étapes de la rédaction de ce texte. Cependant, cette version finale n'engage que l'auteur.

¹²¹ Thérèse F. CASGRAIN. Bibliothèque municipale de Montréal, salle Gagnon, fonds d'archives de la Ligue des droits de la femme, lot 4, série F « Textes d'émissions radiophoniques », s.t., s.d., p. 17 (F/3, 14).

qui a notamment lutté pour l'obtention du droit de vote des femmes au plan provincial au Québec (droit obtenu en 1940) ¹²². Je baserai cette étude sur dix textes-discours écrits par Thérèse Casgrain dans les années trente et au début des années quarante, au moment où elle occupe la présidence de la LDF ¹²³. J'exposerai ce que signifie, aux yeux de [120] Thérèse Casgrain, ce concept de « la femme moderne ». Je conclurai par une brève analyse de ce discours en faisant un parallèle avec une partie de l'historiographie féministe existante sur le sujet.

Au préalable, est-il important de rappeler succinctement le contexte de « modernité » dans lequel se situe la définition de « la femme moderne » de Thérèse Casgrain ¹²⁴. Ce concept est en effet intimement lié à une nouvelle époque : une époque de mutation sociétale que vit le Québec pendant près d'un siècle, soit grosso modo depuis la deuxième moitié du XIX^e siècle jusqu'aux premières décennies du XX^e siècle. C'est donc une époque d'industrialisation, d'urbanisation et de prolétarianisation de la population ; c'est aussi une époque où, avec l'avènement de la démocra-

¹²² Le programme de la Ligue des droits de la femme consiste principalement à revendiquer des droits pour les femmes et les enfants et à recommander l'adoption d'une législation favorable aux intérêts de la famille. Voir entre autres Florence MARTEL (1960). « Un anniversaire d'importance. Il y a 20 ans, les libéraux accordaient le droit de vote à la femme du Québec, 1940-1960 », *La Réforme*, 23 avril, p. 18.

¹²³ Ces discours sont tous tirés de la série « E » « Discours-conférences-causeries » et de la série « F » « Textes d'émissions radiophoniques » du fonds d'archives de la Ligue des droits de la femme (voir les références dans la section 1 de la bibliographie jointe à la fin de ce texte). J'aimerais également rendre compte de quelques problèmes méthodologiques auxquels j'ai dû faire face. Dans mon corpus, s'il y a plusieurs textes qui ne sont pas datés, il m'a quand même été possible de les situer dans le temps grâce à certaines références événementielles mentionnées au cours des allocutions. Aussi, j'ai retenu trois discours qui ne sont pas signés parce que des indices, autres que la répétition des phrases et des mots, me permettaient de conclure qu'ils ont été écrits par Thérèse Casgrain (voir la section 1 de la bibliographie). Par exemple, au verso d'une feuille de papier sur laquelle a été rédigé le texte d'une causerie, apparaît l'en-tête « Pierre Casgrain, avocat »... L'auteur d'un autre discours non signé débute en disant qu'elle a reçu beaucoup de lettres, dont une de son homonyme Madame Pierre Casgrain...

¹²⁴ Je mets le terme « modernité » entre guillemets parce que, à mon avis, cette appellation renvoie à un concept et à une époque beaucoup plus vastes et précis que ce que j'expose dans cette partie de mon texte. L'objectif poursuivi n'étant effectivement pas de faire tout un pan d'histoire, mais plutôt de remettre dans son contexte le discours de Thérèse Casgrain sur « la femme moderne ».

tie, les notions de justice sociale et d'égalité entre les êtres humains prennent une importance singulière. Plus spécifiquement, la définition de « la femme moderne » par Thérèse Casgrain s'inscrit dans le contexte des années trente, un contexte de crise économique.

Cette ère de « modernité » a plus d'un impact sur la réalité des femmes et sur la distribution sexuelle des rôles sociaux qui se caractérise alors par une séparation rigide des deux sphères : la sphère publique et l'autre dite privée. Au tournant du XX^e siècle, l'existence des femmes et la division des espaces masculin-féminin sont effectivement chambardées par l'entrée graduelle des femmes sur le marché [121] du travail salarié et par leur accès à l'éducation post-secondaire ¹²⁵. C'est donc dans ce contexte que Thérèse Casgrain élabore son concept de « la femme moderne ».

La femme moderne : une éducatrice par excellence

Pour Thérèse Casgrain, la vie des « femmes modernes ¹²⁶ » est d'abord et avant tout centrée autour du foyer et de la famille. Les « femmes modernes » sont donc des mères. Mais elles sont des mères plus éclairées et conscientes de leurs responsabilités familiales : elles ont ainsi rationalisé l'alimentation et les soins de leurs enfants. Ces « femmes-mères modernes » - « éclairées et conscientes » - font aussi de l'acquisition d'une culture intellectuelle un de leurs devoirs les plus importants. Évidemment, cette culture intellectuelle, qu'elles puisent notamment dans les cours

¹²⁵ En 1891, une femme sur dix occupe officiellement un emploi rémunéré. Les métiers les plus courants pour les femmes de l'époque sont domestiques, ouvrières et institutrices, sans bien sûr oublier le travail non reconnu de la majorité féminine, soit celui de mères et maîtresses de maison. Voir GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME (1990). *La lente progression des femmes. Historique des droits des femmes*, mars, p. 2. Dans le domaine de l'éducation des Canadiennes françaises, c'est en 1908 que l'École d'enseignement supérieur pour jeunes filles est fondée à Montréal. Cette école est l'équivalent du collège classique pour jeunes garçons. Voir Martha DANYLEWYCZ (1983). « Une nouvelle complicité : féministes et religieuses à Montréal, 1890-1925 », dans Marie LAVIGNE et Yolande PINARD (dir.). *Travailleuses et féministes. Les femmes dans la société québécoise*, p. 245-270.

¹²⁶ Lorsque Thérèse Casgrain parle de « la femme moderne », elle utilise la plupart du temps le singulier. Mais elle emploie quelquefois le pluriel. J'opterai dorénavant pour le pluriel.

d'arts domestiques, est essentielle pour donner à leurs enfants une bonne éducation ¹²⁷.

En matière d'éducation, les « femmes-mères modernes » ont, selon Thérèse Casgrain, modifié leur perception. Il ne suffit plus, pense-t-elle, que les mères éduquent leurs enfants en les protégeant, mais plutôt en formant « des personnalités, des caractères sans crainte d'exagérer la confiance en soi et l'esprit d'initiative qui ne sont [122] certainement pas les défauts dominants des Canadiens français ¹²⁸ ». En ce qui concerne plus spécifiquement l'éducation de leurs jeunes filles, les « femmes-mères modernes » en font des personnes autonomes, capables d'affronter les dilemmes et les épreuves de leur temps ¹²⁹. Mais le but ultime de l'éducation de leurs jeunes filles demeure, selon Thérèse Casgrain, la création d'une « élite chez nos mères de demain ».

Le temps n'est plus aux petites oies blanches. [...] Apprenons-leur à se protéger elles-mêmes [sic] et à regarder la vie bien en face, tout en oubliant jamais leur véritable mission, être femme dans la vraie acception du terme ¹³⁰.

Même si Thérèse Casgrain incite les jeunes filles à étudier dans d'autres matières que les arts domestiques, en médecine ou en droit par exemple, elle affirme que cette formation les prépare somme toute à assumer leur rôle traditionnel « de confidente et de soutien moral de son mari et de guide de ses enfants ¹³¹ ».

¹²⁷ Thérèse F. CASGRAIN. *Op. cit.*, p. 11 (F/3, 14).

¹²⁸ *Idem*, p. 6, 7.

¹²⁹ Notons ici que Thérèse Casgrain considérait que les jeunes filles des années trente étaient plus futées et débrouillardes que celles de sa génération ; voir Thérèse CASGRAIN. *Op. cit.*, p. 8 (F/3, 14).

¹³⁰ *Idem*, p. 7.

¹³¹ *Idem*, p. 10. Voir aussi Diane LEMIEUX et Lucie MERCIER (1991). *Les femmes au tournant du siècle, 1880-1940*, p. 85. Ces historiennes affirment en effet que pour la période des années 1900-1940, l'éducation des jeunes filles au Québec n'a pour ainsi dire pas de rapport avec l'acquisition d'un métier ou d'un diplôme : « Le métier envisagé n'apparaît que comme un détour sur le parcours qui mène au mariage. »

**Les femmes modernes :
des femmes conscientes socialement**

Thérèse Casgrain croit que la famille et le foyer sont du domaine des femmes et qu'ils sont le cœur de la société. Elle affirme cependant que dans la vie moderne les questions du social interpellent le privé et vice-versa. Les « femmes-mères modernes » comprennent alors cette interdépendance qui existe entre le foyer et les institutions sociales. Par conséquent, elles ne peuvent se désintéresser complètement du social sans forcément négliger la cellule familiale dont elles ont la [123] responsabilité. Thérèse Casgrain illustre la place des femmes dans cette dynamique en utilisant la métaphore suivante :

L'air de la place publique pénètre nécessairement, qu'elle le veuille ou non, jusqu'au foyer. Elle [la femme] est obligée de le respirer plus ou moins, comme ses enfants. Sa santé physique et morale en dépend non moins que la santé physique et morale des êtres qui lui sont le plus légitimement chers. Au nom de la sollicitude et des soins qu'elle *lui* doit elle a donc intérêt à savoir si cet air est insalubre ou malsain et à vouloir l'assainir quand il ne vaut rien ¹³².

Pour Thérèse Casgrain, l'interdépendance des deux sphères vient donc élargir les champs d'action et d'intérêt des « femmes-mères modernes ». Graduellement, ces dernières s'approprient un espace dans la vie publique. Ainsi, elle dit : « Plus consciente de ses devoirs sociaux, la femme moderne - la vraie - est plus active ¹³³. » Cette « vraie femme moderne » s'engage désormais dans les œuvres sociales et s'intéresse aussi à la politique.

Les femmes modernes : des féministes

Étant donné que les « femmes-mères modernes » sont de plus en plus intéressées par la gestion des affaires du pays, Thérèse Casgrain considère qu'il est tout à fait injuste qu'elles n'aient pas droit au statut de citoyenne à part entière. La demande du suffrage féminin au plan provincial devient centrale, d'autant plus que,

¹³² ANONYME. « AE », s.d., p. 1, 2 (F/3, 20).

¹³³ Thérèse F. CASGRAIN. *Op. cit.*, p. 19 (F/3, 14).

selon Thérèse Casgrain, ce gouvernement possède la juridiction sur les lois qui touchent directement aux structures sociales et familiales (le bien-être social, l'éducation, la santé, le travail). Pour elle, le vote des femmes au plan provincial représente un puissant moyen d'action sociale, permettant de forcer le gouvernement à adopter une « législation sociale qui assure la protection de la femme et de l'enfant » pour le bien commun. Néanmoins, elle reste convaincue que le suffrage féminin ne constitue en rien « une panacée à toutes les misères ¹³⁴ ».

Thérèse Casgrain pense qu'en votant les femmes vont faire rayonner les qualités dites spécifiquement féminines - le dévouement [124] et la supériorité morale des femmes - sur la scène publique, contribuant du même coup à régénérer et à épurer l'ordre social, considérablement ébranlé sous le poids des phénomènes d'industrialisation et d'urbanisation. Étant donné, poursuit-elle, que les dons féminins font défaut aux hommes ¹³⁵, elle est d'avis que les femmes sont dotées d'un noble intérêt pour le bien commun alors que les hommes, eux, ont davantage des intérêts personnels à défendre dans la société ¹³⁶. Thérèse Casgrain croit ainsi qu'avec le suffrage féminin, l'influence des femmes dans la société du Québec ne pourra qu'être salutaire ¹³⁷.

Même si cela peut paraître paradoxal de prime abord, le discours féministe de Thérèse Casgrain ne tourne pas seulement autour de l'identité des « femmes-mères modernes » différentes qualitativement des hommes. Elle pense que les femmes, en tant qu'êtres humains, ont les mêmes aspirations et les mêmes intérêts généraux que les hommes dans la société ¹³⁸. C'est la raison pour laquelle les « femmes modernes » doivent veiller et collaborer avec les hommes à la bonne marche du gouvernement. En sollicitant cette collaboration, Thérèse Casgrain conteste par le fait même la mise à l'écart des femmes de la scène politique au Québec.

Une chose est évidente c'est que les deux sexes doivent collaborer
au gouvernement, l'État qui ne s'appuie que sur un seul [sexe] s'appau-

¹³⁴ *Idem*, p. 8.

¹³⁵ Thérèse F. CASGRAIN, s.t., s.d., discours présenté à la radio CKAC, p. 3, 4 (F/3, 15).

¹³⁶ *Idem*, p. 8.

¹³⁷ *Idem*, p. 5.

¹³⁸ Thérèse F. CASGRAIN. « Présidente de la Ligue des Droits de la Femme ! », p. 7 (F/2, 34).

vrit. La démocratie ne doit pas être exclusivement du domaine du masculin ¹³⁹.

Mais comme la réalité du Québec des années trente ne s'oriente pas dans cette direction, Thérèse Casgrain fait, par ses discours, ressortir l'illogisme de la situation qui prévaut. Les législateurs, dit-elle, fondent la démocratie sur l'exclusion des femmes du politique ; ils font des lois pour les électeurs et les femmes sont représentées par les hommes. Comment, se demande-t-elle, un gouvernement soi-disant démocratique peut-il admettre la représentation d'une catégorie d'individus par une autre ¹⁴⁰ ? À son avis, en sanctionnant l'exclusion [125] des femmes du champ politique, le gouvernement se prive d'une ressource importante à l'édification d'une société plus juste et égalitaire si, évidemment, tel est le projet des politiciens du Québec. Elle demande alors à ces derniers d'appliquer réellement les principes démocratiques qui devraient théoriquement régir cette province en accordant aux femmes le droit de vote.

Enfin, pour Thérèse Casgrain, les demandes féministes sont tout simplement basées sur des notions sacrées d'équité et de justice, de même que sur la nécessité d'accepter les changements dans le monde féminin ¹⁴¹. Et un de ces changements majeurs est sans aucun doute l'entrée des femmes sur le marché du travail salarié.

Les femmes et le travail salarié : résultat de la vie moderne

Pour Thérèse Casgrain, le travail salarié des femmes est le résultat de la vie moderne. À la suite du dépôt en janvier 1935 par le député libéral J.-A. Francœur d'un projet de loi qui visait à empêcher les femmes d'occuper un emploi rémunéré afin de résoudre le problème du chômage au Québec, Thérèse Casgrain ne cesse à travers ces discours de condamner cette mesure qu'elle juge injuste et rétrograde ¹⁴².

¹³⁹ Thérèse F. CASGRAIN. *Op. cit.*, p. 9 (F/3, 15).

¹⁴⁰ ANONYME. *Op. cit.*, p. 3 (F/3, 20).

¹⁴¹ Idem.

¹⁴² Il est intéressant par ailleurs de noter à ce sujet que, dans un discours, une femme anonyme nuance la notion de « travail féminin ». Selon elle, ceux qui s'opposent à l'entrée des femmes dans la sphère productive (et il y en a beaucoup à l'époque) oublient que, depuis toujours, les femmes travaillent. « Ceux-là, poursuit-elle, oublient qu'ils ne font pas la petite œuvre de charité sans s'empres-

Sa position est claire lorsqu'elle dit : « Il est vrai que la femme est faite pour le foyer, mais de là à conclure qu'il faille l'y attacher comme la chèvre au piquet... il y a loin ¹⁴³. » Constatant en effet qu'un abîme sépare la théorie de la pratique en ce qui concerne l'idéal de la femme au foyer, Thérèse Casgrain croit que le phénomène du travail [126] rétribué des femmes est irréversible. En ajustant ainsi sa pensée à cette nouvelle réalité féminine, elle montre une grande volonté d'aller de l'avant plutôt que de s'apitoyer sur une représentation dépassée des femmes dans la société. « Bon gré, mal gré, dit-elle, il faut être pratique et se placer en face de ce qui est, et non de ce qui devrait être ¹⁴⁴. » Après avoir analysé l'état du travail salarié des femmes dans les années trente, elle conclut rapidement que les travailleuses sont exploitées et traitées comme des êtres inférieurs.

Dès lors, elle pense qu'il est urgent de lutter pour améliorer le sort de celles que « l'évolution économique a projetées dans la grande bataille pour le pain quotidien ¹⁴⁵ », tout en encourageant les femmes des milieux aisés ou, comme elle le dit si bien, « les femmes qui ont des loisirs », à se joindre à la cause ¹⁴⁶. Elle demande au gouvernement provincial d'instaurer une série de mesures législatives assurant aux travailleuses des conditions de travail conformes à la justice sociale. La législation que réclame Thérèse Casgrain interviendrait éventuellement lorsque l'hygiène, le bien-être moral et la dignité des femmes seraient en jeu ¹⁴⁷. Dans une perspective plus large, elle demande de lever l'interdiction de certaines carrières aux femmes, notamment le droit et le notariat. Elle veut qu'on leur « laisse les coudées franches » dans leurs choix d'activité car, à son avis, la situation qui prévaut à l'époque fait obstacle à celles qui ont les aptitudes nécessaires pour gagner leur vie dans des domaines qui leur conviendraient mieux ¹⁴⁸. Aussi, Thérèse Casgrain milite-t-elle

de recourir à l'initiative féminine pour assurer le succès de leurs bonnes œuvres. » ANONYME, s.t., s.d., p. 7 (F/2, 37). Par l'articulation des idées et par la formulation des phrases, je suis cependant à peu près certaine que ce discours a été écrit par Thérèse Casgrain. Mais je ne peux totalement confirmer cette hypothèse...

¹⁴³ M^{me} Pierre CASGRAIN (1936). « Le travail féminin », causerie faite à Radio-Canada, le 27 janvier 1936, p. 5 (E/I, 9).

¹⁴⁴ Thérèse F. CASGRAIN. *Op. cit.*, p. 2 (F/2, 34).

¹⁴⁵ *Idem*, p. 6.

¹⁴⁶ ANONYME. « Résumé de l'exposé de M^{me} Thérèse F. Casgrain ». Archives nationales du Canada, Ottawa, fonds Thérèse Casgrain, MG32C25, vol. 8, s.d., p. 1.

¹⁴⁷ Thérèse F. CASGRAIN. *Op. cit.*, p. 14 (F/3, 14).

¹⁴⁸ ANONYME. *Op. cit.*, p. 4 (E/2, 1).

pour que le monde du travail salarié applique réellement le slogan À travail égal, salaire égal. Pour elle, il n'y a rien qui justifie le traitement différencié entre la main-d'œuvre féminine et masculine. Enfin, elle est en faveur d'une augmentation de salaire pour toutes les catégories de travailleuses, y compris les institutrices rurales. Thérèse Casgrain considère, en outre, que le faible [127] taux de rémunération des femmes constitue un véritable abus et en dit long sur l'infériorisation des femmes dans la société ¹⁴⁹.

Brève analyse du discours

L'historiographie féministe québécoise a jusqu'à maintenant qualifié le discours des féministes de la première moitié du XX^e siècle, dont celui de Thérèse Casgrain, de modéré et d'ambivalent à cause des concepts d'égalité et de différence que leur idéologie féministe véhiculait ¹⁵⁰. Thérèse Casgrain et ses consœurs militaient certes pour que l'égalité entre les hommes et les femmes soit reconnue dans la société, mais cette reconnaissance devait se réaliser dans le respect de la différence « naturelle et innée » entre les deux sexes. C'est pourquoi elles insistaient à la fois sur le rôle traditionnel des femmes dans les structures familiale et sociale et sur les qualités dites spécifiquement féminines qui découlaient des expériences reliées à la maternité et au maternage. Les historiennes québécoises ont ainsi opposé le féminisme égalitariste au féminisme dit de la différence, ou féminisme social ou maternel, ou encore domestique, les appellations sont nombreuses ¹⁵¹. Aux yeux de ces historien-

¹⁴⁹ M^{me} Pierre CASGRAIN. *Op. cit.*, p. 8 (E/1, 9).

¹⁵⁰ Voir COLLECTIF CLIO (1985). *L'Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, p. 329 et pour l'édition de 1992, p. 347. Pour ce qui est de cette dernière édition de 1992, les historiennes du Collectif Clio n'ont cependant pas modifié leur interprétation sur le début du mouvement des femmes au Québec. Voir aussi Marie LAVIGNE *et al.* (1983). « La Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste et les revendications féministes au début du XX^e siècle », dans Marie LAVIGNE et Yolande PINARD (dir.). *Travailleuses et féministes. Les femmes dans la société québécoise*, p. 209 ; Yolande PINARD (1989). « Les débuts des femmes à Montréal, 1893-1902 », dans *idem*, p. 198 ; Diane LAMOUREUX (1989). *Citoyennes ? Femmes, droit de vote et démocratie ; les chapitres 1 et 2*, p. 15-64, pour ne nommer que les « classiques » de l'historiographie féministe québécoise.

¹⁵¹ Pour ce qui est des appellations, voir Louise TOUPIN (1991). « Promouvoir ou pourfendre la féminité ? Un dilemme de l'interprétation du féminisme d'hier », mai, p. 4.

nes, le double discours s'exprime effectivement comme une tension entre deux idéologies : une première plus progressiste représentée par la voix du féminisme de la revendication des droits égaux, et une deuxième, évidemment aux [128] antipodes de la première, se révélant plus conservatrice, appelée le féminisme de la différence. D'où, concluent-elles, l'ambivalence et la modération d'un tel discours. L'analyse des historiennes québécoises sur la pensée et les actions des féministes du début du XX^e siècle ne va pas sans poser quelques problèmes d'interprétation.

Fondamentalement, cette analyse ne semble pas accorder assez d'importance au contexte réel et à l'ambiance globale dans lesquels se situe ce discours portant sur l'égalité et la différence entre les sexes : le contexte propre aux femmes de cette époque, d'une part, et l'ambiance foncièrement sexiste et antiféministe d'autre part.

Si, en effet, on replace le féminisme des femmes comme Thérèse Casgrain dans le contexte spécifiquement féminin, où elles sont inéluctablement contraintes de devenir des épouses, mères et maîtresses de maison, il n'est pas étonnant de voir resurgir dans leur discours cette espèce d'exaltation du rôle maternel et des qualités dites naturellement féminines qui s'y rattachent ¹⁵². Les expériences matérielles et quotidiennes des femmes de cette époque étant profondément marquées par la maternité et le maternage, comment ces féministes pouvaient-elles faire autrement que d'être touchées par cette réalité reliée à la condition d'être femme en ce temps-là, soit celle d'être épouse, mère et maîtresse de maison ? Aussi, n'est-il pas logique de voir dans la culture et le monde féminins tels qu'ils se présentaient à l'époque, le terrain sur lequel naissent les différentes formes de résistance à une situation jugée insatisfaisante parce que [129] trop limitée, trop suffocante, voire opprimante ? Autrement dit, comment le féminisme peut-il se développer à l'exté-

¹⁵² Il est à noter qu'une partie de l'historiographie féministe canadienne-anglaise tend à interpréter le mouvement des femmes dans les provinces anglophones selon cette même perspective. Les principales auteures sont : Carol Lee BACCHI (1983). *Liberation Deferred ? The Ideas of the English-Canadian Suffragists, 1877-1918* ; Linda KEALY (1979). *A not Unreasonable Claim. Women and Reform in Canada 1880-1920s*. Deux excellents articles ont critiqué la perspective quelque peu a-historique des analyses de ces auteures en raison du peu d'égard porté au contexte spécifique et global des féministes de l'époque. Il s'agit de Ernest FORBES (1985). « The Ideas of Carol Bacchi and The Suffragists of Halifax : A Review Essay on Liberation Deferred ? The Ideas of the English Canadian Suffragists. 1877-1918 », *Atlantis*, p. 119-126 ; et de Ruth Roach PIERSON (1981). « Book Review. A not Unreasonable Claim : Women and Reform in Canada, 1880s-1920s, Linda Kealy, ED., Toronto : The Women's Press, 1979, p. 233 », *Atlantis*, vol. 6, n° 1 (printemps), p. 119-123.

rieur du monde des femmes ou de la culture féminine ? N'est-il pas inextricablement enraciné dans les expériences des femmes dans un système de genre et de classes ¹⁵³ ?

Compte tenu de cette dynamique, le « féminisme à double volet » est inévitable, voire le « détour obligé » de l'élaboration de cette idéologie. La ligne de démarcation que trace l'historiographie féministe du Québec entre les deux concepts d'égalité et de différence paraît en quelque sorte artificielle puisque ceux-ci sont en fait imbriqués l'un dans l'autre à l'intérieur du discours des militantes féministes de la première moitié du XX^e siècle au Québec, dont celui de Thérèse Casgrain. De plus, on peut se demander si le jugement sévère porté à l'endroit de ces militantes féministes ne tend pas, finalement, à oublier que le féminisme, comme toute idéologie, traverse des étapes dans son articulation. Même si, indéniablement, les questions du présent conditionnent la recherche historique sur les femmes, comme sur bien d'autres sujets d'ailleurs, il est néanmoins important d'effectuer les distinctions qui s'imposent entre les différentes étapes du développement du féminisme ¹⁵⁴.

¹⁵³ Voir Ellen DUBOIS *et al.* (1980). « Politics and Culture in Women's History : A Symposium », *Feminist Studies*, p. 26-64, où il est question des liens entre l'histoire des femmes et l'histoire du féminisme. Également, pour une discussion concernant les concepts de sexe et de genre, voir Nicole-Claude MATHIEU (1989). « Identité sexuelle/sexuée/de sexe ? », dans Anne Marie DAUNE-RICHARD *et al.* *Catégorisation de sexe et constructions scientifiques*, p. 109-147 ; Joan W. SCOTT (1988). « Genre : une catégorie utile d'analyse historique », et Françoise COLLIN (1988). « Introduction : sexes et savoir », parus dans *Les Cahiers du Grif*, p. 125-153 et p. 5-7 ; Joan Wallach SCOTT (1988). *Gender and the Politics of History*. Dans sa communication, Louise Toupin discute aussi de la définition à donner au terme « gender ». Celle à laquelle elle souscrit semble en effet très juste : « Le " genre " n'est pas seulement une construction culturelle, c'est aussi un principe actif : c'est le processus social par lequel le " sexe " comme catégorie sociale significative est construit. C'est en ce sens qu'on peut dire que le genre crée le sexe : c'est le fruit de l'opérationnalisation du pouvoir d'un sexe sur l'autre. » Voir Louise TOUPIN (1991). *Op. cit.*, p. 6, note 1.

¹⁵⁴ Il est à noter cependant que Susan Mann Trofimenkoff dans son article « Thérèse Casgrain and the CCF in Québec » fait brièvement une distinction entre le féminisme de Thérèse Casgrain et celui de ses prédécesseuses. En effet, elle dit que même si Thérèse Casgrain ne rejette pas totalement le rôle traditionnel des femmes, elle paraît plus ou moins à l'aise avec la valorisation qu'en ont faite les consœurs féministes qui l'ont précédée. S. Mann Trofimenkoff souligne que les revendications de la Ligue des droits de la femme, association que préside Thérèse Casgrain de 1928 à 1942, présentent effectivement une domi-

[130]

Dans cette même veine, il est plus que pertinent de se demander à quoi les historiennes précitées font référence lorsqu'elles jugent le discours des féministes telles que Thérèse Casgrain : en effet, cette pensée est modérée et ambivalente par rapport à quoi ? par rapport à quel discours ? À mon avis, ces historiennes ont examiné le discours de la génération des femmes comme Thérèse Casgrain en se basant sur leur propre analyse féministe, une analyse, donc, qui s'inscrivait dans le contexte des années soixante-dix, moment de radicalisation du féminisme ¹⁵⁵. En somme, la « typologie dualiste » faite par une certaine tendance de l'historiographie féministe est, selon moi, tributaire des catégories et des concepts de l'analyse féministe actuelle ¹⁵⁶.

nante nettement égalitariste. Elle soutient enfin que le féminisme et la vision des droits des femmes de Thérèse Casgrain s'inscriraient dans une perspective plus individualiste ou « autonomiste » que la première version du féminisme. Voir dans Linda KEALY et Joan SANGSTER (dir.) (1989). *Beyond the Vote. Canadian Women and Politics*, p. 142.

¹⁵⁵ Voir Judith ALLEN (1990). « Contextualising Late Nineteenth Century Feminism : Problems and Comparisons », communication présentée à la Canadian Historical Association, 27 p. Dans cet article, Judith Allen met dans son contexte, celui des années soixante-dix, cette tendance de l'historiographie féministe à examiner le discours et les pratiques des féministes du XIX^e - début XX^e siècle dans une perspective trop actuelle. Dans la foulée de l'émergence du Mouvement de libération des femmes (fin des années soixante - début des années soixante-dix), les féministes, soutient-elle, partent à la recherche d'une tradition féministe dans les traces des héroïnes du passé. Elles découvrent alors que des femmes se sont effectivement engagées dans les mouvements de réformes urbaines et sociales, dans les mouvements de tempérance et suffragiste. À leur grand dam cependant, elles constatent que ces héroïnes du passé ennoblissent le statut de mère et veulent le protéger par une législation sociale. Ce même statut est jugé par les féministes des années soixante-dix comme étant une donnée importante de l'oppression des femmes. Le choc provoqué par ces deux visions féministes a donné lieu à des analyses très intéressantes certes, mais qui tendent à laisser un peu dans l'ombre l'esprit du temps de ces héroïnes « détrônées ».

¹⁵⁶ Voir Judith ALLEN (1990). *Op. cit.*, p. 3 ; voir aussi Louise TOUPIN (1991). *Op. cit.*, p. 15. J'aimerais ici donner un exemple patent de cette analyse féministe trop actuelle du passé des femmes, tout en montrant le problème d'interprétation que pose ce regard anachronique sur l'histoire des femmes et du féminisme. Dans son article « Idola Saint-Jean et le radicalisme de l'entre-deux-guerres », Diane LAMOUREUX dit qu'Idola Saint-Jean « est la seule dirigeante suffragiste québécoise qui figure dans tous les documents sous le même nom, les autres s'abritant très souvent derrière le nom (et parfois le prénom) de leur ma-

[131]

Dans une optique plus générale, si l'interprétation dualiste de l'historiographie féministe a davantage à déconstruire le féminisme des militantes comme Thérèse Casgrain en le replaçant dans le contexte spécifique des femmes de cette époque, il est tout aussi important de prendre en considération l'ambiance conservatrice et foncièrement sexiste qui caractérise alors le paysage du Québec ¹⁵⁷. Pour démontrer l'importance de ce contexte global, il est pertinent de confronter la définition de « la femme moderne » de Thérèse Casgrain à une vraie définition conservatrice de « la femme » - à saveur nettement antiféministe -, soit celle de l'abbé Albert Tessier. Celui-ci a élaboré cette définition de « la femme » en 1942 dans une brochure intitulée « Femmes de maison dépareillées ¹⁵⁸ ». S'il y a certes des ressemblances [132] entre les deux concepts, le modèle de « la femme moderne » de Thérèse Casgrain demeure beaucoup plus progressiste et avant-gardiste.

En effet, dans le texte de Tessier, les « femmes de maison dépareillées » sont des épouses, mères, maîtresses de maison qui ont fait leurs classes exclusivement dans les écoles ménagères. Elles excellent donc en la matière, mais restent enfermées dans leur sphère privée. Les femmes ne doivent pas s'intéresser à ce qui se

ri » (p. 46). Par le corpus que j'ai utilisé pour cet article, et la liste bibliographique des discours de Thérèse Casgrain en fait foi, on est en mesure de constater que cette dernière signe la plupart du temps « Thérèse F. Casgrain » : par le nom de son époux et par son prénom (et non pas celui de son époux) et par l'abréviation de son nom de jeune fille, « F » pour Forget. Cette affirmation de Diane Lamoureux ne tient absolument pas compte du statut marital et du contexte féminin de cette époque : d'une part, il aurait été difficile pour Idola Saint-Jean de se rendre visible sous les nom et prénom de son mari, elle était célibataire ; d'autre part, toutes les femmes mariées se devaient en vertu du *Code civil* de l'époque de prendre le nom de leurs époux. Ce n'est qu'en 1981 que la loi 89 vient modifier le *Code civil* et que dorénavant les femmes mariées conservent leur nom...

¹⁵⁷ Mentionnons ici que certaines historiennes canadiennes-anglaises situent bien l'articulation du féminisme à double volet dans son contexte spécifique et son ambiance générale. Principalement, il s'agit des ouvrages de Véronica STRONG-BOAG (1986). « Ever a Crusader : Nellie Mc Clung, First Wave Movement », dans V. STRONG-BOAG et A. C. FELLMAN (dir.) (1986). *Rethinking Canada : The Promise of Women's History*, p. 178-189, Alison PRENTICE et al. (1988). « The Woman Movement », dans *Canadian Women : A History*, p. 169-188 (le chapitre 5) ; ainsi que Deborah GORHAM (1990). « Singing up the Hill », dans *Reading in Canadian History : Post-Confederation*, p. 267-286.

¹⁵⁸ Albert TESSIER (abbé) (1942). « Femmes de maison dépareillées », *Les beaux albums Tavi*, n° 1, Montréal, 48 p.

passé à l'extérieur de leur foyer, pas plus qu'elles ne doivent être tentées par le travail rémunéré hors de la maison. Après avoir dépeint la beauté de la mission « naturelle » des femmes, Tessier ajoute :

[...] le cœur de son mari a confiance en elle et les profits ne lui feront pas défaut. [...] Avis aux nombreuses jeunes filles préoccupées de gagner leur vie plutôt que de la vivre bellement ¹⁵⁹ !

De plus, selon lui, les « femmes de maison dépareillées » sont

instinctivement ennemie[s] du désordre et de la malpropreté. Les hommes aiment la propreté eux aussi ; ils se sentent heureux dans une maison bien tenue, claire, nette, souriante. Mais ils ne comprennent pas toujours leur devoir de coopération dans ce domaine. Ils oublient que le « ménage » est toujours à recommencer, par leur faute bien souvent ¹⁶⁰.

Sur cette question précise de la répartition des tâches entre les deux sexes, Thérèse Casgrain considère d'abord que la réalité de la vie moderne (l'industrialisation et son effet de spécialisation des fonctions et des espaces masculin-féminin) a contribué à isoler la femme dans la sphère privée, « avec sa marmaille braillarde [...] et les travaux innombrables de la tenue de la maison ¹⁶¹ ». Pour remédier à cette situation et donner le temps aux femmes modernes de remplir leurs devoirs sociaux, elle suggère que les hommes se modernisent eux aussi en collaborant aux tâches familiales :

Permettez-moi d'exprimer ici mon admiration pour les maris modernes qui, de bonne grâce, savent prêter main forte au moment psychologique, surveiller le fricot, baigner Charles-Édouard et endormir Marie-Ange ¹⁶².

¹⁵⁹ Idem, p. 35.

¹⁶⁰ Idem, p. 39.

¹⁶¹ Thérèse F. CASGRAIN. *Op. cit.*, p. 4 (F/3, 14).

¹⁶² Idem.

[133]

Même si elle ne veut pas convertir les hommes en femmes de ménage, elle n'en manifeste pas moins le souhait de parvenir à une meilleure collaboration entre les deux sexes. Cette collaboration s'étendrait également sur la scène publique, écartant du même coup le danger de l'injustice entre les hommes et les femmes ¹⁶³.

En somme, la vision des femmes de Thérèse Casgrain s'articule d'abord et avant tout autour de leur rôle traditionnel. Mais, non seulement ce rôle est « professionnalisé » et valorisé par une insistance sur l'apport singulier des femmes dans ce domaine de la société, mais il est élargi. En effet, c'est cette contribution dans la sphère privée qui lui sert de tremplin à une participation sociale et politique active et, le cas échéant, rend légitime la demande d'une reconnaissance sociale de l'égalité entre les deux sexes. Ainsi, Thérèse Casgrain veut-elle que justice soit faite et qu'on laisse aux femmes un espace sur la scène publique afin qu'elles puissent, elles aussi, y déployer leurs énergies à sa marche régulière. Elle se plaisait à dire que l'influence de la « femme moderne » dans la famille, dans la société et dans la nation était désormais comparable à celle de la femme forte de l'Évangile ¹⁶⁴.

Conclusion

Les discours féministes prononcés par Thérèse Casgrain dans les années trente et au début des années quarante permettent de constater jusqu'à quel point la représentation uniforme des femmes et de leur unique rôle de compagne de l'homme, de reproductrice et d'éducatrice des êtres humains est mise à l'épreuve par un nouveau contexte de changement sociétal. Comme elle le dit si bien :

La vie moderne a fait naître des formes très nombreuses de travail féminin rétribué ; le commerce a conduit la femme au magasin et au bureau ; le développement des services publics a créé la femme fonctionnaire ; l'extension des carrières libérales et le progrès de la culture intellectuelle féminine tendent à produire la femme-avocat, la femme-médecin, la femme-professeur, etc ¹⁶⁵.

[134]

¹⁶³ Thérèse F. CASGRAIN, s.t., s.d., discours présenté à la radio CKAC, p. 9 (F/3, 15).

¹⁶⁴ Idem, p. 23.

¹⁶⁵ M^{me} Pierre CASGRAIN. *Op. cit.*, p. 5 (E/1, 9).

À travers son discours féministe, Thérèse Casgrain a exprimé les nouvelles réalités et identités qui s'offraient aux femmes de son époque. Elle a ainsi créé un nouveau paradigme féminin en élaborant sa vision féministe de la « femme moderne ». Cette « femme moderne » travaillait effectivement à la modification et à l'élargissement de son rôle traditionnel d'épouse, de mère et de maîtresse de maison en participant réellement aux affaires de l'État, de la société et de la nation. L'application concrète de ce modèle de « femme moderne » dans la société, tel était le rêve de Thérèse Casgrain.

Aujourd'hui, ce modèle de « femme moderne » peut nous paraître légèrement dépassé tellement les conditions des femmes dans la société semblent de prime abord avoir considérablement évolué, en même temps que les théories féministes se sont développées et raffinées... Il faut cependant se garder de faire la même erreur qu'une certaine tendance de l'historiographie féministe actuelle en jugeant du discours féministe de Thérèse Casgrain avec nos yeux du présent, même si ses paroles et ses actions demeurent encore très actuelles. Car en attendant que son idéal de la « femme moderne » se réalise, Thérèse Casgrain ne cessait de dire et de répéter publiquement que le traitement social des femmes était injuste et inégal. Son discours montrait une véritable prise de conscience du statut inférieur des femmes et de l'exploitation dont elles, et les enfants, étaient victimes dans la société de l'époque. En outre, elle avait très bien compris que l'organisation sociale différenciée s'explique par l'appartenance à un sexe plutôt qu'à l'autre. Imaginons un peu à quel point, dans l'ambiance générale et le contexte spécifique des femmes d'alors (la première moitié du XXe siècle), ce discours pouvait paraître subversif et avant-gardiste...

[135]

BIBLIOGRAPHIE

1. Sources principales

Bibliothèque municipale de Montréal, salle Gagnon, fonds d'archives de la Ligue des droits de la femme, lot 4.

Série « E » « Discours-conférences-causeries » :

ANONYME, s.t., s.d. : 1-13 (E/2,1,).

ANONYME. « Présidente de la Ligue des droits de la femme s.d. :1-7 (FJ2, 2).

CASGRAIN, Pierre (Mme). « Le travail féminin », causerie faite à Radio-Canada le 27 janvier 1936 : 1-10 (E/1, 9).

CASGRAIN, Thérèse F. « À qui la faute ? », discours présenté à l'Action universitaire, déc. 1936 : 1-4 (E/3, 4).

Série « F » « Textes d'émissions radiophoniques » :

Causerie de Madame Pierre Casgrain à Radio-Canada, le lundi 8 juillet 1940 : 1-4 (F/1, 26).

CASGRAIN, Thérèse F. « Présidente de la Ligue des droits de la femme ! », s.d. : 1-7 (F/2, 34).

ANONYME, s.t., s.d. : 12 p. (F/2, 37).

CASGRAIN, Thérèse F., s.t., 1934 : 1-29 (F/2, 38).

CASGRAIN, Thérèse F., s.t., s.d. : 1-26 (F/3, 14).

CASGRAIN, Thérèse F., s.t., s.d. : 1-9 (F/3, 15) [« Discours présenté à la radio CKAC », incomplet].

ANONYME. « AE », s.d. : 1-6 (F/3, 20).

ANONYME. « Résumé de l'exposé de Mme Thérèse F. Casgrain », s.d., p. 1, Archives nationales du Canada, Ottawa, fonds Thérèse Casgrain, MG32C25, vol. 8.

[136]

TESSIER, Albert (abbé) (1942). « Femmes de maison dépareillées », *Les beaux albums Tavi*, n° 1, Montréal, 48 p.

2. Ouvrages spécifiques

BACCHI, Carole Lee (1983). *Liberation Deferred? The Ideas of the English-Canadian Suffragists, 1877-1918*, Toronto, University of Toronto Press, 203 p.

- COLLECTIF CLIO (1992). *L'Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, Le Jour (édition entièrement revue et mise à jour), 646 p.
- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME (1990). *La lente progression des femmes. Historique des droits des femmes*, mars, 6 p.
- KEALY, Linda (dir.) (1979). *A not Unreasonable Claim. Women and Reform in Canada 1880-1920s*, Toronto, The Women's Press, 233 p.
- LAMOUREUX, Diane (1989). *Citoyennes ? femmes, droit de vote et démocratie*, Montréal, Éditions du Remue-ménage, 194 p.
- LAVIGNE, Marie et Yolande PINARD (dir.) (1983). *Travailleuses et féministes. Les femmes dans la société québécoise*, Montréal, Boréal, 430 p.
- LAVIGNE, Marie et Jennifer STODDART (1974). *Analyse du travail féminin à Montréal entre les deux guerres*, thèse de maîtrise (histoire), Université du Québec, 268 p.
- LEMIEUX, Diane et Lucie MERCIER (1991). *Les femmes au tournant du siècle, 1880-1940 : âge de la vie, maternité et quotidien*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1991, 398 p.
- SCOTT, Joan Wallach (1988). *Gender and the Politics of History*, New York, Columbia University Press, 242 p.
- [137]

3. Articles

- ALLEN, Judith (1990). « Contextualising Late Nineteenth Century Feminism : Problems and Comparisons », communication présentée à la Canadian Historical Association, University of Victoria, British Columbia, mai, 27 p.
- DUBOIS, Ellen *et al.* (1980). « Politics and Culture in Women's History : A Symposium » *Feminist Studies*, vol. 6, n° 1, p. 26-64.
- COLLIN, Françoise (1988). « Introduction : sexes et savoir », *Les Cahiers du Grif*, n°s 37/38, p. 5-7.
- MARTEL, Florence (1960). « Un anniversaire d'importance. Il y a 20 ans, les libéraux accordaient le droit de vote à la femme du Québec, 1940-1960 », *La Réforme*, 23 avril.

- FORBES, Ernest (1985). « The Ideas of Carol Bacchi and The Suffragists of Halifax : A Review Essay on Liberation Deferred ? The Ideas of the English Canadian Suffragists. 1877-1918 », *Atlantis*, vol. 10, n° 2, p. 119-126.
- GORHAM, Deborah (1990). « Singing up the Hill », dans DOUGLAS, Francis R. et Donald B. SMITH (dir.) (1990). *Reading. in Canadian History : Post-Confederation*, Toronto, Holt Rinehart and Winston of Canada Ltd, p. 267-286.
- LAMOUREUX, Diane (1991). « Idola Saint-Jean et le radicalisme de l'entre-deux-guerres », *Recherches féministes*, vol. 4, n° 2, p. 45-60.
- MANN TROFIMENKOFF, Susan (1989). « Thérèse Casgrain and the CCF in Quebec », dans KEALY, Linda et Joan SANGSTER (dir.). *Beyond the vote. Canadian women and politics*, Toronto, University of Toronto Press, 349 p.
- MATHIEU, Nicole-Claude (1989). « Identité sexuelle/sexuée/de sexe ? », dans Anne Marie DAUNE-RICHARD et al. *Catégorisation de sexe et constructions scientifiques*, Aix-en-Provence, France, Centre d'études féminines de l'Université de Provence (CEFUP), p. 109-147.
- PIERSON, Ruth Roach (1981). « Book Review. A not Unreasonable Claim : Women and Reform in Canada, 1880s-1920s. Linda [138] Kealy, ED., Toronto : The Women's Press, 1979, p. 233 », *Atlantis*, vol. 6, n° 1 (printemps), p. 119-123.
- PRENTICE, Alison et al (1988). « The Woman Movement », dans *Canadian Women : A History*, Toronto, Harcourt Brace Jovanovich, p. 169-188 (le chapitre 5).
- SCOTT, Joan W. (1988). « Genre : une catégorie utile d'analyse historique », *Les Cahiers du Grif*, n°s 37/38 (printemps), p. 125-153.
- STRONG-BOAG, Vdronica (1986). « Ever a Crusader : Nellie McClung, First Wave Movement », dans STRONG-BOAG, Véronica et Anita Clair FELLMAN (dir). *Rethinking Canada : The Promise of Women's History*, Toronto, Copp Clark Pitman Ltd, p. 178-189.
- TOUPIN, Louise (1991). « Promouvoir ou pourfendre la féminité ? Un dilemme de l'interprétation du féminisme d'hier », communication présentée au colloque de l'ACFAS, mai 1991, 19 p.

[139]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Troisième partie :
Thérèse Casgrain et les droits des femmes

5.

" Préjugés d'hier et médias d'aujourd'hui. "

*par François-Pierre Gingras **

« [...] prisonnière d'une foule de préjugés »
Thérèse Casgrain

[Retour à la table des matières](#)

Dans son autobiographie, Thérèse Casgrain écrit en 1971 que. « les quelques pas en avant faits par la femme dans la voie de son émancipation ne l'empêchent pas de rester prisonnière d'une foule de préjugés ¹⁶⁶ ». Elle y dénonce au passage les politiques d'information des journaux, même « les plus sérieux », qui manquent, selon elle, à leur rôle de « servir la population en l'éduquant ».

Il y a quelques années, une recherche internationale sur la représentation des femmes dans les médias arrive à la conclusion que :

* François-Pierre Gingras est professeur au département de science politique de l'Université d'Ottawa.

¹⁶⁶ Thérèse CASGRAIN (1971). *Une femme chez les hommes*, Montréal, Éditions du Jour, p. 291 et 295

Les femmes sont pratiquement absentes des nouvelles importantes transmises par la presse, la radio ou la télévision ; les médias ne couvrent guère le travail, les succès, la situation ou les besoins des femmes ¹⁶⁷.

En mars 1988, lors du colloque organisé par le Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme sur le thème « Les femmes et le pouvoir », Samantha Sanderson, la directrice générale de Media Watch, un organisme pancanadien établi à Vancouver, affirme : « Les médias nous présentent rarement des femmes influentes ¹⁶⁸. » À la suite de son intervention, un consensus se dégage : les médias négligent souvent de parler des femmes ou ils en font une description irréaliste.

[140]

Toujours la même question...

Il faut poser encore et sans détour la question toujours actuelle du traitement que font les médias des femmes. C'est à cette fin que ce texte présente les résultats d'une analyse de contenu systématique d'un quotidien de langue française.

Un groupe de travail sur les stéréotypes sexistes dans les médias a déjà conclu que « les médias ne dépeignent pas l'homme et la femme comme des êtres égaux et également compétents ¹⁶⁹ ». Les connaissances accumulées jusqu'ici et nos propres perceptions intuitives nous amènent donc à formuler quatre hypothèses :

¹⁶⁷ Colette BEAUCHAMP (1987). *Le silence des médias*, Montréal, Éditions du Remue-ménage, p. 182.

¹⁶⁸ CONSEIL CONSULTATIF CANADIEN SUR LA SITUATION DE LA FEMME (1988). « Point de mire sur : Les femmes et le pouvoir », *Un juste équilibre*, Ottawa.

¹⁶⁹ GROUPE DE TRAVAIL SUR LES STÉRÉOTYPES SEXISTES DANS LES MÉDIAS DE RADIODIFFUSION (1982). *L'image des femmes*, Ottawa, Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.

1. Les médias font une moins grande place aux femmes qu'aux hommes dans tous les domaines : a) les arts et la culture, b) l'économie et la finance, c) la politique ¹⁷⁰, d) le sport, e) la vie sociale ¹⁷¹.
2. Les médias font une moins grande place aux femmes qu'aux hommes dans : a) leurs titres, b) le contenu de leurs articles et c) leurs photographies.
3. Si l'on distingue le contenu « masculin » du contenu « féminin » des médias c'est-à-dire les articles, titres ou photographies faisant référence à l'un ou l'autre sexe), le contenu « féminin » est moins politisé que le contenu « masculin ».

[141]

4. Les articles des médias présentent des femmes une image plus souvent défavorable que favorable, particulièrement dans les domaines traditionnellement masculins comme a) l'économie, b) la politique et c) le sport.

Nous avons donc posé quatre questions à nos données. Elles en avaient beaucoup à dire puisqu'elles nous ont fourni huit réponses.

Une équipe de l'Université d'Ottawa a dépouillé 41 livraisons du quotidien *Le Droit*, du 14 mai au 10 juillet 1991, recueillant 1703 articles, 1268 titres mentionnant des hommes ou des femmes, 691 photographies d'hommes ou de femmes, à l'exclusion de la publicité, des pages touristiques et des annonces de mariage ou de décès.

¹⁷⁰ On classe comme « politique » tout article mentionnant une personne ayant participé, participant directement ou autrement associée à un gouvernement ou une administration publique (de quelque type et de quelque niveau qu'il soit), convoitant de l'être (comme à l'occasion d'élections ou de contestation) ou encore exerçant (ou ayant exercé ou cherchant à exercer) de l'influence sur un gouvernement ou ses politiques, ainsi que toute autre référence (comme un drapeau, un édifice, un rassemblement, un symbole) à un gouvernement ou une politique gouvernementale.

¹⁷¹ Il s'agit d'une catégorie un peu fourre-tout qui regroupe les faits divers, la mode, l'alimentation, etc. Les références à la justice ou à l'armée sont classées « politiques » ou « sociales », selon le contexte ; ainsi, l'intervention de l'armée lors d'une catastrophe ou un reportage judiciaire ne constituent pas de prime abord des contenus politiques.

Même si elle est native de Montréal, Thérèse Casgrain a milité de nombreuses années sur la scène fédérale et il lui aurait sans doute plu qu'on choisisse la capitale canadienne pour explorer la visibilité médiatique des femmes.

Une mise en garde s'impose : si nos données ne portent que sur *Le Droit*, il n'est aucunement dans notre intention de suggérer que ce journal soit plus (ou moins) sexiste qu'aucun autre quotidien ou média destiné au grand public. Comme il ne s'agit que d'une recherche exploratoire, on pourra toujours dépouiller d'autres journaux si l'on veut dresser une échelle du sexisme dans les médias.

Questions de présence

« La politique fait-elle réellement place aux femmes ? »

Lise Payette ¹⁷²

*Dans l'ensemble, les médias accordent-ils aux femmes
une place comparable à celle qu'ils font aux hommes ?*

Un premier examen des données révèle le peu de place que les femmes occupent en général dans *Le Droit* : on les retrouve dans [142] 23% de tous les articles (graphique I), 18% de tous les titres (graphique II) et 17% de toutes les photographies (graphique III).

Les femmes doivent compter bien peu dans la société pour qu'on recense dans les articles d'un quotidien quatre fois plus de contenu « masculin » que « féminin ». Il est vrai qu'on s'est déjà demandé si la femme était une personne... Et quand on sait que les lectrices et les lecteurs sont d'abord attirés par les titres et les photos, il faut bien mesurer toute la portée des données qui indiquent que, pour environ cinq titres et cinq photographies présentant des hommes, on ne trouve qu'un titre et qu'une photographie représentant des femmes.

¹⁷² Interrogation de Lise Payette, ex-ministre d'État à la Condition féminine, rapportée dans l'introduction de Évelyne TARDY, Anne-Marie GINGRAS, Ginette LEGAULT et Lyne MARCOUX (1982). *La politique : un monde d'hommes ? Une étude sur les mairesses au Québec*, Montréal, Hurtubise HMH (Cahiers du Québec).

- ◇ Comment ne pas se résoudre à affirmer que la réalité véhiculée par *Le Droit* est franchement masculine. C'est notre première conclusion, même si elle manque sans doute d'originalité.

Y a-t-il des domaines particuliers où les médias accordent aux femmes une place comparable à celle qu'ils font aux hommes ?

« De quoi sommes-nous exclues, au juste ? »
demande avec pertinence Yolande Cohen ¹⁷³.

Si l'on analyse attentivement nos données sur la présence des femmes et des hommes dans chaque domaine de l'activité humaine que nous avons retenu pour l'enquête (graphique IV), on découvre que *Le Droit* accorde relativement peu d'espace aux femmes, passant d'un modeste 35 % des articles dans la catégorie vie sociale à un pitoyable 2 % des photographies dans le domaine économique.

- ◇ Notre seconde conclusion est donc que, quels que soient le domaine d'activité et l'indicateur (articles, titres ou photos), *Le Droit* accorde aux femmes une place qui varie de faible à très très faible. Ce n'est guère encourageant.

¹⁷³ Yolande COHEN (1981). « Réflexions désordonnant les femmes au pouvoir », dans Yolande COHEN (dir.). *Femmes et politique*, Montréal, Éditions du Jour (Les idées du jour), p. 193-227, voir p. 8. [Livre disponible dans Les [Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

[143]

*Dans leur couverture de la politique,
les médias accordent-ils aux femmes une place comparable
à celle qu'ils font aux hommes ?*

En ce qui concerne plus précisément la participation des femmes à la politique (graphique V), *Le Droit* leur accorde une très faible place dans ses articles (18 %) et une très très faible place dans ses titres (15 %) et ses photos (16 %). Pourrait-on s'attendre à mieux ?

Pour répondre à cette question, il faut ouvrir une parenthèse. Le territoire principal desservi par le quotidien *Le Droit* recouvre deux régions, l'une québécoise et l'autre ontarienne, désignées respectivement comme l'Outaouais et Ottawa-Carleton. Les femmes occupent de 20 % à 44 % des sièges aux conseils municipaux des six villes constituant le noyau des lecteurs du *Droit*. C'est déjà mieux que la moyenne québécoise de 18 %.

Le quotidien « couvre » non seulement la politique régionale mais aussi la politique fédérale et la politique provinciale québécoise et ontarienne, où les députées (de sexe féminin) constituent respectivement 14 %, 16 % et 22 % des législatures.

En résumé, le monde politique du quotidien dépouillé compte environ 19 % de femmes (graphique V).

Que les femmes constituent 19 % du personnel politique, c'est peu, inutile de le souligner. Mais, si les médias reflétaient fidèlement la participation des femmes en politique, on aurait pu s'attendre à une présence correspondante, c'est-à-dire d'environ 19 %, dans les articles, les titres et les photographies du journal. Mais ce n'est pas le cas : il en manque de 1 % à 5 %.

- ◇ Troisième conclusion : non seulement la place faite aux femmes dans la couverture politique du *Droit* est-elle très faible, mais elle ne correspond même pas à leur part du personnel politique dans la région desservie par le quotidien.

*Quelle place les médias font-ils
à la couverture politique des femmes
par rapport à la couverture des autres domaines ?*

Dans les médias électroniques, des recherches effectuées pour le compte du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications [144] canadiennes ont établi que la présence des femmes semblait liée à la présentation de sujets non politiques ou économiques ¹⁷⁴.

Du côté du *Droit*, plus de la moitié des articles qui font une place aux femmes se retrouvent dans une catégorie fourre-tout appelée « vie sociale », qui comprend aussi bien la mode et la nutrition que les faits divers. Viennent ensuite, à peu près sur un pied d'égalité, la politique et le sport (17% et 15%). Puis arrivent la culture (12%) et, loin derrière, l'économie (4%), comme l'indique le graphique VI.

L'image n'est pas tellement différente pour les titres : le graphique VII montre que la vie sociale domine (46%), devant la politique et le sport (19%), la culture (13%) et l'économie (2%).

En ce qui concerne les photographies, on voit, sur le graphique VIII, que la politique occupe sensiblement le même espace (20 %), mais cette fois derrière la culture (23 %) le sport (24%) et, bien entendu, la catégorie « vie sociale » (33 %).

- ◇ Quatrième conclusion : selon les indicateurs, la politique occupe entre 17 % et 20 % de l'espace consacré aux femmes dans *Le Droit*. C'est moins que la vie sociale, à peu près autant que le sport, un peu plus que la culture, loin devant l'économie.

¹⁷⁴ GROUPE DE TRAVAIL SUR LES STÉRÉOTYPES SEXISTES DANS LES MÉDIAS DE RADIODIFFUSION (1982). *Op. cit.*

*Toutes proportions gardées, le contenu « féminin » des médias
est-il aussi politisé que le contenu « masculin » ?*

Nicole Brossard déplore que le rôle politique des femmes - pourtant considérable - « a rarement été rendu visible ¹⁷⁵ ».

Dans *Le Droit*, la politique occupe à peu près un quart de l'espace des articles, des titres et des photographies qui représentent des hommes, contre seulement environ un cinquième de l'espace consacré aux femmes (voir les graphiques VI, VII et VIII), espace qui est, on l'a vu, déjà plus modeste.

[145]

Le contenu « masculin » fait aussi plus de place au sport et à l'économie, mais moins de place à la culture et à la vie sociale que le contenu « féminin ».

- ◇ Cinquième conclusion : toutes proportions gardées, le contenu « féminin » du *Droit* est un peu moins politisé que le contenu « masculin ».

¹⁷⁵ Nicole BROSSARD (1981). « Notes et fragments d'urgence », dans Yolande COHEN (dir.) (1981). *Op. cit.*, p. 15. Voir aussi Micheline DUMONT-JOHNSON (1981). « Découvrir la mémoire des femmes », *Cahiers de recherche éthique*, n° 8 (« Devenirs de femmes »), p. 51-65.

**Sommaire de la présence relative des femmes
dans *Le Droit* ***

	ARTICLES	TITRES	PHOTOS
Vie sociale	faible	très faible	très faible
Culture	très faible	très faible	très faible
Économie	très faible	très très faible	très très faible
Politique	très faible	très très faible	très très faible
Sport	très très faible	très très faible	très très faible

* On a établi la grille suivante avant de compiler les données :

Plus de 55 % : surreprésentation des femmes

83 - 100 % : présence relative très très forte

67 - 82 % présence relative très forte

55 - 66 % *présence* relative forte

45 - 55 % : égalité relative

Moins de 45 % : sous représentation des femmes

33 - 44 % : présence relative faible

17 - 32 % : présence relative très faible

0 - 16 % : présence relative très très faible

Questions d'image

« La misogynie qu'on rencontre dans les milieux politiques... »

Thérèse Lavoie-Roux ¹⁷⁶

Adoptons maintenant une autre façon de regarder les données : ne comparons plus les hommes aux femmes, mais analysons en profondeur le contenu « féminin » des articles, titres et photographies [146] pour découvrir dans quels contextes on parle des femmes dans les médias et quelle image on projette d'elles.

*Dans l'ensemble, les médias présentent-ils
des femmes une image plutôt favorable ou défavorable ?*

À propos de l'engagement des femmes, Thérèse Lavoie-Roux constate que « si vous êtes très faible, on va être gentil avec vous parce qu'on est poli avec les femmes, mais vous allez être mise de côté ¹⁷⁷ ». L'image médiatique des femmes s'en ressent.

Contrairement à l'une de nos hypothèses du début, les deux tiers des articles du *Droit* traitant de femmes présentent d'elles une image plutôt favorable (graphique IX). Le reste se partage à peu près également entre articles neutres ou défavorables ¹⁷⁸.

Selon les domaines, la proportion de contenu favorable aux femmes varie de 50% à 100% (graphique X).

- ◇ Sixième conclusion : le contenu des articles du *Droit* traitant seulement de femmes leur est plutôt favorable, mais il existe une variation considérable selon les domaines.

¹⁷⁶ Extrait d'une entrevue avec l'auteure rapportée dans Marie-Jeanne ROBIN (1983). *La politique au féminin*, S. 1, inédit.

¹⁷⁷ *Idem*, p. 175.

¹⁷⁸ On notera cependant que, dans le domaine économique, il y a tellement peu d'articles qui mettent en évidence des femmes que l'analyse quantitative de leur contenu n'a guère de sens. La présentation de cette catégorie au graphique X n'a qu'un intérêt documentaire.

*Dans le cas particulier de la politique,
les médias présentent-ils des femmes une image
plutôt favorable ou défavorable ?*

« Elles ne sont pas aussi solides ¹⁷⁹ » confiait un maire en parlant des femmes engagées en politique.

Quel que soit le domaine, le contenu des articles du *Droit* traitant seulement de femmes leur est plutôt favorable, mais, en politique, comme le constate Pauline Ma-rois, « on se fait tellement critiquer ¹⁸⁰... »

[147]

Dans le domaine politique, 60 % des articles présentent pourtant les femmes sous un jour favorable, ce qui, à première vue, n'est pas si mal (graphique X). Cependant, une seule des autres catégories, la vie sociale, a un pourcentage moins élevé d'articles favorables.

- ◇ Septième conclusion : dans le cas particulier de la politique, *Le Droit* présente des femmes une image plutôt favorable.

Les statistiques les plus optimistes cachent presque toujours quelque chose de sombre. En effet, une analyse attentive révèle que 36 % de tous les articles défavorables aux femmes publiés par *Le Droit* sont d'ordre politique (graphique IX).

- ◇ Huitième conclusion : quand on considère tous les articles consacrés aux femmes, c'est dans le domaine politique que *Le Droit* publie le plus d'articles défavorables aux femmes.

On pourrait aller bien plus loin dans l'analyse de la représentation des femmes dans les pages d'un quotidien, que ce soit en se penchant sur l'emplacement des contenus pertinents, la sémantique différentielle ou les valeurs véhiculées. Ce texte

¹⁷⁹ Évelyne TARDY, Anne-Marie GINGRAS, Ginette LEGAULT et Lyne MARCOUX (1982). *Op. cit.*, p. 62.

¹⁸⁰ Marie-Jeanne ROBIN (1983). *Op. cit.*, p. 234.

ne se veut pas un examen microscopique complet, mais un coup de sonde signifiant qu'il faut toujours faire entendre un signal d'alerte au sexisme.

Conclusion :
faible présence et image ambiguë

« Une représentation privilégiée du discours masculin ¹⁸¹ »

Il est aisé de se laisser embrouiller par une accumulation de données. Résumons-nous :

Si l'écriture d'un journal est « prisme et reflet de la réalité ¹⁸² » *Le Droit* reflète de la société une image résolument masculine. Quels que soient le domaine d'activité et l'indicateur (articles, titres ou photos), ce quotidien accorde aux femmes une place qui varie de faible à très très faible.

[148]

Non seulement la place faite aux femmes dans la couverture politique du journal est-elle très très faible, mais elle ne correspond même pas à leur part du personnel politique dans la région desservie par le quotidien. La politique occupe à peu près un cinquième de l'espace consacré aux femmes dans *Le Droit* ; c'est moins que la vie sociale, à peu près autant que le sport, mais, toutes proportions gardées, le contenu « féminin » du *Droit* est un peu moins politisé que le contenu « masculin ».

Quel que soit le domaine, le contenu des articles du quotidien traitant seulement de femmes leur est plutôt favorable, mais c'est dans le domaine politique que le journal a le plus d'articles défavorables aux femmes...

* * *

¹⁸¹ C'est la conclusion que tire Micheline Dumont-Johnson de son analyse de la recherche en histoire dans Micheline DUMONT-JOHNSON (1981). *Op. cit.*

¹⁸² Jacques RIVET (1979). *Grammaire du journal politique*, Montréal, Hurtubise HMH (Cahiers du Québec), p. 315.

« Nous ne pouvons plus nous permettre d'être plus longtemps absentes ¹⁸³. »

Perspectives

Sauf erreur, nous ignorons si les autres quotidiens ou grands médias d'information ¹⁸⁴ font une plus grande ou une moins grande place aux femmes. Nous ignorons également si les autres médias présentent des femmes une image plus favorable ou moins défavorable. D'autres recherches s'imposent.

On sait que la proportion de femmes parmi les personnages des émissions de la Société Radio-Canada a un peu augmenté à la suite de la sensibilisation de la direction des réseaux à la place de parente pauvre que les femmes occupaient au début des années quatre-vingt ; en revanche, l'auditoire des informations radiodiffusées a toujours de [149] la difficulté à fréquenter des personnalités féminines, comme journalistes, expertes ou actrices au premier plan de l'actualité ¹⁸⁵.

Comme le rappellent Marie Lavigne, Michèle Jean, Micheline Dumont et Jennifer Stoddart en conclusion de la seconde édition de *L'histoire des femmes au Québec* ¹⁸⁶ :

Dans une société occidentale où le pouvoir des médias et des productions culturelles, ainsi que la primauté accordée à la circulation des idées, sont des déterminants, la prise de parole des femmes risque d'être un canal privilégié des changements à venir dans la condition féminine.

¹⁸³ L'expression est de Claire Bonenfant, alors présidente du Conseil du statut de la femme dans sa préface à Évelyne TARDY, Anne-Marie GINGRAS, Ginette LEGAULT et Lyne MARCOUX (1982). *Op. cit.*

¹⁸⁴ On exclut naturellement ici la presse féminine, dont Julia Bettinotti et Jocelyn Gagnon ont par ailleurs dit « Que c'est bête, ma belle » ; voir Julia BETTI-NOTTI et Jocelyn GAGNON (1983). *Que c'est bête, ma belle Étude sur la presse féminine au Québec*, Montréal, Soudeyns-Donzé.

¹⁸⁵ Consulter CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES (1986). Rapport sur l'auto-réglementation par les industries de la radiodiffusion et de la publicité pour l'élimination des stéréotypes sexuels véhiculés par les médias de radiodiffusion, Ottawa, CRTC.

¹⁸⁶ COLLECTIF CLio (1992). *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles* (édition revue et mise à jour), Montréal, Éditions du Jour.

Pour cela, il ne suffira pas qu'elles soient plus nombreuses à se faire élire. Il faudra encore que les médias leur accordent la place qui leur revient. Et qu'on cesse de dévaloriser l'action politique des femmes, même s'il s'agit de celle des Yvettes, à laquelle Thérèse Casgrain donna d'ailleurs son appui ¹⁸⁷. En somme, il faut « une action qui s'exerce sur les mentalités et les comportements individuels autant que sur les structures économiques et sociales ¹⁸⁸ ».

Et les médias doivent prendre leurs responsabilités.

¹⁸⁷ « L'interprétation des Yvettes en termes d'un ressac anti-féministe nous est imposée comme l'explication dominante du phénomène », déplorent Renée Dandurand et Évelyne Tardy, qui préfèrent y voir d'abord « un mouvement de solidarité politique et, secondairement, [...] un mouvement de solidarité féminine ». Voir Renée DANDURAND et Évelyne TARDY (1981). « Le phénomène des Yvettes à travers quelques quotidiens », dans Yolande COHEN (dir). *Op. cit.*, p. 21-54, voir p. 42.

¹⁸⁸ Anita CARON (1981). « Femmes, sexisme et éducation morale », *Cahiers de recherche éthique*, n° 8 (« Devenirs de femmes »), p. 69-76, voir p. 74.

[150]

Graphique I**Les femmes dans les articles du Droit :
Présence relative et domaines**

151

Graphique II

Les femmes dans les titres du *Droit* :
Présence relative et domaines

152

Graphique III**Les femmes dans les photos du Droit :
Présence relative et domaines**

153

Graphique IV

**La présence des femmes et des hommes :
articles, titres et photos par domaine
(Fréquence en 41 livraisons)**

Graphique V

La couverture politique dans *Le Droit* :
La place des hommes et des femmes
dans les articles, titres et photographies

155

Graphique VI**Répartition des articles par domaine selon le sexe**

Graphique VII**Répartition des titres par domaine selon le sexe**

157

Graphique VIII**Répartition des photos par domaine selon le sexe**

Graphique IX**L'image des femmes dans les articles
traitant seulement des femmes**

159

Graphique X

**Les articles « de femmes » par domaine
et l'image qu'ils véhiculent**

[161]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

QUATRIÈME PARTIE

LES YVETTES DOUZE ANS APRÈS : ESSAIS D'INTERPRÉTATION

Participantes

Naomi BLACK
Roberta HAMILTON
Évelyne TARDY
Micheline DUMONT

Présentation

Évelyne TARDY

[Retour à la table des matières](#)

[163]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Quatrième partie :
Les Yvettes douze ans après : essais d'interprétation.

PRÉSENTATION

par Évelyne Tardy

[Retour à la table des matières](#)

Même si le fait que Thérèse Casgrain se soit jointe aux Yvettes lors du référendum de 1980, et ait ainsi apporté sa caution à un événement pour le moins controversé, a fait dire à la journaliste Josée Boileau : « Était-ce une récupération du vote des femmes ou [un] geste normal d'une politicienne au fédéralisme convaincu, pour ne pas dire intolérant ¹⁸⁹ ? », les participantes de cette table ronde sur les Yvettes n'ont pas tenté de répondre à cette interrogation. Elles ont plutôt essayé de voir clair, douze ans après, dans les différentes interprétations avancées. Même si, comme l'illustrent les quatre interventions, il demeure quelques divergences quant à l'impact d'un tel événement, il semble s'en dégager un certain consensus sur « l'organisation » même de cette opération.

Naomi Black, politicologue torontoise, cherche à savoir qui sont ces Yvettes. Elle réfute l'hypothèse voulant que ces femmes, dont plusieurs étaient des militantes chevronnées du Parti libéral, aient été manipulées, comme certaines analyses l'ont laissé penser. Pour l'auteure, il s'agissait de féministes fédéralistes, tout comme il y avait des féministes indépendantistes dans le Parti québécois.

¹⁸⁹ Josée BOILEAU (1992). « La suffragette au collier de perles », *La Gazette des femmes*, juillet-août, p. 11.

Roberta Hamilton commence son analyse par une réflexion portant sur le lien entre féminisme et nationalisme. Pour elle, ces événements ont contribué à « l'échec du référendum, à l'éloignement du Parti québécois d'un programme qui se présentait comme ouvertement féministe et, bien sûr, à la démission de madame Payette du monde politique ». L'auteure tente ensuite de trouver dans les ouvrages psychanalytiques et la pensée post-structuraliste féministe, une réponse à la question suivante : « Pourquoi ces femmes se sont-elles mobilisées en si grand nombre et avec tant d'enthousiasme lors de l'événement des Yvettes ? »

[164]

Après un bref rappel de ce que fut « l'affaire des Yvettes » et l'exposition succincte des principales interprétations avancées, je cherche quant à moi à expliquer pourquoi ne s'est pas imposée celle voulant que ce mouvement ait été une stratégie politique brillante pensée par des militantes libérales. Il m'apparaît en effet que le phénomène des Yvettes « n'a été qu'un événement ponctuel [...] illustrant le caractère paradoxal de l'engagement politique des Québécoises ».

Micheline Dumont, comme historienne, fait le constat que « nous savons peu de choses sur la connaissance des femmes » et pose une question très voisine de celle de Roberta Hamilton : « Qu'est-ce qui a mobilisé les Yvettes ? » Pour l'auteure, il est clair que la situation des femmes depuis 1960 a considérablement changé, et elle rappelle brièvement ces grands changements qui font qu'en 1980 le mouvement des Yvettes lui apparaît comme une manifestation politique de femmes fédéralistes voulant s'engager dans le débat référendaire. Elle conclut par cet « avis aux historiens patentés et aux journalistes », et aussi aux différents partis politiques qui pourraient être tentés d'oublier que les femmes représentent une force politique insoupçonnée : « Prenez garde, désormais, de négliger la réalité des femmes dans vos analyses. »

[165]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Quatrième partie :
Les Yvettes douze ans après : essais d'interprétation.

1.

" Les Yvettes : Qui sont-elles ? "

*par Naomi Black **

[Retour à la table des matières](#)

Je commence par mes hésitations.

Parmi les participantes de ce colloque vous voyez à peu près toutes celles qui ont analysé « le phénomène des Yvettes ». Et puis, quand j'ai reçu le dépliant du colloque, j'ai remarqué que nous avions ici les « oratrices » des Yvettes : Monique Bégin, Solange Chaput-Rolland. Il ne nous manquait que Thérèse Lavoie-Roux et « cette vieille dame indigne » qui est le sujet de ce colloque. À cette table ronde il y avait aussi l'organisatrice du brunch et du forum des Yvettes, Louise Robic. Alors je me suis sentie un peu intimidée.

Tout ce que je vous offre, ce sont quelques réflexions d'une politicologue hors Québec. Ce qui m'intéresse dans le « phénomène des Yvettes », c'est 1) les changements intervenus dans nos idées (définitions) sur le féminisme (différence, spécificité), et 2) le rôle des militantes du Parti libéral du Québec. Et ceci dans le cadre constitutionnel des années quatre-vingt.

* Naomi Black est professeure au département de science politique de l'Université York.

Pour commencer, il faut dire que j'ai été vraiment étonnée de la façon dont les Yvettes sont devenues - et si vite - un symbole ou de l'antiféminisme ou d'une rupture entre le féminisme et le nationalisme au Québec¹⁹⁰. Regardons par exemple le livre *Femmes et politique* dirigé par Yolande Cohen en 1981¹⁹¹. Je savais qu'il contenait deux [166] articles sur les Yvettes ; je ne savais pas que cet ouvrage, comme la journée de réflexion dont il était issu, avait comme « point de référence implicite » rien d'autre que « le phénomène des Yvettes, vieux seulement de quelques semaines » au moment de la rencontre¹⁹². C'est dans cet ouvrage que Nicole Brossard a qualifié les Yvettes de « mères patriarcales », ajoutant en féministe autonome qu'elle est : « De l'actualité politique, je tire deux conclusions : la droite utilise les femmes contre la gauche (au sens large du terme) et contre les féministes ; la gauche utilise les femmes contre les féministes¹⁹³. » Le phénomène des Yvettes est aussitôt devenu le symbole de la peur du « backlash » conservateur - que l'on attendait des femmes ou des partis politiques et avant tout du Parti québécois, enfin de l'État. Et après, j'ai été étonnée de voir à quel point les Yvettes avaient été oubliées depuis. Ceci dit, maintenant que l'on peut avoir un peu de recul, je pose la question capitale : Qui sont-elles, ces Yvettes ?

Bien sûr, je n'ai jamais accepté l'accusation d'antiféminisme, comme celle de Lise Payette qui, au cours d'une interview accordée en 1985 à *La vie en rose* a traité les Yvettes de « Real Women¹⁹⁴ ». Mais je vais laisser aux autres participantes de cette table ronde le sujet des féminismes - au pluriel. Je crois qu'actuellement nous avons une perception de plus en plus nuancée de la situation des femmes ; nous savons toutes que « la femme occulte les femmes », et qu'il y a plusieurs façons d'être

¹⁹⁰ Diane LAMOUREUX (1987). « Nationalism and Feminism in Quebec : An Impossible Attraction », dans Heather Jon MARONEY et Meg LUXTON (dir.). *Feminism and Political Economy : Women's Work, Women's Struggles*, Toronto, Methuen ; Diane LAMOUREUX (1986). *Fragments et collages : Essai sur le féminisme québécois des années 70*, Montréal, Éditions du Remue-ménage, p. 146-148.

¹⁹¹ Yolande COHEN (dir.) (1981). *Femmes et politique*, Montréal, Éditions du Jour. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

¹⁹² Yolande COHEN (1981). « En guise de préface », dans Yolande COHEN (dir.), *Op. cit.*, p. 10 ; voir aussi Nicole BROSSARD (1981). « Notes et fragments d'urgence », dans Yolande COHEN (dir.). *Op. cit.* ; Renée DANDURAND et Évelyne TARDY (1981). « Le phénomène des Yvettes à travers quelques quotidiens », dans Yolande COHEN (dir.). *Op. cit.* ; et Andrée YANACOPOULO (1981). « Sous le signe de l'ambiguïté », dans Yolande COHEN (dir.). *Op. cit.*

¹⁹³ Nicole BROSSARD (1981). *Op. cit.*, p. 17-18.

¹⁹⁴ Ariane ÉMOND et Françoise GUÉNETTE (1985). « Enfin, Lise Payette ! », *La vie en rose*, mai, p. 29.

féministe. Ce dont je veux parler un peu, c'est de la version de l'histoire des Yvettes qui se résume à ceci - « Comment un parti politique traditionnel se sert encore une fois des femmes ¹⁹⁵. »

[167]

On peut voir que dans cette interprétation du phénomène, les auteures ont opposé l'un à l'autre les deux grands partis politiques québécois et surtout supposé que le Parti libéral avait pu - avait dû - manipuler les femmes contre leur propre intérêt. En d'autres mots, elles laissent entendre que 1) plus nationaliste veut dire plus féministe et évidemment mieux pour les femmes, de sorte que 2) les militantes libérales, les femmes fédéralistes ont dû être dupées, trompées.

Je me demande alors si le Parti libéral s'est servi de Thérèse Casgrain qui savait très bien ses propres préférences, s'il s'est servi de Monique Bégin, de Solange Chaput-Rolland, de Thérèse Lavoie-Roux, de Louise Robic et d'Andrée Richard - ces femmes fortes qui ne sont pas des marionnettes, et surtout qui composent le Parti libéral. D'après cette interprétation, les militantes du Parti libéral sont des débutantes politiques, des ingénues, ainsi que toutes les femmes qui sont venues aux brunchs, au forum, ou qui ont voté non.

Lise Payette, qui fut presque démolie par cette histoire d'Yvettes, s'est consolée :

Beaucoup de femmes ont pris, grâce à ce qu'il est convenu d'appeler « le phénomène des Yvettes », une expérience exceptionnelle qui leur permet de mieux comprendre l'utilisation magistrale que la politique peut faire de cette collectivité, redoutable mais mal organisée, qu'on appelle les femmes ¹⁹⁶.

¹⁹⁵ C'est d'ailleurs ainsi que Jennifer Stoddart et Jacqueline Lamothe avaient, dès 1980, sous-titré l'article qu'elles reprendront en 1986 avec Michèle Jean et Marie Lavigne. Voir Michèle JEAN, Jacqueline LAMOTHE, Marie LAVIGNE et Jennifer STODDART (1986). « Nationalism and Feminism in Quebec : The Yvettes Phenomenon », dans Roberta HAMILTON et Michèle BARRETT (dir.). *The Politics of Diversity : Feminism, Marxism and Nationalism*, Montréal, Verso, p. 322.

¹⁹⁶ Lise PAYETTE (1982). *Le pouvoir ? connais pas !*, Montréal, Québec/Amérique, p. 86.

C'est donc dire que les Yvettes, si elles ne sont pas des antiféministes, sont quand même des femmes au foyer, des idiots politiques (rappelons Aristote), des outils d'un parti et d'une politique qu'elles ne peuvent pas comprendre. Et le plus qu'on puisse dire, c'est qu'elles ont pu jouer un peu le jeu de la politique et commencer d'y apprendre leur petite leçon.

Je ne crois pas que les clientes du Non aient été - pour la plupart - plus naïves que les clientes du Oui. Quant à leurs leaders au féminin, celles qui se sont baptisées du nom d'Yvette, elles n'étaient ni [168] des dupes ni des débutantes. Non, elles étaient des femmes fédéralistes, engagées dans la campagne référendaire de 1980. Je dirai plus : elles étaient des féministes fédéralistes. Mais je me demande si l'on peut dire cela. Venant de l'extérieur du Québec, j'ai bien l'impression que la plupart des universitaires, donc des féministes attitrées du Québec, sont des indépendantistes, des souverainistes. Au moment du référendum au moins, elles soutenaient, pour la plupart, le Parti québécois.

Pour le référendum de 1980, les grands organismes féminins ou féministes n'ont pas pris de position (la FFQ, l'AFÉAS, etc). Pour les « féministes autonomes », évidemment, tous les partis politiques étaient pleins de « réacs », mais à la fin, ces femmes vont soutenir le Parti québécois contre la droite. Qui donc pouvait parler pour un féminisme qui, sans être forcément indépendantiste, aurait pu cependant s'intéresser à l'action indépendante des femmes, aux rouages du pouvoir, à l'État ? Un féminisme qui savait que l'État-providence avait ses origines au plan fédéral, que le vote féminin venait, le premier, des fédéraux et des partis libéraux. À ce moment-là, en 1980, il n'y avait presque personne pour dire qu'il y a plusieurs façons d'être féministe, y compris au Canada. Ce sont les militantes libérales qui sont devenues les porte-parole du féminisme politique non-indépendantiste. La plupart d'entre elles, comme d'ailleurs la plupart des femmes, n'aimaient pas se dire féministes, mais elles l'étaient. Chantal Maillé cite, par exemple, Louise Robic : « Autant je n'aurais pas brûlé mon soutien-gorge, autant ces revendications-là ont été obligées de m'influencer et de faire que je m'affirme plus que je ne me serais affirmée ¹⁹⁷. »

Le Parti libéral du Québec est un parti politique qui n'est pas du tout féministe. Quel parti l'est ? Le Parti québécois ? Comme disait à l'époque Lysiane Gagnon, pensez-y : René Lévesque féministe ? Jacques Parizeau féministe ¹⁹⁸ ? Il peut être bon de relire le bouquin de Lise Payette à ce sujet. Mais certaines féministes ont essayé d'influencer le PQ. Avec plusieurs exemples de succès. Et cela est aussi vrai pour le

¹⁹⁷ Chantal MAILLÉ (1990). *Les québécoises et la conquête du pouvoir*, Montréal, Saint-Martin, p. 161.

¹⁹⁸ Citée dans Renée DANDURAND et Évelyne TARDY (1981). *Op. cit.*, p. 34.

Parti libéral du Québec. C'est un des partis politiques où les militantes ont pu avoir un peu d'influence sur la représentation des [169] femmes à l'intérieur du parti. De là aux politiques féminines ou féministes, c'est un trajet assez long. Dans son histoire des femmes du PLQ, Chantal Maillé rappelle : « En effet les femmes sont actives dans ce parti depuis fort longtemps ¹⁹⁹. »

Le phénomène des Yvettes, pour moi, c'est une histoire, à moitié racontée, de ces féministes invisibles qui militent au sein d'un parti politique, et de ces féministes qui sont des professionnelles de la politique, qui y sont vraiment engagées. Les femmes-élues, députées ou ministres, sont pour la plupart toujours des parachutées, des débutantes, des non-professionnelles ²⁰⁰.

Mais c'est de la souche quasi invisible de femmes politiciennes de carrière, comme Louise Robic et Lise Bacon, que viendront les femmes vraiment actives en politique, y compris notre madame la Première ministre que nous attendons toutes. Madame la Première ministre sera peut-être une ancienne « Yvette ».

¹⁹⁹ Chantal MAILLÉ (1990). *Op. cit.*, p. 114 ; voir aussi Ginette LEGAULT, Guy DESROSIERS et Évelyne TARDY (1988). *Militer dans un parti provincial*, Montréal, Centre de recherche féministe, UQAM.

²⁰⁰ Lise PAYETTE (1982). *Op. cit.*

[171]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Quatrième partie :
Les Yvettes douze ans après : essais d'interprétation.

2.

" Les Yvettes douze ans après "

*par Roberta Hamilton **

[Retour à la table des matières](#)

Comme beaucoup d'autres personnes, lors du référendum de 1980, j'avais beaucoup d'espoir de voir se créer une alliance féministe-nationaliste au Québec. Aussi improbable qu'elle ait paru, étant donné la résistance nationaliste face au mouvement féministe au cours des premières décennies de ce siècle (y compris la lutte tardive pour le suffrage provincial et étant donné la menace que le mouvement féministe semblait toujours poser au discours nationaliste sur la survie de la nation), cette rencontre nouvelle entre le mouvement féministe et le mouvement nationaliste au milieu des années soixante-dix promettait quelque chose d'assez différent.

Cette fois-ci, une présence féministe forte au sein du Parti québécois à tous les échelons et au sein du mouvement nationaliste plus généralement était responsable de la promotion assez extraordinaire d'un programme politique féministe. Cela ne veut pas dire que les féministes au Québec pouvaient se reposer une fois que le Parti québécois avait formé le gouvernement. Au contraire, d'une manière semblable à l'expérience du Nouveau Parti démocratique en Colombie-Britannique lors de la cour-

* Roberta Hamilton est professeure au département de science politique de l'Université Queen's.

te durée du gouvernement de M. Barrett, les féministes au Québec ont ranimé leurs demandes, n'ont rien cédé et ont assumé la nécessité d'un mouvement féministe autonome à la fois fort et viable aussi bien que des comités électoraux féministes au sein du parti.

Les critiques féministes du Parti québécois et du Nouveau Parti démocratique ne faisaient pas de compromis lorsque ces derniers se trouvaient au pouvoir. En réexaminant l'expérience de la Colombie-Britannique aussi bien que celle du Québec, nous pouvons nous interroger sur la sagesse d'un mouvement féministe qui n'a donné que peu d'appui au parti politique qui se présentait comme le plus [172] susceptible d'adopter un programme féministe, quoique partiel. Mais à ce moment-là, aux yeux d'un mouvement qui avait passé trop de temps dans l'ombre politique, il semblait plus approprié de dénoncer les réformes que de les applaudir.

Dans un court article paru dans le *Canadian Forum* en février 1980 ²⁰¹, j'ai manifesté ma reconnaissance envers le mouvement féministe pour l'influence qu'il a eu sur la politique au Québec, mais j'ai aussi noté que les féministes de toutes sortes comprenaient bien que seules leur organisation, leur pression et leur vigilance avaient obtenu ces changements. Il n'y a jamais eu, autant que je sache, de proposition d'union entre les programmes nationaliste et féministe.

C'est dans ce contexte que l'organisation des Yvettes par les Yvettes est entrée en scène. Ma propre réaction à ce moment-là en fut une d'hostilité absolue contre les gens des médias qui avaient transformé une remarque qui certes manquait de tact - pour laquelle on s'était excusé immédiatement - en rien de moins que l'assassinat d'une réputation et avec lui un reniement renouvelé de tout le mouvement. Je me souviens avoir entendu le discours original de Renée Dandurand et d'Évelyne Tardy et avoir trouvé leur analyse puis celles subséquentes de Jacqueline Lamothe et Jennifer Stoddart et de Michèle Jean et Marie Lavigne très utiles à la compréhension de ces événements ²⁰².

²⁰¹ Roberta HAMILTON (1980). « Sexual Politics », *The Canadian Forum*, février.

²⁰² Renée DANDURAND et Évelyne TARDY (1981). « Le phénomène des Yvettes à travers quelques quotidiens », dans Yolande COHEN (dir.). *Femmes et politiques*, Éditions du Jour, p. 21-54 ; Michèle JEAN et Marie LAVIGNE (1981). « Le phénomène des Yvettes : analyse externe », *Atlantis*, vol. 6, n° 2 (printemps 1981) ; Jacqueline LAMOTHE et Jennifer STODDART (1981). « Les Yvettes ou comment un parti traditionnel se sert encore une fois des femmes », *Atlantis*, vol. 6, n° 2 (printemps 1981). Ces deux articles ont été traduits en anglais et publiés avec une postface en 1986 sous le titre « Nationalism and Feminism in

Visiblement, à court terme, ces événements ont contribué à l'échec du référendum, à l'éloignement du Parti québécois d'un programme qui se présentait comme ouvertement féministe et, bien sûr, à la démission de madame Payette du monde politique. Selon [173] moi, rien de cela n'était de bon augure pour l'avenir immédiat du mouvement féministe au Québec. Cela ne pouvait pas non plus donner le moindre soutien aux féministes qui désiraient entrer dans l'arène politique conventionnelle. Comme Judy LaMarsh, Lise Payette avait joué le rôle de porte-parole ouvertement féministe, en contact avec les grands courants de pensée féministes de l'époque, et assez seule, et comme femme et comme féministe, dans les couloirs du pouvoir ²⁰³. Les deux femmes étaient mises au pilori par les gens des médias et toutes les deux recevaient très peu d'appui, même de la part des autres féministes. Je suis d'accord avec ce que madame Payette disait à ce moment-là : tant qu'il ne sera pas permis à une femme de faire un faux pas dans le monde politique, il n'y aura pas d'égalité entre les, hommes et les femmes, sans parler d'une bonne raison pour les femmes d'entrer en politique. À cette époque-là, j'étais fâchée aussi contre les femmes qui semblaient se laisser diriger par les hommes du Parti libéral du Québec, des femmes qui n'étaient pas des femmes au foyer à plein temps et qui semblaient vouloir se prêter à l'anéantissement politique d'une autre femme et à l'intervention politique majeure que beaucoup de gens des médias caractérisaient comme une réaction brutale devant le mouvement féministe. À l'époque, je pensais que malgré le fait qu'elles n'étaient pas responsables de l'interprétation que les autres pouvaient faire de leur action, cette élaboration créée par les médias était pour le moins prévisible.

Il est vrai que les femmes écrivaines que j'ai déjà mentionnées n'ont trouvé aucune preuve que les femmes qui se ralliaient autour du mouvement des Yvettes étaient motivées par l'antiféminisme. Cependant - pour quelque raison - ces femmes se ralliaient autour d'un symbole qui, en surface, représentait une image préféministe, même pas protoféministe. L'argument voulant que ces femmes aient répondu à l'appel des hommes au sein du Parti libéral parce que de tout temps les femmes ont soutenu les hommes pouvait bien répondre à un certain fil dans les courants de pensée féministes, mais il ne faisait pas le poids dans un discours féministe qui mettait l'accent sur les [174]femmes agissant comme des agents dans les contraintes admises du temps et de l'espace.

Québec : The Yvettes Phenomenon », dans Roberta HAMILTON et Michèle BARRETT (dir.) (1986). *The Politics of Diversity*, London, Verso.

²⁰³ Voir Lise PAYETTE (1982). *Le pouvoir ? connais pas !*, Montréal, Québec/Amérique ; Judy LAMARSH (1968). *Memoirs of a Bird in a Gilded Cage*, Toronto, McClelland & Stewart.

Rétrospectivement, j'aimerais poser la question suivante : Y a-t-il quelque chose dans les théories féministes écrites au cours de la dernière décennie qui permettrait d'envisager et de répondre autrement à la question suivante : Pourquoi les femmes se sont-elles mobilisées en si grand nombre et avec tant d'enthousiasme apparent lors de cet « instant des Yvettes » temporaire mais historiquement signifiant ? Loin de moi l'intention de remplacer les analyses déjà faites par Dandurand, Tardy ou d'autres femmes par mes prochaines remarques qui, je l'avoue, ne reposent sur aucune recherche supplémentaire concernant la période visée. J'ai plutôt tenté de poser au passé de nouvelles questions s'inspirant de deux courants de la littérature féministe actuelle : la psychanalyse, en particulier les travaux de Jessica Benjamin, et la pensée poststructuraliste féministe représentée par Denise Riley ²⁰⁴.

La première décennie de la deuxième vague du mouvement féministe était dominée par une critique des relations hiérarchiques, de la domination et de la subordination entre les hommes et les femmes. Bien que les féministes se soient rendu compte que la tâche de renverser ces relations demandait beaucoup de stratégie, elles acceptaient toujours d'une certaine façon que les femmes ne soient pas estimées à leur juste valeur et qu'elles soient subordonnées aux hommes vu la valeur moindre que la société attachait à leurs tâches. L'idée d'entrer dans des professions et de remplir des postes non traditionnels allait de concert avec une critique du travail ménager et souvent de la maternité, au moins comme institution sociale.

Dans le but de valoriser le travail traditionnellement fait par les femmes, certaines études plus récentes ont complètement renversé cette hiérarchie. Autrement dit, les femmes font le travail qui est bon pour la société humaine. Les hommes créent des catastrophes ! Cette reformulation n'est pas sans problème. Par contraste, quant à moi, je suis attirée par les travaux de Jessica Benjamin et d'autres pour qui [175] l'enjeu fondamental consiste à présenter l'indépendance et la dépendance, l'épanouissement individuel et le soin des autres, l'autonomie et le rapport à autrui comme des oppositions binaires, c'est-à-dire tout l'un ou tout l'autre. Benjamin insiste sur le fait qu'au cœur même de l'être humain il y a une tension - qui, à son avis, constitue un pénible paradoxe -, tension qui a eu tendance à se résoudre sur le plan individuel aussi bien que collectif par la création d'une division sexuelle et hiérarchisée du travail physique, mental et psychique.

²⁰⁴ Jessica BENJAMIN (1988). *The Bonds of Love : Psychoanalysis, Feminism and the Problem of Domination*, New York, Pantheon ; Denise RILEY (1988). « Am I That Name » : *Feminism and the Category of « Women » in History*, Minneapolis, Université du Minnesota.

Si cela est vrai, alors les femmes s'étant ralliées aux Yvettes pourraient avoir réagi contre ce qu'elles percevaient comme un genre de féminisme qui semblait promouvoir l'argument selon lequel les femmes devaient devenir comme les hommes. Après tout, qu'y avait-il de si plaisant à ce que les garçons jouent au hockey (comme on dit en anglais, « I went to a boxing match and a hockey game broke out ») et de si mauvais à ce qu'une petite fille aide sa mère. Bien sûr, la plupart des féministes, même en 1980, auraient probablement répondu que le problème se trouvait dans la division du travail construite selon une hiérarchie, mais il était difficile alors pour les féministes d'admettre qu'il y avait quelque chose d'admirable chez la petite Yvette.

Dans son essai intéressant et historiquement soutenu sur la catégorie « femme » au cours de l'histoire ²⁰⁵, Denise Riley étudie combien ce terme a été problématique pour le mouvement féministe. Non seulement, dans ses propres mots, les femmes sont « rarement, même jamais, présentées comme des candidates complètement unifiées de l'émancipation ²⁰⁶ », mais la catégorie femme - tout en étant nécessaire au mouvement féministe par son côté stratégique - a mené de temps à autre à sa défaite. À partir de diverses études, nous avons noté (au cours de la dernière décennie) que certains thèmes dominants du discours féministe n'ont pas la même résonance pour les femmes désavantagées par le racisme, les femmes de la classe ouvrière, les hétérosexuelles et les lesbiennes, les bisexuelles, les femmes plus âgées et maintenant, bien sûr, les femmes plus jeunes.

Riley soutient qu'il en a toujours été ainsi dans les discours sur les femmes, tant du côté féministe que du côté antiféministe. Elle suggère que, parfois, historiquement, la catégorie de « femme » a été [176] tellement investie par l'idée de la sexualisation qu'il n'y avait plus de place pour articuler un discours tenant compte d'un statut de personne. À de tels moments, le mouvement féministe a dû adopter le discours sur les femmes au nom de quelque chose qu'elles n'étaient pas encore devenues. « Nous ne sommes pas ce qu'on a dit que nous sommes - y compris ce que la plupart des femmes disent qu'elles sont - mais nous nous présentons en tout cas afin de demander qu'on nous inclut dans l'humanité elle-même. » À d'autres moments, lorsque le discours sur les hommes et les femmes les rassemble, le problème stratégique devient la façon dont il faut s'organiser autour de la catégorie de « femme » si les femmes sont si proches des hommes.

Afin d'employer une telle analyse pour réexaminer le phénomène des Yvettes, j'ai pris la liberté de mettre quelques mots fictifs dans la bouche des personnages

²⁰⁵ Denise RILEY (1988). *Op. cit.*

²⁰⁶ *Idem*, p. 94.

féminins hypothétiques qui se sont rassemblés à cette époque-là. Comme dit Riley, par moments, les femmes ont dit « Ne me dites pas qui je suis. » Dans « l'instant des Yvettes », certains personnages féminins disaient « Ne me dites pas ce que je ne suis pas. » Cela ne veut pas dire qu'on disait « Ne me dites pas qui je ne suis pas », ajoutant aussi « parce que je SUIS une Yvette ». Mais dans ces circonstances historiques particulières, lorsque l'admonition affirmée par une féministe (qui dans ce rôle était d'abord et avant tout nationaliste) était « Tu ne dois pas être une Yvette », la réponse était - et qui sait ? avec un soupçon d'ironie, comme Luce Irigaray l'admettrait peut-être - : « Je suis (à cette fin et à cette fin seulement) une Yvette », ce qui voulait dire : « Je suis une Yvette seulement dans le but de vous dire que vous ne pouvez pas définir ce que je ne suis pas. »

De ce point de vue, personne n'a été dupé par la présence des dirigeantes féminines dans les domaines de la politique, du monde des affaires et du monde social sur l'estrade du Forum. Il n'y avait aucune hypocrisie là, et les femmes qui y allaient en tant qu'Yvettes n'étaient sûrement pas les petites filles de neuf ans qui aidaient leurs mères à la cuisine ; elles n'étaient pas non plus simplement et seulement ces petites filles qui avaient grandi. Seulement elles disaient : « Ne me dites pas ce que je ne suis pas. »

[177]

Si nous mettions Benjamin et Riley ensemble - et je crois qu' en la présence de elles ne se sentiraient pas à l'aise l'une de l'autre-, nous pourrions synthétiser ainsi le discours des Yvettes : « Ne me dites pas ce que je ne suis pas. Je peux aider les gens et prendre soin d'eux et je peux aussi agir de façon autonome. Ne me dites ni qui je suis ni ce que je ne suis pas. Je suis toutes ces choses et encore plus. »

[179]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Quatrième partie :
Les Yvettes douze ans après : essais d'interprétation.

3.

" Le caractère paradoxal
de l'engagement des Québécoises
au tournant des années quatre-vingt. "

par Évelyne Tardy

[Retour à la table des matières](#)

Mon intention est de vous proposer une brève analyse des interprétations qui ont été faites du mouvement des Yvettes, mouvement qui a été fortement publicisé lors du référendum québécois de mai 1980. Mais avant d'avancer une interprétation du phénomène des Yvettes douze ans après l'événement, j'aimerais rappeler très brièvement pour le bénéfice des plus jeunes parmi nous ce que fut « l'affaire des Yvettes » au cours des dix semaines qui ont précédé le référendum.

Les faits

Le 9 mars 1980, soit six semaines avant le référendum, lors d'une assemblée partisane au Plateau, Lise Payette, alors ministre d'État à la Condition féminine du gouvernement du Québec, compara l'épouse du chef de l'opposition, Claude Ryan, à la petite Yvette serviable, gentille, passive qui servait de stéréotype féminin dans le manuel scolaire intitulé *Jouons ensemble*.

Le lendemain, Lise Bissonnette écrivit dans le quotidien *Le Devoir* un éditorial incendiaire reprochant à Lise Payette d'être descendue « jusqu'aux tréfonds du sexisme pour le OUI ». Cet éditorial fut considéré comme le détonateur de l'« affaire des Yvettes » parce que c'est par lui que les propos de Lise Payette furent connus du grand public et que c'est à lui que les commentateurs et commentatrices firent référence au cours des jours suivants ²⁰⁷. Il est vrai que les [180] journalistes n'ont pas hésité à sauter sur cette « querelle de femmes », la campagne référendaire n'ayant pas, jusque-là, été très riche en rebondissements spectaculaires.

Quelques jours plus tard, des militantes libérales utilisant le stéréotype dénoncé par Lise Payette invitèrent 1700 femmes à un brunch au Château Frontenac, le 30 mars, offrant à chacune des participantes un macaron portant le nom d'Yvette. Lors de cette rencontre, les femmes libérales et fédéralistes comprirent rapidement l'utilisation politique que l'on pouvait faire de cette « gaffe » venant du camp du OUI. Elles décidèrent donc de remplir le Forum de Montréal d'Yvettes venant de tous les coins de la province pour faire échec « aux séparatistes ». Ce « grand happening » des Yvettes eut lieu le 7 avril et réunit entre 14 000 et 15 000 femmes qui chantèrent leur attachement au Canada. Par la suite, entre le 14 avril et le 20 mai, des assemblées d'Yvettes, auxquelles assistaient des vedettes fédéralistes comme mesdames Ryan, Bégin et Casgrain pour ne citer que ces femmes, se sont multipliées à travers la province. Voilà pour les faits !

²⁰⁷ Renée DANDURAND et Évelyne TARDY (1981). « Le phénomène des Yvettes à travers quelques quotidiens », dans Yolande COHEN (dir.). *Femmes et politique*, Montréal, Éditions du Jour, p. 21 à 54 ; voir également Jacqueline LAMOTHE et Jennifer STODDART (1981). « Les Yvettes ou comment un parti politique traditionnel se sert encore une fois des femmes », *Atlantis*, vol. 6, n° 8, p. 10-16 Marie LAVIGNE et Michèle JEAN (1981). « Le phénomène des Yvettes analyse externe », *Atlantis*, op. cit., p. 17-23 ; Michèle JEAN, Jacqueline LAMOTHE, Marie LAVIGNE et Jennifer STODDART (1986). « Nationalism and Feminism in Quebec : The " Yvettes " Phenomenon », dans Roberta HAMILTON et Michèle BARRETTE (dir.). *The Politics of Diversity. Feminism, Marxism, Nationalism*, London, Verso, p. 323-338.

Les interprétations

Voyons maintenant les principales interprétations qui ont été avancées pour expliquer l'« affaire des Yvettes » ou pour évaluer son impact. Selon une première interprétation, « l'affaire des Yvettes » ne fut qu'un prétexte astucieux pour effectuer une *mobilisation politique de femmes en faveur du NON*, organisée par des militantes libérales.

Cette interprétation, avancée dès le premier brunch des Yvettes dans la plupart des quotidiens et par Madeleine Ryan elle-même, fut masquée par d'autres qui se multiplièrent après la manifestation du 7 avril au Forum. Selon l'une d'elles, le mouvement des Yvettes était une *manipulation des femmes par les partis politiques*. Cette interprétation fut surtout véhiculée par des féministes comme Simone Landry, Nicole Lacelle, Jacqueline Hogue-Lebœuf, par exemple. Selon une [181] autre interprétation, il s'agissait d'une *réaction spontanée à l'insulte faite aux femmes au foyer*. Cette interprétation fut celle de militantes libérales et de journalistes, comme Michèle Tremblay du *Journal de Québec*, Maurice Girard du *Soleil*, Lise Bissonnette, éditorialiste du *Devoir*, ainsi que de plusieurs commentatrices comme Yolande Cohen, Lorraine Gratton et Diane Lamoureux, par exemple.

Mais l'interprétation qui fut la plus largement diffusée, principalement par certains journalistes, fut celle d'une *réaction collective de ménagères irritées par le discours féministe des récentes années*. Cette dernière interprétation, celle d'un ressac antiféministe, fut d'abord avancée par Lise Bissonnette dans *Le Devoir*, puis reprise par plusieurs de ses collègues masculins comme Marc Laurendeau et Marcel Adam dans *La Presse*, Claude Bruneau dans *Le Nouvelliste*, Bertrand Tremblay dans *Le Quotidien* et Ian Macdonald dans *The Gazette*.

Enfin, une cinquième interprétation du mouvement des Yvettes repose sur l'hypothèse d'une *manifestation du réveil politique des femmes*. Cependant, si certaines commentatrices comme Yolande Cohen ou Jennifer Stoddart ont cru déceler dans ces manifestations un réveil politique des femmes, d'autres, comme la journaliste Lysiane Gagnon, y ont plutôt vu le contraire. À cet égard, Lysiane Gagnon, reprenant son interprétation initiale, dit que « les femmes libérales sont venues une fois de plus au secours de leurs hommes » ; elle ajouta qu'elles l'avaient fait d'une façon « géniale », mais elle n'hésita pas à prédire qu'elles retourneraient bientôt dans l'ombre, « dans l'ombre où se tiennent toujours prêtes à servir les femmes des partis politiques ».

L'explication des interprétations

Longtemps après l'événement, les journalistes qui ont rouvert ce dossier des Yvettes, lors du dixième anniversaire du référendum en 1990, ainsi que plusieurs chercheuses intéressées par le sujet, privilégient l'interprétation soutenue par Ly-siane Gagnon, c'est-à-dire [182] la première interprétation ²⁰⁸. Selon le point de vue qui prévaut aujourd'hui, en effet, l'« affaire des Yvettes » était une manifestation populaire de femmes libérales fédéralistes utilisant habilement une « bourde » de la partie adverse pour mousser le NON au référendum. Cependant, et la question vient alors à l'esprit, pourquoi cette interprétation ne s'est-elle pas imposée dès le départ ? C'est, je pense, la question la plus intéressante à se poser. Pour y répondre, il est possible d'envisager quelques hypothèses. Je pense que, d'une façon générale, les journalistes et les hommes politiques n'étaient pas prêts à reconnaître et surtout à publiciser qu'il s'agissait là d'une stratégie politique brillante pensée par des femmes. En effet, dans un parti politique, ce sont rarement les militantes qui ont la responsabilité de la stratégie d'une campagne électorale, encore moins de celle d'un référendum. Autrement dit, les interprétations du phénomène des Yvettes qui ont été à la mode après le rassemblement du Forum satisfaisaient plusieurs préjugés nourris à l'égard des femmes.

Rappelons que le Parti libéral et son chef Claude Ryan, qui avaient de la difficulté à se sortir de la grisaille du livre beige et du libellé de la question référendaire, furent ébranlés par la publication d'un sondage de l'Institut québécois d'opinion publique (IQOP) réalisé au début de mars, sondage dont les résultats furent très controversés qui annonçaient que 47% de la population éligible se prononçait pour le OUI au référendum, contre 44 % pour le NON, les femmes étant plus indécises que les hommes. La soudaine et étonnante défaveur du NON dans l'opinion que reflétait ce sondage de mars et la « gaffe » de Lise Payette le 9 mars ont donné à certaines mili-

²⁰⁸ Josée BOILEAU (1990). « Les Yvettes, l'événement référendaire », *Le Devoir*, 19 mai, p. A 8 ; Claire HARTING (1990). « Le Mouvement des Yvettes : il a donné une voix politique aux femmes », *Le journal de Montréal*, 19 mai, p. 24, 25 ; Micheline DUMONT (1990). « Les Yvettes ont permis aux femmes de rentrer dans l'histoire politique », *L'Action nationale*, n° 8, octobre, p. 1041-1045 ; Claude V. MARSOLAIS (1992). *Le référendum confisqué. Histoire du référendum québécois du 20 mai 1980*, Montréal, VLB ; Diane LAMOUREUX (1987). « Nationalism and Feminism in Quebec : An Impossible Attraction », dans Heather Jon MARONEY et Meg LUXTON (dir.). *Feminism and Political Economy : Women's Work, Women's Struggles*, Toronto, Methuen, p. 62-63.

tantes du Parti libéral un nouveau motif d'agir : il fallait remonter la « pente » et une belle gaffe de l'adversaire pouvait être exploitée [183] dans ce but. L'inquiétude suscitée chez les Libéraux par les résultats du sondage de l'IQOP du début mars a aussi mené les stratèges du Parti libéral à donner aux militantes l'appui de la « machine ». Ils ont en effet vite conclu que la stratégie de ces militantes consistant à exploiter une gaffe de l'adversaire serait payante. D'ailleurs, rassembler plusieurs milliers de partisans du NON, contrairement à ce que l'on pourrait penser, ne fut pas une tâche impossible. Ainsi, parmi les membres du PLQ, 47 % étaient des femmes dont la moitié, donc près du quart de l'effectif total du parti, étaient au foyer ; la situation du PLQ, à cet égard, était fort différente de celle du Parti québécois dont l'effectif était surtout composé d'hommes, les femmes au foyer en constituant moins de 10 % ²⁰⁹.

Si le Parti libéral a appuyé la stratégie de ses militantes, il n'a guère publicisé le fait que cette stratégie émanait de militantes. Le clan du NON, le PLQ en tête, a maintenu l'ambiguïté face au phénomène des Yvettes durant toute la campagne référendaire, faisant appel tantôt à la solidarité féminine face à l'insulte de Lise Payette, tantôt à la solidarité politique pour mobiliser les femmes pour « sauver le Canada et dire NON au référendum ». Pour illustrer cet état de fait, on n'a qu'à penser à la campagne électorale de 1985, où l'on pouvait lire sur certains curriculum vitae de femmes qui ne voulaient pas que le parti les oublie, la référence suivante : organisatrice des Yvettes !

Quant à l'interprétation d'un ressac antiféministe véhiculée surtout par des journalistes, elle laisse croire que plusieurs avaient des comptes à régler avec le féminisme, ce mouvement revendicateur qui depuis les années soixante-dix réclamait haut et fort, non seulement des droits égaux pour les femmes, mais une représentation plus égale, dans les médias par exemple. Plutôt que d'avoir à féliciter des femmes d'être de bonnes stratèges politiques, certains ont préféré voir dans le rassemblement des Yvettes une querelle de femmes : une féministe insultant une femme au foyer et des femmes au foyer relevant l'insulte et conspuant à leur tour les féministes. Ça permettait, semble-t-il, de régler des comptes par personnes interposées.

²⁰⁹ Évelyne TARDY (1980). « Les femmes et la campagne référendaire », dans Pierre VALLIÈRES (dir.). *Québec : un pays incertain. Réflexions sur le Québec post-référendaire*, Montréal, Québec/Amérique, p. 185-204.

[184]

Une mise en perspective

En dehors du problème soulevé par les diverses interprétations avancées du phénomène des Yvettes, il y a un autre aspect qui mérite discussion : Comment expliquer que les femmes aient pu s'engager si ouvertement dans la campagne référendaire, non seulement dans le camp du NON, mais également dans celui du OUI ? Rappelons l'impressionnante manifestation pour le OUI qui eut lieu le 25 avril 1980 au Complexe Desjardins à l'occasion du quarantième anniversaire de l'obtention du droit de vote pour les femmes.

Personnellement, je pense que si les femmes ont accepté de se mobiliser pour l'une ou l'autre des options référendaires, c'est que, non seulement les partis politiques les ont effectivement grandement courtisées car elles formaient, selon les sondages, une plus grande proportion des indécis ²¹⁰, mais également que le travail de politisation fait par certains organismes et groupes de femmes à la fin des années soixante-dix, pour démystifier la politique et encourager les femmes à se porter candidates, avait porté fruit.

En effet, déjà en 1978, le Conseil consultatif sur la situation de la femme à Ottawa avait largement diffusé une trousse d'information intitulée *Participer au pouvoir* et l'AFÉAS, par exemple, avait sorti en avril 1979 un dossier spécial intitulé *La politique ... un bien grand mot*. Dans ce document, il était précisé que l'AFÉAS voulait que « d'ici deux ans, une femme par cercle prenne le pouvoir, quel que soit l'endroit où il se trouve ²¹¹ ». De plus, les principales associations féminines, comme la FFQ, les cercles des fermières, l'AFÉAS et la Ligue des femmes du Québec, avaient demandé à leurs membres de s'informer, de s'engager et surtout d'aller voter lors du référendum.

Si aujourd'hui l'augmentation des femmes en politique, à la Chambre des communes, à l'Assemblée nationale et dans les municipalités, est évidente, je ne pense pas que nous puissions trouver un lien de cause à effet avec la mobilisation des Yvettes en 1980. Car il n'y a pas eu de phénomène des Yvettes ailleurs et pourtant l'augmentation des femmes dans les postes politiques a gagné tout le Canada. Outre les différents facteurs qui ont contribué à politiser davantage les [185] femmes, comme

²¹⁰ *Idem*, p. 188.

²¹¹ AFÉAS (1979). *La Politique... un bien grand mot*, Montréal, AFÉAS, p. 12.

l'augmentation de la scolarité, l'accès élargi au marché du travail, l'accès à des postes de responsabilité, on doit tenir compte du rôle qu'ont joué et que jouent encore de grandes associations de femmes au Canada et au Québec. En effet, depuis les dix dernières années, l'AFÉAS et la FFQ, pour ne nommer qu'elles, ont multiplié les colloques sur le thème « Femmes et politique ». Elles ont élaboré des outils pour démystifier la politique et ont offert de la formation à leurs membres afin qu'elles puissent faire « le saut en politique active » ²¹².

Conclusion

Le phénomène des Yvettes n'a été qu'un événement ponctuel, qui a certes réussi à capter l'attention des médias et suscité des interprétations variées, mais qui est loin d'avoir contribué à modifier la répartition des tâches dans les partis politiques : aux hommes la stratégie, aux femmes la cuisine ! De plus, le phénomène des Yvettes illustre le caractère paradoxal de l'engagement politique des Québécoises au tournant des années quatre-vingt : d'une part, l'importance qu'elles accordent de plus en plus à la participation à la vie politique, d'autre part la réticence des partis à leur reconnaître les possibilités de participer à part entière aux débats politiques. L'absence des femmes dans le débat constitutionnel actuel témoigne de cette exclusion.

²¹² AFÉAS (1986). *Comment prendre sa place en politique*, Montréal, AFÉAS FÉDÉRATION DES FEMMES DU QUÉBEC (1987). « Femmes et pouvoirs politiques une greffe impossible ? Spécial Congrès 87 », *La Petite Presse*, FFQ, mai AFÉAS (1987). « L'accès des femmes au pouvoir politique », *Actes du carrefour d'exploration*, Montréal, AFÉAS.

[187]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Quatrième partie :
Les Yvettes douze ans après : essais d'interprétation.

4.

" Les femmes entrent en politique. "

*par Micheline Dumont **

[Retour à la table des matières](#)

La discipline historique est constituée de mots imposés arbitrairement pour faire entrer le temps dans une chronologie, pour transformer le chaos confus de la réalité en un récit linéaire avec un commencement, un milieu et une fin. L'histoire est un discours sur la réalité. La réflexion postmoderne nous a d'ailleurs démontré que ce discours finit par l'emporter sur les données insondables de la réalité. L'épisode des Yvettes en est une singulière démonstration. Au moment même où l'événement se produisait, le discours était déjà à l'œuvre pour imposer une interprétation bien caractérisée. De sorte qu'on se trouve aujourd'hui en face de deux hypothèses : l'épisode des Yvettes de 1980 fut la première manifestation d'un ressac antiféministe au Québec, ou la première manifestation collective de l'importance stratégique des femmes en politique.

Entre ces deux positions, une myriade d'explications variées, suscitant chacune sa propre chronologie. « L'histoire, disait Valéry, justifie ce que l'on veut. Elle n'enseigne rigoureusement rien car elle contient tout et donne des exemples de tout. »

* Micheline Dumont est professeure au département d'histoire de l'Université de Sherbrooke.

Fort bien. Mais les femmes ont bien du mal à insérer leurs propres récits dans la trame de l'histoire dite officielle.

Comme nous, les féministes, l'avons expérimenté, changer les lois est un travail difficile. Les dates de nos succès nous sont cependant bien connues. En 1990, les femmes du Québec ont célébré collectivement le cinquantième anniversaire de l'obtention du droit de vote. Toutefois, comparé au changement des attitudes et des mentalités, le changement des lois semble d'une telle facilité ! Avez-vous remarqué qu'on ne possède aucune date pour désigner l'amorce d'un changement de mentalité ? Prévert parlait, dans son poème *Le peintre, la pomme et Picasso*, des « terribles pépins de la réalité ». [188] Dans l'histoire des femmes, la réalité fondamentale, c'est la conscience collective des femmes, de toutes les femmes. Nous nous heurtons à elle et il est peut-être temps de nous concentrer plus directement sur les phénomènes qui affectent la conscience des femmes. Sans la conscientisation des femmes, le féminisme ne serait qu'un mouvement comme les autres, simplement un autre mot en « isme ». Si, en ce moment, on a si peur du féminisme c'est peut-être qu'on pressent que ce mouvement social rejoint, quelque part, la conscience collective de la moitié de l'humanité. Or, nous devons réaliser que nous savons peu de choses sur la conscience des femmes. Les spécialistes multiplient les interprétations sur certaines dates, sur certains faits. Ces discussions sont intéressantes mais elles ne répondent pas à la question la plus importante de toutes : Pourquoi, depuis l'émergence du féminisme, certaines questions ont-elles rejoint collectivement les femmes alors que d'autres ne les ont pas vraiment touchées ? Pourquoi les femmes sont-elles divisées par certains objectifs ? Comment expliquer la mobilisation collective ? Peut-on généraliser lorsque l'on parle de la mobilisation des femmes ? Nous devons connaître LEURS motifs bien plus que NOS interprétations. Ces propos me permettent de poser cette question : « Qu'est-ce qui a mobilisé les Yvettes ? »

* * *

Dans *Le Devoir* du 18 mai 1990, consacré à l'anniversaire du référendum, Gilles Lesage a présenté une brève chronologie des deux décennies qui ont précédé le référendum, dans une tentative d'expliquer l'historicité de l'événement. Comme tous les textes analogues, il n'a introduit aucune information concernant la situation des femmes. Et pourtant ! S'il avait pensé à introduire dans son analyse quelques faits fondamentaux concernant les Québécoises, il aurait peut-être vu comment la vie de LA MOITIÉ de l'électorat devait tôt ou tard influencer MÊME l'histoire constitutionnelle.

En 1964, les Québécoises mariées obtiennent le statut de l'égalité juridique. En 1968, à la faveur de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada (Commission Bird), les groupes de femmes établissent le constat de leur infériorité sociale, [189] économique et politique. Les recommandations du *Rapport Bird*, en 1970, sont étudiées par tous les groupes de femmes de l'époque, entre autres les 800 cercles de fermières et les 600 cercles de l'AFÉAS. En 1973, les gouvernements se dotent de conseils consultatifs pour voir à la mise en œuvre de ces recommandations. En 1975, l'Année internationale de la femme place la question de la condition des femmes au centre de l'actualité. La plupart des partis politiques prennent alors la décision d'introduire dans leur programme des objectifs concernant la vie des femmes. Le Parti québécois, où les militantes sont si nombreuses au début, est celui où ces questions sont le plus débattues, provoquant même des déchirements spectaculaires. Les militantes péquistes vont se souvenir longtemps du veto de René Lévesque sur l'article concernant le droit à l'avortement.

Quand le Parti québécois prend le pouvoir en 1976, il fait élire quatre députées, crée le ministère de la Condition féminine en 1977 et publie la politique d'ensemble *Pour les Québécoises : Égalité et Indépendance* en 1978, un virage définitif semble pris : les femmes sont partie prenante de la vie politique. Leurs dossiers figurent désormais à l'agenda des partis. Or, on semble l'oublier, il y avait également beaucoup de féministes dans les rangs du Parti libéral. Chantal Maillé a bien démontré de quelle manière une élite politique féminine s'est constituée au Québec à la faveur du mouvement des femmes ²¹³.

Aussi, lorsque Lise Payette associe les partisans du NON à la petite Yvette des manuels scolaires, des milliers de femmes partisans du NON sont en colère. Elles ont la ferme conviction que leur vie est changée et qu'elles peuvent jouer un rôle politique. Dans les rangs du Parti libéral, en particulier, où une longue tradition masculine les écarte des véritables centres de décision, elles profitent des hésitations des stratèges du NON pour lancer l'initiative du Brunch des Yvettes, qui aura la fortune que l'on sait.

Toutes les interventions prononcées à cette occasion ont un ton franchement et catégoriquement politique : les femmes ont des opinions politiques, elles les proclament collectivement et elles prennent en main la stratégie de la coalition du NON. Les analystes cherchent [190] en vain des accents antiféministes dans les discours

²¹³ Chantal MAILLÉ (1990). *Les Québécoises et la conquête du pouvoir politique, Enquête sur l'émergence d'une élite politique féminine au Québec*, Montréal, Saint-Martin, p. 61-122.

prononcés alors ²¹⁴. Les femmes constatent avec satisfaction qu'elles peuvent influencer le cours de la campagne référendaire et découvrent l'incroyable puissance de la solidarité des femmes. Ce sont les médias qui modulent l'interprétation du ressac antiféministe, ce qui contribue vraisemblablement à accentuer la visibilité médiatique des manifestations. Il se peut également qu'il se soit glissé dans la mobilisation globale quelques éléments de critique contre un féminisme jugé trop revendicateur, des réactions au prétendu mépris envers les femmes au foyer. Mais la motivation fondamentale reste la conviction, partagée par près de 60% de l'électorat, qu'il faut répondre NON à la question référendaire. Il faut rappeler ici que toutes les analyses ont démontré qu'il est impossible de diagnostiquer un « gender gap » dans l'interprétation du vote référendaire ²¹⁵. L'épisode des Yvettes aurait principalement accéléré la révélation publique de l'opinion majoritaire des Québécois et des Québécoises en 1980.

Au fond, le message est le suivant, aussi paradoxal que la situation des femmes : même la petite Yvette DOIT participer à la politique ; les partisans du NON ne sont PAS des femmes attardées dans des rôles traditionnels. Lise Payette l'avait bien compris, ce qui explique son commentaire après la manifestation du Forum : « Tant mieux : il y a vingt ans que je demande aux femmes de s'engager activement dans la politique ! » Cet engagement était amplement démontré, d'ailleurs, par la brochette de personnalités qui prenaient la parole aux rassemblements des Yvettes : Thérèse Casgrain, Monique [191] Bégin, Madeleine Ryan, Solange Chaput-Rolland, Jeanne Sauvée, Sheila Finestone, Lucie Pépin, Thérèse Lavoie-Roux, et tant d'autres, dont les états de service pour la cause des femmes étaient indiscutables. « Au moment des grandes crises nationales, disait alors Thérèse Casgrain, on fait toujours appel aux femmes ! » Soit. Mais ne l'oublions pas : les femmes étaient aussi nombreuses parmi

²¹⁴ Plusieurs articles ont documenté cette interprétation. Voici les principaux :

- Renée B. DANDURAND et Évelyne TARDY (1981). « Le phénomène des Yvettes à travers quelques quotidiens », dans Yolande COHEN (dir.). *Femmes et politique*, Montréal, Éditions du Jour, p. 21-54.
- Jacqueline LAMOTHE et Jennifer STODDART (1981). « Les Yvettes ou comment un parti politique traditionnel se sert encore une fois des femmes », *Atlantis*, vol. 6, no 2, p. 10-16.
- Marie LAVIGNE et Michèle JEAN (1981). « Le phénomène des Yvettes : analyse externe », *Atlantis*, op. cit., p. 17-23.
- Évelyne TARDY (1980). « Les femmes et la campagne référendaire », dans Pierre VALLIÈRES (dir.) (1980). *Québec : un pays incertain. Réflexions sur le Québec post-référendaire*, Montréal, Québec/Amérique, p. 185-203.

²¹⁵ André BLAIS (1980). « Le vote : ce que l'on en sait... Ce que l'on n'en sait pas », dans Pierre VALLIÈRES (1980). *Op. cit.*, p. 159-182.

les partisans du OUI, et plus de 15 000 d'entre elles s'étaient rassemblées au Complexe Desjardins une semaine après le Forum des Yvettes, pour célébrer le quarantième anniversaire du droit de vote et réagir d'une autre manière à la crise nationale. Les clivages politiques étaient loin de recouvrir les clivages entre les différents types de féminisme. En 1980, il y avait même des femmes qui pensaient de la question référendaire : « Là n'est pas la question... »

Cette interprétation vaut ce qu'elle vaut. Elle est tributaire des sources traditionnelles de l'histoire : l'analyse des discours - ceux des journalistes, ceux des assemblées, ceux des hommes et des femmes politiques -, analyse qui finit par produire son propre discours et néglige cette réalité fondamentale : les ressorts de la mobilisation collective. Or, toutes les participantes vous le diront : les partisans du NON se sont mobilisées autour des Yvettes avec une facilité et une rapidité déconcertantes.

Or, à ce jour, nous ne savons rien de cette mobilisation. Le Parti libéral avait certes tenté une analyse du phénomène des Yvettes. À l'été 1980, quelque 287 Yvettes ont répondu à un questionnaire. Les résultats de cet exercice étaient rendus publics au début de 1981 : « Les Yvettes sont des féministes modérées », titrait un article du *Devoir*, pour résumer les conclusions de l'analyse ²¹⁶. Réagissant à ce qui leur semblait une récupération du mouvement féministe par le Parti libéral, des femmes ont alors soutenu que les Yvettes n'étaient pas des féministes mais des Yvettes radicales ²¹⁷. D'autres ont souligné les faiblesses méthodologiques flagrantes du prétendu « sondage » libéral ²¹⁸. Au demeurant, une seule question du questionnaire portait [192] sur la mobilisation des Yvettes. Sans aucune donnée quantitative, le « sondage » libéral affirmait :

Un premier groupe voulait répondre à la remarque de madame Payette qui les avait révoltées et choquées. Un deuxième groupe : par solidarité avec les autres femmes. Un troisième groupe : pour des raisons politiques : il fallait gagner le référendum ²¹⁹.

²¹⁶ Renée ROWAN (1981). « Les Yvettes, des féministes modérées », *Le Devoir*, 26 janvier, p. 2.

²¹⁷ France DUPUIS (1981). « La récupération des Yvettes », *Le Devoir*, 11 février, p. 9.

²¹⁸ Isabelle LASVERNAS-GREMY et Alain MASSOTI (1981). « Un beau cas de récupération politique », *Le Devoir*, 2 mars, p. 12.

²¹⁹ *Sondage du parti libéral du Québec*, s. 1, 16 octobre 1980, p. 11.

Le contenu même de ce sondage illustre de manière exemplaire l'association étroite qui a été établie entre le mouvement des Yvettes et la résistance au mouvement féministe, association qui a fini par s'imposer ²²⁰. Dans une tentative de percer le mystère de cette mobilisation, j'ai rencontré quelques Yvettes. Oh, mon échantillon est petit : une douzaine. Il n'est certainement pas scientifique. Mais quand même... puisqu'on est ici pour parler des Yvettes ²²¹...

Je leur ai posé deux questions. Tout d'abord : « Pourquoi êtes-vous allée aux assemblées des Yvettes ? » Toutes ont répondu : « Parce qu'on m'a téléphoné ! » J'espère que tout le monde sait aujourd'hui que le mouvement « spontané » des Yvettes était très bien organisé. J'ai parlé avec une organisatrice qui m'a décrit le travail énorme que cela a représenté de faire tous ces téléphones pour remplir les autobus, à partir des listes fournies par l'organisation libérale. Cette excellente organisation doit être soulignée et je tiens à préciser qu'elle ne nie en rien la motivation personnelle de chaque Yvette. Au contraire, l'enthousiasme des femmes explique le succès de l'entreprise. Cette organisation fait preuve du flair politique exceptionnel des militantes libérales, stratégie qui n'était possible qu'à des femmes : elles seules étaient en mesure de comprendre la colère et l'émotion des femmes, après la « gaffe » de Lise Payette.

[193]

Mais j'ai alors demandé aux Yvettes : « Pourquoi avez-vous accepté l'invitation ? » J'ai reçu une variété de réponses :

- C'était une façon de s'engager.
- On voulait leur montrer qu'on était capables. On est pas mal fortes, nous les femmes.
- Ils ont voulu rire de nous autres. On va leur montrer qu'on est capables de s'organiser.

²²⁰ Il faudrait rappeler également l'émission préparée par Radio-Canada sur les Yvettes, le 19 août 1980, dans un *Télémag spécial* intitulé *Réflexions autour du phénomène des Yvettes*. Cette émission avait été construite sur l'opposition des féministes et des femmes au foyer, dans un montage très orienté qui avait choqué la majorité des participantes. La question référendaire, pourtant centrale dans le phénomène des Yvettes, avait été complètement évacuée.

²²¹ Nous avons besoin d'une véritable étude sur les Yvettes. Mais cette étude ne sera pas facile à conduire, compte tenu des multiples interprétations qui ont d'ores et déjà contaminé les souvenirs des participantes.

- Ils ont attaqué les femmes à la maison.
- Ça nous a permis d'avoir le courage de dire qu'on était pour le NON.
- Cela a fait crever le silence des femmes qui trouvaient que c'est grâce à elles que la nouvelle génération de femmes a pu prendre sa place.
- Ça nous a permis d'exprimer l'ancienne forme de nationalisme, rattaché à la langue, la foi, la famille.
- Il fallait défendre Madeleine Ryan qui avait été attaquée.

On constate immédiatement que la mobilisation de ces femmes est polarisée par deux réalités étroitement imbriquées : l'importance de la victoire du NON et l'importance politique de l'opinion des femmes plus « traditionnelles ».

Je leur ai alors demandé : « Quel souvenir avez-vous de l'événement ? » La plupart ont oublié qui a pris la parole. Elles se souviennent de Madeleine Ryan, de Thérèse Casgrain. Elles se souviennent du NON, de l'importance de la victoire du NON. Elles n'ont aucun souvenir des discours, des arguments. Par contre, elles sont intarissables sur la sensation profonde et extraordinaire de se retrouver tant de femmes ensemble, sur la solidarité des femmes

- Enfin les femmes s'étaient réveillées !
- Nous les femmes on peut faire quelque chose en politique
- Il y avait beaucoup d'émotivité féminine. Il y avait juste des femmes vous savez !
- C'était tellement impressionnant, tellement le fun
- Ça prouvait qu'on était capables de faire changer l'opinion !

[194]

La force politique des femmes. C'est vraiment l'impression fondamentale qui a surgi le plus spontanément dans les conversations que j'ai eues avec les Yvettes. J'ai bien aimé les réponses des Yvettes. Quelques-unes m'ont parlé du féminisme, sans que je les sollicite, mais pour me dire que ça ne les avait pas dérangées du tout. Une Yvette de soixante-douze ans a même tenu à excuser Lise Payette qui, selon elle, n'avait pas dû faire exprès ! Chose certaine, le prétendu ressac antiféministe dia-

agnostique par tant d'analystes et qui s'est imposé comme un miroir de la réalité n'est aucunement présent dans les propos des Yvettes.

La vérité, c'est que les femmes sont divisées sur les options constitutionnelles, tout comme l'ensemble de la société ²²². La vérité, c'est que les femmes sont aussi divisées sur les objectifs du mouvement des femmes : cela est presque un truisme de l'affirmer dans le climat du post féminisme que les médias ne cessent de marteler. Mais ce qui est moins évident, c'est que ces deux questions restent étroitement liées, en fonction des rapports tourmentés que le mouvement nationaliste a toujours entretenus avec le féminisme ²²³.

* * *

Jusqu'en 1980, il était possible de considérer la participation active des femmes en politique comme un épiphénomène. Après le référendum, cela n'est plus possible. Avis aux historiens patentés et aux journalistes : prenez garde désormais de négliger la réalité des femmes dans vos analyses. Elle est aussi importante que la politique d'immigration ou la législation linguistique. Elle est une donnée fondamentale de la société distincte. Il ne faut plus l'oublier : les aspirations et les valeurs de la moitié de la population, les femmes, ont changé. Ce constat éclate dans toutes les statistiques. Comment ne pas reconnaître qu'il fait partie intégrante de la nouvelle identité québécoise ?

[195]

Maintenant que le Québec est au seuil de décisions fondamentales, les partis et les groupes de pression ne doivent plus faire l'erreur d'oublier que la société distincte l'est également à cause des femmes. Les souverainistes et les fédéralistes de tout poil ne doivent jamais oublier qu'à l'aube des années soixante-dix, la première revue des féministes québécoises, lancée par le Front de libération des femmes (FLF), s'intitulait *Québécoises Deboutte !* Et s'ils ont bien suivi l'actualité, ils doivent savoir que les Québécoises sont encore debout ²²⁴.

²²² Voir à ce sujet l'analyse de CLOUTIER, GUAY et LATOUCHE (1992). *Le Virage. L'évolution de l'opinion publique au Québec depuis 1960 ou Comment le Québec est devenu souverainiste*, Montréal, Québec/Amérique, p. 123, 124.

²²³ Diane LAMOUREUX (1987). « Nationalism and Feminism in Quebec : an Impossible Attraction », dans H. J. MARONEY et M. LUXTON (dir). *Feminism and Political Economy. Women's Work, Women's Struggles*, Toronto, Methuen, p. 51-68.

²²⁴ On peut rappeler ici le forum national tenu à Montréal à la fin de mai 1992, *Québec féminin pluriel*, qui a donné naissance à une vaste coalition de tous les groupes de femmes pour un projet féministe de société.

Photo 1.

Thérèse Casgrain enfant. [Archives de la famille Casgrain.]

Photo 2.

En 1906, à sa résidence d'été de Saint-Irénée-les-bains, Sir Rodolphe Forget photographié avec sa famille : Marguerite (fille d'un premier mariage), Gilles et Maurice, Lady Forget et Thérèse. [Archives de la famille Casgrain.]

Photo 3.

**Thérèse, en 1916, le jour de son mariage avec Pierre F. Casgrain,
photographiée à la résidence familiale de l'avenue Ontario.
[Archives de la famille Casgrain.]**

Photo 4.

Réunion du Conseil de la Ligue pour les droits de la femme tenu en 1941 et soulignant le 1^{er} anniversaire du Droit de vote accordé aux femmes du Québec en 1940. Thérèse Casgrain (au centre de la première rangée) en compagnie des membres du Conseil. [La Presse.]

Photo 5.

Départ de Thérèse Casgrain, chef du Parti social-démocrate du Québec, pour représenter le Canada à la Conférence socialiste asiatique en novembre 1956.
[La Presse.]

Photo 6.

**Campagne de Thérèse Casgrain comme candidate du NPD
dans Outremont-Saint-Jean. [Réal St-Jean.]**

Photo 7.

Thérèse Casgrain, 1961.
[Archives de la famille Casgrain.]

Photo 8.

Madame Lamoureux remet la médaille *Femme du siècle* à Madame Casgrain en compagnie du Docteur Alice Vibert Douglas, M.B.E., également honorée comme *Femme du siècle*. Cette distinction lui a été remise par le Conseil national des femmes juives dans le cadre de l'exposition universelle tenue à Montréal en 1967. [Hayward Studios Inc.]

Photo 9.

Le Comité ouvrier juif du Canada décerne son prix 1971 pour la défense des droits de l'homme à la Sénatrice Thérèse Casgrain. Dans l'ordre habituel, monsieur Bernard Shaw, madame Casgrain et monsieur Michael Robenstein. [Robert Nadon, La Presse.]

[197]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

CINQUIÈME PARTIE

THÉRÈSE CASGRAIN ET LES LUTTES POUR LA JUSTICE SOCIALE

Participantes et participant

Philip EDMUNSTON
Madeleine PARENT
Dominique LECLERCQ
Denyse CÔTÉ

Présentation

Évelyne TARDY

[Retour à la table des matières](#)

[199]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Cinquième partie :
Thérèse Casgrain et les luttes pour la justice sociale.

PRÉSENTATION

par Évelyne Tardy

[Retour à la table des matières](#)

Thérèse Casgrain, « la gauchiste au collier de perles », comme l'écrit l'historienne Maryse Darsigny, était de tous les combats. Elle a passé sa vie à lutter pour améliorer les conditions de vie des plus démunis. Là encore, témoignages et analyses retracent son engagement pour la justice sociale.

Philip Edmunston, qui a connu Thérèse Casgrain dans les années soixante-dix, reconnaît, malgré les dissidences sérieuses qu'il y eut entre elle et lui (appui aux mesures de guerre puis aux Yvettes), que cette grande dame « polie, directe et sûre d'elle-même » a eu le courage de défendre jusqu'au bout les causes auxquelles elle tenait. Il rappelle que ce fut le cas particulièrement lorsqu'elle était présidente de la section québécoise de l'Association des consommateurs du Canada.

Quant à Madeleine Parent, grande figure du militantisme syndical au Québec, elle rappelle que Thérèse Casgrain, qu'elle a bien connue, s'inquiétait de l'exploitation des femmes dans les manufactures et dans les commerces. Madeleine Parent retrace certaines interventions de Thérèse Casgrain auprès de personnalités religieuses et politiques en faveur des travailleuses, réclamant un salaire égal pour un travail égal, ou encore l'amélioration du statut des femmes indiennes. Elle se souvient également

de l'appui qu'elle reçut de Thérèse Casgrain quand elle fut emprisonnée pour conspiration séditionnelle. Comme Philip Edmunston, elle n'a pas toujours partagé les options de cette grande bourgeoise mais elle lui rend hommage « pour la grande portée de sa contribution à la cause des femmes, des personnes démunies, et de la justice sociale ».

Dominique Leclercq retrace l'engagement de Thérèse Casgrain à la Ligue des droits de l'homme, de sa fondation en 1963 à sa dernière intervention en 1971 en faveur d'une féminisation des jurés. Vice-présidente et présidente jusqu'en 1970, Thérèse Casgrain veilla [200] aux destinées de la Ligue et s'engagea dans des dossiers importants comme les chartes des droits, l'administration de la justice pénale, les conditions de vie des personnes détenues, les abus des forces policières envers les opposants politiques, les atteintes à la liberté d'expression, etc. Le poids incontestable de cette femme leader dans la Ligue a certainement contribué à certaines prises de position pour le moins ambiguës. Mais, rappelle Dominique Leclercq, toute l'action de Thérèse Casgrain montre bien qu'elle s'engageait à fond quand des principes lui tenaient à cœur.

Enfin, Denyse Côté a voulu en savoir plus long sur la lutte de Thérèse Casgrain pour le versement des allocations familiales fédérales aux mères québécoises et non aux pères comme en avait décidé Maurice Duplessis. C'est la petite histoire d'un conflit de juridiction entre le fédéral et les provinces et la conception conservatrice de l'élite clérico-nationaliste québécoise qu'illustre ce débat. Madame Côté nous montre également comment Thérèse Casgrain savait jouer de son pouvoir d'influence pour arriver à ses fins.

[201]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Cinquième partie :
Thérèse Casgrain et les luttes pour la justice sociale.

1.

" La protection des consommateurs. "

*par Philip Edmunston **

[Retour à la table des matières](#)

J'ai rencontré madame Casgrain en 1970. Elle était alors présidente de l'Association des consommateurs du Canada. Je revenais des États-Unis où je travaillais avec Ralph Nader. J'y avais fondé, en 1968, une association protectrice des consommateurs qui avait mis au point un certain nombre de tactiques : piquetage, harcèlement des entreprises, dénonciation dans les médias et devant les tribunaux.

Au moment de ma rencontre avec madame Casgrain, je lui fis part de ces tactiques. Elle m'a écouté. Je savais pourtant, par ses yeux, qu'elle était ailleurs. Elle me parlait des approches à prendre pour protéger le consommateur. L'association qu'elle représentait croyait alors, comme plusieurs autres organismes de ce type, que les consommatrices et consommateurs étaient les architectes de leurs propres malheurs.

J'ai tenté de lui faire comprendre qu'il ne suffisait pas de faire l'éducation des consommateurs, qu'il fallait également prévoir une panoplie de lois pour empêcher les fraudeurs de frauder. C'était un discours peu acceptable pour Thérèse Casgrain qui

* Philip Edmunston est député à la Chambre des communes.

ne comprenait pas la nouvelle orientation prise par le mouvement des consommateurs pour corriger une situation en s'attaquant à la racine du problème.

J'ai rencontré madame Casgrain, à la suite d'un colloque. Elle m'a demandé comment je concevais l'action à mener en ce domaine. Je lui ai dit : « C'est simple. Il faut tenter des poursuites en recours collectif, obtenir une cour des petites créances qui fonctionne, bénéficier d'une aide juridique qui soit efficace. » Elle a fini par accepter qu'il ne pouvait être suffisant d'inviter les consommatrices et les consommateurs à se protéger ; qu'il fallait également prévoir des sanctions contre les entreprises qui fraudaient leur clientèle.

[202]

Un autre sujet de dissension entre Thérèse Casgrain et moi a été son attitude à l'égard des mesures de guerre adoptées au moment de la crise d'octobre au Québec. Je trouvais sa position incompatible avec son ancienne allégeance au CCF puis au NPD. Je lui ai reproché également son appui au mouvement des Yvettes.

Je ne veux pas porter un jugement très dur sur Thérèse Casgrain. Elle a été un produit de son temps, de son milieu. Elle a manifesté beaucoup de courage dans toutes les causes qu'elle a défendues. Son engagement dans l'Association des consommateurs du Canada a assuré à cette dernière une crédibilité auprès des gouvernants et du public. C'est sûrement grâce à elle aussi que l'Association a pu avoir gain de cause et obtenir le droit d'user de recours collectifs, le soutien d'une aide juridique et la création de l'Office de la protection des consommateurs.

J'ai beaucoup aimé madame Casgrain. Nous avons eu souvent des débats formidables. Elle était polie, directe et sûre d'elle-même.

[203]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Cinquième partie :
Thérèse Casgrain et les luttes pour la justice sociale.

2.

" Au service des plus démunis. "

*par Madeleine Parent **

[Retour à la table des matières](#)

Étudiante au cours des années trente, j'avais été invitée, par l'entremise d'une amie, à me rendre avec celle-ci chez madame Casgrain. Elle nous avait entretenues de ses soucis pour les femmes exploitées dans les manufactures, dans les commerces et, bien sûr, du droit de vote pour les femmes du Québec.

Représentante du public à la Commission provinciale du salaire minimum, elle s'inquiétait de l'insuffisance du minimum requis par la loi comme rémunération aux femmes et aux enfants, dont beaucoup ne gagnaient jamais plus que la norme exigée.

Au chapitre des normes du travail, elle avait réussi, avec d'autres, à exiger des manufacturiers et commerçants qu'ils placent une chaise ou un banc où les femmes pouvaient s'asseoir à l'occasion, pendant leurs longues heures de travail. Restait à voir combien de fois en un jour une travailleuse oserait s'asseoir, sous le regard intimidant d'un contremaître zélé. Mais la pratique, en ces matières, était souvent aussi difficile à mettre en application que l'était l'adoption de la loi elle-même.

* Madeleine Parent est une ex-militante syndicale.

À l'automne 1939, alors que j'étais étudiante à l'Université McGill et présidente de la Société française sur le campus, notre comité avait invité madame Casgrain à venir nous parler de la campagne pour le vote des femmes. L'intervention, à quelques mois seulement de la victoire législative au printemps 1940, arrivait à point. Les étudiantes, presque toutes anglophones, ont beaucoup aimé cette intervention. Elle leur ouvrait une fenêtre sur un côté sérieux des femmes du Québec que la plupart ignoraient, jusque-là. Quelques-unes connaissaient l'histoire des suffragettes britanniques Emeline et Sylvia Pankhurst, ou encore celle de Nellie McClung de l'Ouest [204] canadien, mais le préjugé aidant, très peu d'entre elles avaient la moindre idée du mouvement féministe chez nous.

Par ailleurs, le directeur du département de français à McGill, un monarchiste de France, n'a pas prisé la visite d'une Canadienne française avec des idées dans la tête, sur le campus de cette université anglaise.

À la réunion suivante, la Société française recevait André Laurendeau comme conférencier. Je vous laisse à deviner l'humeur de notre monarchiste français...

C'était le McGill du début de la Deuxième Guerre, où un certain patriotisme pro-british se portait à fleur de peau par un groupe articulé, depuis le chancelier sir Edward Beatty, président du Canadien Pacifique, en passant par quelques professeurs et des étudiants, dirigeants des « fraternités », où sévissait un rigoureux régime de distinction des classes.

Pour des étudiantes innocentes de tous ces stratèges, Thérèse Casgrain avait fait entrevoir autour d'elles tout un monde qu'elles ignoraient et que plusieurs n'étaient pas loin de mépriser.

Lors du sprint final de la campagne pour le vote des femmes, il était certainement évident pour Thérèse Casgrain, pour Idola Saint-Jean et pour d'autres de leurs compagnes averties, qu'en ce temps de guerre, où le Canada était devenu l'arsenal des alliés britanniques, la main-d'œuvre féminine était sollicitée de toutes parts. Dans *Le sommeil de nos os*, une histoire succincte de quelques grèves au Québec entre 1934 et 1944, Évelyn Dumas raconte que l'industrie manufacturière du Québec comptait 180 443 employées et employés en 1939 et que ces chiffres avaient plus que doublé dès 1943. Sous la poussée du prodigieux et implacable ingénieur C.D. Howe, que Mackenzie King avait recruté au Cabinet fédéral, des usines, négligées durant la crise économique, ont vite été réparées, agrandies, modernisées ou bâties à neuf, dans les secteurs de l'avionnerie, des radios et instruments de communication, de fabrication de la poudre de guerre, etc., ainsi que dans l'aluminerie, la production de l'acier, des pneus de caoutchouc, le secteur chimique, etc. Par

ailleurs, les industries traditionnelles du textile, du vêtement, de l'alimentation, se sont mises à fonctionner nuit et jour, six jours par semaine.

[205]

L'immigration étant impensable en temps de guerre, les manufacturiers ont embauché des femmes. Celles-ci ont fait rapidement l'apprentissage de métiers traditionnellement réservés aux hommes, tels ceux de menuisier, machiniste, électricien, opérateur de camions, de grues et d'autres machines lourdes. D'autres femmes ont dû remplacer les hommes comme caissières dans les banques et ont dû répondre à la demande d'une plus nombreuse main-d'œuvre dans une économie fébrile d'activité. Pour tout dire, c'était le temps où jamais de rappeler au gouvernement ses promesses, ce que nos féministes ont su faire avec le succès qu'on leur a reconnu en 1940.

C'est dans ce contexte que le 25 avril 1941, au premier congrès de la Ligue des droits de la femme, Thérèse Casgrain faisait le commentaire suivant :

La vie moderne a pour ainsi dire consacré le travail de la femme hors de la maison, à l'atelier, au bureau, au magasin, dans le commerce aussi bien que dans l'industrie. Quelles sont les conditions de travail auxquelles la femme est assujettie dans notre société ?

L'exploitation du travail féminin n'est pas une hypothèse : c'est une réalité... Nous devons nous préoccuper de ce problème. À travail égal, salaire égal. Car rien au monde ne justifie de traiter différemment, toutes choses égales d'ailleurs, la main-d'œuvre féminine et la main-d'œuvre masculine. Au reste, n'est-il pas prouvé, notamment dans le rapport de l'enquête sur l'industrie du textile [Commission royale Turgeon, 1938] que l'abaissement du salaire féminin entraîne l'abaissement proportionnel du salaire payé à la main-d'œuvre masculine ?

Réclamer la juste rétribution du travail féminin, c'est donc sauvegarder un droit sacré, mais c'est aussi protéger la sécurité de la famille. Quant aux conditions de travail, il suffit pour en saisir l'importance, d'avoir l'esprit chrétien ou le simple respect de la dignité humaine.

Selon l'expression employée par Thérèse Casgrain en 1941, les femmes revendiquaient alors un salaire égal pour un travail égal. Le débat sur la parité salariale à l'Organisation internationale du travail avait été interrompu durant la Deuxième Guerre mondiale pour reprendre en 1946. Ce n'est que plus tard qu'on a revendiqué un salaire égal pour un travail équivalent, aujourd'hui, nous parlons de l'équité salariale, qui est encore loin d'être gagnée.

[206]

À l'endroit des plus démunis, elle avait eu ces paroles :

[...] Que de maux, engendre dans une grande ville l'existence des taudis

[...] Est-il besoin de répéter que le taudis est la plus grande cause de la criminalité juvénile et que la plupart des hommes et des femmes qui peuplent aujourd'hui les prisons ont vécu, enfants, dans ces trous sans lumière ?

En 1946, durant la grève de 6000 travailleurs et travailleuses du textile-coton de Montréal et Valleyfield, Thérèse Casgrain s'est rappelé les conditions de travail difficiles et les salaires déplorables de ces travailleuses et des enfants, selon la description de la Commission royale d'enquête Turgeon. Alors que le Premier ministre Duplessis ne cessait de nous accabler d'injures et de menaces, à grand renfort de publicité, elle avait accompagné maîtres Jacques Perreault et Roger Ouimet en délégation auprès de Mgr Charbonneau, archevêque de Montréal, pour lui parler de la condition humaine dans les moulins de coton et pour solliciter son appui aux grévistes syndiqués. L'archevêque de Montréal avait compris. Il est intervenu en faveur des grévistes, auprès de M. Duplessis, auprès du clergé de Montréal et il déclara que les travailleurs et les travailleuses avaient été victimes d'une conspiration entre M. Duplessis et les magnats des grandes sociétés, pour réprimer le mouvement pour la justice. De même, en 1947, lors de la grève à l'usine de laine Ayers, à Lachute, l'archevêque de Montréal a témoigné son appui aux grévistes.

En 1948, durant mon procès pour conspiration séditionnelle, en marge de la grève de Lachute, alors que j'étais détenue à la prison de Saint-Jérôme, madame Casgrain et madame Constance Garneau étaient venues me témoigner leur appui. À la fin de l'audience en cour, elles se sont approchées et m'ont serré la main avant de partir.

C'est une poignée de main que Maurice Duplessis allait lui reprocher brusquement dès leur rencontre suivante. Quand je l'ai revue beaucoup plus tard, j'ai eu l'impression qu'elle avait été saisie par la mesquinerie méchante de cet homme rancunier qui s'acharnait à épier les personnes qui lui disputaient ses abus de pouvoir.

Plus tard, en 1963, Mary Two-Axe Earley, une Mohawk courageuse, s'était présentée, avec ses compagnes, devant la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme pour revendiquer l'abrogation des sections discriminatoires de la *Loi sur les Indiens*, à [207] l'endroit des femmes et de leurs enfants. Après la comparution, Mary avait appelé madame Casgrain pour solliciter son appui à sa cause. Celle-ci

s'empressa d'obtenir pour les femmes autochtones une rencontre avec M. Jean Chrétien, alors ministre des Affaires autochtones du Canada. Thérèse Casgrain et Grace MacInnis, députée du Nouveau Parti démocratique, avaient accompagné Mary et ses compagnes à la rencontre avec le ministre.

En fait, la Commission royale, présidée par Florence Bird, entérina la revendication des femmes autochtones. On recommandait que la *Loi sur les Indiens* soit modifiée de façon à ce qu'une femme indienne qui épouse un homme qui n'est pas Indien statué, puisse a) garder son statut d'Indienne et b) conférer le statut d'Indien à ses enfants. Il a fallu plus d'une autre douzaine d'années avant que la revendication ne devienne loi, en 1985.

Au printemps 1972, à Toronto, quelque cinq cents femmes, de trois générations, venues de toutes les provinces du Canada, se réunissaient pour discuter du rapport de la Commission Bird et pour s'entendre sur les recommandations qu'elles jugeaient prioritaires eu égard à leurs revendications. Thérèse Casgrain et celle qui vous parle, nous faisons le pendant québécois sur le panel de la plénière d'ouverture.

Ne l'ayant pas revue, surtout depuis les cinq dernières années où je travaillais en Ontario, je l'avais trouvée inquiète devant un groupe articulé de femmes jeunes, portant jeans, chandails et sandales, qui revendiquaient le droit à l'avortement gratuit sur demande et des garderies accessibles, subventionnées par l'État.

Toutefois, elle a eu le plaisir de retrouver aussi, à cette conférence de fondation du Comité canadien sur le statut de la femme, une Laura Sabia, anciennement de Montréal et féministe bien connue, de nombreuses militantes de La Voix des femmes qui lui étaient familières, Yvette Rousseau, qui dirigeait la délégation du Québec, et Mary Two-Axe Earley, heureuse de voir là une dame sympathique déjà gagnée à sa cause.

Il n'est pas dit qu'on doive toujours, et en tous points, être d'accord avec les personnes auxquelles on voue un grand respect. Ainsi, quoique j'aie été, à l'occasion, dans le camp opposé à celui qu'avait choisi Thérèse Casgrain, surtout lors de la promulgation de la [208] *Loi sur les mesures de guerre*, je tiens à lui rendre hommage pour la grande portée de sa contribution à la cause des femmes, des personnes démunies et de la justice sociale.

Si elle vivait aujourd'hui, je crois qu'avec l'esprit de logique qu'on lui connaissait, elle serait de nouveau aux côtés de sa vieille amie Mary Two-Axe Earley, dans le combat des femmes autochtones pour ne pas être exclues par leurs frères de la table des négociations constitutionnelles et pour obtenir la garantie de la protection de la *Charte des droits* ou son équivalent, advenant le cas où les peuples autochtones vivraient leur droit à l'autodétermination.

[209]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Cinquième partie :
Thérèse Casgrain et les luttes pour la justice sociale.

3.

" La Ligue des droits de l'homme
des années soixante. "

*par Dominique Leclercq **

[Retour à la table des matières](#)

Au début des années soixante, la grande noirceur du régime de Duplessis est terminée et un gouvernement libéral laisse présager une ère nouvelle. Thérèse Casgrain, alors âgée de soixante-sept ans, fait partie, ainsi que l'avocat Frank Scott, des personnes contactées « lorsque Pierre Elliott Trudeau, Jacques Hébert et J. Z. Léon Patenaude sentirent le besoin de créer une association permanente qui assurerait unité et efficacité à des efforts jusque-là isolés et ponctuels²²⁵ [...] »

En effet, durant les années cinquante, ils s'étaient tous opposés au régime de Duplessis et avaient combattu à plusieurs reprises pour les libertés fondamentales et les droits individuels. Jacques Hébert avait notamment dénoncé le scandale d'un adolescent détenu sans procès et Pierre Elliott Trudeau en avait porté avec succès la cause devant les tribunaux. Frank Scott avait mené la fameuse affaire Roncarelli

* Dominique Leclercq est ex-directrice générale de la Ligue des droits et libertés.
²²⁵ Lucie LAURIN (1985). *Des luttes et des droits : Antécédents et histoire de la Ligue des droits de l'homme de 1936 à 1975*, Montréal, Éditions du Méridien, p. 58.

et la cause Switzman à la suite de laquelle la *Loi du cadenas* fut abrogée en 1957. Thérèse Casgrain, quant à elle, avait grandement contribué par son action de longue haleine à obtenir le droit de vote des femmes au Québec.

Il s'agissait désormais de participer à l'avènement au Québec d'une société plus conforme aux idéaux démocratiques et respectueuse des droits de l'homme. En ce sens, l'existence d'un organisme qui donnerait une impulsion et une orientation s'imposait.

Les cinq personnes susnommées forment un conseil d'administration provisoire et décident d'établir une liste de vingt-cinq noms de [210] personnalités susceptibles d'être élues au premier conseil d'administration : sont choisis des avocats renommés, des journalistes, des étudiants présidents de leur association, etc., et parmi eux huit anglophones. D'emblée, les fondateurs envisagent un organisme de prestige regroupant des individus et ayant pour but de promouvoir tous les droits de l'homme.

Pour donner le ton, le congrès de fondation de la Ligue des droits de l'homme ²²⁶ a lieu, le 29 mai 1963, dans la salle des banquets du Cercle universitaire de Montréal, situé nulle part ailleurs que dans la maison natale de Thérèse Casgrain, fille du financier Rodolphe Forget. De plus, une lettre d'encouragement du juge en chef de la Cour suprême du Canada est lue aux participants.

Pierre Elliott Trudeau présente les objectifs et les statuts et règlements proposés pour la future association, qu'il a lui-même rédigés. Les objectifs adoptés se résument comme suit : 1) protéger tous les droits de l'homme (sans distinction de sexe, de religion ou d'origine ethnique), en particulier les libertés fondamentales et l'égalité de tous devant la loi 2) informer le public des lois et intervenir en faveur des parties lésées et 3) réclamer des modifications aux lois.

Le premier conseil d'administration élu reflète le milieu social qui caractérisera la Ligue des années soixante. En effet, à côté des fondateurs se retrouvent Yves Michaud, René Hurtubise, Bernard Landry, Jean-Charles Harvey, entre autres.

Quant au mode de fonctionnement choisi, il vaut la peine d'être mentionné étant donné son influence sur les possibilités d'action de la Ligue. Afin de garantir la totale indépendance de l'organisme, le financement reposait uniquement sur les cotisations des membres. Il n'y avait donc pas de secrétariat permanent. Les membres du conseil d'administration se réunissaient chez l'un ou l'autre et se partageaient les tâches en formant au besoin des commissions qu'ils présidaient ²²⁷.

²²⁶ Devenue Ligue des droits et libertés en 1979.

²²⁷ Voir Lucie LAURIN (1985). *Op. cit.*, p. 66-68.

Seule femme parmi les cinq fondateurs de la Ligue des droits de l'homme (LDH), Thérèse Casgrain fut également la seule parmi eux qui s'y engagea avec dévouement et ténacité de 1963 à 1970. Elle présida la Commission des droits de la femme, une des six commissions [211] créées à la fondation et aussi une des plus actives. En tant que vice-présidente dès 1964 et en tant que présidente de 1966 à 1970 (malgré une courte interruption en 1968), elle veilla aux destinées de la Ligue et fut de tous les grands dossiers. Ceux-ci concernaient notamment les chartes des droits, l'administration de la justice pénale, les abus des forces policières envers les opposants politiques, les droits des personnes détenues, les atteintes à la liberté d'expression, l'écoute électronique, etc ²²⁸.

Nous verrons sa contribution dans les domaines dans lesquels elle fut particulièrement active : droits des femmes et droits des personnes détenues et, d'une manière générale, son rôle dans la vie et l'orientation de l'organisme.

Responsable de la Commission des droits de la femme, « Thérèse Casgrain avait mandat d'examiner toutes les législations pouvant affecter les conditions de vie des femmes ²²⁹ ». En 1964-1965, cette commission s'est ainsi réunie à plusieurs reprises pour étudier le « bill 16 » sur les régimes matrimoniaux et d'autres lois concernant les femmes, en particulier la loi des salaires. Thérèse Casgrain avait été sensibilisée depuis longtemps par des femmes mariées qui n'avaient pu disposer à leur convenance de sommes d'argent leur appartenant (biens communs dilapidés par le mari, montant reçu d'une assurance dépensé par le mari, etc.). Aussi était-il clair pour elle que seul le régime de séparation de biens permettait d'éviter ce genre de problèmes.

Sous les auspices de la Ligue a lieu, en mars 1965, une conférence publique de l'avocate Pierrette Moisan intitulée « Le bill 16 est-il un progrès ? » Selon M^e Moisan, bien que le mot obéissance ait disparu du contrat de mariage, le bill ne favorise que la femme mariée sous le régime de la séparation de biens. Dans ce cas seulement sa capacité pleine et entière est établie. Il faut donc d'urgence modifier la réglementation concernant le régime de la communauté de biens.

La Ligue crée alors le Comité des régimes matrimoniaux, présidé par Thérèse Casgrain, afin de préparer des propositions à présenter au législateur. Lorsque les membres du comité font rapport à la réunion du conseil d'administration de novembre 1966, ils étalent [212] leur désaccord. Certains sont en faveur de la « société » préconisée par les codificateurs, les autres - dont Thérèse Casgrain - sont en faveur

²²⁸ *Idem*, p. 69-84.

²²⁹ *Idem*, p. 84.

de la séparation de biens. Après un débat assez vif, c'est finalement la position de Thérèse Casgrain qui l'emporte à la réunion du conseil d'administration de décembre.

La Presse du 4 mars 1967 donnera un grand écho à cette prise de position de la Ligue puisqu'elle titre : « La Ligue des droits de l'homme marque sa préférence pour le régime de séparation de biens » et fait le compte rendu de la comparution de la LDH devant la Commission de révision du *Code civil* concernant les régimes matrimoniaux.

Le mémoire de la LDH, qui était appuyé par la CSN, la FTQ et l'UCC, a ensuite été soutenu devant le Comité de réforme du *Code civil*.

Plus tard, en 1969, lorsque le « bill 10 » visant à instaurer le régime légal de la communauté réduite aux acquêts sera présenté, on ne s'étonnera pas que ce soit Thérèse Casgrain qui représente la Ligue pour s'y opposer.

En 1966, le Comité sur les lois de l'adoption formé de Thérèse Casgrain et de M^e Hurtubise avait préparé la comparution de la LDH devant la Commission de révision de la *Loi de l'adoption*. Ce mémoire avait également été appuyé par la CSN et la FTQ.

En 1967, la Ligue a prôné, devant la Commission de révision du *Code civil*, l'uniformisation et le caractère obligatoire du mariage civil, indépendamment de tout mariage religieux.

Un autre projet législatif de grande importance pour les femmes a été examiné par la Ligue à cette époque, sur proposition du D^r Henry Morgentaler, alors membre du conseil d'administration. Il s'agit du « bill omnibus » relatif à la réforme des lois concernant l'avortement. Après amendement et débat, le vote sur le projet de résolution présenté par Dr Morgentaler est divisé : 5 pour, 4 contre - dont Thérèse Casgrain - et 2 abstentions. Le conseil d'administration décide de ne pas agir avant d'avoir pris avis des membres absents. Les trois absents sont pour.

Comme on le sait, Thérèse Casgrain était contre l'avortement par conviction religieuse, et la résolution finalement adoptée par la [213] Ligue reflète bien son influence. En effet, il est décidé que le communiqué de presse et la lettre au ministre de la Justice mettront en évidence le fait que la LDH est « en faveur de la liberté individuelle face à l'avortement et non en faveur de l'avortement comme tel et qu'elle reconnaît les difficultés morales de l'individu face à cette décision ²³⁰ ».

Parmi les autres contributions de Thérèse Casgrain concernant les droits des femmes, il faut mentionner l'intérêt qu'elle portait aux cas individuels et collectifs

²³⁰ LDH (1968). *Procès-verbal de la réunion du conseil d'administration* du 25 mars.

de discrimination. Par exemple, en 1965 elle attira l'attention du conseil d'administration sur la situation des hôtesse de l'air qui devaient rester célibataires et, de toute manière, étaient congédiées à l'âge de trente-deux ans ²³¹. De même, on doit probablement à son zèle le fait que la Ligue ait adressé une lettre de protestation, qui sera publiée par les journaux, au président de la Chambre de commerce du Canada. Celui-ci avait décidé d'organiser à travers le Canada une tournée d'études de trois semaines pendant l'été 1969, réservée aux seuls garçons.

Enfin, c'est bien évidemment à Thérèse Casgrain qu'est confiée ainsi qu'à M^e Verdy la rédaction du mémoire de la Ligue à l'intention de la Commission fédérale d'enquête relativement au droit des femmes.

Dès le début de sa présidence en 1966, Thérèse Casgrain a manifesté sa préoccupation pour l'administration des prisons et des pénitenciers. Elle a assisté à Ottawa à une conférence fédérale sur ce thème et, après avoir visité la prison de Sherbrooke, elle a fait auprès du gouvernement du Québec des recommandations dont l'administration des prisons a été saisie.

Par la suite, elle a été très engagée dans l'action de la Ligue en faveur des droits des personnes détenues. Cette action s'est exercée sur trois fronts principaux : l'opposition à la construction d'un nouveau pénitencier au Québec, la visite systématique des prisons et la demande d'amélioration des conditions de détention à la suite d'un certain nombre de suicides.

[214]

Des représentations ont été faites auprès du solliciteur général et du ministre fédéral de la Justice contre la construction au Québec du pénitencier spécial de Sainte-Anne-des-Plaines (Archambault). Malheureusement, elles ont échoué. La présidente souligne que ce pénitencier sera le seul de ce type à être construit au Canada ²³². En effet, devant les objections d'un comité parlementaire et de l'opinion publique, les autres projets ont été abandonnés. Thérèse Casgrain déplore ces « deux distinctions peu enviables » pour le Québec puisque ce pénitencier va s'ajouter à l'Unité spéciale de correction, inaugurée récemment à Saint-Vincent-de-Paul et contre la construction de laquelle la Ligue avait organisé une manifestation publique en 1965 ²³³.

Début 1968, Thérèse Casgrain visite avec des membres du conseil d'administration plusieurs centres de détention provinciaux. Ils en ressortent bouleversés et

²³¹ Exemple cité par Lucie LAURIN (1985). *Op. cit.*, p. 84.

²³² LDH (1968). Discours à l'assemblée générale du 9 mai.

²³³ Lucie LAURIN (1985). *Op. cit.*, p. 79.

s'entendent sur le besoin d'une « étude approfondie et soutenue » des conditions de vie dans ces institutions. Selon eux, la Ligue devrait avoir une « action permanente et prioritaire dans ce secteur ». Thérèse Casgrain propose, en outre, qu'une délégation se rende auprès du ministre de la Justice pour réclamer « le droit au travail des prévenus et des modifications à d'autres conditions de détention ²³⁴ ».

Ces visites ont eu un retentissement considérable, à tel point qu'il a été envisagé d'obtenir un droit de visite dans tous les centres. De plus, la LDH s'est vue fréquemment demander quels sont les droits des prisonniers durant leur incarcération.

Thérèse Casgrain avait été alertée, en août 1967, par le suicide d'un jeune de 17-18 ans à Bordeaux et s'était informée auprès des autorités de la prison, du coroner et de la famille, des circonstances de cette mort. Dès ce moment, il avait été question que la LDH recommande une enquête sur les suicides des détenus.

À l'automne 1969, le problème est remis à l'ordre du jour à cause d'un cas de pendaison à Bordeaux dont les faits sont troublants. Le conseil d'administration de la LDH autorise sa présidente, Thérèse [215] Casgrain, à demander lors de son entrevue avec le ministre de la Justice du Québec « le droit de visite à la prison de Bordeaux pouvant s'exercer en tout temps et sans préavis pour trois délégués que la LDH désignera de temps à autre ²³⁵ ». À la réunion suivante du conseil d'administration la résolution sera amendée pour y inclure tous les lieux de détention, y compris les postes de police. Thérèse Casgrain a mené avec succès cette affaire puisqu'elle a obtenu le droit de visite réclamé.

À la suite d'une série de suicides, Thérèse Casgrain a participé avec trois autres membres du conseil d'administration à la visite de l'aile psychiatrique du pénitencier Saint-Vincent-de-Paul. Une lettre ouverte, publiée par les journaux le 25 mai 1970, a été adressée au solliciteur général du Canada, Georges McIlraith. La LDH recommandait d'humaniser le régime de détention en créant des ateliers de travail, en prévoyant une thérapie et en organisant des activités récréatives, afin de rompre l'isolement des personnes détenues. La réponse d'Ottawa n'a consisté qu'à améliorer physiquement les lieux. Entre temps d'autres suicides se sont ajoutés à la liste et, le 1^{er} septembre 1970, un neuvième suicide a lieu au pénitencier de Saint-Vincent-de-Paul ²³⁶. À nouveau, la LDH envoie à McIlraith une lettre ouverte dénonçant « les

²³⁴ LDH (1968). Procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 25 mars.

²³⁵ LDH (1969). Procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 27 novembre.

²³⁶ *Le Devoir*, 1^{er} septembre 1970.

insuffisances des mesures adoptées et la lenteur de leur exécution ²³⁷ ». Après avoir envisagé que Thérèse Casgrain prenne rendez-vous avec le solliciteur général, la Ligue en vint à la conclusion que seule une campagne médiatique pourrait le faire bouger. C'est alors que sont survenus les événements d'octobre 1970.

Son action en faveur des droits des femmes et des droits des personnes détenues montre que Thérèse Casgrain s'engageait beaucoup quand des principes lui tenaient à cœur. De même, ses interventions pour l'abolition de la peine de mort et pour ouvrir les frontières aux réfugiés illustrent sa largeur de vues et sa grande humanité.

[216]

En ce qui concerne le rôle que Thérèse Casgrain a pu jouer dans la vie interne de l'organisme, on peut dire que, profondément convaincue de la valeur des droits individuels, elle a incarné la continuité avec les objectifs déterminés à la fondation. Son expérience et sa force de conviction ont non seulement constitué de précieux atouts pour la Ligue, mais ont sans doute aussi permis qu'à la suite de tensions et de divisions, les membres du conseil d'administration se rallient autour d'elle pour poursuivre les activités.

À plusieurs reprises, en effet, s'est posé le problème de l'avenir et de l'efficacité de la Ligue. Une première fois, un débat avait eu lieu, au printemps 1967, à la suite des avances répétées du Comité pour la défense des droits de l'homme (CDDH) qui proposait d'unir les efforts et les secrétariats. Créé à peine un an après la LDH, il se différenciait de celle-ci en ce qu'il regroupait des organisations populaires et syndicales et mettait l'accent sur les droits des minorités. La Ligue, jalouse de son indépendance et malgré ses difficultés financières, avait finalement, après mûre réflexion, refusé la proposition ²³⁸.

Plus tard le débat rebondit, mais mit cette fois en présence deux positions irréciliables : les uns voulaient que la Ligue devienne un club, les autres souhaitaient « un secrétariat adéquatement financé permettant d'entreprendre des tâches plus ambitieuses ²³⁹ ». Aucune ne l'emporta, mais ce fut un tournant. Thérèse Casgrain ne fut pas réélue présidente à l'assemblée générale du 9 mai 1968 ; c'est elle qui

²³⁷ LDH (1970). Procès-verbaux des réunions du conseil d'administration du 27 août et du 9 septembre.

²³⁸ Voir Lucie LAURIN (1985). *Op. cit.*, p. 52 et ss.

²³⁹ Idem, p. 88.

succédera cependant au nouveau président quand il démissionnera quelques mois plus tard, ne croyant plus à l'efficacité de la Ligue ²⁴⁰.

En raison de l'origine de ses membres, la Ligue des années soixante a des relations cordiales avec le pouvoir. À cet égard, Thérèse Casgrain, qui toute sa vie a côtoyé des ministres, des députés, des sénateurs, se fait confier un certain nombre de missions. Certaines peuvent nous paraître aujourd'hui pour le moins cocasses, d'autres pourront se révéler utiles. En voici quelques exemples.

En 1965, Thérèse Casgrain propose de s'informer auprès de l'ambassadeur canadien aux Nations-Unies de l'allégeance communiste ou non de la Fédération internationale des droits de l'homme à [217] laquelle la Ligue hésitait à s'associer ! À propos du divorce aux circonstances particulières d'une femme sans moyens financiers, Thérèse Casgrain se charge de contacter M^e Émile Colas, président de l'assistance judiciaire, et M^e Philippe Vineberg, bâtonnier ²⁴¹ ! Dans le même ordre d'idées, à la suite de l'arrestation par la police d'une femme qui avait lancé des cailloux sur la voiture d'un chauffeur de taxi qui la suivait et l'ennuyait, Thérèse Casgrain convoquera chez elle le chef de la police de Montréal, monsieur Saint-Aubin, pour lui exposer le problème ²⁴².

En juin 1968, le conseil d'administration confie à Thérèse Casgrain, par ailleurs membre du Comité consultatif sur la justice, la tâche d'explorer auprès du gouvernement la possibilité qu'il assume les frais d'adaptation et de publication en français de la brochure *Arrestation et Détention*. Cet ouvrage, rédigé par la Canadian Civil Liberties Association of Toronto, explique les droits des citoyennes et citoyens et les obligations des autorités lors d'une arrestation ou d'une perquisition ²⁴³. Cette brochure sera finalement lancée par la Ligue en avril 1970.

Après que le ministre de la Justice Jérôme Choquette n'eut pas rempli la promesse qu'il avait faite aux membres de la Ligue, réunis en assemblée générale le 25 mai 1970, de présenter à la session d'automne un projet de loi sur le *Décatalogue* (dix articles touchant les libertés fondamentales devant être incorporés au *Code civil*),

²⁴⁰ Idem, p. 89.

²⁴¹ LDH (1969). Procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 8 septembre.

²⁴² LDH (1970). Procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 7 mai.

²⁴³ LDH (1968). Procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 18 juin.

c'est Thérèse Casgrain qui fut chargée de s'informer auprès de lui de la situation du projet de loi et de la date à laquelle il serait soumis à l'assemblée législative ²⁴⁴.

Par contre, on a pu considérer que certaines de ces relations cordiales avec le pouvoir nuisaient à l'indépendance de la Ligue. Il en est ainsi des rapports qu'entretenait Thérèse Casgrain avec son « fils spirituel », Pierre Elliott Trudeau. Dès 1965, elle avait proposé qu'une charte des droits de l'homme soit incluse dans la *Constitution* du [218] Canada. Aussi lorsque Pierre Elliott Trudeau, alors ministre fédéral de la Justice, déposa un projet de charte des droits, affirma-t-elle que la Ligue ne pouvait qu'appuyer le projet fédéral, alors que d'autres membres du conseil d'administration y voyaient plutôt des manœuvres politiques. La résolution du conseil d'administration de la Ligue fut finalement la suivante :

Sans entrer dans les débats politiques entourant les discussions constitutionnelles, la LDH se prononce en faveur du principe de l'insertion d'une Charte des droits universels de l'Homme, dans les constitutions fédérale et provinciale, comme partie inaliénable des dites constitutions. La Ligue se prononce également en faveur du principe de l'application comme droit vivant et de la mise en force d'une telle charte, par une juridiction constitutionnelle efficace et indépendante ²⁴⁵.

Un autre exemple illustre clairement cet aspect du rôle que jouait Thérèse Casgrain à la Ligue. Dans son discours à l'assemblée générale du 9 mai 1968, la présidente Thérèse Casgrain souligne ainsi la fin de la session parlementaire :

[Elle a apporté] une moisson particulièrement abondante de projets de loi encourageants et souvent en étroite harmonie avec les principes qui inspirent la Ligue des droits de l'homme. Ceci n'est d'ailleurs pas sans rapport avec la personnalité du ministre de la justice - maintenant Premier ministre - et membre fondateur de la Ligue. Ainsi la nouvelle loi sur le divorce sera proclamée sous peu et le bill omnibus sera réin-

²⁴⁴ LDH (1970). Procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 24 septembre.

²⁴⁵ LDH (1968). Procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 3 février.

troduit à la prochaine session. Il faut encourager le gouvernement à ne pas se laisser intimider ²⁴⁶.

Enfin, dans la même veine, l'application de la *Loi des mesures de guerre* allait pour ainsi dire sonner le glas de l'engagement de Thérèse Casgrain à la Ligue. En effet, elle n'est certainement pas étrangère au communiqué pour le moins contradictoire qu'a publié la LDH en octobre 1970 et qui valut à cette dernière de nombreuses critiques. On peut y lire que la LDH ne peut « accepter à aucun prix l'utilisation de la *Loi des mesures de guerre* » et, un peu plus loin, « que le Gouvernement fédéral a agi dans l'intérêt des citoyens ». Pierre Elliott Trudeau l'a d'ailleurs utilisé à la radio pour se justifier. Comme dit l'auteure Lucie Laurin :

²⁴⁶ Voir Lucie LAURIN (1985). *Op. cit.*, p. 91 et 92.

[219]

Octobre 1970 sonna l'heure des grands changements [et] fit éclater un conflit qui couvait depuis quelque temps entre les éléments conservateurs du conseil d'administration et des nouveaux venus qui rêvaient de rajeunir la Ligue ²⁴⁷.

La Ligue des années soixante avait eu une approche humaniste en défendant des droits individuels souvent dans des situations d'exception. Elle était restée fermée aux organisations syndicales, populaires et démocratiques. Celle des années soixante-dix allait pouvoir jouer un « rôle d'agent de transformation sociale » avec la participation de membres progressistes défendant des droits collectifs ²⁴⁸.

Thérèse Casgrain, bien que toujours proche, s'est peu à peu retirée dans les premiers mois de 1971. Une de ses dernières actions à la Ligue fut de rédiger un communiqué à propos de la *Loi sur les jurés*, afin de permettre aux femmes d'exercer cette fonction et de démocratiser le choix des personnes candidates. Le projet de loi déposé peu après sera conforme aux représentations faites par la Ligue.

²⁴⁷ *Idem*, p. 90 et 151.

²⁴⁸ *Idem*, p. 151 et 152.

[221]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Cinquième partie :
Thérèse Casgrain et les luttes pour la justice sociale.

4.

" Le versement des allocations familiales aux mères québécoises. "

*par Denyse Côté **

[Retour à la table des matières](#)

Les deux pages et demie que Thérèse Casgrain consacrait dans *Une femme chez les hommes* ²⁴⁹ à son intervention en faveur du versement aux mères québécoises des allocations familiales fédérales m'avaient intriguée. Je proposai donc ce thème aux organisatrices du colloque : ce serait l'occasion pour moi d'élucider certaines questions soulevées par cette première lecture. Thérèse Casgrain racontait en effet comment elle avait procédé pour renverser une décision d'Ottawa, décision qui avait été prise en consultation avec le gouvernement duplessiste et qui privait les mères québécoises d'un privilège accordé *de facto* aux autres mères canadiennes. Comment en était-on arrivé là ? Que représentaient ces allocations familiales pour Thérèse Casgrain, pour nos politiciens à Québec et à Ottawa, et pour les femmes québécoises et canadiennes ? Et quels avaient été leurs rôles respectifs ?

* Denyse Côté est professeure au département des sciences humaines de l'Université du Québec à Hull.

²⁴⁹ Voir Thérèse CASGRAIN (1971). *Une femme chez les hommes*, Montréal, Éditions du Jour, 296 p.

Notre recherche dans les archives de la Ligue des droits de la femme ne donna aucun résultat ; celle dans les archives personnelles de Thérèse Casgrain se conclut par la découverte d'une seule lettre au sujet des allocations familiales datant de 1972 ²⁵⁰ ; tandis que la fouille des quotidiens ne nous rapporta qu'une courte lettre ouverte de Thérèse Casgrain au quotidien *Le Devoir* en date du 8 juin 1945.

Contrairement à la question du droit de vote des femmes, Thérèse Casgrain avait donc peu écrit sur la question des allocations familiales : sans doute parce que son action avait été ponctuelle et couronnée de succès. Les quotidiens de 1945 avaient parlé du [222] nouveau programme d'allocations familiales, et du versement aux mères de ces allocations, en particulier dans leurs pages féminines. Mais ce sont d'autres préoccupations qui faisaient les manchettes en cette dernière année de la Deuxième Guerre mondiale ²⁵¹.

Les allocations familiales fédérales représentaient en 1945, année de leur entrée en vigueur, 25 % du coût d'entretien d'un enfant ²⁵². Elles devaient être versées à toutes les mères canadiennes selon le nombre d'enfants par famille. Mais au Québec, à la suite de l'intervention de Maurice Duplessis, Premier ministre de la province, les chèques d'allocations familiales seraient versés aux pères. Thérèse Casgrain, féministe, épouse d'un député fédéral, liée à certains milieux politiques québécois, et ayant accès en même temps aux coulisses d'Ottawa, y a vu une discrimination à l'égard des mères québécoises. Pour bien comprendre la portée de son action, attachons-nous d'abord aux événements qui ont mené à cette situation ²⁵³.

²⁵⁰ Cette lettre adressée à Pierre Trudeau, Premier ministre du Canada, portait sur l'harmonisation des allocations familiales provinciales et fédérales.

²⁵¹ L'historien Robert Rumilly passe l'incident sous silence, mais des écrits plus récents en font état ; voir Geneviève AUGER et Raymonde LAMOTHE (1981). *De la poêle à frire à la ligne de feu : la vie quotidienne des Québécoises pendant la guerre 39-45*, Montréal, Boréal Express, 232 p. ; Dominique JEAN (1989). *Familles québécoises et politiques sociales touchant les enfants, de 1940 à 1960 : Obligation scolaire, allocations familiales et travail juvénile*, thèse de doctorat, Montréal, Université de Montréal ; et Yves VAILLANCOURT (1988). *L'Évolution des politiques sociales au Québec - 1940-1960*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 513 p.

²⁵² Leur valeur monétaire a décliné rapidement au cours des années. En effet, les allocations familiales fédérales n'ont été indexées qu'en 1974.

²⁵³ Voir la chronologie en annexe.

Depuis 1933, la question des allocations familiales avait été un cheval de bataille de le CCF ²⁵⁴ et d'une coalition d'organisations populaires au Canada anglais. Le Congrès du travail du Canada et Charlotte Whitton s'étaient prononcés contre un tel programme ; ils argumentèrent que les salaires des travailleurs devraient permettre de subvenir aux besoins des familles, que les sommes d'argent devraient plutôt être consacrées à des services collectifs (comme des garderies), et que de telles allocations constitueraient un *baby bonus* pour un Québec aux familles prolifiques. Au Québec, les syndicats catholiques reliaient la question des allocations familiales au salaire familial et à l'instruction [223] obligatoire. Si le salaire du père était insuffisant pour subvenir aux besoins de la famille et que les enfants devaient étudier, les familles des travailleurs auraient besoin d'allocations familiales.

En 1940, Keynes élaborait ses théories sur le rôle de l'État dans la gestion de l'économie nationale. Dans son ouvrage intitulé *How to pay the War*, il suggérait notamment l'application d'un système d'allocations familiales, coûteux mais nécessaire. En 1943, treize pays d'Europe (dont la France et l'Angleterre), quatre pays d'Amérique du Sud, la Nouvelle-Zélande et l'Australie avaient mis sur pied un programme d'allocations familiales. Au Canada, pendant la guerre, les épouses et les enfants des combattants recevaient déjà des allocations après six mois de service de l'époux.

En 1943 également, le rapport Marsh ²⁵⁵, considéré comme l'un des fondements de l'État-providence canadien, proposait la mise sur pied d'un système global de sécurité sociale comprenant un programme d'allocations familiales ²⁵⁶. Reliant le salaire à la productivité, le rapport Marsh s'éloignait de la notion courante du salaire familial (le salaire étant relié, selon cette conception, au nombre d'enfants à charge du salarié). L'État devait subvenir aux besoins qui ne pouvaient être comblés par les salaires : vieillesse, invalidité, chômage et familles nombreuses ²⁵⁷. Les allocations familiales ne devaient être qu'un volet spécifique à l'intérieur d'un système global de sécurité sociale. Il s'agirait de prestations universelles versées selon des critères spécifiques, et contrôlées par le gouvernement fédéral de façon à assurer des normes minimales dans tout le territoire canadien. Le montant du versement devait se situer en deçà des besoins réels afin de ne pas trop influencer les salaires, sans

²⁵⁴ Le CCF (Cooperative Commonwealth Federation) avait inclus les allocations familiales dans son programme de parti.

²⁵⁵ Voir L. C. MARSH (1943). *Rapport sur la sécurité sociale au Canada*, Ottawa, Imprimeur du Roi, 161 p.

²⁵⁶ Voir à ce sujet Yves VAILLANCOURT (1988). *Op. cit.*

²⁵⁷ Marsh considérait qu'un salaire pouvait subvenir aux besoins d'une famille composée d'un ou de deux enfants.

toutefois constituer une somme purement symbolique. Enfin, les allocations familiales devaient être versées aux mères. Le rôle des mères dans la transition de l'économie de guerre à l'économie de paix serait ainsi reconnu, celles-ci demeurant, quel que soit le lot qui leur revienne sur le marché du [224] travail, les gardiennes du foyer et les éducatrices familiales. Les allocations familiales permettraient donc au budget familial d'acquiescer une certaine régularité et une certaine suffisance. De plus, une telle mesure constituerait une reconnaissance concrète des droits individuels des femmes, et permettrait à un plus grand nombre de femmes de quitter volontairement les rangs de la main-d'œuvre à leur mariage ²⁵⁸.

Un an plus tard, en 1944, la Commission nationale du travail en temps de guerre proposait la réglementation des salaires inférieurs à 50 cents de l'heure, et la mise sur pied d'un système d'allocations familiales. Ce rapport aura, nous dit-on, plus d'influence sur le gouvernement que le rapport Marsh. Le 20 juin 1944, fort de ces suggestions, Mackenzie King, Premier ministre canadien de l'époque, dépose le « bill 161 » sur les allocations familiales. Il n'aura retenu que cette mesure, reléguant aux oubliettes les mesures de réglementation des salaires ou de sécurité sociale proposées par les deux rapports canadiens.

L'objectif du « bill 161 » était clair : il s'agissait de stabiliser l'économie d'après-guerre, d'assurer une croissance économique par le biais de la consommation au moment où l'industrie de guerre devrait se convertir en industrie de paix et où l'économie devrait absorber l'arrivée des soldats. Deux millions de dollars, l'équivalent de deux semaines de budget de guerre, furent injectés dans l'économie canadienne par le biais de ce programme. Fin stratège, Mackenzie King voulait aussi par cette mesure dépasser le CCF par la gauche : le CCF avait porté cette revendication depuis plus de dix ans, mais ce seraient les Libéraux qui en recevraient le crédit. De plus, il voulait amadouer le Québec qui s'était éloigné de lui depuis la conscription. Les femmes québécoises, mères de nombreux enfants, seraient sûrement attirées par une telle mesure. Le gouvernement fédéral pourrait aussi faire par ce biais une incursion intéressante dans un domaine de juridiction provinciale, celui de la famille. Enfin, Mackenzie King pensait aux prochaines élections fédérales. Pickersgill, son adjoint et [225] biographe, reprenant les notes manuscrites du Premier ministre, expliquait ainsi son calcul électoral : le projet de loi serait adopté en août 1944 et

²⁵⁸ La notion de retour volontaire des femmes au foyer après la Deuxième Guerre mondiale a été mise en doute par plusieurs auteurs. D'autres mesures incitatives, telles les coupures de subventions du fédéral aux garderies, ont été mises en place à la fin de la guerre, de telle sorte que la main-d'œuvre féminine a retrouvé en 1946 son niveau d'avant-guerre.

les chèques seraient émis le premier juillet 1945, au moment des élections fédérales. Elles serviraient ainsi à mousser sa campagne électorale ²⁵⁹.

À la Chambre des communes, Mackenzie King souligne que cette loi reconnaît la famille comme fondement de la vie nationale. Toutes les familles canadiennes devraient à l'avenir bénéficier des allocations déjà accordées aux personnes à charge des combattants. Une telle aide économique aux familles permettrait de diminuer la pauvreté de plusieurs enfants canadiens. Ceux-ci constituaient un capital humain. Mais leur travail était devenu un passif pour les familles ; il fallait donc corriger cette situation. « Les enfants d'aujourd'hui sont les hommes de demain », clament les publicités du gouvernement fédéral. Le pays a besoin d'enfants forts, en santé, bien nourris et instruits.

Les députés des partis d'opposition demeurèrent sceptiques : ils questionnèrent la constitutionnalité de cette loi dans le cadre des relations fédérales-provinciales, ainsi que son articulation par rapport aux autres lois sociales en vigueur. L'effet des allocations familiales sur l'impôt sur le revenu et le salaire des travailleurs fit aussi l'objet de questions et de commentaires à la Chambre des communes. Plusieurs députés du Canada anglais opinèrent qu'il s'agissait là d'un *baby bonus* aux familles québécoises, toujours plus nombreuses ; ils s'opposèrent au projet de loi pour cette raison ²⁶⁰. En réponse à cette objection, Mackenzie King rendit les allocations décroissantes à partir du cinquième enfant.

La question du versement des allocations fut abordée en filigrane de ce débat en Chambre. La version initiale du projet de loi, nous dit-on, prévoyait le versement des allocations aux mères de famille. Quoi de plus normal ? Les épouses des soldats recevaient déjà une allocation. Les pays administrant un système d'allocations familiales [226] versent tous les chèques au nom des mères. Le rapport Marsh avait suggéré de verser aux mères des allocations familiales pour des raisons pragmatiques : les mères n'étaient-elles pas les gestionnaires du budget familial ? N'était-ce pas là la meilleure garantie que l'argent parvienne directement aux principaux intéressés, les enfants ?

Deux députés demandèrent le versement des allocations familiales aux mères ; il s'agit de Mme Dorise Neilson, du Parti Unité, et de M. Stanley Knowles, de la CCF. Les deux amendements présentés par M. Knowles à cet effet furent rejetés. À une

²⁵⁹ Voir J. W. PICKERSGILL et D. F. FORSTER (1968). *The Mackenzie King Record*, vol. 1939-1944, Toronto, University of Toronto Press.

²⁶⁰ Au Canada, 24,5% des familles canadiennes mais 34,5 % des familles québécoises avaient cinq enfants et plus. Cet écart s'élargissait à l'époque pour les familles de six et sept enfants.

question de la députée Neilson, Mackenzie King répliquait le 26 juillet 1944 qu'une disposition de la loi permettait au Gouverneur général en conseil de déterminer à qui les chèques seraient payables : « On se fondera à cette fin, après conférence avec les provinces, sur les circonstances qui sembleront indiquer à quel parent il convient le mieux d'adresser le chèque ²⁶¹. » En fin de compte, Mackenzie King s'était réservé une marge de manœuvre : il négocierait la question du versement avec les provinces.

Les provinces en général furent mécontentes de l'empiètement du fédéral en matière de politique sociale, que ce soit par le biais de la *Loi sur les allocations familiales*, ou par celui de la création du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. Elles s'opposèrent aux visées centralisatrices du fédéral. Le Premier ministre Drew de l'Ontario fit front commun avec Duplessis pour freiner l'infiltration fédérale dans les domaines de juridiction provinciale. La loi fédérale des allocations familiales constituait selon lui un geste « visant à corrompre la province de Québec, hargneuse et récalcitrante devant l'effort de guerre ²⁶² ».

Au Québec, l'élite clérico-nationaliste s'opposait à la loi fédérale des allocations familiales pour d'autres raisons. Léon Lebel et Émile Bouvier soulignaient dans la revue *Relations* ²⁶³ que cette loi [227] pénalisait les familles nombreuses du Québec par son échelle décroissante. Elle accordait les mêmes droits aux enfants légitimes et aux enfants illégitimes, et elle permettait aux fonctionnaires de s'immiscer au sein de la famille. La famille, affirmait Bouvier, est une société hiérarchisée de droit naturel ayant le père comme chef. Le versement des allocations familiales aux mères constituait donc une menace à cet ordre en consacrant la mère comme administratrice exclusive du foyer. Il créait deux puissances paternelles, et éliminait toute notion de subordination. La puissance de la mère s'exercerait ainsi à l'exclusion du mari, celle-ci devenant, par le biais de cette loi, gérante des allocations familiales. Lebel suggéra son remplacement par un système contributoire d'allocations familiales sans intervention de l'État.

²⁶¹ GOUVERNEMENT DU CANADA (1945). *Débats de la Chambre des communes, 1944-1945*, p. 5601.

²⁶² Cité dans Robert RUMILLY (1969). *Histoire de la Province de Québec*, tome XLI : *La guerre de 1919-1945 : Duplessis reprend les rênes*, Ottawa, Fides, 317 p.

²⁶³ Voir Émile BOUVIER (1944). « Un projet d'allocations familiales », *Relations*, août, p. 202-205 ; Émile BOUVIER (1944). « Les allocations familiales à Ottawa », *Relations*, septembre, p. 240-241 ; et Léon LEBEL (1945). « Les allocations familiales seront-elles accordées aux parents ou aux enfants ? », *Relations*, juillet, p. 73-95.

De façon générale, Maurice Duplessis se rangeait à ces arguments. Arrivé au pouvoir au moment de la sanction de la loi fédérale des allocations familiales, en août 1944 ²⁶⁴, il demanda à Ottawa d'être consulté et revendiqua même, selon l'historien Robert Rumilly, un droit de veto pour le Québec. S'ensuivit un échange de correspondance avec Mackenzie King, en janvier-février 1945. Mackenzie King mit fin à cet échange parce que, selon lui, le débat n'avancait pas. Duplessis consulta trois juristes, P.-B. Migneault, Emery Beaulieu et Edouard Asselin. Ceux-ci en arrivèrent à la conclusion que la loi fédérale des allocations familiales était inconstitutionnelle parce que :

[...] l'effet pratique de la nouvelle loi sera d'enlever dans une appréciable mesure les enfants de moins de seize ans à la juridiction provinciale, qui est leur zone normale, pour les placer dans la sphère fédérale ²⁶⁵.

Duplessis protesta auprès de Mackenzie King.

Nous ne pouvons pas, nous ne devons pas subordonner à l'autorité fédérale, quelle qu'elle soit, le pouvoir de légiférer ou de réglementer en matière de vie familiale, d'éducation et de droit civil. ²⁶⁶

Duplessis fit voter sa propre *Loi des allocations familiales*, appelée le « Bill Duplessis », en février 1945. Elle lui donnait le [228] pouvoir de négocier avec Ottawa en l'enjoignant de collaborer « à l'application d'un système d'allocations familiales plus juste et constitutionnel ²⁶⁷ ». Le débat public sur la question resta clos.

Mackenzie King comptait sur son programme de réformes sociales pour rétablir sa situation électorale. Brooke Claxton, ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, entreprit l'inscription des parents éligibles. Claxton et Mackenzie King

²⁶⁴ Il avait défait le Libéral Adélard Godbout ; celui-ci avait fait la promesse à ses électeurs d'un programme d'allocations familiales.

²⁶⁵ Cité dans Robert RUMILLY (1969). *Op. cit.*, p. 184.

²⁶⁶ *Idem*, p. 186.

²⁶⁷ GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE DE QUÉBEC (1946). *Statuts de la Province de Québec - 1945*, 9 George VI, chap. 6 : *Loi des Allocations familiales*, Ottawa, Imprimeur du Roi, p. 33, 34.

mirent les provinces au défi de les en empêcher ²⁶⁸. Davidson, alors sous-ministre au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social nouvellement créé, désigna la mère comme récipiendaire des chèques d'allocations familiales.

Mais le dossier évolua en coulisse quelques mois plus tard, au moment même où la guerre tirait à sa fin. Vexé de voir le gouvernement fédéral devenir le bienfaiteur des familles nombreuses, et jaloux de son autonomie provinciale, Duplessis s'interposa à Ottawa ²⁶⁹. Fort de l'appui, semblerait-il, des ministres francophones du gouvernement fédéral, il demanda, lors d'une réunion à huis clos, que les chèques soient versés aux pères québécois. Thérèse Casgrain en fut informée par M. Davidson au printemps 1945 : il lui dit que quelque chose se préparait au détriment des femmes du Québec. Pensant immédiatement aux allocations familiales, Thérèse Casgrain obtint rendez-vous le lendemain avec le ministre de la Justice, Louis Saint-Laurent. L'échange fut serré, Saint-Laurent défendit la décision et lui expliqua que le *Code civil* du Québec conférait aux femmes mariées le statut de mineures devant la loi. Thérèse Casgrain lui rétorqua que le « mandat tacite » permettait aux femmes mariées de s'occuper des comptes du ménage.

De retour à Montréal, elle réunit d'urgence un comité, formé de Mmes Constance Garneau, Laure Hurteau, Jean Desprez et Jeanne Barabé-Langlois ²⁷⁰. Elle orchestra une campagne médiatique : le poste CKAC semble avoir été au centre de cette campagne. Le seul écrit de sa plume que j'ai pu retracer nous révèle ses arguments :

[229]

On tente d'expliquer cette injustice en se basant sur notre *Code civil* qui donne aux femmes mariées du Québec la condition de mineure... La *Loi des allocations familiales* est une loi fédérale. Aucune disposition dans cette loi n'exige que le paiement soit fait au père de famille... Aucun article de cette *loi* ne justifie de faire une différence pour la province de Québec et de placer ainsi les femmes de notre province dans une situation inférieure à celle des autres mères du Canada.

Le premier juin 1945, M. Philippe Brais présenta une motion au Conseil législatif à l'effet que les chèques d'allocations familiales fédérales soient versés aux mères de

²⁶⁸ Robert RUMILLY (1969). *Op. cit.*

²⁶⁹ Thérèse CASGRAIN (1971). *Op. cit.*

²⁷⁰ *Idem.*

famille dans la province de Québec. Cette motion fut adoptée à l'unanimité. Le Conseil législatif, l'Union des cultivateurs catholiques, la Fédération provinciale du travail du Canada, le Congrès canadien du travail, la Confédération des travailleurs catholiques et la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste signèrent une lettre ouverte adressée à Brooke Claxton et réclamant le versement des allocations familiales aux mères. « C'est la mère de famille qui élève les enfants et qui est plus au courant des dépenses nécessitées par leur éducation et par leur entretien », affirme la lettre. Les mères sont celles qui sont le plus au courant des besoins du foyer. Le *Code civil* confère certains droits aux femmes du Québec. Les œuvres sociales et institutions de bienfaisance accordent leur aide par l'intermédiaire des mères. Et si les allocations familiales sont versées aux pères, il y a danger que ce ne soit considéré comme une augmentation salariale.

Le Local Council of Women et la Ligue des droits de la femme adressèrent leurs recommandations aux ministres francophones fédéraux du cabinet King ²⁷¹. « Nous demandons que cette injustice envers les femmes du Québec soit au plus tôt rectifiée », écrit la Ligue des femmes. Le comité formé par Thérèse Casgrain voulut inonder le ministère de lettres et de télégrammes de protestation. Cinq cents pétitions et télégrammes y furent adressés.

En peu de temps, Thérèse Casgrain sut trouver des appuis dans différents milieux : chez les chefs ouvriers Perreault, Lamoureux et Provost, chez les travailleurs sociaux (Mme Barabé-Langlois du Bureau d'assistance aux familles et le père Guillemette de l'École de service [230] social de l'Université de Montréal), et même auprès de certains membres du clergé (Mgr Charbonneau qui lui avait accordé la liberté morale de défendre son point de vue). Elle fit face à des oppositions sérieuses, en particulier lors d'une soirée organisée par l'Action catholique.

Thérèse Casgrain était une femme d'influence, interpellée par la justice sociale. Le cas du versement des allocations familiales aux mères du Québec illustre bien son style d'intervention. Québécoise, proche des milieux politiques d'Ottawa et féministe notoire, Davidson lui confia certaines informations privilégiées. Mais ce sont ses entrées auprès des milieux syndicaux et ses contacts auprès de féministes, de travailleurs sociaux et de certains membres du clergé qui lui permirent de mener avec succès cette campagne.

Femme d'action, elle assura le succès de l'opération, mais laissa peu d'écrits derrière elle. Pragmatique, elle concentra ses arguments autour de l'interprétation des droits des femmes mariées selon le *Code civil*, terrain choisi par le Premier mi-

²⁷¹ Voir *La Presse* (6 juin 1945), *Le Devoir* (8 juin 1945) et *The Gazette* (18 juin 1945).

nistre Duplessis lui-même pour avancer la position contraire. Bien que l'épouse soit dépendante de l'époux, avança-t-elle, celle-ci dispose d'un mandat tacite, celui de la gestion du quotidien familial. Par ailleurs, il s'agit d'une loi fédérale et le Québec n'a donc pas juridiction. Enfin, puisque les mères canadiennes vont recevoir les chèques d'allocations familiales, les mères québécoises devraient s'attendre au même traitement.

Thérèse Casgrain n'a pas fait de discours sur la maternité et le rôle maternel. La situation s'y serait facilement prêtée, le temps et l'intérêt lui ont peut-être manqué. Femme moderne, comme elle dira plus tard, elle refusa sans doute le discours conservateur du féminisme maternel. Cependant, elle n'aura pas pris connaissance du discours des féministes anglaises qui, avant elle, s'étaient battues pour le versement des allocations familiales aux mères et avaient réussi à infléchir un vote à la Chambre des communes. Celles-ci avaient avancé que les mères, par leur travail au sein de la famille, rendaient un service à la communauté, et que la société devait par conséquent assumer sa responsabilité face à celles-ci. Thérèse Casgrain ne reprit pas non plus l'argument élaboré dans le rapport Marsh, selon lequel la maternité est un élément constitutif de l'organisation du travail dans un mode de production capitaliste. Enfin, elle ne reprit pas les propos de la députée Neilsen aux Communes. L'épouse, selon Neilsen, ne peut [231] réclamer de son mari une partie de son salaire mais elle devrait recevoir en contrepartie les allocations familiales. « L'indépendance de la femme est un bien nécessaire si l'élément féminin veut acquérir tous les droits inhérents à la citoyenneté complète ²⁷² », affirmait-elle en effet.

Après l'acquisition du droit de vote au Québec, il fallait s'attaquer aux autres carences concernant le statut juridique des femmes mariées au Québec, écrivait Thérèse Casgrain ²⁷³. C'est ce qu'elle a fait. On retrouve dans son action à la fois sa vision du Québec à partir d'Ottawa, son sens profond du fédéralisme, et sa confiance de pouvoir agir de façon à faire changer le cours de l'histoire. « J'ai l'impression, mais on ne me l'a jamais dit, qu'à la suite de nos protestations, de nos réclamations, les chèques avaient été refaits. Ils avaient d'abord été faits aux pères et on les a refaits pour les donner aux mères ²⁷⁴ », dira-t-elle en 1980. Elle mourra sans en avoir reçu la confirmation. Au mois de juin 1945, 70 000 des 370 000 chèques d'al-

²⁷² Voir GOUVERNEMENT DU CANADA (1945). *Op. cit.*

²⁷³ Thérèse CASGRAIN. *La politisation des femmes*, texte d'archives, sans date, p. 3.

²⁷⁴ *Propos et Confidences* (1980). « Une personnalité se raconte - Thérèse Casgrain, sénateur », vidéo, 31 bobine, 36 min., Radio-Canada, 1^{er} juin.

locations familiales avaient déjà été préparés au nom des pères québécois ; ils durent être détruits. De nouveaux chèques furent émis au nom des mères.

232

ANNEXE I

**Versement des allocations familiales fédérales aux mères québécoises :
chronologie des événements en regard de l'intervention de Thérèse Casgrain**

	FÉDÉRAL	QUÉBEC	T. CASGRAIN
1943	Rapport Match re-commande versement aux mères		
20 juin 1944	Dépôt du « bill 161 »		
juillet 1944	Création MSNBES		
17 juillet 1944	Débat sur le « bill 161 »	Campagne électorale Godbout vs Duplessis	
15 août 1944	Sanction royale du « Bill 161 »	Mémoire du Conseil supérieur du travail du Québec recommande versement des allocations aux deux parents	
fin août 1944		Duplessis gagne l'élection	
janvier 1945		Début de la session à l'Assemblée nationale	
30 jan. - 10 fév. 1945	Échange de correspondance Duplessis-King sur les allocations familiales	Échange de correspondance Duplessis-King sur les allocations familiales	
16 février 1945		Débat sur le « bill Duplessis »	
22 février 1945		Sanction de la <i>Loi des allocations familiales</i>	
printemps 1945	Campagne électorale		Davidson informe Casgrain que les chèques d'allocations seront versés aux pères québécois
fin mai 1945	Fin de la guerre en Europe		Campagne radiophonique CKAC et causeries

	FÉDÉRAL	QUÉBEC	T. CASGRAIN
1 ^{er} juin 1945		Conseil législatif motion pour le versement aux mères des allocations familiales	Letres ouvertes Casgrain, Desprez UCC, FPTC, CCT, CTCC. FNSJB, CL (500 pétitions et télégrammes)
1 ^{er} juillet 1945	70 000 chèques adressés aux pères québécois sont retenus		
21 juillet 1945	370 000 nouveaux chèques sont émis au nom des mères		

[234]

BIBLIOGRAPHIE

Monographies

AUGER, Geneviève et Raymonde LAMOTHE (1981). *De la poêle à frire à la ligne de feu : la vie quotidienne des Québécoises pendant la guerre 39-45*, Montréal, Boréal Express, 232 p.

BÉLANGER, Lucie et Ginette BOYER (1989). *Autonomie financière, reconnaissance économique du travail de maternage et crise de l'État-providence : la lutte de la coalition des femmes pour les allocations familiales*, mémoire de maîtrise, Montréal, UQAM, 292 p.

BERTRAND, Réal (1981). *Thérèse Casgrain*, Outremont, Lidec, 63 p.

CASGRAIN, Thérèse (1971). *Une femme chez les hommes*, Montréal, Éditions du Jour, 296 p.

COLLECTIF CLIO (1982). *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, Quinze, 521 p.

GOUVERNEMENT DU CANADA (1945). *Débats de la Chambre des communes, 1944-1945*.

GOUVERNEMENT DU CANADA (1946). *Statuts du Canada - 1944-1945*. 8 George VI, chap. 40 : *Loi ayant pour objet d'établir des allocations familiales*, Ottawa, Imprimeur du Roi, p. 359-364.

GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE DE QUÉBEC (1946). *Journaux de l'Assemblée législative de la Province de Québec - 1945*, 9 George VI, Volume LXXX, Ottawa, Imprimeur du Roi, p. 15 et 73.

GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE DE QUÉBEC (1946). *Statuts de la Province de Québec - 1945*, 9 George VI, chap. 6 : *Loi des Allocations familiales*, Ottawa, Imprimeur du Roi, p. 33, 34.

JEAN, Dominique(1989). *Familles québécoises et politiques sociales touchant les enfants, de 1940 à 1960 : Obligation scolaire, allocations familiales et travail juvénile*, thèse de doctorat, Montréal, Université de Montréal.

[235]

MARSH, L.C. (1943). *Rapport sur la sécurité sociale au Canada*, Ottawa, Imprimeur du Roi, 161 p.

PICKERSGILL, J.W. et D.F. FORSTER (1968). *The Mackenzie King Record*, vol. 1939-1944, Toronto, University of Toronto Press, 1968.

ROY, Thérèse (1948). *Influence économique et sociale des allocations familiales*, thèse de maîtrise, Montréal, Université de Montréal, 62 p.

RUMILLY, Robert (1978). *Maurice Duplessis et son temps*, tome II, Montréal, Éditions Fides, 747 p.

RUMILLY, Robert (1969). *Histoire de la Province de Québec*, tome XLI : *La guerre de 1919-1945 : Duplessis reprend les rênes*, Ottawa, Éditions Fides, 317 p.

VAILLANCOURT, Yves (1988). *L'Évolution des politiques sociales au Québec - 1940-1960*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 513 p.

Articles de périodiques

BOURQUE, Henriette (1945). « La femme et le droit civil », *La Bonne Parole*, vol. XXXV, nos 4 et 5, avril et mai 1945, p. 1-9 et p. 9-13.

BOUVIER, Émile (1944). « Un projet d'allocations familiales », *Relations*, août 1944, p. 202-205.

BOUVIER, Émile (1944). « Les allocations familiales à Ottawa », *Relations*, septembre 1944, p. 240-241.

JEAN, Dominique (1986). « Les parents québécois et l'État canadien au début du programme des allocations familiales : 1944-1955 », *Revue d'Histoire de l'Amérique française*, vol. 40, n° 1, p. 73-95.

LEBEL, Léon (1945). « Les allocations familiales seront-elles accordées aux parents ou aux enfants ? », *Relations*, juillet 1945, p. 174-176.

[236]

LÉPINE, Sylvie (1990). « L'État et les allocations familiales, une politique qui n'a jamais vraiment démarré », *Recherches féministes*, vol. 3, n° 1, p. 65-81.

MORIN, J.G., C.S.R. (1944). « Notre loi des allocations familiales - Injustice sociale », *La Famille chrétienne*, vol. VIII, n° 11, novembre 1944, p. 5-6.

THIBAUDEAU, Eva R. (1945). « En marge des allocations familiales », *La Bonne Parole*, vol. XXXV, n° 3, mars 1945, p. 4.

THIBODEAU, M^{me} Alfred (1944). « Les allocations familiales (textes de correspondance et allocutions) », *La Bonne Parole*, vol. XY-XV, n° 6, p. 11-12.

Articles de quotidiens

La Patrie (17 février 1945). « L'honorable Duplessis prêt à conclure une entente avec Ottawa à propos de la loi des allocations familiales ».

La Patrie (23 février 1945). « La loi des allocations familiales adoptée et sanctionnée à Québec ».

La Presse (19 juin 1945). « À qui sera payée l'allocation familiale ? Mise au point de l'Union Catholique des cultivateurs ».

La Presse (15 juin 1945). « Avez-vous inscrit vos enfants aux Allocations Familiales ? »

La Presse (14 juin 1945). « À qui sera payée l'allocation familiale ? » (lettre ouverte des syndicats).

La Presse (29 mai 1945). « Les Allocations Familiales ont été données au peuple par King ».

La Presse (9 mai 1945). « Les Allocations Familiales et l'impôt sur le revenu ».

La Presse (6 juin 1945). « Message de la Ligue des Droits de la Femme ».

La Presse (9 juin 1945). « L'argent des allocations - Jean Desprez proteste contre le mode de distribution dans la province de Québec ».

[237]

La Presse (26 avril 1965). « Les témoins du passé expriment leur confiance dans l'avenir ».

Le Devoir (8 juin 1945). « Tribune Libre (lettre de Thérèse-F. Casgrain) ».

Le Devoir (14-23 février 1945). Rubrique Session provinciale (Débats à l'Assemblée nationale du Bill Duplessis sur les allocations familiales)

The Gazette (25 juin 1945). « Civil Code Said No Bar to Paying Family Bonus to Mothers in P.Q. ».

The Gazette (9 juin 1945). « Baby-bonus-paid-to-fathers Idea Agitates Mothers in This Province ».

The Gazette (18 juin 1945). « Local Council Protests Manner Of " Baby-Bonus " Payments Here ».

Vidéo

Propos et Confidences (1980). « Une personnalité se raconte Thérèse Casgrain, sénateur », 3^e bobine, 36 min., Radio-Canada. 1^{er} juin 1980.

Archives

Ligue des droits de la femme :

- Correspondance
- Coupures de journaux
- Documentation diverse
- Textes d'émissions de radio

Thérèse Casgrain :

- Correspondance (1922-1959)
- Coupures de presse (1940-1978)
- Discours et articles divers (1938-1971)
- Femmes, documents divers

[239]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

SIXIÈME PARTIE

THÉRÈSE CASGRAIN ET LA POLITIQUE INTERNATIONALE

Participantes et participant

André DONNEUR
Jeanne DUVAL
Candace LOEWEN
Marie-Blanche TAHON

Présentation

Robert COMEAU

[Retour à la table des matières](#)

[241]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Sixième partie :
Thérèse Casgrain et la politique internationale.

PRÉSENTATION

*par Robert Comeau**

[Retour à la table des matières](#)

André Donneur, spécialiste de l'histoire de l'Internationale socialiste, nous présente une facette de l'activité internationale de Thérèse Casgrain. Celle-ci participe en tant que vice-présidente du parti CCF au Congrès de Francfort (1951). Ce parti se rattache au courant social-démocrate et a dû se démarquer fermement du Parti communiste auquel ses adversaires l'associèrent. Ainsi, au plan international, elle intervient pour faire enlever la référence au marxisme de la déclaration de principes de l'Internationale socialiste. M. Donneur nous décrit aussi sa tournée en Asie en 1956 où elle rencontra des dirigeants de partis socialistes. On aborde également son intervention à la réunion du Conseil de l'Internationale socialiste tenue à Haïfa en Israël en 1963.

En 1961, Thérèse Casgrain fondait la section québécoise de La Voix des femmes, organisation pacifiste regroupant des femmes des pays occidentaux opposés à l'armement nucléaire. Madame Candace Loewen aborde son rôle et les débats internes

* Robert Comeau est professeur au département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal.

au sein de cet organisme de 1961 à 1963, date où elle pose sa candidature au poste de candidate de la paix du parti NPD lors de l'élection fédérale.

L'auteure s'intéresse particulièrement à l'événement de novembre 1962 du « convoi pour la paix » : cette manifestation publique des femmes pacifistes en aurait drogué plus d'un. On se souviendra qu'en 1963, l'« homme de la paix », Lester B. Pearson, avait changé la politique du PLC en acceptant l'utilisation d'ogives nucléaires. Pendant ce temps, des militantes de La Voix des femmes appuient Maryon Pearson, membre honoraire de leur organisation. Ne voulant pas poursuivre le combat contre le Parti libéral, Thérèse Casgrain se concentre sur la question de la paix au plan international.

[242]

Enfin, Marie-Blanche Tahon compare les trajectoires politiques de Thérèse Casgrain et d'une femme politique belge, Isabelle Blume, qui fut députée avant d'être exclue du Parti socialiste belge. Après son exclusion du Parti socialiste belge, elle mettra sur pied la section belge du Conseil mondial de la paix. Madame Tahon tente d'établir des rapports entre leur féminisme et leur engagement international pour la paix. Leur pacifisme fut-il un moyen d'avoir droit au chapitre international, puisque la paix était bien la seule cause permise aux femmes dans l'enceinte internationale ? C'est une hypothèse à approfondir.

[243]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Sixième partie :
Thérèse Casgrain et la politique internationale.

1.

" Thérèse Casgrain et l'Internationale socialiste. "

*par André Donneur **

[Retour à la table des matières](#)

1951 est une date importante pour l'Internationale socialiste. C'est l'année de la reconstitution complète de l'organisation internationale des socialistes après la Seconde Guerre mondiale, lors du Congrès de Francfort, qui se déroula du 30 juin au 3 juillet. Or, Thérèse Casgrain participa activement au Congrès de Francfort où elle représentait le CCF en tant que vice-présidente du parti.

Dans l'après-guerre, les partis socialistes avaient tenu une série de conférences avec pour principal objectif la reconstitution complète de l'Internationale. Deux obstacles freinaient la réalisation de ce projet. D'une part, le Parti travailliste britannique tenait à ce que la nouvelle organisation laissât une grande liberté d'action aux partis membres. Il avait été, en effet, échaudé par la discipline qu'était censée imposer l'Internationale socialiste ouvrière de l'entre-deux-guerres, avec laquelle il était entré en conflit. D'autre part, les partis socialistes de l'Europe centre-

* André Donneur est professeur au département de science politique de l'Université du Québec à Montréal.

orientale préféraient la constitution d'une Internationale groupant à la fois les partis socialistes et les partis communistes, sur le modèle de la Fédération syndicale mondiale, créée en 1945 par la plupart des centrales syndicales du monde. Cette idée rencontrait peu d'écho à l'Ouest. En 1946 donc, les partis socialistes ajournèrent la reconstitution complète de l'Internationale et décidèrent de continuer à tenir provisoirement des conférences pour discuter des questions internationales d'intérêt commun. Ils dotèrent, toutefois, ces conférences d'un secrétariat, le Bureau socialiste d'information et de liaisons (SILO), localisé à Londres. En décembre 1947 s'y ajouta un exécutif, le Comité de la Conférence socialiste internationale (COMISCO).

En 1950, les obstacles qui avaient empêché la reconstitution complète de l'Internationale étaient levés. En effet, les partis [244] socialistes de l'Europe centro-orientale avaient été absorbés par les partis communistes contre la volonté de la majorité de leurs adhérents. S'ils avaient été reconstitués en exil et s'étaient groupés en une Union des partis socialistes d'Europe centrale et orientale, ils ne s'opposaient pas à la reconstitution complète de l'Internationale et la souhaitaient même. D'autre part, les centrales syndicales non communistes, souvent dirigées par des socialistes, s'étaient retirées de la Fédération syndicale mondiale et avaient formé la Confédération internationale des syndicats libres (CISL). Le Parti socialiste belge, utilisant l'exemple de la CISL, persuada le Parti travailliste britannique qu'il était temps de reconstituer pleinement l'Internationale, étant entendu que l'autonomie de chaque parti y serait respectée.

Le grand débat du Congrès de Francfort eut pour objet la déclaration sur les principes fondamentaux, intitulée *Buts et tâches du socialisme démocratique*. Ce texte avait été discuté par tous les partis socialistes. Thérèse Casgrain prit une part active au débat très nourri sur les fondements du socialisme démocratique, qui est traité à l'article 11 du préambule. Cet article 11 se lit ainsi :

Le socialisme démocratique est un mouvement international qui n'exige pas une rigide uniformité de conceptions. Que les socialistes fondent leurs convictions sur le marxisme ou sur d'autres méthodes d'analyse de la société, qu'ils soient inspirés par des principes religieux ou humanitaires, ils luttent tous pour un même but : un système de justice sociale, de vie meilleure, de liberté et de paix.

Thérèse Casgrain essaya de faire supprimer la référence au marxisme, qu'elle jugeait désuète. Sa demande trouva écho chez les représentants du Parti travailliste néerlandais et chez Morgan Phillips, secrétaire du Parti travailliste britannique et président du COMISCO. Le Parti travailliste néerlandais, qui était le résultat de la fusion des sociaux-démocrates et de groupes religieux calvinistes et catholiques,

prétendait que les deux guerres mondiales avaient éloigné le socialisme européen de Marx et que même

[...] si le socialisme européen n'allait pas jusqu'à exclure ceux qui étaient convaincus que la doctrine marxienne était encore importante, il devait en tout cas laisser place pour ceux qui se sentaient plus près de Jaurès et Thomas Masaryk [que de Marx].

Morgan Phillips, de qui Thérèse Casgrain, comme les autres travaillistes britanniques, se sentait proche au point d'avoir « le sentiment [245] d'être des leurs », était plus catégorique. Pour lui, les fondements intellectuels du socialisme britannique ne se trouvaient pas dans le marxisme, mais dans les idées radicales de John Stuart Mill, les enseignements des Fabiens Sydney Webb et Bernard Shaw et ceux des réformateurs sociaux de l'Église méthodiste. Il existe un contraste entre l'idéologie du mouvement travailliste britannique et celle du marxisme.

Le socialisme britannique, déclarait Phillips, doit peu à Karl Marx, ni en théorie ni en pratique, ni dans ses méthodes d'organisation de la classe ouvrière. La conception de Marx de l'organisation qui requerrait la guerre de classes n'est pas acceptée par le mouvement travailliste britannique. Le socialisme britannique a montré la voie de l'accomplissement du phénomène le plus rare de l'histoire. Un changement révolutionnaire dans le contrôle politique et les relations de classes sans conflit physique.

Phillips mettait l'accent sur « l'influence profonde de la pensée religieuse » sur le mouvement travailliste qui avait calqué ses structures sur celles de l'Église méthodiste.

Le point essentiel, disait-il, est que le marxisme comme philosophie du matérialisme, comme théorie économique et comme forme d'organisation politique à objectif révolutionnaire est historiquement une aberration dans l'évolution du socialisme britannique.

Ces propos plaisaient à Thérèse Casgrain et auraient pu s'appliquer au CCF, dont d'éminents leaders comme Woodsworth et Tommy Douglas étaient des pasteurs

méthodistes. Toutefois, le Parti travailliste britannique n'avait pas rejeté si catégoriquement le marxisme. Preuve en est qu'il avait publié en 1948 pour le centenaire du *Manifeste communiste* une nouvelle édition, dont la préface disait :

En présentant ce volume du centenaire du *Manifeste communiste*, le Parti travailliste reconnaît sa dette à l'égard de Marx et Engels comme les deux hommes qui ont été les inspirateurs de l'ensemble du mouvement de la classe ouvrière. [...]

Les socialistes britanniques ne se sont jamais isolés de leurs camarades du socialisme continental qui s'inspirent plus directement de Marx, mais nous avons aussi été influencés d'une centaine de différentes manières par des penseurs et combattants européens et, avant tout par les auteurs du *Manifeste*.

Les autres partis européens présents au congrès ne partageaient nullement les réticences de Thérèse Casgrain et de Morgan Phillips à [246] l'égard du marxisme. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'ils n'étaient « pas intéressés par les discussions théoriques », comme Tage Erlander, leader du Parti ouvrier social-démocrate suédois, le déclarait franchement, tout en admettant que son parti avait été fortement influencé par les idées marxistes, même s'il ne les avait jamais érigées en corps de doctrine. En France, disait Guy Mollet, le parti tout entier - y compris Guesde, Jaurès et plus récemment Léon Blum et Alexandre Bracke - avait accepté sans réserve l'analyse de la société capitaliste faite par Marx. Aucun socialiste français n'était obligé d'accepter le matérialisme dialectique comme une méthode philosophique, quoique beaucoup le fissent librement mais « tous les socialistes français considéraient le matérialisme historique comme une application merveilleuse de la méthode historique à la société humaine ».

Pour le Parti socialiste démocratique italien, Angelica Balabanova déclarait que le marxisme n'était pas simplement une méthode pour apprécier les forces sociales au sein de la société, mais aussi une source de foi et de force pour la classe ouvrière.

Si la classe ouvrière ne comprend pas son rôle propre dans la société, si elle n'acquiert pas un sens historique de sa propre mission, si elle ne comprend pas qu'elle est un instrument du changement historique du capitalisme au socialisme, comment pourrions-nous développer sur terre la force et la confiance de la classe ouvrière ?

« Le Parti socialiste autrichien, déclarait Oskar Pollak, se considère lui-même comme le très modeste héritier de l'école austro-marxiste. »

Ni Morgan Phillips ni Thérèse Casgrain ne parvinrent à faire enlever la référence au marxisme « ainsi que quelques paragraphes » qu'elle jugeait « inopportuns » et « dogmatiques ». Toutefois, elle aurait été ravie de voir que la nouvelle *Déclaration de principes* que l'Internationale socialiste a adoptée lors de son Congrès de Stockholm de 1989, ne contient plus aucune référence à Karl Marx et témoigne d'un socialisme démocratique tout à fait adapté à notre temps.

Thérèse Casgrain prit aussi une part active à la séance orageuse qui élit le Bureau de l'Internationale. Elle plaida pour que, sur un bureau de dix membres, un siège soit donné à l'Amérique. Malgré son insistance, elle n'obtint pas gain de cause. Cependant, grâce au travail opiniâtre des délégués scandinaves, le Conseil, réuni immédiatement après le congrès, décida de proposer d'élargir le Bureau de dix [247] à douze membres. Cette proposition fut effectivement confirmée par le congrès suivant, réuni à Milan du 17 au 21 octobre 1952, et le CCF y fut élu au Bureau.

Pendant le congrès, eut lieu une manifestation géante à laquelle prirent part quatorze mille personnes. Thérèse Casgrain eut l'honneur d'y prendre la parole aux côtés de Giuseppe Saragat du Parti socialiste démocratique italien, de Victor Larock du Parti socialiste belge, de Guy Mallot de la SFIO française et de Kurt Schumacher du Parti social-démocrate allemand.

La seconde intervention de Thérèse Casgrain dans les forums internationaux du socialisme se produisit en 1956. Remplaçant M.T. Coldwell, le chef du CCF, elle se rendit à Bombay au deuxième congrès de la Conférence socialiste asiatique, l'organisation sœur de l'Internationale socialiste fondée en 1953. S'adressant, au nom du CCF, à une assemblée de cinquante mille personnes réunies dans un parc de la ville à l'occasion du congrès, Thérèse Casgrain offrit ses vœux de succès aux délégués et exprima l'admiration du Canada pour ces peuples qui désiraient s'instruire et s'affranchir des séquelles du colonialisme qui pesaient sur eux.

Durant le congrès, Thérèse Casgrain se lia notamment avec les délégués de la Ligue antifasciste pour la liberté de Birmanie, du Parti de la liberté de Ceylan et du Parti socialiste japonais, ainsi qu'avec l'observateur de l'Union nationale africaine du Kenya.

Après le congrès, répondant à leur invitation, Thérèse Casgrain se rendit à Ceylan où elle fut reçue par le leader du Parti de la liberté et Premier ministre, M. Bandaranaike, ainsi que par son épouse, qui devint à son tour Première ministre de Ceylan, après l'assassinat de son mari deux ans plus tard.

Thérèse Casgrain gagna ensuite la Birmanie, où elle fut reçue par le leader de la Ligue antifasciste pour la liberté et Premier ministre, U Nu. Elle assista à une séance du Parlement, dont U Nu lui fit ensuite visiter l'édifice. Elle alla également à l'Université de Rangoun, où l'accueillit un professeur qui avait été membre de la délégation de son parti au Congrès de Bombay. Elle eut également un entretien avec le ministre des Affaires étrangères. Celui-ci lui demanda de transmettre un message important et confidentiel au Premier ministre du Canada, Louis Saint-Laurent. Il s'agissait de lui suggérer [248] la nomination d'un ambassadeur canadien en Birmanie, qui pourrait contrecarrer la propagande active de l'ambassadeur soviétique. Thérèse Casgrain transmit la suggestion à Saint-Laurent, sans qu'elle fût suivie d'effet.

Continuant sa tournée asiatique, Thérèse Casgrain fut accueillie à Tokyo par le Parti socialiste japonais. Elle assista à une réunion du Comité socialiste parlementaire où la discussion porta sur les problèmes internationaux. Sa participation au Comité canado-japonais durant la Seconde Guerre mondiale lui valut un accueil chaleureux. Elle fut chargée de remercier le fondateur de ce comité, le député du CCF Angus MacInnis de Vancouver. Thérèse Casgrain visita aussi Osaka, sous la conduite du secrétaire du parti socialiste de cette ville. Ayant peu de temps, elle préféra visiter des usines plutôt que des temples et admira l'efficacité des travailleurs syndiqués japonais.

La troisième incursion de Thérèse Casgrain sur la scène socialiste internationale fut sa participation à la réunion du Conseil de l'Internationale socialiste, qui se tenait pour la première fois hors d'Europe, à Haïfa en Israël, en novembre 1963. Elle y représentait le Nouveau Parti démocratique aux côtés de Ben Gurion, leader du Parti travailliste israélien et Premier ministre, de Guiseppe Saragat, de Paul-Henri Spaak du Parti socialiste belge, de Hugli Gaitskell du Parti travailliste britannique et de Guy Mollet, qui furent les délégués qui l'impressionnèrent le plus. Les discussions du Conseil portèrent surtout sur le logement, les salaires et l'éducation populaire. Chaque délégué fit un compte rendu de la situation de ces questions dans leur pays respectif.

La participation de Thérèse Casgrain aux travaux de l'Internationale socialiste témoigne de la pluralité de son engagement. Elle montre aussi son attachement à la dimension internationale de cet engagement. Plus spécifiquement, elle révèle son intérêt pour un socialisme à vocation internationale. Très à l'aise dans les forums internationaux du socialisme, elle sait y défendre avec vigueur les intérêts du socialisme canadien. Elle y apporte aussi un rayonnement indubitable. Le succès de sa tournée asiatique est particulièrement remarquable à ce point de vue.

Cette facette de l'action de Thérèse Casgrain nous montre une personnalité à la fois fidèle à elle-même et ouverte sur le monde. Elle [249] ne cache pas son attachement à un socialisme humaniste, mais elle accepte d'œuvrer à l'échelle internationale avec des militants qui gardent leur fidélité au marxisme qu'elle juge, elle, dépassé. Enfin, son ouverture sur le tiers-monde est aussi à la pointe de son action socialiste internationale. Thérèse Casgrain, militante complète, se devait d'être aussi internationaliste.

Bibliographie

BRAUNTHAL, Julius (1980). *History of the International World of Socialism 1943-1968*, Boulder (Colorado), West View Press.

CASGRAIN, Thérèse F. (1971). *Une femme chez les hommes*, Montréal, Éditions du Jour.

DONNEUR, André (1983). *L'Internationale socialiste*, Paris, Presses Universitaires de France.

[251]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Sixième partie :
Thérèse Casgrain et la politique internationale.

2.

" Thérèse Casgrain : pacifiste. "

*par Jeanne Duval **

Thérèse Casgrain telle que je l'ai connue

[Retour à la table des matières](#)

Je vous dis tout de suite que je n'ai aucune prétention à l'objectivité dans ce premier volet. Il y a encore de ma part trop d'admiration qui subsiste pour que je puisse prétendre à l'impartialité.

J'ai connu Thérèse Casgrain en 1961 au moment de la fondation de La Voix des Femmes du Québec. Mais je savais bien avant de la rencontrer ce que les femmes du Québec lui devaient. Aussi nos rapports furent-ils, dès le début, ceux de la cadette vis-à-vis d'une aînée auréolée de réussites majeures. Il y avait trop de choses que je pouvais faire parce que Thérèse Casgrain avait ouvert les portes aux femmes. Je ne pouvais faire abstraction de cette donnée ; je ne le puis encore aujourd'hui.

Ce qui m'a frappée dès nos premières rencontres, c'est la rapidité avec laquelle elle prenait une décision. Et qu'elle la concrétisait ensuite avec la même rapidité. Peu à peu, j'ai réalisé qu'elle était une intuitive de première force. Ce trait de caractère qui m'avait frappée dès 1962-1963, me sera confirmé une douzaine d'années plus

* Jeanne Duval est ex-présidente de *La Voix des Femmes* (Québec).

tard lors de la publication de son autobiographie. Dans la préface à *Une femme chez les hommes*, Frank Scott écrit : « Une intuition sûre plutôt qu'une analyse intellectuelle la dirigera tout au long de sa carrière. »

Comme chacun le sait, intuition et dynamisme vont de pair. Elle voyait la situation et elle décidait si elle s'engageait ou non. Le nombre et la diversité des engagements qui jalonnent sa vie trouvent ici leur explication. Elle commandait l'action et la réalisation devait s'amorcer TOUT DE SUITE. Toutes celles qui ont eu à travailler avec elle ont eu à subir cette particularité de son caractère.

[252]

Les nombreux témoignages de reconnaissance et les honneurs qui lui seront accordés dans les dernières années de sa vie témoigneront de « l'intuition très sûre » dont parle F. Scott. Elle a pu défendre tant de causes dans tant de domaines parce qu'elle savait d'instinct ce qui était possible et ce qui ne l'était pas.

Autre caractéristique : elle était vraie

Bourgeoise sans s'afficher mais sans s'en excuser non plus, elle portait ses bijoux ou ses fourrures aussi bien pour une rencontre avec les petites gens que pour une réunion mondaine. Les travailleurs ont toujours pris comme une marque de respect à leur égard la broche de diamants qu'elle pouvait porter au revers de son tailleur haute couture. Ils sont habitués à endosser leurs meilleurs vêtements pour une rencontre avec des gens qu'ils respectent. Jamais dans toutes les campagnes électorales qu'elle a faites les électeurs n'ont parlé de ses colliers. Les gens de son milieu l'ont fait et le font encore. En portant des vêtements de tous les jours quand on vient les rencontrer ON NE FAIT QUE SOULIGNER LA DIFFÉRENCE parce que les travailleurs savent très bien que lorsqu'il s'agit d'une rencontre « importante » la cravate et le veston ou la robe de bonne coupe et les perles seront de mise. L'hypocrisie du geste est très fortement perçue et ne trompe que la personne qui l'accomplit. L'intuition « très sûre » de Thérèse Casgrain l'a toujours préservée de ce faux pas.

Sa vivacité d'esprit

Enfin un côté attachant de cette femme que j'ai admirée et estimée c'est la vivacité de son esprit. Je n'ai pas été la seule puisque j'ai pu relever dans le *WHO'S WHO* de 1923 à la rubrique Thérèse Forget-Casgrain : « On sait qu'elle manie la

parole avec aisance et finesse. Sa conversation aussi bien que ses discours fourmillent de saillies spirituelles et de traits délicatement déguisés. »

Je cite cette anecdote qui avait fait éclater de rire notre groupe quand elle nous l'avait racontée : Un soir en sortant d'une séance de travail du Sénat, un quidam l'avait abordée sur les terrains du Parlement en lui disant : « Vous n'êtes qu'une putain ». La réponse [253] rapide avait claqué dans l'air froid de février : « Jeune homme, à mon âge c'est un compliment que vous me faites là. »

Thérèse Casgrain : pacifiste

Dans *Une femme chez les hommes*, madame Casgrain écrit :

Le 27 juillet j'appris qu'une assemblée publique avait eu lieu à Toronto, organisée par un comité local qui demandait le désarmement nucléaire et que l'invité d'honneur n'était nul autre que le député travailliste Noël Baker récipiendaire du prix Nobel de la Paix en 1959. Les organisatrices de cette assemblée avaient ensuite formé un comité ad hoc qui avait élu Helen Tucker comme présidente. Je communiquai *immédiatement* avec madame Tucker pour l'informer de mon intention de former une section québécoise de La Voix des Femmes [VDF].

On reconnaît bien là Thérèse Casgrain : intuitive-dynamique. Dès qu'elle a appris ce qui s'était passé à Toronto, elle téléphona. Un mois plus tard, elle pourra dire : « Nous avons recruté au-delà de cent membres. »

Il faut dire que le climat politique de l'heure lui avait facilité la tâche. La course aux armements nucléaires nous terrorisait. Les essais de ces engins de destruction massive se faisaient à ciel ouvert. Les physiciens nous informaient des dangers des retombées radioactives. Les États-Unis avaient quadruplé leur effectif militaire au Vietnam. La guerre froide battait son plein. L'heure était à l'engagement.

Invitée à l'une des nombreuses réunions de recrutement que Thérèse organisait à son domicile, je joignis les rangs séance tenante. Mais je ne m'engagerai activement que des mois plus tard.

La première activité d'envergure qu'organisera la VDF sera l'envoi d'une délégation à Ottawa qui présentera un mémoire au cabinet Diefenbaker dans lequel les femmes exprimaient leurs inquiétudes face à la situation mondiale du moment et suggéraient les moyens à prendre pour désamorcer la situation de confrontation

dans laquelle s'engageaient les deux grandes puissances. Un train spécial appelé le « train de la paix » amènera la délégation québécoise à Ottawa. Le mémoire, dira Thérèse, ne contenait rien de nouveau. Mais la démarche déclenchera quand même une polémique. Des femmes qui osaient se mêler de politique internationale... c'était du jamais vu. [254] Rapidement les insinuations vont commencer à circuler : le mouvement était politique... il était communiste... Madame Pearson, qui était membre de la VDF, démissionnera. Simonne Monet-Chartrand écrira dans *Pionnières québécoises* : « La fondation de ce mouvement pacifiste à caractère international dirigé par des femmes surprend et choque les milieux politiques, cléricaux, traditionalistes et bien-pensants [...] »

Une autre réalisation importante de la VDF sera l'organisation d'une conférence internationale des groupes de femmes pacifistes des États-Unis et de l'Europe en septembre 1962. La conférence aura lieu au Québec. Madame Casgrain aura donc fort à faire de janvier à septembre de cette année-là ; les membres de la VDF du Québec feront équipe avec leur présidente : la conférence sera un succès complet. Dix-huit pays y enverront une délégation. La venue des femmes soviétiques sera incertaine pendant un long moment, le ministère des Affaires extérieures du Canada refusant d'accorder un visa d'entrée aux femmes de l'URSS. Heureusement que la présidente s'appelait Thérèse Casgrain, elle connaissait tant de monde aussi bien chez les hauts fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures que chez les diplomates... Le visa sera accordé dans les semaines précédant la conférence grâce à la femme d'un diplomate, amie d'enfance de notre présidente.

Le but officiel de cette rencontre, obtenir de l'ONU la proclamation d'une Année internationale de la paix, sera atteint : l'année 1965 sera proclamée Année de coopération internationale.

La conférence comptera un autre succès, non officiel celui-là, mais très important pour l'époque troublée où elle a eu lieu. Elle permettra l'établissement de relations entre les délégations de plusieurs pays représentés.

Olga Tchetchekina, qui était la porte-parole du groupe soviétique, nous demanda si, à l'invitation du Comité des femmes soviétiques, la VDF accepterait d'envoyer une délégation en URSS. Nous avons vu là une occasion de continuer le dialogue amorcé entre nous pendant la conférence, et nous avons accepté. Quelques années plus tard, quand la VDF organisera une autre conférence, les femmes soviétiques seront de nouveau des nôtres.

[255]

À l'automne 1963, six membres de notre mouvement partiront pour Moscou. La Colombie-Britannique, l'Alberta, le Manitoba et l'Ontario enverront chacune une

déléguée. Le Québec en enverra deux : Thérèse Casgrain et moi-même. Au départ nous lui demanderons d'être la porte-parole du groupe. Tout au long de ce séjour de trois semaines j'admirerai sa facilité d'improvisation et de répartie ; son tact et sa diplomatie dans des circonstances que je ne qualifierai pas de difficiles... mais plutôt de délicates.

Au retour chacune d'entre nous remettra à l'exécutif national un rapport de son séjour en URSS. Ces rapports contiendront (avec quelques variantes, il va sans dire) une énumération fastidieuse des endroits visités, des monuments et des richesses artistiques admirés et une myriade de statistiques sur les usines, les fermes, les écoles qu'on nous avait fait visiter. Conclusion : nous avons fait un magnifique voyage touristique.

Avant le départ, j'avais soumis à madame Casgrain le doute que j'entretenais quant à la possibilité pour le Comité des femmes soviétiques de se soustraire à la ligne de pensée et d'action du Parti. Elle m'avait répondu qu'il ne faudrait accorder que très peu d'attention aux discours officiels. Ce à quoi il faudrait attacher de l'importance, disait-elle, c'est à la rencontre individuelle, aux propos qui seraient alors tenus. Ce qu'elle ignorait, c'est que la rencontre individuelle n'était ni possible ni tolérée.

Après ce voyage, madame Casgrain continuera à œuvrer encore quelques années au sein de la VDF. En juillet 1964, on la retrouve à Helsinki comme représentante de la VDF au Congrès mondial pour la paix qui réunira 1500 délégués.

Son engagement pour l'établissement de la paix dans le monde sera confirmé par les nombreuses activités auxquelles elle participera tout au long des dernières années de sa vie. Elle se rendit à Rome au pèlerinage mondial que les diverses associations de femmes pacifistes du monde avaient organisé pour remercier Jean XXIII d'avoir publié l'encyclique *Pacem In terris*. Invitée par Golda Meir, elle ira à Jérusalem où un congrès de femmes discutera du rôle des femmes pour assurer le développement et la paix. C'est au retour de ce congrès, lorsqu'elle s'arrêtera à Paris où avait lieu une réunion de l'OTAN, qu'il lui sera donné de goûter au confort des cellules de la [256] police parisienne. Remise en liberté vers 17 h 30 avec ses compagnes du Women Peace Front, elles seront fêtées le même soir par plus de 2000 personnes.

Plus tard, à une autre réunion de l'OTAN tenue cette fois à La Haye, des membres de la VDF se joindront aux Women Strike for Peace américaines ; Thérèse sera de la délégation. Mille cinq cents femmes défilèrent silencieusement autour de l'édifice où avait lieu la réunion, tenant chacune à la main une jonquille ou la photo de leurs enfants. La publicité accordée à cette démonstration eut un retentissement mondial, écrira-t-elle dans son autobiographie.

Lors de son discours inaugural au Sénat en 1974, elle préconisera la reconnaissance diplomatique de la Chine par le Canada, parce que, écrira-t-elle, « c'était une réclamation que La Voix des Femmes avait inscrite à son programme plusieurs années auparavant ».

La paix comme la démocratie ne peuvent jamais être considérées comme « acquises ». Seule une vigilance continue permet de les maintenir ou de les restaurer.

Je terminerai en citant de nouveau Frank Scott : « ceux qui savent que la "réforme" pour être réelle doit être continuelle reconnaîtront que l'apport de Thérèse Casgrain à la démocratie de ce pays a été considérable. »

[257]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Sixième partie :
Thérèse Casgrain et la politique internationale.

3.

" La Voix des femmes de 1960 à 1963. "

par Candace Loewen * 275

[Retour à la table des matières](#)

En 1961, Thérèse Casgrain est nommée présidente de l'aile québécoise du mouvement La Voix des femmes (VDF). Dès l'année suivante, elle devient présidente au plan national. La VDF voit le jour à l'aube des années soixante en réaction à l'imminence d'un conflit nucléaire en Occident. Connu à l'échelle québécoise et canadienne, l'organisme atteint rapidement un statut international.

Dès le début, la VDF vise à transformer le rôle traditionnel des femmes généralement limité aux sphères maternelle et domestique, par l'entremise de l'action politique. Cet objectif commun est véhiculé par plusieurs femmes éminentes, dont Thérèse Casgrain. Cette démarche ne se fait pas sans heurts ; en effet, elle suscite de nombreux débats autour de la définition du rôle des femmes au foyer, de leur place

* Candace Loewen est chef des archivistes à la Division des archives gouvernementales canadiennes.

275 J'aimerais remercier Danielle Lacasse et Jean-Stéphen Piché des Archives nationales du Canada pour leur aide dans la rédaction française.

dans la société et, enfin, de leur rôle au sein d'un mouvement pacifiste. Les premières années de la présidence de Thérèse Casgrain nous renseignent sur trois aspects : l'engagement des femmes pour la paix à l'échelle nationale et internationale, leurs préoccupations dans l'arène politique et, enfin, la carrière politique de cette grande femme.

Cet article se propose de jeter un éclairage sur trois événements qui ont marqué la carrière de Thérèse Casgrain : tout d'abord, son leadership lors du congrès international de la VDF, ensuite, l'épisode du « train pour la paix » et, enfin, sa candidature au poste de députée NPD lors de l'élection fédérale de 1963. Plus précisément, j'examinerai les questions suivantes : Quels sont les éléments de controverse dans les premières années de la VDF ? Comment Thérèse Casgrain [258] s'engage-t-elle au sein de l'organisation ? Quelles sont ses principales contributions ? Dans quelle mesure celles-ci sont-elles appliquées dans le contexte politique des années soixante ? Enfin, est-ce que les actions de Thérèse Casgrain contribuent à l'avancement des femmes œuvrant pour la paix sur la scène nationale et internationale ?

Depuis le tout début, la VDF met l'accent sur le rôle unique que peuvent jouer les femmes pour la paix dans le monde. Ce rôle se définit principalement par la maternité. Après tout, en donnant naissance, les femmes comprennent mieux que quiconque le sens et la valeur d'une vie humaine. Par conséquent, la VDF insiste sur ce lien biologique qui lie la mère et l'enfant pour promouvoir la paix mondiale. Au début des années soixante, ce concept est très populaire auprès des femmes, la plupart d'entre elles étant à la maison avec leurs enfants. Selon cette logique, les femmes sont habilitées à se prononcer au chapitre de la paix mondiale, du seul fait qu'elles portent en leur sein les générations futures. Cette phrase de la VDF en fait foi : « By working through women's common interests and their instinctive concern for the human family we seek to help create a world climate of understanding favourable to mutual disarmament without fear ²⁷⁶. »

Plusieurs lettres provenant de femmes au foyer reflètent l'objectif global de la VDF. Ainsi, une d'elles écrit : « You are right I'm sure that its [sic] up to the women now to put a stop to all this fighting and atomic fear. We bring life into the world and thus fully appreciate it. » Poursuivant dans la même veine, une autre déclare : « Security is Womens [sic] business and has been since the beginning of time ²⁷⁷. » De plus, dans tous les mémoires que la VDF soumet aux dirigeants politiques, cana-

²⁷⁶ Archives nationales du Canada, collection Pearson, vol. 91, dossier 1 ; Archives nationales du Canada, collection Voix des femmes, vol. 7, dossier 9.

²⁷⁷ Collection Voix des femmes, vol. 1, dossier 2, de Mary Thomas, 6 juin 1960 ; de Ruth Harris, 5 juin 1960.

diens ou étrangers, les thèmes de la « famille des humains » et des « femmes du monde entier » ressortent constamment.

Si l'organisation s'entend sur la définition globale de la « paix dans le monde », il existe toutefois des divergences quant aux moyens utilisés par les femmes pour promouvoir cette cause et faire entendre leur voix. Deux visions opposées émergent alors : certaines femmes sont en faveur d'un désarmement total à l'échelle planétaire, pour [259] « qu'il n'y ait plus de préparatif à la guerre, » alors que d'autres favorisent une politique nucléaire destinée à exercer un effet préventif « pour éviter la guerre ». Dans le premier groupe, les femmes espèrent faire entendre leur voix par l'entremise de l'action politique. Toutefois, celles qui adhèrent au deuxième groupe misent plutôt sur leur rôle de soutien au mouvement en faveur de la paix. Par ailleurs, certaines femmes ont une opinion équivoque qui varie selon les circonstances. Ainsi, lors de la crise des missiles à Cuba en octobre 1962 et, l'année suivante, lors de la controverse autour des missiles *Bomarc*, la VDF doit évaluer les liens réels qui existent entre les activités domestiques des femmes et leur rôle dans l'arène politique. De son côté, Thérèse Casgrain est également aux prises avec ces tensions au sein de l'organisation. J'y reviendrai.

Thérèse Casgrain est invitée à joindre les rangs de la VDF par Josephine Davis, une Torontoise bien connue. En février 1961, peu de temps après avoir adhéré à la VDF, Casgrain fonde l'aile québécoise de l'organisation et en devient sa première présidente. Au second congrès annuel de la VDF, elle est élue présidente nationale de l'organisation grâce, notamment, au soutien de Josephine Davis. Si Casgrain et Davis partagent des visions similaires en ce qui concerne la paix dans le monde, elles ont toutefois des opinions divergentes quant à la façon dont les femmes doivent revendiquer la paix. Ainsi, dès l'entrée en scène de Thérèse Casgrain, une question fait surface : jusqu'à quel point une organisation féminine dite « respectable » peut-elle être militante ?

De plus, la question de savoir comment la VDF doit se faire entendre en soulève une seconde, celle de l'image. Des manifestations risquent, en effet, de projeter une image négative de l'organisation auprès du grand public. Plusieurs femmes pour qui la vie gravite autour de la respectabilité de leur famille et de leur foyer regardent d'un mauvais œil certaines activités publiques qui menacent de ternir leur bonne réputation.

Par ailleurs, les membres de l'organisation ont également des opinions différentes en ce qui concerne les liens existant entre la VDF et les partis politiques. Ainsi, Josephine Davis a des liens étroits avec les Libéraux, tandis que Thérèse Casgrain

est engagée dans le CCF-NPD. En plus de solliciter l'appui des politiciens et de leurs épouses, la VDF demande également conseil aux dirigeants fédéraux.

[260]

Malgré ces liens avec les politiciens, la VDF se veut une organisation non partisane. En effet, elle offre son appui à tous les partis politiques qui œuvrent pour la paix et le désarmement. Dans un bulletin spécial de janvier 1962, Thérèse Casgrain présente les deux composantes - morale et politique - de l'organisation. Elle propose alors :

[...] to pool our creative thinking and to bring together the leading women of the world with the boldness to match great hearts and minds against philosophies and practises of inhumanity to man. As the givers of life and nurturers of the young, as the moral and spiritual caretakers of the family, women must rise against these threats of moral turpitude and degradation with angry détermination ²⁷⁸...

Comme le démontre cette citation, Thérèse Casgrain est considérablement intéressée à donner une envergure internationale à la VDF. Pendant sa présidence, elle joue donc un rôle prépondérant dans l'organisation du Sommet sur les femmes du monde entier tenu à Montréal et à Toronto en septembre 1962. Le volet international de la VDF émerge de cette conférence. En réunissant soixante femmes de dix-sept pays, le sommet désire sensibiliser les leaders politiques canadiens et internationaux à la contribution des femmes au mouvement en faveur de la paix mondiale. Notamment, elles veulent faire valoir leur apport à l'Armée de la coopération internationale pour la paix, décrétée par l'ONU en 1963. De plus, Thérèse Casgrain donne son appui au Comité des affaires internationales, comité interne de la VDF « dans ses efforts au niveau de la correspondance outremer, de l'organisation des voyages et de la promotion de l'organisation au niveau international ²⁷⁹ ».

Cependant, ce n'est pas sur la scène internationale que la présidence de Thérèse Casgrain fait l'objet de controverses. En effet, il est tout à fait respectable pour les femmes de discuter de la paix mondiale lors de conférences internationales de la VDF. Il est cependant moins respectable de défier les réalités politiques du Canada et du Québec en manifestant publiquement. Il suffit d'un événement pour miner la « respectabilité » de l'organisation. Sous la direction de Thérèse Casgrain, l'aile

²⁷⁸ Collection Pearson, vol. 91, dossier 1.

²⁷⁹ Collection Voix des femmes, vol. 1, dossier 17.

québécoise de la VDF organise un convoi pour la [261] paix, mieux connu sous le nom du « train pour la paix ». Les passagers, surtout des femmes et des enfants, se rendent en train de Montréal à Ottawa pour manifester devant le Parlement. Très mal perçue, cette manifestation provoque une chute de l'effectif de la VDF ; celui-ci baisse de 4539 à 2639. De plus, « le train pour la paix » contribue à ternir l'image de l'organisation.

Regardons plus attentivement cet épisode de l'histoire de la VDF. Déçues du manque de collaboration des autorités gouvernementales, quelques membres de la VDF décident d'abandonner les voies traditionnelles du lobbying et organisent une manifestation publique. En novembre 1962, au lendemain de la crise des missiles à Cuba, « le train pour la paix » quitte la gare Windsor à Montréal ayant à bord de nombreuses manifestantes en route vers Ottawa. À l'instigation de la VDF, la presse du pays envoie des journalistes pour couvrir l'événement. Une fois le convoi arrivé à Ottawa, plus de trois cents femmes provenant de tous les coins du pays mais surtout du Québec envahissent la colline parlementaire, provoquant ainsi un embouteillage monstre dans les rues de la capitale nationale. Parmi leurs revendications, elles pressent les autorités fédérales de répondre clairement à la question suivante : « Are we going to accept nuclear arms [for the *Bomarc* missiles] or stay away from them ²⁸⁰ ? » Ces femmes furent offensées de ne recevoir aucune réponse précise à leur question.

La VDF n'est pas contente de la couverture médiatique de l'événement. Des titres comme « La Voix des femmes revient à l'attaque pour la paix » et « 300 Irate VOW Delegates Demand Canada Voice Stand on Arms » inquiètent plusieurs membres. Le *Devoir* décrit le groupe de manifestantes dans les termes suivants : « 157 femmes, 12 enfants, et 22 bébés dont les questions pleuvaient drues et agressives. » Le *Globe and Mail* de Toronto met surtout l'accent sur la longue procession de femmes et d'enfants qui avait provoqué un embouteillage au centre-ville d'Ottawa. Plusieurs membres de la VDF craignent que tous leurs efforts déployés pour promouvoir la paix mondiale - dont l'organisation du sommet pour la paix - soient dénigrés par de telles affirmations.

[262]

Par contre, d'autres membres émettent une opinion favorable à l'endroit de la manifestation. Les propos de l'une d'elles en témoignent :

²⁸⁰ *Canadian Annual Review (1962)*, Toronto, University of Toronto Press, 1963, p. 143 ; voir aussi *Collection Voix des femmes*, vol. 1, dossier 18.

As far as I can see, if the meeting had been an absolute model of decorum it would have been ignored. The emphasis [of the media] was on excited little women and crying babies [....] Equal emphasis should be placed on the opportunity for women *as women* [...] to make their voices heard in a plea for the renunciation of war which from time immemorial seems to have been the prerogative of men ²⁸¹ [....]

Dans son autobiographie, Thérèse Casgrain révèle qu'elle fut victime d'attaques virulentes de la part d'éléments réactionnaires, tels que *L'Action catholique* qui décrivait la VDF comme un organisme faussement humanitaire et mal guidé dans ses objectifs politiques.

Ainsi, il y a de nombreuses divergences au sein de l'organisation quant aux moyens à utiliser pour faire connaître ses revendications. De même, il existe des points de dissension concernant la contradiction entre l'allégeance politique des membres d'une organisation se prétendant non partisane. Ces tensions font surface notamment au cours de la crise des missiles de Cuba et du missile *Bornarc*.

En organisant la manifestation du « train pour la paix », Thérèse Casgrain défie ainsi le gouvernement conservateur de Diefenbaker. Elle montre d'ailleurs ses couleurs politiques en se présentant comme candidate NPD lors de l'élection fédérale de 1963. Pour sa part, Josephine Davis donne son appui - avant et pendant l'élection fédérale - aux Libéraux de Lester B. Pearson. Ceux-ci venaient alors de changer leur politique concernant les armes nucléaires en prônant l'utilisation d'ogives nucléaires pour les missiles *Bomarc*.

En adoptant cette nouvelle politique, Pearson reconnaît l'engagement du Canada en tant qu'allié officiel de l'OTAN et de NORAD. Devant cet état de fait, plusieurs membres de la VDF perdent confiance en Pearson. Cependant, certains membres très influents continuent à appuyer Pearson et sa femme, Maryon, membre honoraire de l'organisation. Cette situation accentue les tensions déjà existantes au sein de l'organisation, surtout lorsque Maryon Pearson [263] se plaint de l'influence marquante qu'exerce Thérèse Casgrain sur l'orientation politique des membres de la VDF. Elle déclare : « I have been told that Casgrain instructed VOW members how to vote. This in my opinion ruins the purposes of VOW. » Ironiquement, Maryon Pearson ne fait aucunement allusion à la volte-face politique de son mari. De toute évidence, les

²⁸¹ Collection Voix des femmes, vol. 1, dossier 8, Marjorie Belle à Josephine Davis, 28 novembre 1962.

liens entre les Libéraux et la VDF sont de plus en plus clairs au fur et à mesure qu'on approche de l'élection fédérale.

Pearson et les Libéraux remportent l'élection d'avril 1963. De son côté, Thérèse Casgrain, candidate NPD, n'est pas élue dans sa circonscription. Si Pearson avait déjà donné son appui à la VDF, une fois au pouvoir, il se montre de moins en moins sensible aux revendications de l'organisation. Comme les autres groupes de femmes à l'époque, la VDF avait accordé son appui à un politicien reconnu, pour se rendre compte par la suite que les politiques de Pearson n'étaient guère mieux que celles de ses adversaires. La nouvelle politique nucléaire du Premier ministre permet toutefois à la VDF de préciser son discours et ses activités en faveur de la paix. Tout en restant fidèle à ses objectifs premiers, l'orientation générale de l'organisation fut considérablement circonscrite à l'intérieur de trois ans, conséquence des événements politiques de l'époque.

Par ailleurs, la VDF s'éloigne des controverses politiques. À la suite de l'épisode du « train pour la paix » et des événements entourant la crise des missiles, les membres qui demeurent au sein de l'organisation concentrent leur efforts sur les questions internationales. Lors de la réunion de septembre 1963, les discussions gravitent autour des thèmes suivants : la reconnaissance de la Chine par le Canada, l'obtention du statut d'observateur pour la VDF à l'ONU et la mise en place de traités internationaux contre les tests d'armes nucléaires. De plus, les membres s'intéressent au sort des jeunes enfants au Vietnam.

Il convient d'affirmer que les trois premières années d'existence de la VDF, dont une sous la présidence de Thérèse Casgrain, servent de leçon à l'organisation. Désormais plus prudente, cette dernière s'éloigne des préoccupations relatives à la politique canadienne pour se concentrer sur les questions de paix internationale.

[264]

Au début des années soixante, ni le Canada ni le Québec ne sont prêts à accepter l'engagement d'une organisation féminine dans le mouvement en faveur de la paix. Sans expérience politique, la VDF peut difficilement aller au-delà du rôle de soutien généralement réservé aux femmes.

[265]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Sixième partie :
Thérèse Casgrain et la politique internationale.

4.

" Des pèlerines de la paix :
trajectoires de Thérèse Casgrain
et d'Isabelle Blume. "

*par Marie-Blanche Tahon **

[Retour à la table des matières](#)

Le féminisme des années soixante-dix a été réticent à reconnaître ses dettes à l'égard des « pionnières », même et peut-être surtout des pionnières immédiates, celles qui précisément pouvaient faire figure de mères. On se rappelle : « Libération des femmes, année zéro », et toujours dix ans plus tard : « Libération des femmes, an dix ». Nous luttons pour la libération des *femmes*, mais nous étions les *filles* du mouvement...

Il y va sans doute de l'ingratitude et peut-être d'une certaine paresse. Il y va aussi, paradoxalement peut-être, de la difficulté de traiter correctement de la mère dans un mouvement qui trouve encore sa raison d'être dans la dénonciation du patriarcat. Mais il y va, de plus, et elle n'est pas totalement étrangère à la précédente, d'une autre difficulté qui sera ici moins indirectement abordée : celle, lorsque le

* Marie-Blanche Tahon est professeure au département de sociologie de l'Université d'Ottawa.

mouvement féministe des années soixante-dix se voulait un mouvement social, de traiter convenablement de femmes qui ne pouvaient apparaître que comme des femmes « exceptionnelles ». Exceptionnelles précisément parce qu'elles avaient continué à se poser en femmes dans l'espace politique et public alors que l'heure n'était pas ou n'était plus, ou n'était de nouveau pas encore, à un mouvement collectif de femmes.

Ce colloque est l'occasion de rompre avec ce « malaise » en se penchant sur la figure de Thérèse Casgrain. Toutefois, ce « malaise » n'étant probablement pas une des multiples distinctions québécoises, j'ai proposé aux organisatrices de ce colloque de tenter un examen comparé des trajectoires politiques de Thérèse Casgrain et d'une femme politique belge, Isabelle Blume. Je les remercie de leur ouverture.

[266]

Si les Québécoises et Québécois connaissent Thérèse Casgrain, il n'en va sans doute pas de même d'Isabelle Blume. Elles, pourtant, se connaissaient. Elles se rencontraient et s'écrivaient. J'ai trouvé une lettre manuscrite de Thérèse Casgrain dans les archives Isabelle-Blume à Bruxelles ²⁸². Elles avaient un ami en commun, le père Pire, le Prix Nobel de la paix en 1958.

Elles s'écrivaient dans les années soixante, précisément quand l'une et l'autre militaient pour la paix. Elles avaient toutes les deux milité pour le droit de vote des femmes. Alors, elles ne se connaissaient (très probablement) pas. Elles auraient pu se rencontrer aux réunions de l'Internationale socialiste dans les années cinquante si Blume n'avait été exclue du PSB (voir plus bas). Leurs trajectoires, assez semblables sous certains aspects, éloignées sous d'autres, ne se sont croisées qu'à la fin de leur vie, quand elles militaient pour la paix. Pourquoi alors et pourquoi seulement alors ?

C'est à cette question que je vais tenter de répondre par ce texte. Plutôt que de vous présenter ici les résultats d'une enquête minutieuse sur « les faits », je m'en tiendrai pour l'heure à débayer mon hypothèse de base ²⁸³. Toutefois, il est néces-

²⁸² Je remercie Monsieur Messian de la Fondation Émile-Vandervelde et Monsieur Rikir de la Fondation Jacquemotte pour l'accueil éclairé qu'ils ont bien voulu me réserver à Bruxelles en décembre 1991. Merci aussi à Véronique Degraef.

²⁸³ Cette recherche en est encore factuellement à ses premiers balbutiements mais elle s'inscrit intersticiellement dans un projet plus vaste sur la citoyenneté des femmes et la maternité comme catégorie politique, projet partiellement subventionné par le CRSH. Il est certain qu'un approfondissement de l'examen de ces deux trajectoires ferait apparaître des différences majeures entre elles, en particulier dans les relations de ces deux femmes aux partis politiques. Par exemple, avant d'en être exclue, Blume a été une « femme d'appareil » dans un

saire de dire quelques mots sur la trajectoire d'Isabelle Blume (1892-1975) ; celle de Thérèse Casgrain vous étant largement présentée par ailleurs.

[267]

Isabelle Blume a été élue députée du Parti ouvrier belge (le POB, qui deviendra bientôt le Parti socialiste belge -PSB) alors que les femmes belges n'avaient pas encore le droit de vote. Elles ne l'auront toutes qu'après la Seconde Guerre mondiale. Toutefois - et j'ouvre cette parenthèse parce qu'elle permet de souligner le lien entre droits politiques et guerre, ou entre paroles politiques et paix, lorsqu'il s'agit des femmes -, en 1919 ²⁸⁴, le droit de vote à chaque palier d'élection est octroyé aux veuves de guerre et aux mères de soldats tués à la guerre. Cette « exception » marque bien l'association du statut de citoyenneté - concrétisé dans le droit de vote - et de la notion de défense du territoire national. L'intérêt heuristique de cette décision précise réside dans le fait qu'elle ne concerne pas seulement les mères - celles qui, par procuration, auraient versé leur sang pour la terre des pères, pour la patrie - mais aussi les épouses... par l'union à un homme héroïsé par la mort au champ d'honneur...

Élue sans le suffrage des femmes, la première fois en 1936 ²⁸⁵ à Bruxelles, Blume a soutenu et continuera de soutenir cette revendication mais finira toujours par obtempérer à la discipline du Parti sur ce point. Parti qui en fait une revendication d'autant moins prioritaire qu'il redoute que les femmes ne votent pour les curés... Ce n'est pas vraiment original mais c'est assez piquant eu égard à la biographie d'Isabelle Blume-Grégoire. Elle est en effet la fille d'un pasteur protestant borain ²⁸⁶ et l'épouse d'un autre... Et elle est socialiste !

parti socialiste important sur la scène politique belge et internationale. Sans en être, le chef, ceci lui donnait probablement un poids politique - au sens le plus courant - plus important que celui de Thérèse Casgrain. De plus, étant donné la conjoncture politique belge de l'époque, être une femme politique socialiste relevait d'une conviction idéologique marquée. Il est probable que sur ce terrain précis, l'examen croisé des deux trajectoires soulignerait surtout leur éloignement.

²⁸⁴ Alors que tous les hommes ne pourront voter qu'en 1921.

²⁸⁵ Elle n'est pas la première. Elle est précédée à Liège par Lucie Desjardins, élue à la Chambre en 1929, elle aussi, sur une liste du POB. Sans être électrices, les femmes belges étaient éligibles à la Chambre des représentants depuis 1920 et au Sénat depuis 1921.

²⁸⁶ Le Borinage est alors un des bassins charbonniers wallons. Dans certains villages, dans certains « corons », il est des pasteurs protestants, généralement

Après la Seconde Guerre mondiale, et donc après l'octroi du droit de vote aux femmes, elle sera la responsable du « mouvement [268] féminin » au sein du Parti socialiste belge. Et, à ce titre, elle réalise un travail remarquable pour la finesse de ses analyses, notamment en ce qui a trait aux allocations familiales ²⁸⁷ et aussi à l'importance du travail domestique. Elle frôle, comme les ratures de ses manuscrits de 1948 l'attestent, la possibilité de le définir comme un rapport social...

Mais, dès 1936, Blume commence à se créer des inimitiés au sein du Parti ouvrier belge par ses prises de position pour et son engagement actif aux côtés des Républicains espagnols. Elle trouve alors sur son chemin Paul-Henri Spaak, déjà ministre des Affaires étrangères. On pourrait dire, pour faire vite, qu'en matière de politique étrangère, Spaak était à la Belgique ce que Trudeau était au Canada : un homme politique brillant dont l'influence internationale ²⁸⁸ était disproportionnée au regard de l'importance du pays.

Il aura sa peau. Blume est exclue du PSB en 1951 pour ses prises de position à l'égard du réarmement de l'Allemagne. Elle prête son concours à une campagne franco-belge en grande partie orchestrée par des Communistes. Cela a suffi au PSB pour la renvoyer à ses casseroles, malgré l'intense travail qu'elle avait mené auprès des femmes socialistes. Cette exclusion apparaît comme une sanction démesurée si l'on tient compte, non seulement des faits reprochés, mais surtout du poids de Blume pour rallier les femmes au Parti.

Après son exclusion du Parti, Isabelle Blume va établir la branche belge du Conseil mondial de la paix, une organisation mixte, et va très vite jouer un rôle de premier plan pour le volet international du Conseil. Elle est aussi assez proche de la

plus proches des mineurs que les prêtres catholiques (les protestants sont minoritaires en Belgique). Que l'on se souvienne de Vincent Van Gogh qui y séjourna. *Les Mangeurs de pommes de terre* et *Les Souliers avec lacets* doivent sans doute beaucoup aux mineurs borains.

²⁸⁷ Elle a pour objectif de promouvoir, par les allocations familiales relativement substantielles en Belgique, la multiplication des familles moyennes (deux ou trois enfants) plutôt que des familles nombreuses (quatre enfants et plus) qui sont alors encouragées par le parti social-chrétien au pouvoir. Ce faisant, elle développe une réflexion sur « la famille heureuse » qui tient compte de l'épanouissement et de la satisfaction de la femme-mère. Elle les pense en les intégrant à la revendication du travail rémunéré des femmes, ce qui est peu commun à l'époque, y compris, faut-il le dire, dans le discours syndical.

²⁸⁸ En plus d'être par la suite Premier ministre à plusieurs reprises, il fut, au plan international, président de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe (1949-1951) et de la Communauté Économique du Charbon et de l'Acier (CECA - 1952-1954) avant d'être secrétaire général de l'OTAN (1957-1961).

Fédération des femmes [269] démocratiques que Thérèse Casgrain décrit comme une « organisation plutôt gauchiste mais dont les membres, en général, écoutaient volontiers les différents points de vue présentés lors des discussions ²⁸⁹ ».

Il est assez clair que, dans le climat de guerre froide des années cinquante, le Conseil mondial de la paix était largement sous l'aile des partis communistes européens, et en particulier de l'Europe de l'Est, sinon de l'URSS. Blume s'en défend et tente de rallier à la cause des militants chrétiens de gauche, ce qu'il lui aurait été impossible de faire à cette époque au plan national ²⁹⁰. En 1968, alors qu'elle est « président coordonnateur » du Conseil mondial de la paix, elle ne peut pas ne pas protester, même assez diplomatiquement, contre l'invasion de la Tchécoslovaquie. En juin 1969, le poste de président coordonnateur est supprimé...

Dans un manuscrit resté inachevé elle écrivait quelques années plus tard :

Dès 1969 à l'Assemblée de la Paix à Berlin, on me fit sentir ce qu'il en coûtait de n'être pas un « Yes man » de l'Union soviétique et l'on m'enleva, pour des raisons en apparence valables, le titre et la charge de « Président Coordonnateur du C.M.P. ». Que l'acte ait été consommé avec l'accord et la complicité des pays socialistes et de quelques autres délégués, n'en diminue pas ma peine. On oubliait seulement une chose, que toute une vie de combat m'avait appris qu'il faut savoir payer pour avoir une opinion et la défendre, sans quoi il n'y a plus de valeur morale possible ²⁹¹.

*
* * *

[270]

Je pourrais, je devrais peut-être, en rester sur ces fortes paroles. Toutefois, l'objectif étant moins une commémoration que la possibilité de trouver dans ces trajectoires des éléments de réflexion pour notre présent, il ne me paraît pas inopportun de revenir sur la formulation d'une hypothèse annoncée. Elle est énoncée pour apporter des éléments de réponse à la question suivante : Pourquoi Thérèse

²⁸⁹ Thérèse CASGRAIN (1971). *Une femme chez les hommes*, Montréal, Éditions du Jour, p. 242.

²⁹⁰ Mais qu'elle tentera, sans grand succès et peut-être avec moins de conviction, une dizaine d'années plus tard dans son Borinage natal.

²⁹¹ Isabelle BLUME (1976). « Les monologues du silence », dans José GOTOVITCH (entretiens recueillis et présentés par) (1976). *Isabelle Blume*, Bruxelles, Fondation Joseph Jacquernotte, p. 209-240, voir p. 223.

Casgrain et Isabelle Blume, qui toutes deux, dans leur pays, ont milité activement pour la « cause des femmes » depuis les années trente, ne se rencontrent-elles que dans les années soixante quand elles militent pour la paix ? Cette rencontre singulière - qui m'arrange bien puisqu'elle m'a donné l'occasion de participer à ce colloque - est intéressante en ce qu'elle permet une interrogation sur les conditions de possibilité, sur la médiation nécessaire, pour que des femmes, avant le mouvement féministe des années soixante-dix, puissent se réunir au plan international.

Abruptement, l'hypothèse se formulerait comme suit : Se pourrait-il que des femmes qui ont consacré de nombreuses années de leur vie à « la cause des femmes » finissent par la vouer à la paix, non par résignation pacifiste, mais par aspiration à être « citoyennes du monde » ?

Il est possible que cette formulation ne rende pas vraiment justice à la radicalité du point de vue. Non pas du mien, mais du leur. Et surtout, et c'est principalement cela qui m'importe, que cette formulation n'illustre pas suffisamment la tension qui pouvait être à l'œuvre chez des féministes d'avant le mouvement des années soixante-dix.

Pour le dire plus clairement : la trajectoire politique de Thérèse Casgrain et celle d'Isabelle Blume - même dans leurs divergences marquées au plan politico-idéologique - n'illustrent-elles pas que lors de l'inexistence d'un *mouvement* féministe, des féministes « intelligentes », à « la forte personnalité », en arrivent à délaisser la cuisine pour vaquer aux affaires internationales ? Affaires internationales qui, parce qu'elles sont femmes, revêtent à cette époque la parure de la lutte pour la paix. Elles ne pouvaient être ministres des Affaires étrangères, aussi auraient-elles été pèlerines de la paix.

Disant cela, je ne veux jeter aucune suspicion sur la pureté de leurs intentions. Cet aspect des choses ne m'intéresse aucunement.

[271]

Mais m'intéresse, par contre, un questionnement politique sur le pacifisme associé au féminisme. Le plus souvent, implicitement ou non, cette association renvoie *in fine* à la maternité. Ce fut le cas, par exemple, pendant et après la Première Guerre mondiale. On se souvient du mot d'ordre de la « grève des ventres » notamment mis de l'avant par des féministes françaises, comme Nelly Roussel et Hélène Brion.

Par la suite, on a pu faire appel à des « valeurs féminines » qui cachaient mal le point de vue selon lequel les femmes étant corporellement des porteuses de vie, elles étaient spontanément pour la paix universelle. Cette manière de voir peut être pernicieuse à maints égards. Notamment en ce qu'elle fait silence sur la violence des

femmes. Le post-féminisme ²⁹², en faisant un cheval de bataille de la violence infligée aux femmes, peut lui-même apparaître comme participant de l'occultation de la violence politique *des femmes*. Celle-ci est très nettement repérable dans les mouvements de résistance, dans les luttes de libération nationale et plus singulièrement encore dans les mouvements terroristes.

Il serait intéressant de fouiller la trajectoire politique de personnalités féministes comme Thérèse Casgrain et Isabelle Blume en considérant qu'elles deviennent des militantes pacifistes, non parce qu'elles sont des femmes-mères, mais parce que, en tant que femmes, et qui plus est féministes, elles ne peuvent avoir droit au chapitre international que si elles se rangent du côté de la paix. Autrement dit, elles endossent un stéréotype du féminin pour faire entendre leur voix sur la scène internationale ²⁹³.

Elles en ressentiraient le besoin aussi - si ce n'est en tout, du moins en partie -, parce que la scène nationale leur paraît trop [272] étroite. Ce qui questionnerait d'une autre manière le rapport au territoire. De ce point de vue, on peut souligner que l'ambiguïté qui marque la situation des femmes est moins anodine que les exemples suivants pourraient le laisser penser : d'une part, les femmes ne défendent pas le territoire national par les armes « conventionnelles » - il n'y avait pas de femmes-soldats jusqu'à il y a peu ; seules des résistantes éventuellement « terroristes » ont voix à ce chapitre - et, d'autre part, elles sont très peu nombreuses à être propriétaires fonciers. On pourrait considérer dès lors que les femmes auraient une *citoyenneté nomade* ²⁹⁴ tandis que le discours politique et social le plus répandu les

²⁹² C'est en son sens descriptif que j'utilise cette notion pour marquer une étape ultérieure au néo-féminisme. Cette dernière expression est elle aussi descriptive en ce qu'elle est utilisée pour démarquer le mouvement féministe des années soixante-dix du premier mouvement féministe suffragiste.

²⁹³ Ce qui n'est pas nécessairement contradictoire avec un discours « maternaliste » - sans doute moins présent chez la Belge que chez la Québécoise. L'hypothèse ici formulée l'est à propos de trajectoires de figures qui, par le procédé même, deviennent emblématiques. Une distinction pourrait donc sans doute être faite entre la trajectoire de ces femmes et le discours qu'elles tenaient pour rallier des voix à leur cause.

²⁹⁴ Puisque non sédentaire. Mais on m'accordera qu'il ne s'agit pas seulement d'un jeu de mots. Que l'on songe au fait que jusqu'à il y a peu, eu égard à la nationalité, et donc d'une certaine façon à la citoyenneté, le mariage octroyait à la femme celle du mari mais non l'inverse (le mari n'accédait pas par mariage à la nationalité de sa femme). Une femme devenait donc étrangère à son pays en épousant un étranger... L'expression *Qui prend mari prend pays* disait affirmativement le caractère ténu du lien de la femme à sa terre natale ou à la terre de

ancrer dans la maternité. La « cause de la paix » - déployée plus ou moins directement sous l'étendard des « porteuses de vie » mais, dans le même temps, seule cause permise aux femmes dans l'enceinte internationale - serait susceptible de réduire ces tensions intimement ressenties. Le « patriotisme » - la défense de la terre des pères - sied mal aux femmes : leurs liens au territoire et même à l'ethnie sont ténus alors qu'elles transmettent la vie. Si leur patriotisme relève ultimement de l'abstraction, cette abstraction même associée au concret sans racines de leur maternité potentielle les désigne comme pacifistes. Si elles ne savent au nom de quoi être patriotes, elles peuvent être pacifistes au moins par ces défauts.

Il y a lieu d'approfondir ces questionnements en retournant au cœur des itinéraires à chaque fois uniques, marqués par l'histoire personnelle et sociopolitique. Thérèse Casgrain et Isabelle Blume peuvent nous rendre encore ce service-là.

son père. Cela étant, plutôt que de laisser échapper un pleur supplémentaire sur la triste condition féminine, il serait stimulant, peut-être, de revendiquer la citoyenneté nomade pour tous ou, au moins, la citoyenneté élective... Peut-être, car les conditions sociopolitiques actuelles, dont le racisme, appellent à la vigilance. Voir Sami NAIR (1992). *Le regard des vainqueurs, Les enjeux français de l'immigration*, Paris, Grasset ; ainsi que Étienne BALIBAR (1992). *Les frontières de la démocratie*, Paris, La Découverte.

[273]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

SEPTIÈME PARTIE

THÉRÈSE CASGRAIN le Parti social-démocrate et le Nouveau Parti démocratique

Participants et participante

Audrey MC LAUGHLIN
Robert COMEAU
André LAMOUREUX
Michael OLIVER

Présentation

Robert COMEAU

[Retour à la table des matières](#)

[275]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Septième partie :
Thérèse Casgrain : Le Parti social démocrate
et le Nouveau Parti démocratique.

PRÉSENTATION

*par Robert Comeau **

[Retour à la table des matières](#)

Après deux discours d'hommage à la première femme chef d'un parti politique au plan provincial, les deux autres exposés ont analysé le rapport de madame Casgrain au nationalisme et au fédéralisme canadien.

Le discours préparé par madame Audrey McLaughlin, chef du Nouveau Parti démocratique, souligne l'apport important au parti de celle qui s'y est jointe à l'âge de cinquante ans. Michael Oliver rappelle que c'est le parti CCF qui a permis le premier qu'une femme puisse se trouver à un véritable poste de commande. Il souligne son optimisme, son enthousiasme et la détermination dont elle fit preuve dans la défense de ses conceptions. Loin d'être marginale, elle a su rallier l'adhésion de francophones québécois « enracinés » dans leur milieu. Il doit reconnaître le caractère éphémère de la plupart de ces adhésions à cause de la question nationale québécoise qui a constamment divisé le Parti.

* Robert Comeau est professeur au département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal.

J'aborde pour ma part les années cinquante lorsque madame Casgrain dirige l'aile provinciale du parti CCF au Québec, de 1951 à 1957. Ces années sont difficiles pour le parti social-démocrate qui multiplie les échecs électoraux face à Maurice Duplessis qui tire profit de son opposition à la centralisation fédérale. Je veux démontrer que c'est encore sa position sur la question nationale québécoise qui empêchera le parti de prendre son envol. Celle qui aurait voulu rassembler toutes les forces anti-duplessistes au Québec, mettra beaucoup d'énergie à empêcher l'émergence d'une autre formation politique sans lien avec un parti fédéral.

André Lamoureux, qui a consacré un ouvrage à l'histoire du NPD au Québec, tente de situer le cheminement de Thérèse Casgrain lors du passage du CCF au NPD en 1961. Il analyse son rapport à la social-démocratie et au fédéralisme canadien. Il s'interroge sur les raisons de sa déception face aux Libéraux au début des années [276] quarante. Après une période sociale-démocrate, il semble qu'à la fin de sa vie, elle se soit rattachée davantage au courant libéral.

Sur la question nationale, le politicologue André Lamoureux rappelle la crise de l'année 1955 où elle fut coincée entre l'aile fédérale du parti et les membres nationalistes de la section québécoise. Ces derniers quitteront le parti pour fonder l'éphémère Ligue d'action socialiste. Il analyse le rôle de celle qui fut vice-présidente du CCF et une figure de proue lors de la fondation du NPD en 1961.

[277]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Septième partie :
Thérèse Casgrain : Le Parti social démocrate
et le Nouveau Parti démocratique.

1.

" Une féministe sociale-démocrate fédéraliste. "

*par Audrey McLaughlin **

[Retour à la table des matières](#)

Pour renforcer une culture, et la société qu'elle a construite, il faut connaître son histoire et célébrer ses héros. Quand on décide où on veut aller, il faut savoir d'où l'on vient. Les témoignages de personnes qui l'ont connue ont permis de mettre en évidence le rôle extraordinaire que Thérèse Casgrain a joué dans les mouvements féministe et pacifiste, au Québec, au Canada et sur la scène internationale. En ce qui me concerne, je veux mettre l'accent sur ce que je connais le mieux : sa contribution au Canada tout entier. Comme féministe et comme sociale-démocrate québécoise, madame Casgrain a influencé plusieurs générations de Canadiens hors Québec.

Je suis parmi celles et ceux dont la vie a été vraiment touchée par Thérèse Casgrain. N'oubliez pas que nous partageons beaucoup de choses, elle et moi - toutes les deux féministes, sociales-démocrates, fédéralistes. Nous travaillons pour la paix, nous travaillons avec les autochtones, nous combinons la politique électorale et la

* Audrey McLaughlin est présidente du Nouveau Parti démocratique du Canada et députée à la Chambre des communes.

politique de pressions. Elle était la première chef d'un parti politique au plan provincial, et moi la première au plan canadien. Je suis ici, comme femme en politique, parce que Thérèse Casgrain était là, avant moi.

Elle était là avec la suffragette Nellie McClung ; elle était là avec la première députée fédérale Agnes McPhail. Elle était là avec les cinq femmes courageuses qui ont défié le gouvernement fédéral pour que les femmes puissent être reconnues comme personnes, et la victoire est venue, enfin, en 1929.

Thérèse Casgrain connaissait ces femmes du Canada anglais. Elle travaillait avec elles. On dit qu' Agnes McPhail a beaucoup influencé sa décision de se joindre au CCF. L'admiration était [278] mutuelle - Agnes avait une photo de Thérèse dans son bureau au parlement.

Être féministe au Québec et au Canada, ce n'était pas facile pendant les années vingt, les années trente, quarante, cinquante. On pouvait persévérer... Mais ça prenait du courage, de la ténacité, un esprit fort. Il fallait aussi s'entraider.

Le mouvement féministe continue d'ailleurs de grandir grâce à cette solidarité, à cette coopération pancanadienne. Les femmes du Québec font souvent l'admiration de leurs consœurs ailleurs au pays. Nous luttons ensemble pour les centres d'accueil, nous luttons ensemble pour la liberté du choix, l'équité salariale, contre la violence envers les femmes. Nous accomplissons beaucoup ensemble. Nous sommes plus fortes quand nous travaillons ensemble.

Cela dit, la contribution de Thérèse Casgrain comme féministe est bien connue et l'on en discute beaucoup. Sa contribution à mon parti, et si je peux me permettre d'être un peu audacieuse, notre contribution à sa pensée politique, sont moins connues. Si c'était difficile d'être féministe au Québec pendant les années quarante, imaginez comme c'était difficile, au Québec, d'être membre du CCF : la « Cooperative Commonwealth Federation », un parti qui portait un nom qu'on ne peut même pas traduire en français. Mais madame Casgrain s'est jointe à notre parti, de son plein gré, à l'âge de cinquante ans. Il y a là un message : il n'est jamais trop tard.

Comme chef ici au Québec, et comme vice-présidente du parti national entre 1948 et 1963, Thérèse Casgrain a joué un rôle primordial au sein de notre parti. Elle nous a donné une voix au Québec. Elle nous a aussi donné une voix québécoise au Canada anglais. Elle s'est jointe à nous à cause de sa vision, de notre vision d'une société plus juste, parce qu'elle la partageait avec nous.

Mais il y avait plus, elle voyait aussi la possibilité d'influencer notre politique linguistique et culturelle, ce que le Canada devrait être pour que le Québec y ait sa place. Et elle a réussi, mais c'est une réussite peu connue au Québec. En 1961, le CCF

est devenu le Nouveau Parti démocratique. La même année, surtout grâce à Thérèse Casgrain, le Nouveau Parti démocratique a adopté la politique des deux nations. Nous étions loin devant les autres en reconnaissant le droit à l'autodétermination et la société distincte.

[279]

Je crois qu'il y a une autre chose sur laquelle il vaut la peine de se pencher : la contribution du CCF-NPD au Québec grâce à Thérèse Casgrain. Vous avez, je le sais, discuté de madame Casgrain et de la pensée politique au Québec : sa lutte pour la démocratie contre le gouvernement de Duplessis, sa lutte avec les grands syndicalistes du Québec, son influence sur les membres de *Cité libre*, son rôle dans le rassemblement provincial des citoyens. Il y en a même qui l'appellent la mère de la Révolution tranquille. Ce que je veux dire, c'est que si la pensée de madame Casgrain a eu un impact profond sur le Québec, c'est aussi vrai que la pensée sociale-démocrate du CCF-NPD a eu un impact profond sur la pensée de madame Casgrain.

Alors, on célèbre Thérèse Casgrain. Elle était une femme remarquable. Elle a accompli quelque chose de très rare dans ce monde : elle a touché la vie de plusieurs générations, des jeunes comme des moins jeunes.

Une autre chose, en concluant, qui s'ajoute à toutes ses autres réussites, c'est que madame Casgrain a démontré que le succès en politique doit être redéfini. Ici, on parle d'une femme qui a perdu huit campagnes électorales, qui n'a jamais été élue, qui est devenue sénatrice quelques mois avant sa retraite, qui était membre d'un parti pas tout à fait conventionnel, pas tout à fait « mainstream » au Québec. Mais nous nous trouvons tous ici rassemblés, dix ans après sa mort, en train de lui rendre hommage, d'analyser la portée de sa carrière, de sa vie, avec une admiration réservée à bien peu d'autres.

Le monde est plein d'hommes et de femmes politiques qui ont été élus huit fois, députés pendant vingt-cinq ans, mais qui sont oubliés tout de suite : leur contribution est si mince comparée à celle de Thérèse Casgrain. Ce n'est pas une question de succès électoral, c'est le succès des valeurs et des idées que l'on représente qui compte. Ce n'est pas une question de succès à court terme, mais à long terme. Il ne s'agit pas de prendre la voie la plus facile. Il faut s'engager. Il faut suivre nos convictions. Il faut être courageux. Il faut prendre la vie en main et lui faire face.

[281]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Septième partie :
Thérèse Casgrain : Le Parti social démocrate
et le Nouveau Parti démocratique.

2.

" La leader du Parti social-démocrate au Québec, de 1951 à 1957. "

*par Robert Comeau **

[Retour à la table des matières](#)

Avant d'aborder le rôle de Thérèse Casgrain comme leader de l'aile provinciale du CCF au Québec de 1951 à 1957, voyons d'abord quel était l'état du parti au plan fédéral et ensuite au plan provincial.

* J'aimerais remercier Madeleine Décary, Mireille Fréchette et Maryse Darsigny qui m'ont fourni divers documents tirés des archives de l'Université McGill, des archives de l'UQAM et des Archives nationales du Canada à Ottawa. Nous avons consulté le fonds Émile Boudreau, le fonds du NPD et celui de la FUIQ au service des archives de l'UQAM et le fonds CCF/NPD, MS 396 dans la section des livres rares de la Bibliothèque McMullen de l'Université McGill. Plusieurs renseignements sont tirés des journaux du Parti : *Le Canada nouveau*, *Debout pour un Canada nouveau*, *Le Social-démocrate* et *CCF News*. *Le Canada nouveau* débute comme mensuel en mars 1944, devient bimensuel en février 1945, cesse de publier en juin 1945 et reprend comme mensuel de novembre 1947 à octobre 1949. *Debout pour un Canada nouveau* ne dure qu'un an. Son dernier numéro date de septembre 1950. *CCF News* a pris naissance en novembre 1947 et dura jusqu'en février 1955. Quant au journal *Le Social-démocrate*, il est difficile de préciser ses débuts (vers 1954 ou 1955). Il prend fin en juin 1960.

Le CCF : un parti menaçant

Au plan fédéral, de 1942 à 1949, le CCF fut un parti important. La période qui commence au début des années cinquante est beaucoup moins glorieuse. En effet, à partir de 1943, ce nouveau Parti a le vent dans les voiles. Il devient le parti d'opposition officielle en Ontario. En 1944, il prend le pouvoir en Saskatchewan avec une majorité écrasante. La même année, il devient l'opposition officielle en Colombie-Britannique et au Manitoba. Cette force du parti dans l'Ouest et en Ontario s'explique en partie, selon Thérèse Casgrain, par les modifications apportées à son programme qui reconnaît après 1943 la [282] propriété privée : cette reconnaissance rassure les petits propriétaires. En même temps, le CCF durant toutes les années quarante mène un combat féroce contre les Communistes dans le mouvement syndical pour bien s'en démarquer. C'est cette montée des luttes sociales et des forces politiques progressistes qui explique le virage à gauche que prend soudainement le Parti libéral du Canada en 1943. L'année 1943 avait été une année record au plan des grèves au Canada et les partis socialiste et communiste étaient en expansion : Fred Rose, Communiste, est élu à Montréal et David Côté du CCF à Rouyn-Noranda à une élection en novembre 1944. Les sondages de 1943 montraient que le CCF devançait les deux partis traditionnels. Le nouveau ministre fédéral de la Santé, Brooke Claxton, qui avait été proche de la Ligue pour la reconstruction sociale du CCF dans les années trente, a joué un rôle clef dans le virage opéré par le parti de Mackenzie King en 1943. En fait, les Libéraux craignant d'être remplacés par un parti plus à gauche, le CCF, empruntent largement à ce programme en élaborant un plan global de sécurité sociale. Le professeur Yves Vaillancourt ²⁹⁵ a bien expliqué le contexte où a été élaboré ce projet de construction de l'État-providence au Canada par le Parti libéral. Dans l'esprit du gouvernement fédéral, cet ensemble de politiques sociales doit non seulement contribuer à la stabilité économique au moment de la transformation des usines de guerre en industries civiles, mais aussi forger une unité canadienne durable. Comme le gouvernement de Mackenzie King n'a pas réussi à rallier les provinces autour de ce projet lors de la célèbre conférence de la reconstruction de 1945-1946, les provinces de l'Ontario et du Québec refusant de renoncer définitivement à leur droit de percevoir des impôts directs en retour de subventions du fédéral, le

²⁹⁵ Yves VAILLANCOURT (1988). « À Ottawa : une stratégie interventionniste de construction de l'État-providence », chapitre 2 de *L'évolution des politiques sociales au Québec, 1940-1960*, Montréal, PUM, p. 79-118.

gouvernement de King dut faire preuve de prudence et procéder par étapes dans la construction de cet État-providence.

Les années cinquante : un CCF marginal

C'est ainsi que durant les années cinquante, au moment où Thérèse Casgrain dirige l'aile provinciale du CCF, le gouvernement libéral [283] fédéral met en œuvre, pièce par pièce, tous les éléments de son plan de sécurité sociale : en 1951 la sécurité de vieillesse, en 1955 l'assistance aux invalides, en 1956 l'assistance-chômage, et en 1957 l'assurance-hospitalisation. Les CCFistes, qui n'ont pas l'initiative du jeu, critiquent les modalités et veulent accélérer le rythme de ces mesures sociales. Le parti au pouvoir les présente comme des « libéraux pressés » qui ne peuvent être en désaccord avec les politiques du PLC. Cette stratégie des Libéraux sera efficace. Dès 1949, le parti CCF subit de lourdes pertes sur la scène fédérale. La situation continue de se détériorer jusqu'en 1957. Le parti est alors redevenu un parti de moindre importance, comme avant 1942.

Louis Saint-Laurent, qui remplace King en 1948, sait très bien que le gouvernement fédéral jouit d'une légitimité douteuse : il procède donc en évitant les débats et les confrontations constitutionnelles. Et comme il n'a plus, après 1948, à craindre l'effervescence des luttes sociales et politiques - c'est la guerre froide qui règne, entraînant avec elle la répression des forces progressistes mais aussi une ambiance générale de prospérité -, il peut ralentir la mise en place des mesures sociales. Le Parti libéral du Canada ne respectait pas le partage des pouvoirs inscrits dans la *Constitution* et dut s'engager dans une bataille avec Duplessis. Ce dernier, en 1954, veut récupérer l'impôt provincial sur les revenus des particuliers cédé pendant la guerre. Face à cette dynamique, l'aile québécoise du CCF aura une double réaction : d'une part demander une accélération du rythme des réformes, comme l'aile fédérale du parti, mais d'autre part exiger le respect des juridictions provinciales du Québec. Cette contradiction empêche le CCF du Québec de se développer. Dans un ouvrage encore à l'état de manuscrit ²⁹⁶, rédigé l'année avant son décès, Thérèse Casgrain explique que c'est au moment où le Parti social-démocrate (le nom de PSD ne sera officiel qu'en 1956) commençait à démontrer une grande indépendance vis-à-vis du CCF fédéral que certains dossiers québécois devinrent l'objet de controver-

²⁹⁶ Ce texte dactylographié de 253 pages est conservé aux Archives nationales du Canada au dossier Thérèse Casgrain MG32C25. Au chapitre 2, on apporte dix raisons pour lesquelles le CCF n'a pas réussi à percer au Québec.

ses entre l'aile provinciale et l'aile dite nationale du parti. Le CCF du Québec était d'accord avec l'établissement d'un impôt provincial au Québec alors que l'aile [284] fédérale du CCF désapprouvait totalement cette revendication du gouvernement Duplessis.

L'aile québécoise du CCF : l'impossible envol ²⁹⁷

On peut dire que lorsque Thérèse Casgrain accepte le poste de chef provincial le défi est de taille. La question nationale ne permettra pas à l'aile de ce parti fédéraliste de prendre son envol. En 1951, l'effectif du parti a beaucoup diminué ; de vingt-sept clubs CCF existant en 1947, il n'en reste plus que dix-huit en 1950, même si la même année des comités féminins sont organisés en clubs sous la direction de madame Casgrain. L'objectif de la campagne de financement de 1948 était de 15 000 \$, c'est dire l'état précaire du parti.

Il est difficile d'évaluer avec précision l'effectif au Québec. En 1944, selon *Le Canada nouveau*, le parti regrouperait 500 membres. Selon les compilations fournies dans les archives d'Émile Boudreau déposées à l'UQAM, il y aurait en 1948 un peu plus de 1000 membres. Puis à partir de 1949, on assiste à une baisse : de 720 en 1949, on tombe à 440 en 1956. Pour l'année 1957, on parle de 406 membres dont 96 à Montréal et 310 de l'extérieur. Puis une légère remontée s'effectue en 1958 avec 650 membres.

Les membres de l'exécutif et du conseil provincial, les deux instances de direction, proviennent de plusieurs milieux : les milieux professionnels anglophones : médecins, avocats, ingénieurs, architectes et hommes d'affaires ; les intellectuels réformistes de McGill : professeurs, journalistes, artistes ; et les militantes et militants syndicaux francophones et anglophones occupant des postes de direction dans différents syndicats. Ces mêmes syndicalistes se retrouvaient souvent dans des organisations progressistes tels le Comité ouvrier juif ou la Société canadienne des droits de l'homme qui rivalisait avec La ligue canadienne de défense ouvrière du Parti communiste.

Quant aux membres de la base, ils proviennent des milieux syndicaux de la Fédération des unions industrielles, créée en 1952, de [285] la FPTQ tel Roger Provost qui deviendra président de la FTQ en 1957, de la centrale catholique CTCC, tels

²⁹⁷ Sur cette période, on consultera : Susan Mann TROFIMENKOFF (1985). « Thérèse Casgrain and the CCF in Québec », *The Canadian Historical Review*, juin 1985, vol. 66, n° 2, p. 125-153.

Jean-Robert Ouellet, vice-président de la CTCC, ou Michel Chartrand, et encore des collèges et des universités anglophones. Un très petit nombre provenait des institutions d'enseignement francophones. Très peu d'agriculteurs aussi, contrairement aux provinces de l'Ouest, adhéraient au CCF. Les francophones de Montréal se retrouvaient en minorité au parti. Toujours dans son manuscrit non publié, Thérèse Casgrain écrit que toutes les réunions se tenaient en anglais jusqu'en 1955 :

Entre 1940 et 1955, il arrivait tout de même que certaines personnes s'exprimaient en français au cours des diverses rencontres. Mais les procès-verbaux n'étaient rédigés qu'en anglais. À partir de 1955, les réunions se tinrent en français. En 1956, le CCF connut une nette augmentation du nombre de Canadiens français.

Son action à la tête du parti au Québec

Dans son autobiographie ²⁹⁸, elle raconte qu'une de ses premières tâches fut d'attirer un plus grand nombre de francophones au parti. Elle participe à la recherche de candidats et candidates pour chacune des élections. Avec Michael Olivier, elle multiplie les rencontres avec Gérard Pelletier, Jean Marchand, Pierre Trudeau et André Laurendeau pour les convaincre de rallier le PSD. Ils ne seront jamais membres. Elle aurait souhaité regrouper en son parti tous les opposants au duplessisme. Au moment de sa démission en 1957, ce n'est pas la candidature de Michel Chartrand qu'elle favorise mais celle de Pierre Trudeau dont elle souhaite qu'il accepte son offre. Ultime échec. En octobre 1958, Trudeau publie dans *Cité libre* « Le Manifeste démocratique » dans lequel il demande la formation d'un nouveau parti pour faire échec au régime Duplessis.

Au plan électoral, les choses ne sont pas plus faciles. À l'élection provinciale de 1952, elle présente vingt-trois candidats. Elle-même se classe troisième à Verdun avec 2857 voix. À l'élection fédérale de 1953, les vingt-six candidats récoltent 1,5 % du vote exprimé. Elle se classe encore troisième avec 2879 voix dans Jacques-Cartier-LaSalle. [286] C'est plus que Fernand Daoust qui récolte 533 voix dans Sainte-Marie. À l'élection provinciale de 1956 où seulement quinze candidats du parti se présentent, elle se classe encore troisième dans Jacques-Cartier avec 2322 voix. C'est plus que Michel Chartrand (877 voix dans Chambly). Enfin, à l'élection fédérale

²⁹⁸ Thérèse CASGRAIN (1971). *Une femme chez les hommes*, Montréal, Éditions du Jour.

de juin 1957, elle récolte 1947 voix dans Villeneuve : c'est mieux que Marcel Pepin dans Hochelaga, que Michel Chartrand dans Longueuil, que Gaston Miron à Outremont et que Jacques Couture dans Laval. Le Parti Social-démocrate n'a recueilli encore que 1,8 % du suffrage exprimé.

À l'évidence, le parti a échoué dans sa tentative d'effectuer une percée politique au Québec. Dans son histoire du parti qui n'est pas publiée, Thérèse Casgrain reconnaît que : « Le CCF n'a pas su comprendre les aspirations des Québécois, voilà la raison profonde de sa faillite au Québec. » Elle présente ensuite les dix raisons qui expliquent cet échec. En voici quelques-unes :

1. Le CCF reste identifié aux anglophones, et pour cause ;
2. le caractère centralisateur est le deuxième facteur qu'elle avance : « [...] cet aspect du parti le rendait impopulaire auprès de la population qui autrement aurait pu être intéressée par cette formation » ;
3. sa position en faveur de la conscription, soutenue par Guy Désaulniers, alors leader de l'aile québécoise, allait à l'encontre de l'opinion publique québécoise ;
4. enfin, « à peu près toutes les personnes que nous avons interviewées sont toutes unanimes pour dire qu'après 1950 seule la question nationale est cause de l'échec de ce parti au Québec ²⁹⁹ ».

Elle était très lucide et comprenait fort bien l'ampleur du débat et la nature des enjeux. Elle a délibérément adopté le camp de Pierre Trudeau. Elle parle aussi de la « mauvaise adaptation du CCF au langage et aux mœurs québécois ». En clair, ce parti méprisait profondément le nationalisme québécois qu'il voyait utilisé par Duplessis. Elle note par ailleurs que son manque de moyens n'a pas permis au parti d'attirer des candidats prestigieux. Elle ajoute que les [287] Canadiens français étaient peu sensibles aux libertés individuelles et, comme Trudeau, elle affirmera que l'ignorance est la cause de l'absence de démocratie au Québec. Elle met au compte de l'ignorance et de la peur du communisme, le rejet du CCF, les ennemis de ce parti ayant en effet tout fait pour entretenir la confusion entre socialisme et communisme. Elle consacre tout un chapitre de son ouvrage à démontrer l'influence négative que

²⁹⁹ Voir page 110 du manuscrit inédit déjà cité, Archives nationales du Canada, dossier Thérèse Casgrain MG32C25.

l'Église catholique du Québec a eue sur le résultat des votes ³⁰⁰. Elle rappelle les condamnations du CCF par l'archevêque Gauthier de Montréal en 1934 et le cardinal Villeneuve de Québec pour qui « personne ne peut être un bon catholique et un CCFiste en même temps ». Quand M^{gr} Charbonneau et l'archevêque de Toronto, M^{gr} McGuigan, feront une déclaration commune affirmant que les catholiques peuvent appuyer le CCF, les termes de cette deuxième déclaration levant les condamnations faites dix ans plus tôt ne seront pas aussi tranchés et clairs, de déplorer madame Casgrain.

Le CCF et le mouvement syndical québécois

Durant toutes les années cinquante, le CCF appuya toutes les batailles syndicales, la grève d'Asbestos et de Thetford, les instituteurs de Montréal ou les grévistes de Louiseville. De son côté, dès sa création en 1952, la Fédération des unions industrielles du Québec, la FUIQ, appuie le CCF. Pour combattre les projets de loi 19 et 20, la FUIQ réaffirme que la seule solution réside dans l'action politique du mouvement ouvrier organisé. Les marches sur Québec contre ces projets de loi, auxquelles participèrent des travailleurs et travailleuses de la CTCC, de la FUIQ et du CCF, ont renforcé le mouvement d'opposition à Duplessis. Aussi, lors de son congrès de 1954, la CTCC insiste-t-elle à son tour sur la nécessité de l'action politique et, à celui de 1957, elle déclare que le programme du PSD est conforme aux vœux exprimés par les centrales syndicales.

En juin 1954, lors de son congrès à Champigny, les délégués de la FUIQ décident de confier à son comité d'action politique le mandat de rédiger un manifeste politique. Cinq rédacteurs en sont alors chargés. Ce manifeste sera adopté en mai 1955 au troisième congrès [288] de la FUIQ tenu à Joliette. Il préconise un socialisme démocratique « dans le respect des traditions canadiennes-françaises ». Dans la logique du manifeste, connu sous le nom de *Manifeste de Joliette*, le comité propose majoritairement (quatre membres sur cinq) la création d'un parti ouvrier distinct de l'aile québécoise du CCF. Parmi les tenants de cette option, on retrouve Fernand Daoust, secrétaire du comité d'action politique de la FUIQ, Roméo Mathieu, secrétaire de la FUIQ, et Philippe Vaillancourt, directeur du Congrès du travail du Canada au Québec. Parmi les opposants on compte Romuald Lamoureux et William Dodge, membre dissident du comité de rédacteurs du manifeste. Il faut savoir que William Dodge est aussi président de l'aile québécoise du CCF : il préside le parti de Thérèse

³⁰⁰ Le chapitre 3, sections I et II, p. 132-169.

Casgrain de 1954 à 1957 alors que madame Casgrain a le titre de leader du parti. C'est dire que madame Casgrain le soutient dans sa démarche pour empêcher l'émergence d'un parti social-démocrate sans lien avec une formation fédérale. Elle fait tout pour empêcher la naissance de ce parti. Le politologue Roch Denis a bien raconté cet épisode du mouvement ouvrier.

Les protagonistes de l'initiative de Champigny étaient tous des socialistes qui, reconnaissant l'échec du CCF au Québec, espéraient regrouper les forces de gauche dans un mouvement plus vaste dont les membres du CCF constitueraient en quelque sorte l'avant-garde. Cette initiative avait souvent été souhaitée par plusieurs CCFistes en vue. Mais dès qu'elle prit corps, les membres du CCF la combattirent. Madame Casgrain s'opposa farouchement à l'initiative de Champigny comme à une trahison. Dans un chapitre précédent, Fernand Daoust a évoqué cette divergence fondamentale et les moyens utilisés par la leader du parti. Elle sait que la politique ne se fait pas qu'avec des beaux sentiments. Fernand Daoust pourrait confirmer qu'en 1955 les membres du CCF au congrès syndical de la FUIQ tenu à Joliette, se sont alliés aux membres apolitiques, voire aux partisans de l'Union nationale pour combattre le projet d'un parti socialiste authentiquement québécois. Cet épisode n'est pas raconté dans les mémoires de madame Casgrain ni dans son étude non publiée.

[289]

Thérèse Casgrain et le « Rassemblement »

En avril 1956, Jacques Perrault et Pierre Elliott Trudeau convoquent toutes les gauches démocratiques à une assemblée en vue de trouver « une nouvelle formule politique », le Rassemblement. L'idée de Champigny revint à la surface et souleva beaucoup d'enthousiasme, sauf chez les militants et militantes du CCF-PSD. Le Rassemblement fut lancé en septembre 1956. En moins d'un an, il recruta 700 adhérents. Les CCFistes non contents de le boudier, peut-on lire dans un document des « nationalistes » de l'époque, selon l'expression de Thérèse Casgrain, menèrent une véhémente campagne de calomnies contre ceux de la FUIQ qui y prirent une part active. Ce « Rassemblement » entraînait aussi en concurrence avec le PSD de madame Casgrain.

À l'intérieur du mouvement syndical, les syndicalistes progressistes attribuèrent à Thérèse Casgrain et à son exécutif l'échec de la tentative de créer un authentique parti socialiste au Québec. Quand les deux fédérations provinciales (la FPTQ et la

FUIQ) fusionneront pour donner naissance à la FTQ, les perdants de Champigny combattront le camp opposé formé des unionistes, des apolitiques et des CCFistes.

À la suite de ce naufrage, c'est le Parti libéral du Québec qui sut canaliser l'opposition à Duplessis. Pierre Trudeau, à la tête du Rassemblement, ne le convoqua plus, profitant d'une sabbatique ! La Ligue d'action socialiste, formée à l'été 1955 par les promoteurs d'un parti social-démocrate québécois, s'effrita. La Ligue d'action socialiste avait réussi à convaincre les dirigeants de la FUIQ d'appuyer le Rassemblement. Les perdants de Champigny n'avaient pas renouvelé leur adhésion au PSD. Ce parti n'en mena pas bien large.

Pendant que les socialistes s'entredéchiraient dans le mouvement syndical, le Parti libéral du Québec se donnait une structure démocratique, la Fédération libérale du Québec, et tout un programme réformiste était élaboré par Georges-Émile Lapalme. Lapalme empruntera beaucoup au programme des sociaux-démocrates. [290] Dans un important document interne du parti, qui sera publié plus tard sous le titre *Pour une politique*³⁰¹, Lapalme explique son erreur d'avoir suivi aveuglément Saint-Laurent dans sa lutte contre Duplessis. Il considère comme erronée sa position de ne pas avoir appuyé la création d'un impôt provincial en 1954.

À l'automne 1957, Thérèse Casgrain décide de démissionner comme leader en faveur de Michel Chartrand alors membre du Bureau national. Au même moment, William Dodge quitte aussi la présidence. Il deviendra secrétaire du Congrès du travail du Canada. Entreront à l'exécutif du PSD Émile Boudreau, Jean-Paul Geoffroy, Jacques Victor Morin, Pierre Vadebonceur et Fernand Lavergne. Parmi les membres qui participeront au Conseil provincial, soulignons la présence de M^{me} Francine Laurendeau, de M. Théo Gagné, de M^{me} Marcelle Leclerc, de M. Gaétan Robert et de M. Robert Veillette.

Madame Casgrain affirme avoir quitté le parti parce que plusieurs militants attribuaient l'insuccès de son aile provinciale au fait qu'elle soit une femme. Je crois que c'est plutôt son conflit avec les dirigeants syndicalistes québécois dits nationalistes qui était en cause. La faiblesse de l'effectif, les liens fragiles avec le mouvement syndical, la débâcle électorale s'expliquent en grande partie par le fait que ce parti est resté tout à fait fermé aux aspirations nationales du peuple québécois, comme l'affirme André Lamoureux, l'auteur d'une étude sur le NPD³⁰².

³⁰¹ G. Émile LAPALME (1988). *Pour une politique, Le programme de la Révolution tranquille*, Montréal, VLB Éditeur.

³⁰² André LAMOUREUX (1985). *Le NPD et le Québec, 1958-1985*, Montréal, Éditions du Parc, 230 p. ; et André LAMOUREUX (1987). « Le NPD au Québec :

Le programme syndical du PSD et le Parti libéral du Québec

En fait, le Parti libéral du Québec reprendra à son compte bon nombre de propositions du PSD qui représentaient pour une grande part le programme réformiste du mouvement syndical. Avec la dynamique visant à faire du gouvernement du Québec l'État national des Québécoises et Québécois, la population en viendra à désirer que l'État-providence soit créé à Québec. Le progrès social ne passe plus [291] seulement par Ottawa, comme la gauche l'avait cru aux heures les plus sombres du duplessisme. Le programme du PSD présente divers moyens d'apporter une redistribution plus juste des richesses. L'objectif est de faire passer la personne humaine avant le profit.

Au chapitre de la sécurité sociale, le PSD affirme que « le pouvoir fédéral, en collaboration avec les provinces et sous l'administration provinciale, doit maintenir un haut niveau de sécurité sociale ». Le programme demande un système d'assurance qui couvre entièrement tous les soins médicaux et dentaires et les frais d'hospitalisation, une politique de santé publique « avec des centres publics de loisirs et de santé » ; une politique du logement avec une Commission provinciale d'habitation. Le PSD est pour une éducation gratuite et l'instruction obligatoire jusqu'à seize ans ; il est favorable à une allocation aux parents pour les enfants aux études après seize ans, ce qui sera repris par le Parti libéral. Il favorise la centralisation des écoles dans les régions où cela est jugé désirable, ce qui sera mis en application par le Parti libéral. Pour les travailleurs il réclame l'interdiction des unions de compagnie, l'abolition de l'arbitrage obligatoire et le retour du droit de grève aux employés des services publics. Le programme préconise À travail égal, salaire égal sans considération de sexe, la création d'un ministère des Coopératives et celle d'un ministère provincial de Planification économique.

Au chapitre des relations fédérales-provinciales, il affirme :

Le PSD n'admettrait pas une politique du gouvernement fédéral qui tendrait à la centralisation des pouvoirs. Il considérerait un tel procédé comme un danger pour les droits des provinces, et spécialement pour la minorité canadienne-française du Québec.

les origines de l'impasse à la situation actuelle », dans *Bulletin du RCHTQ*, n° 39, automne 1987, vol. 13, n° 3, p. 13-25.

Par contre, il croit également que le gouvernement central doit avoir suffisamment de pouvoir pour être capable de contrôler les forces économiques sur une base nationale dans l'intérêt de toute la population canadienne. Il défend la représentation proportionnelle et se dit favorable à une limitation des fonds électoraux. Il appuie l'obtention du droit de vote pour tous les citoyens âgés de dix-huit ans. Il favorise la création d'un journal des débats ainsi que l'abolition du Conseil législatif.

Comme on peut le constater, plusieurs de ces éléments du programme du PSD ont été repris et souvent adoptés par le PLQ pendant la Révolution tranquille.

[293]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Septième partie :
Thérèse Casgrain : Le Parti social démocrate
et le Nouveau Parti démocratique.

3.

" Thérèse Casgrain: figure de proue
et artisane du passage du CCF
au NPD au Québec. "

*par André Lamoureux **

[Retour à la table des matières](#)

Ma présentation se veut une modeste contribution à un effort d'analyse pour situer politiquement le cheminement de Thérèse Casgrain dans le CCF puis le NPD.

Avant toute chose, il faut reconnaître que Thérèse Casgrain s'est tour à tour révélée une dirigeante du CCF, puis du NPD naissant. En effet, Thérèse Casgrain a été la toute première femme au Canada à diriger un parti politique provincial, c'est-à-dire le CCF-section Québec, devenu Parti social-démocratique en 1955. Cette responsabilité est importante à considérer, indépendamment de la petitesse de cette formation politique. Thérèse Casgrain fut aussi une dirigeante de premier plan dans la transition qui a mené à la fondation du NPD. Elle était de fait la seule femme à siéger, de 1958 à 1961, au Comité national de ce nouveau parti aux côtés des T.C. Douglas, Claude Jodoin, Gérard Picard, Roger Provost, David Lewis et de tous les

* André Lamoureux est professeur en science politique et en sociologie au cégep André-Laurendeau.

autres promoteurs de la fondation du NPD. En 1961, Thérèse Casgrain devenait aussi la première femme de toute l'histoire du NPD à siéger au Conseil fédéral de ce parti.

Ces quelques rappels de départ nous indiquent qu'après avoir été une pionnière dans la défense des droits des femmes, Thérèse Casgrain est aussi devenue une pionnière dans le développement de la social-démocratie au Québec et au Canada, ce qui lui confère davantage de mérite.

Mais comment peut-on caractériser cet engagement de Thérèse Casgrain dans le CCF et le NPD, un cheminement qui s'est étalé du milieu des années quarante au milieu des années soixante ? Pour nourrir ce questionnement, j'avancerais une piste d'analyse axée sur deux volets.

[294]

Premièrement, j'estime que Thérèse Casgrain a épousé la cause du CCF et du NPD parce qu'elle était d'abord attachée à une conception sociale-démocrate de la société. Madame Casgrain, en effet, a toujours manifesté un attachement aux mesures sociales préconisées par la social-démocratie. Elle l'a souligné à plusieurs reprises, y compris dans le manuscrit qu'elle a écrit à la fin de ses jours et qui n'a jamais été publié ³⁰³. J'ajouterais qu'aux yeux de Thérèse Casgrain, cette orientation de base de la social-démocratie lui permettait aussi d'effectuer le pont avec la lutte menée par les femmes pour la reconnaissance de leurs droits.

Deuxièmement, l'adhésion et l'appartenance prolongées de Thérèse Casgrain au CCF et au NPD ont pu se matérialiser dans la mesure où celle-ci est toujours demeurée attachée aux principes du fédéralisme canadien. Au cours des années soixante, de concert avec le NPD, Thérèse Casgrain voulait que le Québec puisse bénéficier d'un statut particulier au sein du Canada. Mais il reste qu'elle adhéraient fermement aux valeurs du fédéralisme canadien. Cela lui permettait de concilier ses vues avec celles du CCF puis du NPD, en dépit de certains accrochages inévitables qu'elle a dû rencontrer en cours de route avec ce dernier parti.

Sociale-démocrate et partisane d'un fédéralisme canadien, Thérèse Casgrain a ainsi trouvé dans le CCF et le NPD, pour un certain temps, un canal politique qui correspondait à la cause qu'elle soutenait.

³⁰³ Il s'agit d'un document de 253 pages, sans titre, qui aurait pu s'intituler « Pourquoi le Québec a dit non au CCF ». Le manuscrit est conservé aux Archives publiques du Canada (volume 11, MG32C25).

Thérèse Casgrain, le CCF et le PSD

Un certain nombre d'événements ont amené Thérèse Casgrain à adhérer à la Cooperative Commonwealth Federation (CCF) en 1946.

Jusqu'au début des années quarante, Thérèse Casgrain était associée au courant libéral canadien-français. Son mari, Pierre Casgrain, fut même ministre du gouvernement Mackenzie King, poste qu'il abandonna en 1941. Mais peu à peu, Thérèse Casgrain a manifesté sa déception face aux Libéraux. La lenteur des Libéraux [295] provinciaux à prendre la défense du droit de vote des femmes, l'orientation du gouvernement libéral fédéral et des Libéraux provinciaux en faveur de la conscription obligatoire, les tergiversations de Mackenzie King sur le mode de distribution des allocations familiales au Québec, tous ces faits sont autant de déceptions accumulées qui ont nourri progressivement chez Thérèse Casgrain un processus de rupture face aux Libéraux. Ce processus se manifestait parallèlement à l'expression progressive de son désir de siéger à la Chambre des communes ³⁰⁴.

C'est alors qu'en novembre 1942, après avoir voté non à la conscription, Thérèse Casgrain a d'abord décidé de se présenter candidate libérale indépendante à l'occasion d'une élection fédérale partielle dans le comté de Charlevoix-Saguenay. C'était la première occasion où Thérèse Casgrain se présentait candidate à une élection. Mais elle fut battue par le candidat du Parti libéral.

C'est dans la suite de ces événements que Thérèse Casgrain évalua le défi d'adhérer au CCF. Après l'éclatante victoire du candidat CCF dans le comté de Rouyn-Noranda aux élections de 1944, Thérèse Casgrain se questionnait sur la percée éventuelle de ce parti au Québec et sur la possibilité d'y faire avancer ses aspirations politiques. Il semble que Frank Scott, dirigeant du CCF au Québec et ami personnel de Thérèse Casgrain, ait influencé son choix d'adhérer au CCF, décision finalement prise en 1946 ³⁰⁵.

On peut donc constater que Thérèse Casgrain a adhéré au CCF dans une période où ce parti connaissait un renforcement de son support et de ses appuis électoraux. D'ailleurs, l'élection fédérale de 1945 est celle où le CCF a recueilli les plus forts

³⁰⁴ À propos de cette rupture avec les Libéraux, on peut consulter Thérèse CASGRAIN (1971). *Une femme chez les hommes*, Montréal, Éditions du Jour ; et Susan Mann TROFIMENKOFF (1985). « Thérèse Casgrain and the CCF in Quebec », *Canadian Historical Review*, vol. 66, n° 2, juin.

³⁰⁵ Voir Susan Mann TROFIMENKOFF (1985). *Op. cit.* p. 138.

appuis électoraux de toute son histoire. Créé dans l'Ouest en 1932, ce parti de travailleurs et de fermiers avait néanmoins de la peine à décoller. Au Québec, il était moribond et demeurait à la frange de la vie politique. En tant que parti fédéraliste, centralisateur, fermé aux aspirations nationales des [296] Québécois et combattu de surcroît par l'Église catholique, le CCF avait la vie dure au Québec.

À cette époque, au Québec, ce parti avait comme nom le CCF-section Québec, un nom « à coucher dehors ³⁰⁶ ». C'était un parti essentiellement anglophone. Dans les meilleurs moments, le CCF-section Québec a réuni quelque quatre à cinq cents membres, dont à peine le quart étaient des francophones. Il y a bien eu des dirigeants francophones ³⁰⁷. Mais ils étaient en nombre limité. Jusqu'au milieu des années cinquante, les réunions de l'exécutif et du Conseil provincial du CCF-section Québec se tenaient même en anglais et les procès-verbaux des réunions, pour la plupart, étaient également rédigés en anglais.

En 1946, le CCF recrute donc en la personne de Thérèse Casgrain une personnalité en vue au Québec, francophone en plus. Tout concourt alors à ce que Thérèse Casgrain grimpe les échelons dans l'organisation. En 1948, c'est sur l'invitation de David Lewis et de Frank Scott que Thérèse Casgrain accepte de devenir vice-présidente du CCF, fonction qu'elle occupera jusqu'en 1961. L'année suivante, celle-ci est désignée directrice des relations publiques par la section québécoise du CCF. En 1950, Thérèse Casgrain devient co-vice-présidente (avec Georges Saint-Amour) de l'organisation provinciale. En 1951, elle succède à Guy-Merril Desaulniers au poste de leader du parti provincial. Elle demeure à ce poste de 1951 à 1957.

Pendant toutes ces années, Thérèse Casgrain s'engage à fond dans les activités diverses du CCF. Elle participe à plusieurs rencontres socialistes internationales : à Francfort (en 1951), à Bombay (en 1956), à Haïfa (en 1957). Au Québec, elle défend publiquement plusieurs positions du CCF. Elle supporte les syndicats à l'occasion des multiples conflits de travail, comme ceux d'Asbestos, d'Arvida ou de Murdochville. Avec le CCF et la FTQ, en 1957, elle combat pour [297] l'établissement d'un régime d'assurance-santé au Québec. Thérèse Casgrain se porte également candidate à diverses élections. Sous la bannière du CCF, elle est candidate à six reprises : deux

³⁰⁶ Comme le disait Jacques Guay, un journaliste cité par Thérèse Casgrain dans son manuscrit inédit ; voir Archives publiques du Canada, volume II, MG32C25, p. 102.

³⁰⁷ Comme Guy-Merril Desaulniers, Roger Provost, Cyrille Durocher, Jacques-Victor Morin, Jean-Marie Bédard, Jean-Robert Ouellet, Michel Forest, Roméo Mathieu, Michel Chartrand, Gérard Picard et Huguette Plamondon, cette « autre femme parmi les hommes ».

fois au provincial (1952 et 1956) et quatre fois au fédéral (1952, 1953, 1957 et 1958). Mais à chaque fois, celle-ci ne récolte qu'un pourcentage minime des voix et doit se résigner à la défaite. Le CCF ne décolle pas au Québec et Thérèse Casgrain, malgré sa notoriété, ne peut échapper au sort de son parti.

La question nationale et le CCF

À la fin des années quarante, même s'il est déjà tard, le CCF commence à se questionner sur ses difficultés à se développer au Québec, problème que ce parti n'a jamais pu résoudre. En décembre 1948, préoccupée par cet enjeu, Thérèse Casgrain participe à une réunion des dirigeants du parti provincial tenue chez Frank Scott en compagnie d'autres personnalités du Québec francophone. Au terme de cette rencontre, il est admis « que le CCF n'a pas pénétré dans le Québec pour cette raison principale qu'il n'a pas su s'identifier à la réalité sociale et culturelle ³⁰⁸ ». Les dirigeants du CCF-section Québec et Thérèse Casgrain s'aperçoivent donc peu à peu des raisons pour lesquelles l'organisation ne décolle pas au Québec. Du moins, ce premier questionnement ouvre la voie à la réflexion. Un premier correctif est ainsi envisagée en 1949 par la formation d'un comité chargé d'examiner l'opportunité que la section provinciale adopte un nom français. Thérèse Casgrain participe aux travaux de ce comité. En 1950, diverses suggestions de nom sont lancées : parti social-démocrate, parti socialiste-démocratique, parti socialiste démocratique canadien, etc ³⁰⁹. Mais cette discussion ne débouche pas sur un changement d'appellation. Il faudra attendre plusieurs années avant que le débat n'aboutisse. L'organisation provinciale n'a finalement changé de nom qu'en 1955, à la suite de la plus grave crise qu'a connue le CCF en rapport avec la question nationale québécoise. Thérèse Casgrain, en [298] tant que leader de la section québécoise, a alors eu maille à partir avec son parti fédéral. Elle a été particulièrement tiraillée dans cette crise, coincée entre l'aile fédérale et l'aile nationaliste de la section québécoise.

Pour bien situer cette crise, rappelons qu'au début de l'année 1955, quelques députés du CCF à la Chambre des communes (dont Hazen Hargue et Harold Winch) avaient fait des déclarations particulièrement chauvines à l'endroit du Québec. À la fin du mois de janvier, Thérèse Casgrain, Frank Scott et Bill Dodge demandèrent une

³⁰⁸ Tiré du fonds du NPD-Québec, Archives de l'Université du Québec à Montréal, documents 39P2.

³⁰⁹ Fonds du NPD-Québec, Archives de l'UQAM, dossier 39p2 a-2, « Rapport du Secrétaire provincial au Conseil provincial du CCF-section Québec », le 17 décembre 1950.

mise au point publique de la part du CCF. D'autres dirigeants québécois comme Roméo Mathieu, J.-Victor Morin, Jean Phillip, Fernand Daoust, Philippe Vaillancourt et Huguette Plamondon, exigèrent davantage. Ils demandèrent une répudiation publique des députés du CCF mêlés à cette affaire ou leur expulsion pure et simple du parti. Cette demande n'étant pas satisfaite, ces derniers quittèrent les rangs du CCF pour fonder la Ligue d'action socialiste. À ce moment-là, Thérèse Casgrain pensa aussi démissionner. Mais elle ne l'a pas fait. Elle s'est satisfaite d'une déclaration publique plus ou moins mitigée de T.C. Douglas, déclaration qui, à vrai dire, ménageait la chèvre et le chou.

Ce que démontre cette crise de 1955, c'est que le CCF, comme tous les autres partis, était lui aussi secoué par la montée des aspirations nationales des Québécois qui commençait à se profiler. C'est d'ailleurs à la suite de cette crise que le CCF-section Québec, à l'instigation de Thérèse Casgrain, décida de changer de nom et devint le Parti social-démocratique.

Thérèse Casgrain et la transition vers le NPD

Quelque temps après ces événements de 1955, soit au congrès du PSD de 1957, Thérèse Casgrain décide d'abandonner le leadership de l'organisation québécoise. C'est Michel Chartrand qui prend la relève. Thérèse Casgrain demeure néanmoins vice-présidente du CCF au plan fédéral.

Dès ce moment, l'attention de Thérèse Casgrain est dirigée vers la fondation d'un nouveau parti. Le CCF et le mouvement syndical canadien décident à cette date, rappelons-le, d'unir leurs efforts de [299] manière à créer un nouveau parti qui prendra la relève du CCF. Dès les premières initiatives en ce sens, Thérèse Casgrain devient en fait une figure de proue de ce mouvement qui mène à la fondation du Nouveau Parti démocratique en 1961.

En 1958, à titre de vice-présidente du CCF, Thérèse Casgrain devient la seule femme à siéger au Comité national du Nouveau Parti. Elle est aussi membre du Comité provincial du Nouveau Parti au Québec. En juillet 1958, elle participe au congrès fédéral du CCF à Montréal qui décide d'emboîter le pas à la création du NPD. En août 1959, elle participe à la journée d'études organisée par le CTC et le CCF à Winnipeg à propos du projet du Nouveau Parti. Elle participe à une rencontre similaire tenue à Montréal en décembre 1960. Elle intervient également à la Conférence des intellectuels canadiens-français sur le Nouveau Parti tenue à Montréal, le 26 novembre 1960. Plusieurs intellectuels y participent, dont Marcel Rioux, Gérard Pelletier et

André Laurendeau ³¹⁰. À cette époque, Thérèse Casgrain tente désespérément de convaincre Pierre Elliott Trudeau de rejoindre le mouvement. Mais c'est sans succès. Trudeau s'oppose au Nouveau Parti. Il a créé le Rassemblement et prône plutôt l'union des forces démocratiques autour des Libéraux.

Dans la période de fondation du Nouveau Parti, Thérèse Casgrain est aussi confrontée aux débats préparatoires sur la question nationale qui ont lieu au Québec. Les membres du Nouveau Parti au Québec demandent que l'existence de deux nations soit reconnue dans le programme. Dans les statuts, on exige aussi que cette reconnaissance trouve sa traduction : on veut, par exemple, que l'expression « national » soit remplacée par « fédéral ». Thérèse Casgrain n'est pas de ce mouvement. La délégation québécoise est divisée. À titre de membre du Comité national du Nouveau Parti, Thérèse Casgrain est restée, pour un certain temps, solidaire de la position des dirigeants fédéraux. Ceux-ci refusaient de reconnaître la thèse des deux nations dans le projet de programme et le projet de statuts du Nouveau Parti. Mais au moment où a éclaté le débat orageux du congrès de fondation, Thérèse Casgrain aurait fait pression au sein du Comité national [300] pour inciter les dirigeants du Nouveau Parti à accepter les changements demandés par la délégation du Québec.

Au congrès de fondation du NPD, Thérèse Casgrain (alors âgée de 65 ans) est élue membre du Conseil fédéral, poste qu'elle occupera jusqu'en 1963. Aux élections du 18 juin 1962, Thérèse Casgrain se présente comme « candidate de la paix » pour le NPD dans le comté d'Outremont-Saint-Jean. Elle y obtient 20 % des voix, son meilleur score jamais réalisé. Elle se présente à nouveau dans ce même comté aux élections fédérales du 8 avril 1963. En 1965, elle supporte la reprise en main du NPD-Québec par Robert Cliche. Elle soutient son entreprise avant de prendre définitivement ses distances vis-à-vis du NPD. En février 1967, Thérèse Casgrain appuie les revendications des enseignants lors de leur célèbre grève qui se termine par l'adoption du projet de loi 25 ³¹¹. Enfin, une des dernières activités de Thérèse Casgrain au NPD fut sa participation à un banquet d'honneur organisé pour elle à l'occasion du congrès du NPD-Québec de mai 1967. Partisane de l'octroi d'un statut spécial pour le Québec au sein du Canada, elle déclara à cette occasion : « Si le Québec ne se fait pas accorder un statut spécial, la Confédération va maintenir le Canada dans une tourmente constante. »

³¹⁰ À propos de ces événements, voir André LAMOUREUX (1985). *Le NPD et le Québec, 1958-1985*, Montréal, Éditions du Parc.

³¹¹ Thérèse CASGRAIN (1967). « Pourquoi et parce que », *Le Démocrate*, février.

La tourmente était déjà commencée. Mais après 1967, Thérèse Casgrain maintient quand même ses positions fédéralistes. Elle réprouve l'option indépendantiste. Il ressort qu'à compter de cette date, son option fédéraliste a pris une ascendance sur son orientation sociale-démocrate. En 1970, une fois nommée sénateur par Pierre Elliott Trudeau, elle appuyait la *Loi sur les mesures de guerre*, contrairement au NPD. En mai 1980, elle appuyait la cause du NON au moment du référendum sur l'avenir du Québec.

En conclusion, il faut d'abord retenir que Thérèse Casgrain s'est révélée l'une des plus grandes dirigeantes de la social-démocratie au Québec et au Canada. L'avancement des libertés démocratiques, dont celles des femmes en particulier, et celui des droits sociaux sont en partie redevables à l'engagement social et politique de Thérèse Casgrain. Cependant, je me permettrais de voir le cheminement de Thérèse Casgrain de la manière suivante : elle est en quelque sorte passée du libéralisme... à la social-démocratie... au libéralisme. De fait, [301] après 1967, elle n'est plus la Thérèse Casgrain des grandes causes sociales. Mais plus fondamentalement, au fur et à mesure que la crise de la Confédération s'est accentuée au cours des années soixante, l'option fédéraliste de Thérèse Casgrain s'est exprimée avec plus de clarté et ses prises de position se sont rapprochées de celles de Trudeau, du moins quant à l'avenir du Québec et du Canada. En ce sens, il s'agissait d'un certain retour au libéralisme.

[303]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Septième partie :
Thérèse Casgrain : Le Parti social démocrate
et le Nouveau Parti démocratique.

4.

" Enracinement du PSD au Québec francophone. "

*par Michael Oliver **

[Retour à la table des matières](#)

J'oublie la première fois que j'ai rencontré Thérèse Casgrain. C'était probablement en 1951, au début de son leadership du CCF-PSD au Québec. Mais je n'oublie aucun détail de l'impression qu'elle m'a faite - élégance, grâce, intelligence et chaleur. Mais une question persistante est née au moment même de cette première rencontre : Pourquoi ? Pourquoi Mme Casgrain a-t-elle choisi le CCF ?

Cinq ou six ans plus tard, j'ai eu une discussion avec André Laurendeau sur les grandes difficultés que nous, les partisans du CCF, rencontrions toujours en essayant d'enraciner le parti au Québec. Il a souligné, comme il l'avait fait fréquemment, que pour lui, le parti sentait l'Anglais, une odeur pas désagréable, mais absolument étrangère aux Canadiens français (nous utilisions cette expression, « Canadien français », à cette époque-là !). Puis il a ajouté : « Malheureusement votre parti n'attire, généralement, que les Québécois marginaux. » Ce diagnostic m'a frappé, en même

* Michael Oliver est professeur à la faculté des sciences sociales de l'Université Carleton.

temps qu'il m'a attristé, et je l'ai accepté comme un jugement sévère mais percutant. Aujourd'hui mes réactions sont plus complexes, comme vous allez le voir.

Il y a un des aspects de ce jugement que je trouve intéressant aujourd'hui, c'est le fait que pour André Laurendeau, Thérèse Casgrain n'échappait pas à cette marginalité. À première vue, on s'étonne d'une telle définition : les Forget et les Casgrain, eux, marginaux ? Une dame comme Thérèse qui n'était pas seulement issue de ces vieilles couches de pouvoir et de respectabilité québécoises mais qui incarnait en elle-même les qualités bourgeoises les plus valorisées - mère de quatre enfants, hôtesse distinguée, toujours bien soignée, toujours habillée et chapeautée avec style - elle, marginale ? Peut-être un mouton noir d'une de ces familles [304] riches et puissantes pourrait se marginaliser - par le divorce, par le rejet de l'Église, par un comportement vraiment inacceptable. Mais Thérèse Casgrain se situait loin de ces péchés sociaux. Pourquoi, alors, André Laurendeau pouvait-il classer Thérèse Casgrain parmi les Québécois marginaux ? La raison était simple et claire. Nous parlions de la politique. Thérèse Casgrain était marginale en politique parce qu'elle était femme. Je sais pertinemment qu'André Laurendeau déplorait l'exclusion de la femme des affaires publiques, mais en toute objectivité il considérait qu'à cette époque, dans les années cinquante, avant la Révolution tranquille, le seul fait d'être une femme québécoise suffisait pour se marginaliser de la vie politique.

À vrai dire, Thérèse Casgrain elle-même se sentait marginalisée par les hommes qui contrôlaient les vieux partis. Elle a vécu la frustration d'être fortement attirée par un mouvement de réforme, d'avoir essayé de participer à la fondation d'un regroupement de protestation, et d'être condamnée à travailler dans l'ombre, jamais comme une porte-parole du parti, mais toujours au service des hommes qui se présentaient, eux, au grand public. L'Action libérale nationale est née au début des années trente chez Paul Gouin et, dans une des pages les plus révélatrices de son autobiographie, *Une femme chez les hommes*, Thérèse Casgrain raconte que pendant que Paul Gouin discutait de politique avec les hommes, les femmes de ces messieurs jouaient au bridge. Et elle écrit : « Je me rappelle la façon un peu taquine dont elles disaient en parlant de moi " Celle-là ne joue pas aux cartes et les hommes veulent bien l'admettre à ces réunions " ³¹². » Dans le CCF, par contre, une femme avait pu se trouver au centre du parti -, elle avait pu être acceptée dans un véritable poste de commande. Parti marginal au Québec, le CCF pouvait accueillir avec chaleur et optimisme un personnage qui n'était marginal à sa société que par le fait qu'elle était une femme. Il faut admettre que, si ma mémoire est bonne, c'étaient les anglophones

³¹² Thérèse CASGRAIN (1971). *Une femme chez les hommes*, Montréal, Éditions du Jour, p. 116-117.

du parti - Coldwell, Scott, Dodge, Lewis, Ingle - qui étaient les plus emballés de l'idée d'avoir Thérèse comme vice-présidente nationale et, après, comme leader du parti au Québec. Plusieurs des francophones, plus réalistes [305] peut-être, se sentaient un peu mal à l'aise de suivre une femme dans un monde aussi masculin que celui de la politique québécoise.

Loin de moi l'idée de suggérer que la raison prédominante qui a poussé Thérèse Casgrain à s'aligner au CCF était le désir de jouir du pouvoir politique. Ses instincts, ses idées et surtout sa préoccupation du social, et de la misère qu'une société sans filets de sécurité peut infliger aux pauvres et aux malfortunés, l'avaient poussée depuis longtemps à la gauche du Parti libéral et vers les mouvements de réforme sociale. Le CCF, qui allait devenir le Parti social-démocrate sous la direction de Thérèse Casgrain, avait un programme d'action sociale et économique et une philosophie de justice sociale qu'elle pouvait faire siens sans hésitation. Mais, très légitimement, elle éprouvait un grand plaisir de l'occasion qui lui était donnée de montrer ce que pouvait être le leadership féminin et d'avoir une tribune d'où elle pouvait s'exprimer librement sur les questions qui lui tenaient à cœur. Elle accueillait avec plaisir la fin de sa marginalité dans un domaine qu'elle considérait comme crucial, la politique du parti. Et elle acceptait avec son courage habituel le défi de transformer un parti non rentable en une force électorale valable.

Et avec quel élan et quelle vivacité Thérèse Casgrain s'est mise au service du parti ; surtout, avec quel optimisme ! Je me souviens de sa grande campagne en 1953 pour le siège de Jacques-Cartier-LaSalle. Elle a parcouru la circonscription d'un bout à l'autre ; elle a rencontré les ouvriers aux portes des usines ; elle a fait du porte-à-porte avec tout son charme et son enthousiasme. Mais, en fin de compte, il était très clair que ses chances de remporter une victoire étaient nulles. Au soir du jour du scrutin, je me rendais avec tous les autres gens qui avaient travaillé pour Thérèse au local du parti pour apprendre les résultats du vote. Mme Casgrain m'a salué et m'a demandé immédiatement d'écrire en anglais deux courts discours, un pour la victoire, un autre pour la défaite. À la fin de la soirée, quand sa défaite fut terriblement évidente, elle m'a demandé de lui donner les brouillons de discours que j'avais préparés. Je lui ai passé le discours de défaite, et elle l'a approuvé gracieusement. Puis elle demanda le discours de la victoire. Je n'oublierai jamais son regard de tristesse et de désillusionnement quand j'ai dû admettre que je ne l'avais pas préparé !

[306]

Son optimisme ne se limitait pas aux élections. Elle était convaincue qu'avec juste un peu de persuasion et d'attention personnelle n'importe quelle personne de bonne volonté pourrait être recrutée au PSD. Je me rappelle un jour quand elle m'a saisi

le bras après une des séances de l'Institut canadien des affaires publiques à Sainte-Adèle. Elle voulait à tout prix me présenter à un jeune économiste, revenu de ses études à la London School of Economics, qui était, selon elle, presque acquis comme membre du parti. Il s'agissait de Jacques Parizeau !

L'enthousiasme et la spontanéité que Thérèse Casgrain a apportés à chaque aspect de ses activités dans le parti se révélaient de plusieurs façons - sur les lignes de piquetage, dans les discours, dans ces interviews à la radio et, plus tard, à la télévision. Mais je crois qu'elle était encore mieux aux petites réceptions et dîners qu'elle convoquait incessamment pour essayer de recruter de nouveaux membres influents. Fréquemment, ses réunions s'organisaient autour d'une visite à Montréal d'un personnage du monde socialiste international. À ces occasions, Thérèse montrait devant n'importe quel incident inattendu un aplomb et un sang froid remarquables. Thérèse m'avait demandé de l'aider à la préparation d'une de ces soirées. Tout au début, quand nous sommes arrivés chez elle, elle s'est rendu compte qu'elle avait oublié ses clefs, et nous avons dû faire une entrée, sans trop de dignité, par une fenêtre située à l'arrière de la maison. L'invité d'honneur ce soir-là était un philosophe et politicologue renommé d'Europe, André Philip. M. Philip se vantait d'un style prolétaire et fumait une grosse pipe. À un moment, assis avec tout le monde au salon, il décida de nettoyer sa pipe et, l'opération terminée, il cherchait un cendrier. N'en trouvant pas un à côté de lui, il frappa la pipe contre sa chaussure, en répandant des cendres et des brins de tabac mouillés sur le tapis blanc du salon. Je vous jure que Mme Casgrain n'a pas bronché et s'est comportée comme si c'était la chose la plus naturelle du monde. Trois ou quatre minutes plus tard, Thérèse nous a convoqués à la salle à manger, et dès notre retour au salon après le dîner, le tapis avait regagné sa blancheur immaculée, et la soirée s'est déroulée à merveille.

Malgré la force, l'énergie, le charme, le tact et la fierté que Thérèse Casgrain a consacrés à l'enracinement du PSD au Québec, ses réussites étaient minces, surtout si on les mesure, de la façon traditionnelle, [307] en nombre de sièges parlementaires gagnés. Mais il y a d'autres moyens de mesurer, d'autres schémas d'évaluation qu'on peut choisir. Et je crois que Mme Casgrain a initié, ou au moins grandement renforcé, des changements dans le parti qui ont démenti à jamais le jugement d'André Laurendeau selon lequel le PSD au Québec ne se composait que de personnes marginales.

Dans les dernières remarques qui suivent, j'ai l'intention de traiter du PSD des années cinquante et de son successeur, le Nouveau Parti démocratique, comme d'un seul mouvement. Alors, si l'on jette un coup d'œil sur la liste des membres ou forts sympathisants du parti, disons de 1950 à 1965, on retrouve des noms assez remarquables. Mettons de côté Pierre Elliott Trudeau et regardons plutôt Jacques-Yvan

Morin, Louis Laberge, Huguette Plamondon, Monique Bégin, Denis Lazure, Fernand Daoust, Gérard Picard, Camille Lauzon, Marcel Rioux, Pierre de Bellefeuille et Robert Cliche. On est loin de la marginalité. Le grand malheur du parti, cependant, c'est le caractère éphémère de la plupart de ces adhésions. Dans la grande majorité des cas, la période d'appartenance au parti était courte et orageuse. Et la raison du départ de Morin, Daoust, Laurin, Lazure, Chartrand, Rioux, de Bellefeuille et autres, c'était toujours la question nationale. L'idée d'un partenariat, d'un « partnership », entre deux nations - l'idée magistrale de Henri Bourassa et plus tard de la Commission Laurendeau-Dunton - servait de concept de base au PSD sous la direction de Thérèse Casgrain et au Congrès de fondation du NPD. Mais des nationalismes moins souples, canadien anglais et québécois, n'ont pas permis à ce concept de se concrétiser, ni dans l'esprit du pays ni dans les structures et les pratiques du NPD.

Le nationalisme québécois est loin d'être une doctrine marginale. Pour de brèves périodes, quand le nationalisme de gauche québécois se sentait en accord suffisant avec la gauche démocratique du Canada anglais, le NPD canadien comptait parmi ses adhérents des hommes et des femmes qui étaient au centre de la société québécoise plutôt qu'à la marge. Peut-on attendre une période semblable dans l'avenir ? Cette année, nous allons savoir si le rêve de Henri Bourassa, de Laurendeau-Dunton et de Thérèse Casgrain aura une chance finale de se réaliser au Canada et au sein du Nouveau Parti démocratique.

[309]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

HUITIÈME PARTIE

THÉRÈSE CASGRAIN et la pensée libérale

Participants et participante

Roch DENIS
Sheila FINESTONE
Jacques-Victor MORIN
Michel LÉVESQUE

Présentation

Robert COMEAU

[Retour à la table des matières](#)

[311]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Huitième partie :
Thérèse Casgrain et la pensée libérale.

PRÉSENTATION

par Robert Comeau

[Retour à la table des matières](#)

Le politologue Roch Denis analyse l'échec de la tentative d'action politique ouvrière autonome, depuis l'appel lancé au congrès de la Fédération des unions industrielles du Québec en 1955 à Joliette jusqu'en 1963, date du congrès d'orientation provisoire du NPD du Québec. L'auteur étudie la pensée libérale au Québec qui s'affirme essentiellement en réplique et en relation avec le mouvement syndical et le parti PSD-CCF. On voit Pierre Elliott Trudeau tenter de dissuader les organisations ouvrières de former leur propre parti de type travailliste - dans ses manifestes de 1958 et 1959. Le mouvement syndical a rejeté ses appels pour favoriser une coalition avec les Libéraux. On explique le ralliement de Trudeau au Parti libéral.

Sheila Finestone, ex-vice-présidente de la Fédération des femmes du Québec et actuelle députée libérale à Ottawa, livre un témoignage particulièrement chaleureux à madame Casgrain qu'elle a côtoyée, notamment du côté des Yvettes lors du référendum de 1980. Selon madame Finestone, madame Casgrain, bien qu'elle ait « choisi de prêter son énergie à un parti socialiste, a toujours été, au fond, une grande libérale sans en porter le nom ».

Jacques-Victor Morin, ex-secrétaire du CCF au Québec, et associé au camp des sociaux-démocrates nationalistes québécois qui ont contesté madame Casgrain à l'intérieur du PSD, insiste à son tour sur son orientation libérale : il n'y aurait eu qu'un « intermède socialiste » entre deux périodes où elle aurait adhéré au courant libéral. Il nous décrit l'origine et le fonctionnement du CCF au Québec et la respectabilité apportée à ce parti par l'adhésion de madame Casgrain. Il nous fait revivre de l'intérieur la période où la Fédération des unions industrielles (1952-1957), véritable laboratoire idéologique dont il était le secrétaire exécutif, tenta de mettre sur pied un parti social-démocrate authentiquement québécois. Ayant échoué, il était de ceux qui formèrent l'éphémère Ligue d'action socialiste. Pour [312] expliquer la lutte acharnée menée par Thérèse Casgrain pour combattre le projet d'un parti ouvrier québécois distinct du CCF, le syndicaliste émet l'hypothèse que madame Casgrain n'ait jamais compris la dynamique de la décolonisation du peuple québécois.

L'étude de Michel Lévesque, candidat au doctorat en histoire, nous plonge directement dans le Parti libéral. Il aborde plus précisément la situation des femmes au sein de la Fédération des femmes libérales du Québec. Cette structure autonome sera abolie en 1970 par Robert Bourassa, soit quinze ans après la création de la Fédération libérale du Québec. Il montre que les femmes, malgré leur grand engagement dans les activités du parti, ont été confinées à des tâches de bureau et tenues à l'écart des postes de pouvoir.

[313]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Huitième partie :
Thérèse Casgrain et la pensée libérale.

1.

" La pensée libérale et l'échec
d'une tentative d'action politique
ouvrière de 1955 à 1963. "

*par Roch Denis **

[Retour à la table des matières](#)

Dans les paragraphes qui suivent, j'examine la période qui va de 1955 à 1963.

1955, la scène se passe à Joliette. La Fédération des unions industrielles du Québec (FUIQ), ancêtre de la FTQ, y tient un congrès marqué par l'effervescence de l'opposition anti-duplessiste et un débat passionné sur l'urgence pour le mouvement ouvrier de s'engager dans l'action politique. De là naîtra, non sans contradictions, reculs et avancées, l'idée reprise en 1958 par la nouvelle FTQ de lancer un appel à la création d'un parti des classes laborieuses authentiquement québécois et qui serait le pendant ici du nouveau parti que le CTC et le CCF ont entre temps décidé de créer, d'un bout à l'autre du Canada, le Nouveau Parti démocratique.

* Roch Denis est professeur au département de science politique de l'Université du Québec à Montréal et président du Syndicat des professeures et professeurs de l'Université du Québec à Montréal.

Et 1963. En juin, cette année-là, se tient à l'école Le Plateau de Montréal, le congrès d'orientation du Conseil provisoire du nouveau parti au Québec - congrès qui marque l'éclatement définitif de cette tentative souhaitée depuis 1955 de créer un parti des travailleurs et travailleuses du Québec qui défendrait et exprimerait résolument les aspirations sociales et nationales du peuple québécois.

La tentative s'est brisée sur un double refus qui avait pour base d'appui une coalition de dirigeants et militants fédéralistes. D'abord, le refus systématique et permanent des propositions constitutionnelles québécoises, même sous la forme modérée où elles apparaissaient à l'époque - nouvelle confédération, confédération d'États associés, etc. -, parce qu'elles étaient jugées dangereuses pour le maintien de l'intégrité de l'État fédéral. Et le refus, indissociable du premier, de [314] permettre que le parti au Québec soit véritablement indépendant, quitte à ce qu'il établisse des accords de coopération avec son correspondant canadien. Cela n'était pas acceptable !

Voilà donc deux dates, 1955, 1963, qui plantent le décor de la réflexion que je vous propose sur le développement de la pensée libérale au Québec au milieu des années cinquante et au début des années soixante.

À mon avis, cette pensée a pour pivot essentiel, mais non exclusif, Pierre Elliott Trudeau et *Cité libre*. Autour d'eux gravitent d'autres intellectuels et il convient aussi de souligner l'intervention de la Fédération libérale du Québec qui, avec le journal *La Réforme*, tente de refaire une toilette démocratique au vieux Parti libéral provincial.

En ce qui a trait à la question du Québec, la pensée libérale des années cinquante se développe sur deux plans : un premier plan plus théorique : les libéraux - entendus en un sens plus large que les seuls partisans du PL - se livrent à un diagnostic sur l'état de la démocratie au Québec. Un état déplorable, selon eux, sinon désespérant, qu'exprime avec toute la désolation du monde le vieux régime réactionnaire du duplessisme. Et un deuxième plan plus pratique, davantage tourné vers l'action politique, vers les questions stratégiques : comment vaincre Duplessis ?

Outre ces deux plans, il faut noter, d'entrée de jeu, que la pensée libérale se développe - ou s'affirme - essentiellement en réplique et en relation avec un interlocuteur privilégié - j'essayerai de le montrer -, le mouvement syndical et le PSD-CCF.

Les penseurs libéraux présentent d'abord un diagnostic sur l'état de la démocratie au Québec. À qui, à quoi en attribuer l'énorme retard ? À l'héritage de l'histoire, au centre de laquelle se trouve une question nationale non résolue et qui s'incarne dans des institutions et un régime archaïque ? Trudeau propose une autre piste explicative. Dès 1952, il a stigmatisé dans *Cité libre* « l'immoralisme profond »

des Canadiens français. Il est revenu à la charge en 1958 dans un manifeste pour l'union démocratique où il écrit notamment que l'extrême faiblesse de la démocratie au Québec est attribuable au peuple canadien-français lui-même, peuple qui « ne croit pas à la démocratie » et qui donc « n'a pas de raison de vivre une morale démocratique ». Les Canadiens français, insiste-t-il, ont toutes les [315] caractéristiques « d'un peuple qui n'a pas encore appris à se gouverner lui-même, d'un peuple où la démocratie ne peut pas être prise pour acquise ³¹³ ».

La théorie trudeauiste a fait des adeptes et ils sont assez nombreux ceux et celles qui autour de Trudeau disent la même chose que lui, parfois sous d'autres mots un peu plus enveloppés. Par exemple, le directeur du *Devoir*, Gérard Filion, écrit en 1954 que ce qui importe d'abord, c'est de « redonner au peuple canadien-français une juste notion de la politique et de la démocratie ³¹⁴ ». Le politicologue Gérard Bergeron quant à lui écrit en 1956 que dans cette province « non revendicatrice et qui est à mille coudées de toute cristallisation idéologique [on est pourtant à moins de cinq ans de la Révolution tranquille], ce dont nous avons besoin, c'est d'un démocratisme minimum ³¹⁵ ».

Il découle de ce diagnostic, selon les protagonistes de cette pensée, une stratégie politique. Comment vaincre le duplessisme, l'anti-démocratie ? Ici aussi, Trudeau est le fer de lance des idées. Il faut rétablir la démocratie d'abord ! proclame-t-il. Et tel devrait être l'objectif unique de la première étape de la lutte, qu'on soit libéral ou socialiste. Il va donc, dès 1956, s'employer à réaliser l'union démocratique des forces anti-duplessistes. Trois moments sont importants dans cette offensive stratégique :

- 1) Septembre 1956 : Trudeau fonde le Rassemblement avec des personnalités tels Pierre Dansereau, doyen de la faculté des sciences de l'Université de Montréal, Jacques Hébert, directeur de l'hebdomadaire *Vrai*, André Laurendeau, rédacteur en chef adjoint du *Devoir*, Gérard Pelletier, commentateur de radio et de télévision. Le secrétaire général Jean Mar-

³¹³ Pierre Elliott TRUDEAU (1958). « Un manifeste démocratique », *Cité libre*, n° 22, octobre 1958, p. 1-31.

³¹⁴ Gérard FILION (1954). *Le Devoir*, 14 juillet 1954, repris dans « Les idées en marche », Société canadienne d'éducation des adultes, feuillet non daté.

³¹⁵ Gérard BERGERON (1967). *Du Duplessisme au Johnsonnisme, 1956-1966*, Montréal, Éditions du Parti-pris, p. 32, 33. [Édition revue et augmentée du livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT. Voir : [Du duplessisme à Trudeau et Bourassa. 1956-1971.](#)]

chand de la CTCC a aussi signé le feuillet « Pourquoi j'adhère au Rassemblement ». Tous ces hommes ne partagent pas l'ensemble du diagnostic « théorique » de Trudeau sur l'arriération démocratique des [316]

Canadiens français, mais ils voient dans le Rassemblement un instrument qui pourrait rallier les forces d'opposition à Duplessis.

- 2) Deuxième moment : la publication du *Manifeste démocratique* en octobre 1958 qui dit, entre autres, ceci :

Démocratie d'abord, voilà qui devrait être le cri de ralliement de toutes les forces réformistes dans la Province. Que les uns militent dans les chambres de commerce et les autres dans les syndicats, que certains croient encore à la gloire de la libre entreprise alors que d'autres répandent les théories socialistes, il n'y a pas de mal à cela - à condition qu'ils s'entendent tous pour réaliser d'abord la démocratie : ce sera ensuite au peuple souverain d'opter librement pour les tendances qu'il préfère 316.

- 3) Et un troisième moment, marqué par la publication en avril 1959 d'un deuxième manifeste, qui reprend grosso modo le contenu du premier.

En étudiant ces questions, j'ai été frappé par quelques coïncidences chronologiques. Quand Trudeau publie son manifeste en octobre 1958, il le fait exactement un mois avant que la FTQ - nouvellement créée - ne tienne son congrès, congrès au cours duquel en novembre 1958, elle appellera à la création d'un parti des classes laborieuses plutôt qu'à une coalition avec les Libéraux - ce qui constitue un rejet de la ligne de Trudeau. Et quand Trudeau publie son deuxième manifeste en avril 1959, il le fait exactement un mois avant que le PSD ne tienne en mai son congrès, au cours duquel reprenant l'appel de la FTQ et du CTC, il emboîtera le pas à la création du nouveau parti, refusant ainsi, à son tour, l'appel de Trudeau.

Dans un rapport de stratégie qui est, à mon avis, un des meilleurs documents politiques émanant du mouvement ouvrier de cette époque, le PSD répondra notamment ceci à Trudeau et ses amis universitaires ou intellectuels :

[...] le postulat sur lequel s'appuie le projet d'union démocratique vise à rallier au cri de « Démocratie d'abord ! » aussi bien des membres des chambres de commerce que des militants ouvriers ou sociaux-démocratiques. Il vise à unir d'un côté des gens qui s'opposent à Duplessis pour obtenir des contrats ou « reprendre le patronage » ou en-

316 Pierre Elliott TRUDEAU (1958). *Op. cit.*, p. 21.

core « pour distribuer honnêtement les permis de la Commission des liqueurs », et, de [317] l'autre côté, des gens qui s'y opposent « pour avoir l'assurance-santé et l'éducation gratuite ».

Qu'on réclame l'assurance-santé ou qu'on s'y oppose, qu'on désire le plein emploi ou une réserve de main-d'œuvre disponible afin de geler les salaires, qu'on recherche l'adoption de lois dites « du droit du travail » ou la sécurité syndicale, qu'on soit en faveur de l'habitation subventionnée ou qu'on y voie une mesure « communisante », peu importe, il est impératif de s'élever au-dessus des considérations partisans.

La démocratie à l'état pur n'intéresse plus que quelques professeurs d'université et les amateurs de films non-censurés. Il est remarquable que les associations où l'on respecte le mieux la démocratie soient composées de gens qui se sont d'abord groupés pour obtenir de meilleurs salaires, un prix plus élevé pour les produits [les agriculteurs] ³¹⁷ [...]

Les signataires de ce texte sont des hommes comme Émile Boudreau, Pierre Vadebonceur, Jacques-Victor Morin, Michel Chartrand, Michel Forest. Le double refus de la FTQ et du PSD constituera indéniablement un échec pour Trudeau et *Cité libre*.

Ces deux manifestes visaient à dissuader les organisations ouvrières de former leur propre parti de type travailliste. Mais le refus de la FTQ et du PSD s'adresse aussi à la Fédération libérale du Québec qui, depuis 1955, n'a pas cessé d'intervenir pour tenter de décourager le mouvement ouvrier de créer son propre parti. Dans un long article consacré à la défaite des partisans d'un troisième parti politique, au congrès de la FUIQ à Joliette en 1955, le journal écrivait :

Tous ceux qui, dans la province de Québec, souhaitent le rétablissement des libertés démocratiques ne manqueront pas de s'en féliciter. Ce n'est pas à l'instant où la dictature de l'Union nationale met en danger le syndicalisme lui-même, qu'il faut morceler, rompre le front uni des forces d'opposition ³¹⁸.

C'est ce qui explique aussi qu'en 1959 lorsque Jean Lesage publie *Lesage s'engage*, il consacre une bonne part de son propos à l'orientation politique du mouvement

³¹⁷ PSD (1959). Documents du congrès, 16-18 mai, 1959.

³¹⁸ *La Réforme*, 25 mai 1955.

ouvrier qu'il récuse, l'invitant plutôt à joindre les rangs du « parti de la libération populaire » qu'est, selon lui, le Parti libéral.

[318]

Trudeau ayant échoué à réaliser son union démocratique, ce n'est pas vers le nouveau parti en gestation au Québec qu'il dirigera ses énergies, mais vers le Parti libéral. En septembre 1960, il appelle tout le monde à soutenir le nouveau gouvernement libéral, plutôt qu'à poursuivre la création d'un nouveau parti populaire, rêve utopique s'il en est, selon lui et ses amis. Cette alliance de *Cité libre* avec les Libéraux provinciaux ne va durer cependant que peu d'années. En avril 1965, après le congédiement de Gérard Pelletier du journal *La Presse*, Jean Pellerin pourra écrire dans *Cité libre* :

On a souvent dit que le Québec était à faire sa « révolution tranquille ». C'est vrai, mais la révolution reste encore à sens unique et elle n'est pas du côté qu'on pense. Du côté des vieilles factions politiques et d'une certaine bourgeoisie, elle n'est qu'un mot de passe. [...] Il faut le proclamer carrément : dans le Québec des vieux politiciens et des grands bourgeois, il n'y a qu'une « réaction » - une réaction qui n'est pas « tranquille » du tout. Elle commence à montrer les dents, et elle marque des points.

Pellerin constate et déplore le fait que « la grande bourgeoisie canadienne-française n'ait d'égard ni pour le libérté ni pour la démocratie. » Il poursuit :

Elle a cru que la « révolution tranquille » ne devrait profiter qu'à elle seule. Elle a cru qu'il suffisait de changer de parti pour calmer tout le monde.

[...]

[...] elle s'est entourée d'intellectuels chevronnés dont elle a cru pouvoir se servir à sa fantaisie.

[...]

La mode aidant, l'entreprise bourgeoise et le gouvernement ont eu, un moment, le béguin pour ces intellectuels qui leur donnaient bonne

conscience. Ils ont cherché à s'en payer quelques-uns, affaire de se mettre à la page.

[...]

Quelle chance s'il avait été possible de faire cautionner la « réaction tranquille » par des autorités incontestées !

[...]

Mais il leur fallut bientôt déchanter. Nombre de nouveaux intellectuels ne sont pas à vendre. Ce sont des empêcheurs de tourner en rond des « rêveurs » qui croient « pour de vrai », à la liberté et au bien commun [...].

[...]

[319]

Le gouvernement et la grande bourgeoisie s'en mordent les pouces. Ils veulent se défaire de leurs « joueurs de piano », mais ce n'est pas facile. L'oreille du peuple s'est faite aux « airs nouveaux ». Le folklore est à la baisse, et la salle menace de se vider ³¹⁹.

On remarquera ici le déplacement du propos par rapport au manifeste de 1958. Ce n'est pas le peuple canadien-français qui fait obstacle à la démocratie et au changement, c'est la bourgeoisie. Le peuple, lui, est du côté du progrès et des transformations. Le diagnostic de Pellerin constitue alors un désaveu implicite de ce qui fut la pierre angulaire de la pensée trudeauiste. C'est peut-être bien en rapport avec ce nouvel échec et en raison de la fin de l'illusion qu'il avait contribué à entretenir envers le PLQ, que Trudeau et d'autres iront essayer de faire la révolution démocratique à Ottawa pour vaincre, par ce biais, l'arriération canadienne-française.

Au congrès de fondation du NPD, à Ottawa en 1961, la grande banderole de la tribune disait : « Votez avant de penser et vous voterez libéral ! Pensez avant de voter et vous voterez NPD ³²⁰. » Cela, pour les raisons que l'on sait, n'a jamais pu se réaliser au Québec. Mais il est une chose qui me paraît certaine : si Trudeau a échoué à faire l'union démocratique et a fini, dans la logique même de cette pensée, avec les Libéraux, le mouvement ouvrier n'a pas réussi, lui non plus, à mener à terme

³¹⁹ Jean PELLERIN (1965). « La réaction tranquille », *Cité libre*, vol. XV, n° 76, avril 1965, p. 7, 8. Cette formule, « la réaction tranquille », sera reprise en 1971 par la revue *Socialisme québécois* comme titre d'un numéro double.

³²⁰ Photo reproduite dans Roch DENIS (1979). *Luttes de classe et question nationale au Québec, 1948-1968*, Montréal, PSI, p. 330. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

son projet politique des années cinquante et soixante. Il y avait pourtant une place vide à côté des Libéraux et de l'Union nationale à cette époque. Et c'est tellement vrai que cette place fut finalement prise en 1968... Mais pas tout à fait comme cela avait été envisagé dix ans plus tôt.

[321]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Huitième partie :
Thérèse Casgrain et la pensée libérale.

2.

" Thérèse Casgrain:
des convictions à sa mesure. "

*par Sheila Finestone **

[Retour à la table des matières](#)

C'est sur un ton informel que je voudrais vous parler aujourd'hui d'une dame extraordinaire que j'ai malheureusement connue très tard dans sa vie. Non pas que je n'apprécie point le style académique ou didactique qui est de mise dans un colloque comme celui auquel je participe, bien au contraire ; mais je serais mal à l'aise de vous entretenir de cette femme si chaleureuse sans inclure dans mon texte des souvenirs personnels ou sans manifester quelques émotions.

J'ai donc eu le plaisir (pourquoi ne pas dire l'honneur ?) de rencontrer madame Casgrain pour la première fois en 1975 au moment où j'occupais le poste de vice-présidente de la Fédération des femmes du Québec. Il va sans dire que déjà, depuis longtemps, je la connaissais de réputation et que je savais de quelle trempe elle était. C'est à ce moment qu'elle m'a fait prendre conscience du problème aigu des femmes autochtones en me présentant, ainsi qu'à d'autres collègues de l'exécutif de la Fédération des femmes du Québec, Mary Two-Axe-Early. Au cours d'une ren-

* Sheila Finestone est députée du Parti libéral à la Chambre des communes.

contre, nous avons longuement discuté des moyens à prendre pour corriger une situation déplorable à tous points de vue. Malheureusement, ça ne sera que dix ans plus tard, en 1985, que le projet de loi C-31 sur le statut des femmes autochtones sera adopté à la Chambre des communes. Ironie du sort, j'étais alors devenue députée et porte-parole de mon parti sur la situation des femmes. Inutile de vous dire que je n'ai ménagé aucun effort pour que ce projet de loi auquel madame Casgrain tenait tant « passe » enfin.

J'ai eu par la suite quelques occasions de travailler avec Thérèse Casgrain, particulièrement au cours du référendum de 1980 où nous faisons partie toutes les deux des Yvettes. Je me souviens très bien que c'est cette femme de quatre-vingt-quatre ans, encore émerveillée de la [322] réussite inespérée de la rencontre du Forum qui, à la fin de la soirée, a proposé à quelques amies d'aller « prendre un verre » à la Place Alexis-Nihon pour célébrer ce succès mémorable.

Je dois dire qu'à cette époque, j'avais la chance de discuter fréquemment avec madame Casgrain, en prenant le thé à son appartement qui était voisin de celui de ma belle-mère. Elle revenait toujours sur des sujets qui lui tenaient à cœur : la pauvreté, la situation pénible et inacceptable des femmes autochtones, les droits des minorités, la paix dans le monde, etc. Elle ne cessait de rêver d'une société où le partage et l'entraide se seraient côtoyés, où les francophones et les anglophones auraient travaillé ensemble et vécu en harmonie. J'étais alors à même d'apprécier ses grandes qualités de cœur et d'esprit et de constater que, sa vie durant, elle avait eu le courage de ses opinions, elle avait agi selon ses convictions, des convictions à sa mesure !

Plusieurs exemples me viennent à l'esprit qui montrent que cette femme d'action agissait, en effet, selon ses convictions et ne craignait pas les conséquences de ses décisions. Un des plus probants (et je me limiterai à celui-là à cause du temps qui m'est alloué) me semble être son adhésion au CCF dont elle a préféré, selon les mots de son collègue Jacques Casgrain, « les sentiers raboteux » aux « avenues bien pavées du Parti libéral » (comme tout change avec le temps !). Pendant dix-sept ans, sans jamais compter ni ses heures, ni son énergie, ni son argent, madame Casgrain essaiera de rendre viable un parti socialiste au Québec, en tant que militante d'abord, puis en tant que leader, devenant ainsi la première femme chef d'un parti politique au Canada. « Il fallait la passion militante, l'indignation soutenue et la foi aveugle de Thérèse pour accepter un tel poste », de dire Gérard Pelletier dans ses *Années d'impatience* ³²¹. « Le Parti n'avait au Québec, ajoute-t-il, qu'une existence

³²¹ Gérard PELLETIER (1983). *Les années d'impatience : 1950-1960*, Montréal, Éditions Stanké, 320 p.

larvée voire théorique : pas l'ombre d'une base en milieu populaire, ni aucun moyen d'action ³²². »

Pourtant, huit fois, madame Casgrain représentera le CCF à des élections fédérales, sans illusion cependant, car, comme elle le dit elle-même, « le fait d'être une femme, dirigeant un parti de gauche par surcroît, m'enlevait toute chance de succès ». En 1952, au cours [323] d'une élection provinciale, elle va même jusqu'à verser les cautionnements électoraux pour la plupart des vingt-cinq candidats dont le parti a besoin pour profiter de temps gratuit à la radio d'État. Quand elle prend conscience que d'autres peuvent être plus utiles qu'elle au parti, elle tire discrètement sa révérence et passe à autre chose (comme La Voix des Femmes et l'Association des consommateurs du Canada pour le Québec). Fidèle à elle-même, ça n'est qu'à titre d'indépendante et « libre de toute attache politique » qu'elle accepte, avec plaisir, j'en conviens, le poste au Sénat que lui offre un Premier ministre libéral qui, en d'autres temps il est vrai, a eu quelques penchants pour le CCF.

Si je n'ai pas encore parlé expressément de pensée libérale, ce n'est pas par oubli. C'est plutôt parce que je crois que ces deux mots font pléonasme avec le nom de Thérèse Casgrain et qu'ils sont toujours sous-entendus quand on traite de ses activités politiques ou autres. Ses soixante ans de vie « publique », si je peux dire, ont été consacrés à la défense et à la promotion des libertés individuelles.

Quelles que soient les causes qu'elle a épousées, et Dieu sait qu'elles ont été nombreuses, allant du vote des femmes à la disparité des salaires, de la santé à l'habitation, du coût de la vie aux armes nucléaires et j'en passe, madame Casgrain les a toujours défendues avec vigueur, convaincue que ces causes étaient étroitement liées aux droits et libertés de chacun et de chacune.

Dans son action, elle a su incarner l'esprit libéral dans son sens le plus noble, en faisant siens les problèmes des minorités, des immigrants, des autochtones, des moins nantis comme les ouvriers et les institutrices rurales. En véritable libérale, elle a ouvert son cœur à ceux qui se sentaient lésés dans leurs droits et n'a rien ménagé pour les aider. Son optimisme, sa confiance dans l'homme lui a donné l'énergie nécessaire pour prendre les risques sans lesquels elle n'aurait pu préparer et entraîner des changements fondamentaux dans la société québécoise et canadienne. Dès 1921, elle s'est déterminée à travailler au « redressement des injustices » et elle n'est jamais revenue sur cette décision qui l'a guidée sa vie durant. Et même si, pour parvenir à cette fin, elle a choisi de prêter son énergie, ses dons et ses talents

³²² *Idem.*

à un parti socialiste, elle a toujours été, au fond, une grande libérale sans en porter le nom.

[324]

Je ne peux que me réjouir à la pensée que, grâce à la Fondation Thérèse-F. Casgrain (dont je suis fière d'avoir participé à la mise sur pied) et au colloque d'aujourd'hui, le nom et l'œuvre de cette femme d'action seront mieux connus de nos concitoyens et resteront gravés dans leur mémoire.

J'espère que cette dame chaleureuse et d'une élégance proverbiale, qui n'a pas hésité à devancer son temps en jouant un rôle différent de celui qui était alors réservé aux épouses bourgeoises comme elle, que cette mère de famille qui était aussi à l'aise à la Cour de Londres où elle accompagnait son mari que dans les mines où elle encourageait les grévistes, que cette féministe, cette socialiste, cette nationaliste et fédéraliste, cette Libérale avec un grand « L » servira d'exemple aux femmes... et aux hommes aussi qui profitent des nombreux héritages qu'elle leur a laissés, qu'elle nous a légués. Que je sache, agir selon ses convictions, comme elle nous a montré à le faire, n'est pas encore passé de mode !

[325]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Huitième partie :
Thérèse Casgrain et la pensée libérale.

3.

" L'intermède socialiste de Thérèse Casgrain. "

*par Jacques-Victor Morin **

[Retour à la table des matières](#)

Il convient sans doute d'expliquer brièvement ce qu'était la CCF : la Cooperative Commonwealth Federation. Il s'agissait d'un regroupement de différents mouvements qui se sont fédérés pour oeuvrer à l'établissement d'un « cooperative commonwealth », une sorte de république mutualiste, c'est-à-dire de régime socialiste démocratique. Ce regroupement comprenait les membres de formations politiques antérieures, comme le Parti travailliste, le Parti des fermiers unis et autres. Il s'y trouvait également des intellectuels appartenant à la League for Social Reconstruction, la LSR.

Bien que conservant l'appellation de « fédération », cette nouvelle formation se constitua en parti politique au congrès de Calgary en 1932 et l'année suivante, au congrès de Régina, le parti adopta un manifeste carrément socialiste.

À quelques exceptions près, même au Québec, c'était une affaire d'anglophones, dont beaucoup d'immigrants des îles britanniques et d'ailleurs en Europe. Certains avaient appartenu à des formations politiques les plus diverses. Ainsi, par exemple, il

* Jacques-Victor Morin fut président puis secrétaire général de la Jeunesse CCF du Canada et enfin secrétaire général du CCF-Québec.

n'était pas rare au cours d'une assemblée de voir quelqu'un se lever et se proclamer SR, c'est-à-dire ayant appartenu aux Sociaux Révolutionnaires de Kérénski dont le gouvernement de courte durée fut renversé par le coup d'État des Bolchéviques en novembre 1917.

Les petits, les obscurs

Au Québec, toujours, il ne manquait guère de personnalités anglophones connues, comme l'éminent professeur Frank Scott de McGill, le maire Wilson de Verdun, le peintre Fritz Brandtner, pour ne citer que quelques exemples. La longue liste serait d'énumération [326] fastidieuse ici. Mais, dans les années trente, dans les années quarante, voire dans les années cinquante, rares étaient les francophones connus qui militaient publiquement au parti. Il y eut Hubert Désaulniers, fervent de la Ligue des droits de l'homme, le notaire Jasmin, père de Judith, le colonel Robert Calder, la personnalité la plus en vue et la plus active étant l'avocat syndical Guy-Merrill Désaulniers. Pour le reste, l'effectif francophone était constitué de ceux et celles que j'appelle « les petits, les obscurs » comme dans la tyrade du Flambeau d'Edmond Rostand « ... et nous les petits, les obscurs, les sans grade... ». Il s'agissait de gens humbles, beaucoup ayant connu la grande misère de la crise économique des années trente et ayant fréquenté les écoles ouvrières de l'époque. Certains étaient des accidentés du travail « non compensés ». Ils militaient inlassablement à la base, accourant à chaque campagne, distribuant des tracts de porte en porte, essuyant des rebuffades, souvent bousculés par ceux qu'ils appelaient « les chiens », c'est-à-dire la police.

La direction « nationale », c'est-à-dire fédérale du parti, cherchait un leader canadien-français pour le Québec, « a new Laurier » comme disait le secrétaire général du parti, David Lewis. Dans leur quête d'un tel grand homme ils parachutèrent à notre tête une succession de rigolos excentriques et marginaux qui montrèrent vite leurs pieds d'argile et n'avancèrent guère notre cause.

Fête dans nos cœurs

C'est dire qu'il y eut fête dans les cœurs lorsqu'on apprit que Thérèse Casgrain se ralliait à notre cause. Des mauvaises langues insinuèrent que son changement d'allégeance procédait de déconvenues que lui avait infligées l'establishment libéral ; en ne la nommant pas première sénatrice canadienne-française, en lui opposant un can-

didat officiel dans une élection complémentaire au cours de laquelle le parlementaire et éditorialiste Jean-François Pouliot mena une odieuse campagne machiste contre elle, paradant sa caricature en « pin-up girl ». Personnellement, je suis convaincu que c'est son impatiente quête de justice sociale qui l'amena dans notre camp. Elle faisait campagne depuis trop longtemps pour le « welfare state » que Mackenzie King laissait entrevoir mais qu'il n'accordait qu'au compte-gouttes.

[327]

J'étais de ceux et de celles qui se réjouissaient de l'adhésion de Thérèse Casgrain, mais la connaissant bien, dans mon for intérieur je me demandais si elle se rendait bien compte de ce dans quoi elle s'embarquait. Patricienne authentique, fille de sir Rodolphe et de lady Forget, la grande dame qu'elle était véhiculait beaucoup des valeurs, des habitudes, voire des préjugés de son milieu. C'était d'autant plus à son honneur qu'elle consente à militer en milieu populaire, à siéger en comités, à subir la contestation à l'occasion. Je savais bien que ça ne se passerait pas sans heurts. Mais c'était un défi qu'il fallait relever et j'étais bien déterminé à faire mon humble part pour arrondir les angles et faciliter les choses. Dans le public, son adhésion ne fut pas sans créer un certain émoi. Elle conférait une respectabilité à ce parti tant décrié par les autorités religieuses et autres. N'oublions pas que l'archevêque coadjuteur de Montréal, M^{gr} Gauthier, avait carrément condamné le CCF dans une lettre pastorale lue du haut de la chaire dans nos églises à travers la province.

Thérèse Casgrain se lança dans nos campagnes avec tout le courage, avec toute la vigueur, la dévotion, la générosité et le zèle qui la caractérisaient. Je tiens d'autant plus à dire ceci que je dois, à la vérité, parler d'autres choses, qui sont moins agréables à dire et à entendre. Je m'en suis déjà excusé auprès de ses proches et je m'excuse à nouveau d'avoir à le faire.

Contre le divorce

Le premier heurt se produisit peu après qu'elle se fut jointe à nos rangs, lorsque notre président Guy-Merrill Désaulniers entreprit des procédures en divorce. Madame Casgrain jugeait sa conduite inconvenante et trouvait inadmissible qu'il continue à occuper la présidence du parti. Je pense bien que Guy était tout disposé à quitter sa place mais il y eut une levée de boucliers de la part de ses « supporters », la remuante Jeunesse CCF en tête. Le conflit s'envenima. Rien de pire qu'une querelle entre frères ennemis, entre sœurs ennemies. Les quolibets les moins flatteurs furent de toutes parts. Comme toujours Thérèse Casgrain faisait flèche de tout bois.

Elle réussit même à gagner à sa cause, tenez-vous bien, les WASP (les White Anglo-Saxon Protestants), dont Frank Scott qui avait eu pour père l'évêque anglican [328] de Québec et qui avait une peur mortelle de tout ce qui risquait de nuire à notre coexistence pacifique avec le clergé catholique. La crise atteignit son paroxysme lorsque Thérèse Casgrain relança Guy Désaulniers à bord d'un train en partance pour Québec et lui extorqua pratiquement sa signature au bas d'une lettre de démission préparée à l'avance. Réaction furibonde de la Jeunesse CCF : rédaction d'une lettre circulaire à l'intention de tous les membres du parti dénonçant violemment ce geste. Pris de panique, le comité exécutif du parti délègue auprès des jeunes son « chairman », le syndicaliste Bill Dodge, plus tard secrétaire général du CTC (le Congrès du travail du Canada), lui-même divorcé. Les jeunes consentent à retirer leur lettre pour éviter d'ébruiter l'affaire en échange d'une assurance morale que de telles atteintes à la vie privée ne se produiraient plus. En fin de compte, cette crise eut pour résultat de refroidir l'enthousiasme de beaucoup de membres. Quelques-uns passèrent même au Parti communiste. D'autres cessèrent tout simplement de militer. D'autres enfin considérèrent l'incident comme clos et poursuivirent leurs activités militantes. Pour sa part, le secrétaire général du parti, Réginald Boisvert, décida de quitter son poste et passa à l'action syndicale. Il avait son compte. Il me pria de me présenter pour lui succéder. En quittant la place il me dit sans méchanceté, avec une pointe d'humour : « Je te lègue la mère Casgrain. » Il fit plus tard sa marque à la radio et à la télé, notamment comme auteur de téléromans.

À la séance du conseil provincial qui suivit, je fus élu secrétaire général à l'unanimité. Il en est allé de même pour François Laroche à la présidence. Ce dernier était un homme d'affaires prospère qui militait depuis toujours dans l'ombre avec une générosité et un désintéressement exemplaires. Il avait auparavant cédé la vice-présidence canadienne à madame Casgrain, mais il avait refusé énergiquement de se présenter contre Guy Désaulniers.

FUIQ et PSD

Et toutes ensemble, tous ensemble nous continuâmes le combat. Nous nous lançâmes dans les luttes homériques des années cinquante qui ébranlèrent le régime Duplessis. Pour être bien perçus des médias, des syndicats, eux-mêmes en voie de décolonisation, et du public en général, il convenait de nous donner un nom français qui disait bien ce que [329] nous étions : un parti socialiste démocratique. Le mot « socialiste » faisait un peu peur vu que communistes, trotskistes et léninistes de tout acabit s'en réclamaient avec l'effronterie qu'on leur connaît. Nous étions de

plus en plus nombreux à opter pour le nom de Parti social-démocrate, dont notre camarade Ed Dantey, journaliste déjà connu à l'époque (davantage aujourd'hui).

Thérèse Casgrain prit notre tête et fit avaler la chose à nos camarades anglophones. Ceux et celles d'ici, style pieds-noirs colonialistes, furent les plus coriaces ; il abhorraient « these silly French ideas creeping into the party ».

D'autres participantes et participants aux tribunes de ce colloque s'étant chargés de décrire cette période, je me contenterai de dire quelques mots sur ce que beaucoup ont appelé « l'épopée de la FUIQ ». Les ramifications québécoises du Congrès canadien du travail et du CIO des États-Unis se constituèrent une centrale, la Fédération des unions industrielles du Québec, qui fut à la pointe de tous les combats et constitua une lueur d'espoir dans l'atmosphère de « grande noirceur » que faisait régner le pouvoir autocratique de Maurice Duplessis, avec ses lois répressives et arbitraires. De leur côté les syndicats catholiques étaient en voie de déniement depuis les grèves de l'amiante, des textiles et autres. De syndicats de boutique qu'ils étaient, sous la pression de la base, ils devenaient de vrais syndicats et s'en allaient vers la déconfessionnalisation, qui les fera passer de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada à la Confédération des syndicats nationaux (CSN).

Le régime s'éloigna d'eux. Duplessis et son ministre du travail, Antonio Barrette, se rapprochèrent de la FPTQ (Fédération provinciale du travail du Québec), composée des ramifications québécoises de la Fédération américaine du travail et du Congrès des métiers et du travail du Canada, présidée par Roger Provost. Alors que la Commission des relations ouvrières se montrait tatillonne et retardait l'accréditation aux affiliés de la FUIQ et de la CTCC, elle comblait ceux de la FPTQ d'accréditations expéditives sans qu'ils fassent la preuve de la majorité des adhésions dans une industrie donnée. Résultat : la formation d'un cartel FUIQ-CTCC avec manifs, campagnes de presse et de radio.

Pour sa part, la FUIQ, avec à sa tête des sociaux-démocrates (j'en étais devenu le secrétaire exécutif), ne limitant pas son action [330] aux questions exclusivement syndicales, tint des colloques de réflexion sur tous les problèmes de l'heure, qu'ils fussent d'ordre politique, économique, social ou constitutionnel. Cette fédération fut en quelque sorte un laboratoire idéologique qui comprit et souligna les désirs d'émancipation du Québec en devenir. Elle remit en vogue les idéaux des patriotes de 1837-1838 à l'endroit des droits politiques, sociaux et linguistiques. Elle prôna également la liberté de pensée et d'expression, l'émancipation de la femme, la réforme de l'enseignement, la déconfessionnalisation et la laïcité. Le tout s'insérant dans les grands courants de décolonisation et de social-démocratie qui secouaient le monde depuis la Deuxième Guerre mondiale.

Enhardis par leurs succès, les congressistes de la FUIQ réunis à Champigny, près de l'Ancienne-Lorette, en 1954 lancèrent une invitation à tous les éléments progressistes du Québec d'unir leurs forces pour fonder un nouveau parti politique reflétant leurs idéaux communs. Dans cet esprit, ils chargèrent leur comité d'action politique de préparer un « manifeste au peuple du Québec » ; il s'agissait d'élargir la base de ce qu'était le petit PSD.

Non à la décolonisation

À la surprise générale, Thérèse Casgrain qui, jusque-là, avait travaillé la main dans la main avec la FUIQ, s'opposa farouchement à cette initiative. Elle ameuta les syndicalistes anglophones qui, à cette époque, exerçaient encore une influence notable dans nos syndicats et réussit ainsi à faire avorter le manifeste au congrès de Joliette l'année suivante. Une aile de la FUIQ, composée des « Champignystes » durs de durs, quitta le PSD. Ils formèrent la Ligue d'action socialiste, y entraînant non seulement des syndicalistes mais d'autres membres du parti conscients des limites de cette petite formation politique. La ligue multiplia les forums, invita des conférenciers d'Europe et du tiers-monde, organisa des manifs dont celle qui contribua à bloquer l'implantation au Québec de l'industriel nazi Krupp von Bohlen.

Pourquoi cette obstination de la part de Thérèse Casgrain à contrer la formation au Québec d'un parti social populaire à base élargie ? Devenue leader du PSD, plusieurs ont prétendu qu'elle voulait garder « son bébé » intact. Je ne crois pas qu'il s'agissait [331] d'une considération aussi mesquine. Je crois plutôt qu'elle ne comprit jamais la dynamique de la décolonisation du peuple québécois. Dans son esprit elle associait tout geste autonomiste à l'archéo-nationalisme d'une époque révolue avec ses bonzes saint-jean-baptistards, pétainistes, corporatistes, voire philofascistes et il va sans dire machistes, qui lui avaient toujours donné tant de fil à retordre. Mais elle n'était pas au bout de ses peines.

De concert avec des militantes et des militants venant notamment des milieux universitaires et journalistiques de même que de la CSN, les leaders de la FUIQ et autres protagonistes de la Ligue d'action socialiste (LAS) mirent en marche un mouvement plus vaste d'opposition aux partis traditionnels, qui s'appela le Rassemblement. Le premier président fut l'écologiste de renommée mondiale Pierre Dansereau, alors doyen de la faculté des sciences de l'Université de Montréal.

Je faisais moi-même partie du comité exécutif de ce mouvement. Je pris une part active à la rédaction de ses statuts. Cette opération qui semblait pourtant bien

engagée, avec des appuis venus de toutes parts, de la métropole et d'ailleurs en province, fut de courte durée. En flagrante violation des statuts, son deuxième président, Pierre Elliott Trudeau, refusa de convoquer le congrès annuel statutaire et mit l'organisation en veilleuse pour une « année de réflexion sabbatique ». Le mouvement s'écroula définitivement lorsque les « trois colombes » passèrent au gouvernement libéral fédéral où elles furent de toutes les trahisons. Bien qu'elle eût préféré attirer les « colombes » au PSD puis au NPD, Thérèse Casgrain put quand même pousser un soupir de soulagement.

Sur ces entrefaites, les grandes fusions entre centrales syndicales étaient en voie de réalisation à l'échelle de l'Amérique du Nord. Le CCT (d'allégeance CCFiste) et le CMTC fusionnèrent pour former le Congrès du travail du Canada. Il en fut de même pour la FUIQ et la FPTQ qui formèrent la FTQ, un mariage de raison s'il en fut un... À son congrès de Montréal en avril 1960, le congrès du CTC entérina avec une écrasante majorité la recommandation du comité d'action politique (dont j'étais membre) à l'effet de convoquer l'assemblée constituante d'un nouveau parti politique. Il s'agissait d'élargir le [332] CCF-PSD en créant des mécanismes d'affiliation syndicale. Ultérieurement, ce parti prit le nom de NPD et son congrès de fondation reconnut du bout des lèvres le principe des deux nations au Canada, sans vraiment y croire.

Peu après, au congrès d'orientation du Plateau, il devint évident que le NPD pan-canadien refusait toute mise en œuvre pratique du principe des deux nations. Ce qui amena la formation du PSQ (le Parti socialiste du Québec), lui-même de courte durée et dont beaucoup de militants furent absorbés par le MSA (le Mouvement Souveraineté-Association) puis par le PQ (Parti québécois). Madame Casgrain et les anglo-québécois choisirent évidemment le camp fédéraliste.

Pour ma part, je devins coopérant en Afrique et en Asie pour le compte du Bureau international du travail. Plus tard, je devins secrétaire général associé de la Commission canadienne pour l'Unesco et cessai toute activité politique pour devenir un observateur extérieur.

Appui aux mesures de guerre

J'ai intitulé mon texte « L'intermède socialiste de Thérèse Casgrain », puisque sortie du Parti libéral, elle y est retournée en fin de carrière en acceptant un siège au Sénat et en approuvant publiquement cette scélérate *Loi sur les mesures de guerre* en temps de paix. Elle se dissociait ainsi ouvertement de David Lewis, de Tommy

Douglas et des autres députés néo-démocrates, qui dénoncèrent et votèrent contre cette politique inique en vertu de laquelle ses auteurs violèrent plus de domiciles et jetèrent plus d'innocentes et plus d'innocents en prison en une seule nuit que Duplessis ne l'avait fait avec son infâme loi du cadenas en trente ans de règne.

Comme beaucoup, je fus outré en apprenant la nouvelle d'une telle défection. Puis mon indignation fit place à un sentiment de grande tristesse. Je n'aurais pas cru qu'elle eût pu descendre aussi bas. Je ne pense pas qu'elle se rendait bien compte de l'énormité de son geste. Contrairement à ceux et celles qui lui disaient : « Comment avez-vous pu ? », je n'en ai jamais parlé avec elle, j'ai fait comme si rien ne s'était passé. J'ai continué à la recevoir chez moi à l'occasion et à lui fournir de la documentation quand elle m'en demandait, présumément pour écrire ses mémoires. Peut-être n'étais-je pas [333] autrement étonné qu'elle retourne parmi les gens de sa classe dans un parti (libéral-fédéral) voué aux intérêts capitalistes domestiques et étrangers et assujetti à la tyrannie d'un prince narcissique et égocentrique (Pierre Elliott Trudeau) ne reculant devant rien pour satisfaire ses caprices constitutionnels ou autres, allant jusqu'à mobiliser l'armée contre son peuple.

[335]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Huitième partie :
Thérèse Casgrain et la pensée libérale.

4.

" Vingt ans d'action politique féminine:
la Fédération des femmes libérales
du Québec 1950-1970). "

*par Michel Lévesque **

[Retour à la table des matières](#)

En 1970, la Fédération des femmes libérales du Québec (FFLQ) soumettait une résolution lors du quinzième congrès des membres du Parti libéral du Québec en demandant :

- 1) la création d'un comité ad hoc, formé des membres de la FFLQ et du Parti libéral du Québec afin d'étudier ensemble les modalités des nouvelles structures du Parti libéral ;
- 2) que les femmes soient éligibles à tous les postes de direction au même titre que les hommes ;

* Michel Lévesque est étudiant aux études avancées en histoire à l'Université du Québec à Montréal.

- 3) que les femmes puissent au même titre que les hommes, à compétence égale, accéder aux multiples fonctions telles que : candidat aux élections, président du PLQ, directeurs de commissions, de région, etc. ;
- 4) que leurs droits soient reconnus dans la nouvelle constitution du parti ou des amendements apportés ³²³.

Toujours en 1970, soit quinze ans après la création de la Fédération libérale du Québec, où les hommes avaient proclamé la démocratisation du parti, la présidente de la FFLQ de l'époque, Lise Bacon, déclare :

Avec une orientation renouvelée, le Parti libéral du Québec se rapprochera de tous les éléments de son parti et connaîtra enfin une véritable démocratisation, où hommes et femmes œuvreront ensemble pour le mieux-être de leurs semblables ³²⁴.

En 1970, ce processus de démocratisation n'était donc pas terminé pour une bonne partie des membres du Parti libéral. En fait, [336] ces demandes des femmes libérales constituaient l'aboutissement de vingt ans d'efforts et d'énergie employés à faire reconnaître les droits des femmes à une participation active et véritable au sein du Parti libéral du Québec et à ne plus être uniquement utilisées comme faire-valoir.

Jusqu'à ce jour, à part un récent ouvrage ³²⁵, très peu d'études ont porté sur la participation des femmes au sein des formations politiques québécoises. Dans cette

³²³ FFLQ (1970). Mémoire de la FFLQ soumis aux membres du Conseil général le 25 juillet 1970, p. 3, fonds du Parti libéral du Québec (FPLQ), boîte 165.

³²⁴ *Idem*.

³²⁵ Anne-Marie GINGRAS, Chantal MAILLÉ et Évelyne TARDY (1989). *Sexes et militantisme*, Montréal, Éditions du Cidihca, 256 p. Mentionnons également l'étude de Patricia A. MYERS, « A Noble Effort. The National Federation of Liberal Women of Canada 1928-1973 » dans Linda KFALEY et Joan SANGSTER (dir.) (1989). *Beyond the Vote. Canadian Women and Politics*, Toronto, University of Toronto Press, p. 39-62, celle d'Évelyne TARDY, « Regards critiques de militantes sur des organisations syndicales et politiques » dans Irène LÉPINE et Carolle SIMARD (dir.) (1991). *Prendre sa place ! Les femmes dans l'univers organisationnel*, Montréal, Agence d'Arc, p. 291-340, ainsi que celle de Susan Mann TROFIMENKOFF (1985). « Thérèse Casgrain and the CCF in Quebec », *Canadian Historical Review*, vol. 66, n° 2, p. 125-153.

présentation, nous voulons décrire l'évolution de la FFLQ entre 1950 et 1970 et aborder la question de l'autonomie de l'association féminine par rapport à l'association masculine, la Fédération libérale du Québec. L'étude de ces deux aspects permet de comprendre les efforts déployés par les femmes et la marginalisation dont elles furent l'objet dans le processus politique et au sein du Parti libéral du Québec de cette époque. Marginalisation qui ne tient toutefois pas au sexe mais plutôt aux structures du pouvoir adaptées davantage à un monde d'hommes, fait par des hommes et pour des hommes.

Historique

Créée en 1950, soit cinq ans avant la création de la Fédération libérale du Québec, la Fédération des femmes libérales du Québec (FFLQ) devait poursuivre pendant ces deux décennies une œuvre d'éducation, de prise de conscience et d'affirmation des femmes sur la scène politique québécoise. Plutôt discrètes durant les années cinquante, confinées aux tâches obscures et peu valorisantes - « ayant été à la bonne école, celle de la patience, du sourire et de la persévérance, [...] [337] époque où l'on devait écrire trois lettres avant de recevoir une réponse ³²⁶ » -, les militantes libérales ont su affirmer avec force conviction leur point de vue. Mais, trop souvent hélas, elles ont prêché dans le désert.

La principale contribution de la FFLQ aura sans aucun doute été l'éducation des femmes à la politique. À travers l'apprentissage de la politique au sein des structures de la FFLQ, les militantes libérales ont graduellement permis à un plus grand nombre de femmes d'intervenir dans les affaires de l'État et de faire en sorte d'élargir les possibilités qui s'offraient alors aux femmes à l'extérieur du foyer familial ³²⁷. La Fédération offrait également un lieu de rassemblement et de discus-

³²⁶ Madame J.-P. LESSARD (1960). « Les dix années de la Fédération des femmes libérales », dans *Rapport du 6^e congrès annuel de la Fédération libérale du Québec*, 8-9 octobre 1960, p. 70, FPLQ, boîte 67.

³²⁷ En 1970, la présidente de la FFLQ, Lise Bacon, décrit le rôle de la Fédération de 1950 à 1970 en ces termes : « 1950-1970, vingt ans de réalisations, six présidentes, environ 20 000 membres. Même si dans les débuts les groupements ont surtout travaillé à se donner des cadres précis et une constitution bien définie, nous pouvons affirmer que depuis plusieurs années la Fédération a contribué dans une très large mesure à une vraie politisation des femmes du Québec. De nombreuses journées d'étude avec panélistes de valeur, des colloques, des congrès bien structurés avec ateliers et experts, des commissions politiques ac-

sion pour les femmes, ce qui leur a sûrement permis de mettre en commun leur expérience et de sortir de l'isolement qui caractérisait trop souvent les femmes à cette époque. Sans compter qu'à chaque semaine elles pouvaient rejoindre un grand nombre des leurs par l'intermédiaire du journal *La Réforme* dans lequel on retrouvait des chroniques, des articles de fond, le calendrier des activités, etc ³²⁸.

[338]

Par exemple, les congrès de la FFLQ permettaient de faire prendre conscience aux femmes de leur rôle dans la société et de les amener à réfléchir sur leur condition de femmes. Ainsi, en abordant le thème de « La femme et la démocratie » au congrès de 1960, il était permis de signaler que « tous sont égaux devant la loi, que tous possèdent les mêmes droits » et de « rappeler que la femme avant d'être une femme est tout d'abord un être humain ³²⁹ ». Florence Fernet-Martel en profitait également pour dire aux femmes qu'elles devaient se considérer comme égales aux hommes et remettre en question le rôle de la femme. Elle déclarait alors :

Au risque de renverser les données et les affirmations les plus formelles, j'ose prétendre que les femmes, toutes les femmes, ne sont pas nées pour l'amour et la maternité. S'il en était ainsi, combien de milliers de personnes célibataires ou religieuses auraient manqué leur vocation ³³⁰ ?

Outre cette prise de conscience sur le nouveau rôle de la femme dans la société, on constate que sur le terrain les femmes se sont révélées d'excellentes organisa-

tives et dynamiques ont sensibilisé nos membres aux valeurs actuelles et leur ont appris à se familiariser avec les procédures parlementaires et leur ont permis d'étudier et de s'affirmer.

³²⁸ Le journal *La Réforme* avait un tirage de plus de 40 000 exemplaires à une certaine époque. Il apparaît évident que tous ces articles présentant des femmes ont pu sensibiliser non seulement les femmes, mais également habituer un certain nombre d'hommes à la présence des femmes sur la scène politique.

³²⁹ Florence FERNET-MARTEL (1960). « L'apport de la femme dans la formation du sens démocratique », dans *Rapport du 6^e congrès annuel de la Fédération libérale du Québec*, 8-9 octobre 1960, p. 63. Il faut dire que ce n'était pas évident de déclarer cela en 1960 alors que le *Code civil* confinait toujours les femmes à un statut juridique inégal. Ce n'est qu'en 1964 que le *Code civil* sera amendé, donnant ainsi un statut juridique à la femme mariée.

³³⁰ *Idem* p. 64.

trices ³³¹. Dans certains comtés les femmes étaient plus actives que les hommes ³³² et dans certains autres presque aussi nombreuses ³³³. Au total, on compte environ une [339] quarantaine d'associations de comté affiliées à la FFLQ vers la fin des années cinquante et plus de soixante-dix, regroupant plus de 20 000 membres, au cours des années soixante ³³⁴. De plus, deux autres associations, le Club sir Wilfrid Laurier ³³⁵ et l'Association des femmes canadiennes italiennes, qui comprend des membres à l'échelle de toute la province, sont affiliées à la FFLQ. Lors des congrès ces deux associations ont droit au même nombre de déléguées que les associations féminines de comté ³³⁶.

Mais, tout comme au sein de la fédération des hommes, les femmes ont dû faire face à de nombreuses difficultés. Outre la bisbille entre les associations de comté

³³¹ Lors d'une réunion, Pierre Laporte « souligne l'aide efficace apportée par les femmes libérales qui, dans chaque comté, ont fait preuve de beaucoup de dévouement et d'enthousiasme dans la campagne du Fonds de la libération. Dans certains secteurs, dit-il, pour le même nombre de maisons visitées, les équipes féminines ont recueilli deux fois plus que les hommes. » (Procès-verbal de la réunion du conseil général de la FLQ le 29 août 1959, p. 6, FPLQ, boîte 153.)

³³² Il s'agit du comté de Sainte-Marie. (Procès-verbal de la réunion du comité exécutif de la FLQ le 1^{er} mai 1959, annexe « Rapport de la Commission des cadres », p. 2, FPLQ, boîte 153.)

³³³ Dans le comté de Châteauguay, en 1964 l'Association libérale du comté compte plus de 200 membres et l'Association des femmes libérales du comté totalise 176 membres. (Procès-verbal de la réunion du conseil exécutif de la FLQ le 14 mai 1964, p. 2, fonds Henri Dutil, ANQ-Québec, P443/2.) Dans le comté de Saint-Hyacinthe on compte plus de 500 femmes libérales. (Paul-André COMEAU (1964). *L'organisation d'un parti politique dans un comté du Québec*, mémoire de maîtrise, Montréal, Université de Montréal, département de science politique, p. 57.)

³³⁴ Il est difficile de dénombrer exactement le total des membres de la FFLQ. En 1959, on parle de quarante-deux associations affiliées qui ont en moyenne soixante-quinze membres, ce qui représente moins de 4000 membres. En mai 1965, la présidente mentionne le chiffre de 35 000 membres. Le 16 novembre 1966 on parle de 26 000 et le lendemain, soit le 17 novembre, on retrouve le chiffre de 27 000 membres mentionné dans le procès-verbal. En 1970, dans le mémoire soumis au conseil général du parti, on parle de 20 000 membres, c'est ce dernier chiffre que nous avons retenu.

³³⁵ Fondé en 1926, le Club (des femmes) sir Wilfrid Laurier compte, en 1963, 251 membres. (Procès-verbal de la réunion de l'exécutif de la FFLQ, le 20 juin 1963, p. 30, FPLQ, boîte 165.)

³³⁶ Procès-verbal de la réunion de l'exécutif de la FFLQ, le 11 septembre 1965, p. 157, FPLQ, boîte 165.

et l'exécutif de la FFLQ, et les dissensions internes, attribuables en grande partie à des conflits de personnalités, les femmes ont de plus constaté qu'à « bien des endroits les associations perd[aient] des membres car on [craignait] des représailles pour le travail ou des contrats du mari ³³⁷ ».

[340]

La défense de leur autonomie

Mais la principale préoccupation des femmes durant toute ces années a été de défendre l'autonomie de leur association par rapport à la Fédération libérale du Québec (FLQ) dominée par les hommes. La question soulevée était de savoir si l'on devait faire une distinction entre les hommes et les femmes ou si toutes les militantes et tous les militants étaient d'abord et avant tout des Libéraux. Les femmes insistent sur la différence tandis que les hommes jugent qu'ils doivent d'abord et avant tout être des Libéraux. Jean Lesage abonde d'ailleurs en ce sens lorsqu'il déclare :

[...] la FLQ n'est pas une fédération d'hommes mais de Libéraux et dans la FLQ les femmes ont les mêmes droits et privilèges que les hommes. C'est aux femmes à se soutenir, se protéger pour venir aux postes de commandement. Il n'y a rien dans la constitution qui interdit à une femme de devenir présidente de la FLQ ³³⁸.

De 1955 à 1970, les hommes de la FLQ ont tenté de rallier les femmes au sein de leur fédération. Cependant, il semble que les garanties exigées par les femmes pour une plus grande participation au sein des structures de la FLQ n'ont jamais été fournies.

En juin 1958, l'exécutif de la FLQ décide de former un comité, composé de six femmes et quatre hommes - dont la présidence échoit à un homme - pour « a) étudier le rôle des dames dans l'activité du parti ; b) déterminer le rôle de la Fédération des femmes libérales au sein de la Fédération ; et c) faire rapport avant le 30 septembre

³³⁷ Procès-verbal de la réunion du conseil exécutif de la FFLQ tenue le samedi 1er octobre 1966 au Club de Réforme de Montréal, p. 210, FPLQ, boîte 165.

³³⁸ Procès-verbal de la réunion du conseil exécutif de la FFLQ du 27 mai 1967, p. 272, FPLQ, boîte 165.

1958 ³³⁹ ». Ce comité ne semble toutefois pas avoir eu de suite concrète. Un rapport préliminaire a bien été déposé par les femmes à l'exécutif de la FLQ dans lequel il est fait mention d'une action parallèle de la FFLQ et de la FLQ. Mais la présidente, Alice Frigon, affirme « que la femme a été ignorée jusqu'ici dans le Parti libéral et que si on en arrivait à la fusion en une seule fédération, la même situation désastreuse pourrait se continuer ³⁴⁰ ». Huit ans plus [341] tard, soit en 1966, la FFLQ réclame une plus importante représentation de sa fédération à la FLQ et émet le vœu suivant :

Dans une société évoluée sur le plan politique, il serait souhaitable que les hommes et les femmes œuvrent ensemble à part égale dans une fédération unique. Actuellement il est plus réaliste d'émettre le vœu : que les fédérations affiliées et la FLQ aient un nombre égal de représentants, au niveau de l'exécutif provincial tout en gardant leur autonomie propre.

Une telle représentation favoriserait un travail plus unifié, une communication plus étroite et créerait une force permettant à la pensée libérale de se mieux faire entendre ³⁴¹.

En 1967, un sondage auprès des associations de comté et des présidentes régionales démontrent que « 90 % des femmes se sont prononcées contre l'unification des fédérations. Les 10 % qui se prononcent en faveur de la fusion le font avec des réserves ³⁴² ». En 1970, la présidente de la FFLQ, Lise Bacon, réitère une fois de plus les conditions posées par les femmes à leur intégration. Elle affirme :

³³⁹ Procès-verbal de la réunion du comité exécutif de la FLQ du 10 juin 1958, p. 2, 3, FPLQ, boîte 153.

³⁴⁰ Procès-verbal de la réunion du conseil exécutif de la FLQ du 8 septembre 1958, FPLQ, boîte 153.

³⁴¹ Procès-verbal de la réunion du conseil exécutif de la FFLQ tenue vendredi le 11 novembre 1966 au Club de Réforme de Montréal, p. 219, 220, FPLQ, boîte 165.

³⁴² Procès-verbal de la réunion du conseil exécutif de la FFLQ tenue le 3 juin 1967, p. 281, FPLQ, boîte 165.

Si l'heure est venue d'une intégration, la Fédération des femmes libérales du Québec ne consentira à cette intégration qu'avec l'assurance que sa présence sera reconnue au sein d'un parti qu'elle a travaillé à édifier par son idéal, sa générosité et sa ténacité, dans la tradition la plus pure des femmes québécoises ³⁴³.

Cette présence des femmes au sein des structures du parti sera reconnue à l'occasion du seizième congrès annuel du Parti libéral du Québec, tenu à Québec du 19 au 21 novembre 1971. À cette occasion, les délégués adoptent une nouvelle constitution. Dorénavant, les femmes auront droit à une représentation d'au moins 50 % pour toute délégation élue par l'association de comté à tous les congrès. De plus, les femmes obtiennent la présence de deux femmes au sein de l'exécutif de l'association de comté ainsi qu'au sein de chacune des [342] commissions permanentes ³⁴⁴. En 1971, la FFLQ s'intégrait donc au parti pour en devenir une des huit commissions permanentes ³⁴⁵.

En fait, tout au long de la période étudiée, les femmes ont été ignorées ou à peu près par la FLQ et les associations de comté. Même si les femmes libérales purent compter sur l'appui des chefs du parti durant cette période, Georges-Émile Lapalme ³⁴⁶ (1950-1958) et Jean Lesage ³⁴⁷ (1958-1970), elles ont été tenues à l'écart

³⁴³ FFLQ (1965). Mémoire de la FFLQ soumis aux membres du conseil général le 25 juillet 1970, p. 3, FPLQ, boîte 165.

³⁴⁴ PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC (1971). *Constitution*, édition 1971 (adoptée à l'occasion du 16^e congrès annuel du Parti libéral du Québec tenu, à Québec, les 19, 20 et 21 novembre 1971), 45 p.

³⁴⁵ Outre la Commission féminine on retrouve la Commission d'animation et d'organisation, la Commission des finances, la Commission des groupes ethniques, la Commission d'information, la Commission juridique, la Commission politique et la Commission jeunesse.

³⁴⁶ Dès 1950, Lapalme explicitait le rôle des femmes au congrès provincial du parti en ces termes : « Le rôle des femmes au congrès provincial [du parti consiste] à l'élaboration du programme, [à participer] aux discussions [et à occuper des] fonctions officielles. » Lapalme ajoute que : « D'ici dix ans, il est possible que les organisations politiques féminines deviennent aussi puissantes que les organisations masculines. [De plus] le rôle de la femme, dans l'organisation politique va devenir aussi important que l'a été son rôle dans la révolution industrielle. » (Fonds GA. Lapalme, UQAM - Service des archives, cote 109P2b/24, Notes pour conférence - Club Wilfrid Laurier des femmes libérales, 13 février 1951, 2 p.)

³⁴⁷ Dans ses discours, Lesage a appuyé et demandé à plusieurs reprises de permettre une plus grande participation des femmes au sein des structures du parti.

délibérément. D'ailleurs, à l'occasion du dixième anniversaire de la FFLQ, une militante trouvait regrettable que le Parti libéral n'ait pas pris l'initiative de présenter des candidates féminines alors que les partis de [343] gauche, dont le CCF, avaient fréquemment présenté des femmes ³⁴⁸. En fait entre 1950 et 1970 inclusivement, une seule femme a été candidate du Parti libéral du Québec ³⁴⁹ et trois femmes seulement ont occupé des postes électifs au sein de l'exécutif de la Fédération libérale du Québec ³⁵⁰.

Pis encore, à certaines occasions, les hommes contribuent à envenimer les relations et à ridiculiser les dirigeantes de la FFLQ ³⁵¹. À une occasion, les hommes de

Dès 1958, année où il devient chef du Parti libéral, il déclare : « Dans les structures de notre parti, tant sur le plan de l'organisation que sur celui des idées, et ce, à tous les échelons, il faut que les femmes soient présentes. Avec l'organisateur en chef, M. Alcide Courdy, j'ai prôné la formation d'associations féminines dans chaque comté de la province. En conséquence, je demande à votre exécutif provincial de s'appliquer à la tâche de compléter les cadres de la Fédération des femmes libérales, dans toutes les circonscriptions électorales. Vous pouvez compter dans l'accomplissement de ce travail, sur mon entier support, sur celui de la Fédération libérale provinciale, et l'Organisation du Parti. » (Fonds Henri Dutil (FHD), ANQ - Québec, P443/2, Procès-verbal de la réunion du comité exécutif de la FLQ, le 10 octobre 1959, annexe 5, Rapport de la présidente de la FFLQ au Conseil général de la Fédération, le 15 octobre 1959, p. 1, 2.)

³⁴⁸ « Les luttes pour les droits de la femme », *Rapport du 6^e congrès annuel de la Fédération libérale du Québec*, p. 67.

³⁴⁹ Il s'agit de Claire Kirkland-Casgrain, première femme élue députée au Québec lors d'une élection partielle dans la circonscription de Jacques-Cartier le 14 décembre 1961. Elle est également la première femme nommée ministre : ministre sans portefeuille de décembre 1962 à novembre 1964 et ministre des Transports et des Communications de novembre 1964 à juin 1966.

³⁵⁰ Il s'agit de M^{me} André (Graziella) Daviault, vice-présidente de la région rive-nord (1959-1961) ; de Yvette Dussault-Mailloux, vice-présidente du secteur sud-ouest (1961-1964) ; et de Lise Bacon, secrétaire de la FLQ (1968-1970). À partir de 1967, on retrouve au sein du conseil supérieur du Parti libéral du Québec, outre la présidente de la FFLQ, Lise Bacon, trois autres femmes nommées par la FFLQ. Il y a également deux autres femmes provenant de commissions spécifiques (Groupes ethniques, Fédération des étudiants libéraux) en plus de la secrétaire du secrétariat de Québec, soit six femmes sur un total de plus de soixante membres, ce qui équivaut à moins de 10 %.

³⁵¹ La présidente de la Commission de la constitution de la FFLQ, Claire Kirkland-Casgrain, rapporte : « Elle mentionne en particulier l'assemblée du 18 mars [1961] alors que le conseil général de la Fédération libérale siégeait à Québec aux fins de la révision des constitutions et que l'assemblée dure de 10 heures

la Fédération libérale du Canada, secteur Québec, ont procédé à la nomination de la vice-présidente de langue française à l'exécutif national sans avoir consulté au préalable la FFLQ. Ce que les militantes de la FFLQ déplorent le plus dans ce cas, c'est que la personne nommée cumule dorénavant deux fonctions au sein de l'organisme national. Elle se trouve donc à empêcher les femmes du Québec de faire élire une autre militante libérale à [344] l'échelle nationale ³⁵². La réponse de la Fédération libérale nationale, section Québec, au vote de blâme de la FFLQ se résume ainsi : « Ce qui a été fait devait se faire vite et bien ³⁵³. » Pour sa part, la troisième présidente, Alice Frigon, raconte même que dans certains cas on refusait à certaines présidentes d'aider financièrement la FFLQ : « Par contre, on en recevait [de l'argent] par d'autres dames parce que ces autres dames plaisaient plus à certains messieurs ³⁵⁴. » En plus de l'indifférence de la part des hommes, les femmes passent pour d'éternelles plaignantes se retrouvant constamment en train de revendiquer et d'exiger une plus grande place ³⁵⁵.

Il y a toutefois une exception. À l'occasion des élections du 22 juin 1960, il semble bien qu'on ait fait appel aux femmes. C'est du moins ce qui ressort des discours

a.m. à 11 heures p.m. et elle rend témoignage à la présidente, M^{lle} Frigon, qui l'assista inlassablement jusqu'à la fin alors qu'elles durent endurer les taquineries mesquines de ces messieurs. » (FPLQ, boîte 165, Procès-verbal de l'assemblée du conseil général de la FFLQ du 3 juin 1961, p. 2, FPLQ, boîte 165.)

³⁵² Procès-verbal de la réunion du conseil général de la FFLQ du 16 novembre 1966, p. 230, FPLQ, boîte 165.

³⁵³ Procès-verbal de la réunion du conseil général de la FFLQ du 12 septembre 1967, p. 286, FPLQ, boîte 165.

³⁵⁴ Procès-verbal de la réunion des membres de la députation et des dirigeants de la FLQ le 10 juin 1958, p. 15, FPLQ, boîte 153.

³⁵⁵ Voici quelques exemples qui confirment cette affirmation. « La présidente de la FFLQ se plaint que l'organisme qu'elle dirige n'est pas consulté dans l'organisation de certains congrès régionaux. Elle demande d'être invitée aux réunions du comité d'organisation de chacun des congrès régionaux. » (Procès-verbal de la réunion de l'exécutif de la FLQ le 4 juillet 1959, p. 2, 3, FPLQ, boîte 153.) « Mademoiselle Frigon fait rapport que des associations féminines ont présentement à se plaindre du fait que des associations libérales de comté exigent qu'on leur remette la moitié des cotisations perçues par l'association féminine. » (Procès-verbal de la réunion du comité exécutif de la FLQ le 10 octobre 1959, p. 2, FPLQ, boîte 153.) « [...] lettre des Femmes libérales se plaignant de la représentation non-adéquate des Femmes libérales à la réunion extraordinaire du 6 mai, à l'hôtel Reine-Elizabeth, alors que le programme du Parti, à la veille de l'élection, était officiellement adopté. » (Procès-verbal de la réunion du comité exécutif de la FLQ le 30 juin 1960, p. 2, fonds Henri Dutil, ANQ - Québec, P443/2.)

du chef du parti et du président de la FLQ, lors du dixième anniversaire de la fondation de la FFLQ. Lesage déclare alors :

Le gouvernement et le parti que j'ai l'honneur de diriger sont redevables aux membres de votre Fédération d'avoir éveillé les femmes à leurs responsabilités et d'avoir accompli une œuvre d'éducation populaire sans laquelle la victoire libérale du 22 juin n'aurait pas été possible.

[345]

[...]

Ce n'est pas par hasard que le parti libéral du Québec a présenté à la population un programme de justice sociale répondant aux besoins réels de la famille chez nous. L'activité des femmes et leur précieuse participation aux travaux de la Fédération libérale du Québec - que ce soit à l'échelon du comté, dans les congrès régionaux ou dans les congrès généraux comme celui qui débute ce soir - n'ont pas été sans exercer une grande influence dans l'élaboration du programme libéral et dans l'édification des structures du parti ³⁵⁶.

Curieusement, six ans plus tard, aux élections du 5 juin 1966, les femmes sont littéralement laissées de côté ³⁵⁷. Au point où les [346] présidentes d'associations

³⁵⁶ Jean LESAGE (1960). « Allocution de l'Honorable Jean Lesage », dans *Rapport du 6e congrès de la Fédération libérale du Québec*, 8 et 9 octobre 1960, p. 51. Pour sa part François Nibert souligne : « Je vous félicite chaleureusement pour le rôle effectif que vous avez joué depuis le début de la Fédération des femmes libérales, et tout particulièrement au cours de la dernière élection provinciale. Grâce aux observations recueillies aux quatre coins de la province, c'est avec fierté que je puis vous dire mesdames : Vous avez su, à une heure décisive, contribuer à la victoire du parti libéral ! [...] Mesdames, la Fédération des femmes libérales a accompli un travail missionnaire depuis plusieurs années. À tous les échelons du parti, les femmes ont été présentes. D'autre part, dans un avenir prochain - s'il m'est permis de présumer des intentions du nouveau changement - , elles seront représentées adéquatement aux organismes gouvernementaux, qu'il s'agisse de commissions ou autres postes d'importance. Et, en prononçant ces paroles, je crois bien ne pas aller au-delà de la justice et de la reconnaissance qui vous sont dues. » *Rapport du 6e congrès de la Fédération libérale du Québec*, 8 et 9 octobre 1960, p. 53.

³⁵⁷ Dans leur rapport à Jean Lesage à la suite des élections du 5 juin les militantes de la FFLQ notent ce qui suit :

de comté et les vice-présidentes régionales de la FFLQ vont jusqu'à demander à leur chef, Jean Lesage :

- 1) À la direction du Parti libéral y a-t-il eu entente pour ignorer complètement la FFLQ puisque Me Gervaise Brisson, la présidente, n'a jamais reçu une invitation formelle à assister à aucune des assemblées importantes au cours desquelles l'honorable Jean Lesage et ses ministres étaient les invités ?
- 2) Au caucus de la stratégie de la campagne électorale, les candidats ont-ils été prévenus contre les femmes ? [...] ce sont des questions que plusieurs se posent ³⁵⁸.

Dans quelques comtés des femmes ont été appelées à jouer des rôles assez importants (en Mauricie par exemple), faire de la publicité à la radio, à la TV, organiser des soirées populaires, y adresser la parole... mais ce fut des cas exceptionnels.

Généralement on a compté sur les associations de femmes pour réviser les listes électorales, aider, préparer les réceptions après les assemblées, organiser des autobus, des séries d'autos pour escorter le Chef ou les ministres qui visitaient les comtés, faire des appels téléphoniques pour inviter les gens aux grosses assemblées populaires ou leur rappeler leur devoir d'aller voter, le 5 juin. Bref de tous ces rapports se dégage une impression claire, nette, sans équivoque, comme toujours les femmes ont rempli les rôles obscurs, secondaires mais généreuses sans limites ; [...] Dans quelques secteurs, pour quel motif, je ne saurais le dire ... y avait-il des raisons spéciales ? les candidats ont carrément refusé toute aide de la part des femmes. [...]

Quoiqu'ils en soit d'un coin à l'autre de la province les militantes libérales étaient sincères et prêtes à donner de façon bénévole, leur temps, leur talent, leur énergie pour arriver au jour de la victoire, plusieurs ont été refusées, d'autres tolérées quelques-unes acceptées et... cela dit, non pas pour blâmer mais pour s'interroger et savoir en tout temps : hier, aujourd'hui, demain, que pense-t-on des femmes, comment les considère-t-on ?

Procès-verbal de la réunion du conseil exécutif de la FFLQ du 6 août 1966 au Manoir Saint-Castin, Lac Beauport, p. 203-205, boîte 165.

À la suite de ces élections, les femmes vont interroger sérieusement les hommes de la FLQ sur le rôle qu'ils entrevoient pour elles au sein du Parti libéral du Québec. Il appert que l'exaspération des femmes est à son comble. Les commentaires de cette militante de la région de Québec en disent long sur l'état d'esprit de plusieurs militantes et sur les relations hommes-femmes au sein de l'organisation libérale.

Est-ce que les femmes doivent se contenter d'adresser des enveloppes ou de faire des sandwiches ? Elles peuvent le faire par nécessité mais ne doivent-elles pas faire aussi partie de divers comités de comté ou de paroisse à part égale ? On a trop considéré la femme en politique comme une placoteuse, excusez l'expression, mais l'exécutif de la Fédération des femmes libérales a tenu des réunions sérieuses. Nous avons là des femmes qui veulent œuvrer pour le bien de la province, le bien du parti. Allons-nous refuser cette précieuse collaboration ? Il est impératif que les organisations de comté se mettent en marche parce que nous ne savons pas quelle sera la durée du gouvernement actuel. [...] Soyez assuré que les femmes sont [347] dangereusement prêtes et qu'elles prendront leur place dans la prochaine campagne électorale et les hommes, je m'excuse, qui n'ont pas assez de largesse d'esprit pour les accepter ou les invertébrés, nous n'en avons pas besoin dans le Parti libéral ³⁵⁹.

Il n'est pas certain que le message ait été bien entendu de la part des hommes. Ainsi, en 1968, Lise Bacon, demandant à l'organisateur Paul Desrochers s'il avait pensé à des candidatures féminines pour la prochaine élection, se fait répondre que « la population n'est pas encore mûre ». Et, de poursuivre le président de la FLQ de l'époque, Jean Tétreault : « Dans un comté sacrifié, on pourrait essayer une candidature féminine ³⁶⁰ [...] »

³⁵⁹ *Post mortem, Régionale de Québec et de Jacques Cartier*, Québec, 8 août 1966, p. 42, FPLQ, boîte 164.

³⁶⁰ Procès-verbal de la réunion groupant les responsables régionaux de l'organisation et les dirigeants du parti, tenue le 22 septembre 1968, p. 17, fonds Jean Lesage, ANQ - Québec, P688/93, 2. Lors d'une récente émission télévisée, Lise Bacon racontait qu'en 1970 Paul Desrochers avait refusé qu'elle se présente dans le comté de Trois-Rivières et qu'on avait plutôt offert le comté à son frère.

Conclusion

En étudiant la FFLQ nous avons tenté d'éclairer un peu plus le rapport des femmes à la politique au Québec durant ces deux décennies. Nul doute que la Fédération des femmes libérales du Québec a joué un rôle important dans l'affirmation du militantisme politique des Québécoises. Cependant, comme l'indique Thérèse Casgrain dans ses mémoires, il semble bien évident que les vieux partis, dont le Parti libéral de l'époque, ne lui auraient jamais permis d'occuper les fonctions qu'elle a eues au cours de cette période au sein du CCF ³⁶¹.

L'histoire et l'évolution de la FFLQ apparaissent donc comme un mouvement important de la part des femmes pour occuper leur place au sein d'un parti traditionnel ³⁶². On constate cependant que les [348] militantes se sont heurtées à la mauvaise volonté des hommes et que personne ne leur a fait de cadeau. Même avec l'appui des dirigeants du parti ³⁶³, il n'en demeure pas moins que, dans la réalité, les

³⁶¹ Thérèse CASGRAIN (1971). *Une femme chez les hommes*, Montréal, Éditions du Jour, p. 195

³⁶² Dans une étude récente portant sur les femmes du Québec qui ont milité sur la scène politique québécoise et canadienne, Pierre Drouilly et Jocelyne Dorion soulignent :

Après une longue phase qu'on pourrait qualifier de militante, et qui va de la reconnaissance du droit de vote aux femmes jusqu'au début des années soixante, phase au cours de laquelle la présence des femmes au processus électoral est avant tout symbolique, on a vécu une phase transitoire, au cours des années soixante et soixante-dix, qu'on pourrait appeler phase de légitimation, au cours de laquelle les partis de pouvoir cooptent un nombre restreint de femmes qu'ils font élire et auxquelles ils accordent une place privilégiée dans le but de légitimer le pouvoir exclusivement masculin. Ce fut la période de la « femme de service politique », de la « femme alibi », des exceptions qui confirmaient la règle du pouvoir mâle et l'exclusion des femmes du pouvoir politique. Mais la présence de ces premières députées et ministres, pionnières dans un monde politique masculin, a aussi commencé à légitimer, à l'usage, la présence des femmes en politique.

Voir *Candidates, députées et ministres : les femmes et les élections suivi d'un Répertoire du personnel politique québécois féminin 1921-1987*, Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale (Bibliographie et documentation, n° 29), 1988, p. 41.

³⁶³ Jean Lesage croyait que l'éducation était sans doute le geste le plus concret qui avait été posé pour l'émancipation des femmes. En 1968, il déclarait :

femmes ont vécu la marginalisation même au sein des nouvelles structures de participation (la Fédération libérale du Québec) que les hommes considéraient alors comme un modèle de démocratie.

[349]

Abrégé chronologique de l'histoire de la FFLQ

- 1917 Fondation d'un comité libéral féminin. Sous la direction des dirigeants du parti ce comité se réunit au Club de Réforme. Par la suite on fonda le Club libéral féminin dont la première présidente fut Mme F.L. Béique.
- 1923 En juin 1923, le Club des femmes libérales d'Ottawa (Ottawa Women's Liberal Club) recommande la formation d'un comité pour étudier la possibilité de créer une fédération nationale affiliée au Parti libéral fédéral. La fédération consisterait à l'élection d'un exécutif national élu lors des congrès des associations nationale, provinciales et régionales et aussi des clubs déjà existants. Cairine Wilson, qui dirigeait le Advisory Council of the National Federation of Women's Liberal Clubs - une organisation qui précéda la création de la Fédération nationale des femmes libérales du Canada (FNFLC) -, accepte, à la suggestion de Mackenzie King, de diriger cette nouvelle fédération. Les objectifs poursuivis par les organisatrices en faveur de la création d'une fédération nationale sont : « [...] to devise the best methods for Liberal Women to join together and receive political training ; and to pursue the study of Canada's history, her current condition, and the principles of liberalism. »
- 1926 Le 12 juillet, un groupe de femmes réunies à la résidence de Mariana B. Jodoin, après discussion sur la nécessité d'éduquer les femmes du Québec et sur leurs devoirs en tant qu'électrices, décident de fonder un club de femmes libérales qui porte le nom de Wilfrid Laurier.

Plus il nous est permis de prendre du recul sur la réforme de l'éducation qui a été entreprise au Québec, plus nous réalisons que cette réforme de l'éducation a été peut-être le geste le plus concret et le plus efficace que nous ayons jamais posé au Québec pour la promotion de la femme ; [...] C'est par l'éducation, par l'accès au savoir, que l'émancipation de la femme doit passer : ensuite, il sera beaucoup plus facile d'apporter des solutions aux problèmes qui attendent la femme sur le marché du travail ou ailleurs.

Voir « Discours de Jean Lesage au congrès annuel de la FFLQ le 9 novembre 1968 », p. 1, fonds Jean Lesage, ANQ - Québec, P688/19, 10.

Abrégé chronologique de l'histoire de la FFLQ

- 1928 Le club fut incorporé sous le nom de Club Wilfrid Laurier des femmes libérales. La devise du nouveau club est : Justice - Égalité - Fraternité. Son but : « Défendre la politique libérale sous la direction de ses chefs. » Mme Alphonse Brodeur, belle-sœur de sir Wilfrid Laurier, a été présidente du club pendant vingt ans, soit de 1926 à 1946.
- Création de la Fédération nationale des femmes libérales du Canada (FNFLC) à Ottawa. La même année est créée une fédération provinciale dans chacune des provinces. Ces [350] organismes vivotèrent jusqu'en 1947. Cairine Wilson, qui fut sénatrice, fut présidente de la FNFLC pendant un certain nombre d'années.
- 1933 Deuxième assemblée nationale de la Fédération nationale des femmes libérales du Canada. Mme W. C. Kennedy, de Windsor, Ontario, est élue présidente. À la suite du décès de Mme Kennedy en 1934, la sénatrice Cairine Wilson occupe la présidence jusqu'en 1938.
- 1939 Durant la Deuxième Guerre mondiale, les deux fédérations libérales à Ottawa, celle des femmes et celle des hommes, « fermées » pour des raisons de non-partisanerie et pour préserver l'unité nationale.
- 1946 Mariana B. Jodoin devient la deuxième présidente du Club Wilfrid Laurier des femmes libérales.
- 1947 À l'automne 1947, Nancy Hodges, députée à l'Assemblée législative de l'Alberta, est élue présidente de la Fédération nationale des femmes libérales du Canada. Au cours de cette réunion on procède à une refonte de la constitution.
- 1948 Le Club Wilfrid Laurier compte 133 membres actifs. Outre la venue de conférenciers et de conférencières, le club organise une partie de cartes annuelle et des thés qui se déroulent au Club de Réforme de Montréal.
- À l'occasion du congrès de la Fédération nationale des femmes libérales du Canada à Ottawa, les femmes libérales du Québec décident de la formation d'un comité provisoire en vue de réorganiser le Club Wilfrid Laurier en la Fédération des femmes libérales du Québec (FFLQ) sous la présidence de Mariana B. Jodoin.
- 1950 Le 19 avril 1950, se tient la première réunion du comité permanent de la fédération provinciale des femmes libérales du Québec. Mariana B. Jodoin est élue présidente. Cette fédération voit donc le jour cinq ans avant la Fédération libérale du Québec (FLQ) fondée en 1955 sous le

Abrégé chronologique de l'histoire de la FFLQ

leadership de Georges-Émile Lapalme.

[351]

- 1953 Marie-Rose Pelletier, de Québec, succède à Mariana Jodoin à la présidence de la Fédération des femmes libérales du Québec (FFLQ).
- 1958 Alice Frigon est élue présidente de la FFLQ. Elle est la troisième femme à occuper cette fonction.
- 1959 Lors du cinquième congrès de la Fédération libérale du Québec, Mme André (Graziella) Daviault est élue vice-présidente de la région rive-nord. Elle devient ainsi la première femme élue à l'exécutif de la Fédération libérale du Québec.
- 1961 Lors du septième congrès annuel de la Fédération libérale du Québec, Yvette Dussault-Mailloux devient la deuxième femme à occuper des fonctions au sein de l'exécutif de la FLQ. Elle est élue vice-présidente du secteur sud-ouest. Elle occupe ce poste jusqu'en 1964.
- 1962 M^{me} Paul Taschereau est élue présidente de la FFLQ. Elle occupe cette fonction jusqu'en 1965.
- 1964 Le 27 mai 1964 se tient au Château de Blois de Trois-Rivières le deuxième congrès de la FFLQ.
- 1965 M^e Gervaise Brisson est élue à la présidence.
Les 11 et 12 juin 1965 se tient au Château Frontenac à Québec le troisième congrès de la FFLQ sous le thème ;
« Collaboration féminine à la sécurité routière ».
- 1966 17 novembre : Quatrième congrès de la FFLQ à l'Hôtel Sheraton-Mont-Royal de Montréal. Le thème du congrès « La sécurité sociale à l'heure du Québec ».
- 1967 Lise Bacon devient la sixième présidente de la FFLQ.
- 1968 Lise Bacon est élue secrétaire de la Fédération libérale du Québec et siège comme membre de l'exécutif du Parti.
- 1970 Lise Bacon est élue présidente du Parti libéral du Québec. Elle devient ainsi la première femme au Canada à occuper cette fonction au sein d'un parti politique. Elle occupera ce poste jusqu'en 1973.

Abrégé chronologique de l'histoire de la FFLQ

Formation au cours du quatorzième congrès annuel du PLQ (11-13 septembre 1970) d'un comité ad hoc chargé de [352] l'étude de l'intégration de la FFLQ au sein du parti. Ce comité composé de sept hommes, sept femmes et sept jeunes a remis un premier rapport lors de la réunion du conseil général le 27 mars 1971.

Juliette Demers devient la septième présidente de la FFLQ. Elle sera la dernière à occuper cette fonction puisque à partir de 1971 la FFLQ se fond dans le Parti libéral du Québec.

1971 Au moment de son affiliation au Parti libéral du Québec en novembre 1971, la FFLQ compte plus de 20 000 membres. La Fédération des femmes libérales du Québec disparaît alors et est remplacée par la Commission féminine du Parti libéral du Québec qui constitue l'une des huit commissions permanentes et dont « la responsabilité est d'assurer la participation des femmes à l'action politique du parti ».

Présidentes de la FFLQ (1950-1970)

Mariana B. Jodoin	(Montréal)	1950 - 1953
Marie-Rose Pelletier	(Québec)	1953 - 1958
Alice Frigon	(Trois-Rivières)	1958 - 1962
M ^{me} Paul Taschereau	(Québec)	1962 - 1965
Gervaise Brisson	(Montréal)	1965 - 1967
Lise Bacon	(Trois-Rivières)	1967 - 1970
Juliette Demers	(...)	1970 - 1971

[353]

Effectif de la FFLQ (1950-1970)	
26 avril 1958	24 associations affiliées
10 octobre 1959	« 42 associations bien actives, avec un effectif moyen de 75 membres environ par association. Une dizaine d'autres sont en voie de formation prochaine ³⁶⁴ . »
20 août 1960 (La Réforme)	61 comtés ont des répondantes. 24 comtés n'en ont pas.
11 août 1962	« La FFLQ compte 70 associations qui ont payé leur cotisation ³⁶⁵ . »
25 avril 1963	23 associations affiliées
20 juin 1963	39 associations affiliées
mai 1964	51 associations affiliées
15 mai 1965	73 associations affiliées
26 mai 1965	« La présidente, M ^{me} Paul Taschereau, dit que la Fédération des Femmes compte environ 35 000 membres ³⁶⁶ . »
6 août 1966	74 associations affiliées
16 novembre 1966	80 associations affiliées ont payé leur cotisation pour 1966.
16 novembre 1966	26 000 membres
17 novembre 1966	27 000 militantes
15 avril 1967	78 associations affiliées

³⁶⁴ Alice FRIGON (1959). « Rapport de la présidente de la FFLQ au conseil général de la Fédération », Procès-verbal de la réunion du comité exécutif de la FLQ le 10 octobre 1959, annexe 5, p. 1, fonds Henri Dutil, ANQ-Québec, P443/2.

³⁶⁵ Procès-verbal de la réunion du conseil général de la FLQ du 11 août 1962, p. 5, fonds Henri Dutil, ANQ-Québec, P443/2.

³⁶⁶ Procès-verbal de la réunion du conseil exécutif de la FLQ du 26 mai 1965, p. 9, fonds Henri Dutil, ANQ-Québec, P443/2.

[355]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

NEUVIÈME PARTIE

Sens et portée de l'action de THÉRÈSE CASGRAIN

Participant·es et participant·s

John P. HUMPHREY
Denis LAZURE
Michèle JEAN
Susan MANN
Jeanne SAUVÉ[†]
Violette TRÉPANIÉ

Présentation

Anita CARON

[Retour à la table des matières](#)

[357]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Neuvième partie :
Sens et portée de l'action de Thérèse Casgrain

PRÉSENTATION

par Anita Caron

[Retour à la table des matières](#)

Après avoir considéré et analysé le rôle exercé par Thérèse Casgrain dans divers secteurs de la vie québécoise, canadienne et internationale, il importe, dans cette dernière partie de l'ouvrage, de dégager le sens et la portée de son action. Des personnes comme John P. Humphrey, Denis Lazure, Michèle Jean et la très honorable Jeanne Sauvé, qui ont connu personnellement Thérèse Casgrain et ont partagé ses préoccupations sociales et politiques, proposent, chacune pour leur part, des pistes en ce sens. L'historienne Susan Mann et la ministre à la Condition féminine, Violette Trépanier, appuient ces témoignages en mettant l'accent sur la dimension exemplaire de l'action de Thérèse Casgrain.

John Humphrey, qui recevait en 1991 le Prix du Barreau de Montréal, tient à souligner que cet honneur revient, pour une large part, à Thérèse Casgrain en raison de son engagement dans la défense des droits individuels et sociaux.

Denis Lazure, qui fut un de ses compagnons de lutte au sein du NPD et un de ses collaborateurs dans l'action entreprise pour assurer une aide médicale au Vietnam, rappelle quelques souvenirs mettant en évidence la ténacité remarquable, l'acharne-

ment à toute épreuve de cette militante engagée au service de la justice sociale et des droits humains.

Michèle Jean, qui a collaboré à la fondation de la section québécoise de La Voix des femmes et maintenu un lien constant d'amitié avec Thérèse Casgrain dont elle ne partageait pas pour autant les perspectives idéologiques, fait ressortir, par son témoignage, « le sens politique » de cette femme qui avait son réseau d'information et d'influences et qui savait créer et utiliser diverses alliances stratégiques dans les multiples combats qu'elle a menés au cours de sa vie.

Ce témoignage est largement corroboré par l'historienne Susan Mann qui considère que trois valeurs principales sous-tendent l'action [358] de Thérèse Casgrain : l'importance de l'individu, le devoir social et l'esprit critique. Ces valeurs qui donnent à l'action de Thérèse Casgrain toute sa dimension auraient-elles perdu de leur actualité ? questionne l'historienne. Y a-t-il encore place pour une action qui soit à contre-courant du « politically correct » ?

Thérèse Casgrain est, en ce sens, un modèle, rappelle Jeanne Sauvé. « Elle avait son style propre, unique, qui opérait comme une magie. » C'est ce qui explique son influence et la possibilité qu'elle avait de rassembler au service des causes qu'elle défendait des personnes de divers milieux et d'idéologies souvent opposées.

Aussi devons-nous, conclut Violette Trépanier, la considérer comme une pionnière dans la défense des droits politiques et sociaux des femmes. Celles-ci lui doivent, pour une large part, de pouvoir constituer maintenant une nouvelle force sur l'échiquier de la société. Mais, il reste beaucoup à faire, ainsi que Thérèse Casgrain le rappelait elle-même à la fin de sa vie. Il importe donc qu'en fidélité avec Thérèse Casgrain, les groupes de femmes s'appliquent à élargir leur action, cherchent de nouvelles alliances, suscitent des solidarités, prennent vraiment leur place sur la scène politique.

C'est sur cet appel à la vigilance que s'est conclu le colloque des 20, 21 et 22 mars 1992 consacré à Thérèse Casgrain comme leader politique du Québec. Plusieurs des personnes présentes ont rappelé, à la suite des conférencières et conférenciers, l'envergure de l'action exercée par Thérèse Casgrain dans de multiples secteurs de la vie québécoise et canadienne. C'était, mentionnait l'une d'entre elles, une personne qui était constamment en état d'alerte, qui allait à contre-courant chaque fois que cela était nécessaire. Son exemple nous interdit de nous asseoir et de considérer que la lutte est terminée. Il faut être vigilant pour conserver les acquis qu'elle a contribué à assurer.

[359]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Neuvième partie :
Sens et portée de l'action de Thérèse Casgrain

1.

" Une collègue et une amie. "

*par John P. Humphrey **

[Retour à la table des matières](#)

Thérèse Casgrain n'était pas seulement une collègue, elle était une bonne amie. C'est pourquoi j'ai été si fier, il y a quelques mois, de recevoir avec elle (quoiqu'elle ne soit plus vivante) le Prix du Barreau de Montréal.

Elle avait déjà une réputation nationale comme militante pour les droits de l'homme quand je l'ai rencontrée pour la première fois en 1966. Je revenais alors à Montréal après avoir passé une vingtaine d'années à New York comme premier directeur de la Division des droits de l'homme aux Nations Unies. Elle avait déjà fait plus pour améliorer la condition des femmes dans cette province de Québec que n'importe quelle autre Canadienne. C'est une des raisons pour lesquelles nous sommes devenus de si bons amis. Car une de mes responsabilités comme directeur de la Division des droits de l'homme aux Nations Unies avait été de gérer le travail du Secrétariat de l'organisation consacrée à la condition de la femme. Ce n'était pas une tâche facile. Je me rappelle un des arguments que j'ai employés contre les adversaires du programme, qui étaient d'ailleurs nombreux : « Si on peut améliorer la condition de la femme, surtout dans les pays pauvres, il y aura de bonnes répercussions, y compris

* John P. Humphrey est professeur à la faculté de droit de l'Université McGill.

des répercussions sociales et économiques, pour toute la population. » Cet argument est toujours valable.

Les intérêts de Thérèse Casgrain n'étaient pas limités aux droits de la femme. Elle s'intéressait aussi à d'autres droits humains. C'est elle, par exemple, qui a fondé la Ligue des droits de l'homme ici dans la province de Québec. Elle était aussi le leader, ici au Québec, du Nouveau Parti démocratique. Malheureusement, elle n'a jamais été élue députée. Mais en 1970, elle était nommée sénateur par un Premier ministre libéral, Pierre Elliott Trudeau. Quelle femme !

[360]

Parmi les bons souvenirs que j'ai gardés de nos rencontres, je voudrais relater un fait amusant. J'oublie en quelle année exactement, mais c'était lorsque l'honorable sénateur Renaude Lapointe était présidente du Sénat. Elle avait invité Thérèse Casgrain et moi-même à dîner avec elle dans son appartement au Sénat. Je me rappelle que nous avons très bien mangé. Mais ce que je veux vous raconter, c'est le fait que la présidente avait sur la table une grande boîte de cigares. Il paraît que le Premier ministre de la Jamaïque venait de visiter Ottawa et il avait été reçu par la présidente du Sénat. Pensant que cette dernière serait certainement un homme, il avait apporté ces cigares comme cadeau. Je sais que dans les pays scandinaves les femmes fument les cigares, mais ni le sénateur Lapointe ni le sénateur Casgrain n'en fumaient. Le Premier ministre de la Jamaïque les a quand même laissés au Sénat. Espérons qu'il avait appris que dans un pays comme le Canada, ce n'est pas seulement les hommes qui peuvent être nommés sénateurs. Quant à moi, j'ai quitté l'appartement du sénateur Lapointe avec toutes mes poches pleines de cigares.

[361]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Neuvième partie :
Sens et portée de l'action de Thérèse Casgrain

2.

" Thérèse Casgrain:
progressiste et pacifiste. "

*par Denis Lazure **

[Retour à la table des matières](#)

Début des années cinquante : Un certain nombre d'étudiants en médecine à l'Université de Montréal se rencontrent régulièrement au sein du Club Laennec pour discuter des aspects sociaux de la médecine. Intéressés par l'expérience de la Saskatchewan où un gouvernement social-démocrate (CCF) dirigé par Tommy Douglas vient d'instaurer l'assurance hospitalisation, nous invitons deux personnalités montréalaises très actives dans ce parti (au plan canadien) à venir nous entretenir de cette expérience « révolutionnaire » pour l'Amérique du Nord. Ce fut ma première rencontre avec Thérèse Casgrain, alors accompagnée du professeur Frank Scott de l'Université McGill.

Mes dernières rencontres avec elle, presque vingt ans plus tard (1967-1969), étaient encore axées sur la santé mais cette fois non pas celle du peuple québécois mais celle des Vietnamiens, et c'est dans son appartement de Westmount qu'à titre

* Denis Lazure est député du Parti québécois à l'Assemblée nationale du Québec.

de présidente de l'Aide médicale québécoise au Vietnam, elle convoquait son exécutif dont je faisais partie avec Pierre Vadeboncoeur et quelques autres.

Celle à qui l'étudiant en médecine vouait tant d'admiration et de respect était devenue, au fil des ans, une compagne de lutte, une collègue de travail, surtout durant les années où je militais au sein du NPD, et lorsqu'en 1967 je décidai d'être candidat à l'élection partielle dans Outremont, c'est elle qui fut ma marraine à la convention, elle qui d'ailleurs avait été candidate dans le même comté quelques années plus tôt (1963).

Candidate à huit reprises (1952-1963), au plan fédéral ou provincial, elle a sûrement établi un record au sein du CCF-NPD dans l'accumulation de victoires morales. Quant à moi, encouragé par un très bon résultat (41 % des voix, à 1000 voix du Libéral élu) et par les [362] appuis de prestige chez les éditorialistes du temps, notamment un certain Claude Ryan, je récidivai l'année suivante à l'élection générale (1968) et fus englouti comme tant d'autres dans la vague de l'impitoyable Trudeau-manie !

Contrairement à la plupart d'entre nous, Thérèse Casgrain a fait preuve d'une ténacité remarquable, d'un acharnement à toute épreuve dans la stabilité de son engagement toujours au même parti politique durant plus de vingt ans ; pour moi comme pour bien d'autres militants NPD des années soixante, les Robert Cliche, Fernand Daoust, Charles Taylor, Thérèse Casgrain était un modèle tant par son intégrité personnelle que par ses convictions sociales profondes et son ardeur inlassable au combat.

Combattante pour la paix, pour la justice sociale, c'est l'image que je garde de cette dame progressiste que j'ai eu la chance de côtoyer de près pendant plusieurs années. Pour moi, sa présence même, elle si bourgeoise, au sein d'un parti voué aux intérêts des plus démunis de la société, constituait une lueur d'espoir que les projets mis de l'avant par ce parti allaient rallier un jour un grand nombre de privilégiés qui étaient ses amis, ses connaissances... illusions, illusions...

Nos cheminements politiques respectifs ont profondément divergé à partir de 1970. Elle devient sénatrice, nommée par un autre Québécois qui l'avait toujours hautement considérée, et au grand désarroi de plusieurs d'entre nous, elle s'empresse dans son discours inaugural de féliciter le gouvernement Trudeau d'avoir promulgué la *Loi des mesures de guerre* ! Sans doute ignorait-elle que ce geste grave faisait partie d'une stratégie machiavélique préparée par son ami « démocrate » Pierre Elliott depuis près d'un an et qui comportait des actes criminels posés par la GRC dans le but de déstabiliser un parti politique légalement constitué.

Nous avons du mal à reconnaître en la sénatrice Casgrain la combattante pour la paix, pour la justice sociale, pour la liberté et les droits de la personne qui nous avait servi d'inspiration durant plus de vingt ans...

Quant à moi, ce ne sont pas les convictions fédéralistes de Thérèse Casgrain qui entraient en conflit avec mes convictions souverainistes ou qui entravaient notre amitié, mais plutôt l'abandon [363] apparent du souci qu'elle avait eu si longtemps d'amener nos concitoyens vers un partage plus équitable des privilèges socio-économiques.

Après 1970, Thérèse Casgrain a semblé se dissocier, se distancer du milieu québécois auquel elle avait tant contribué et qui lui réservait une grande admiration reconnaissante ; je crois que la polarisation grandissante des forces vives de la politique québécoise, par l'émergence du Parti québécois à la fois souverainiste et progressiste et le raidissement des tenants du fédéralisme, a tellement bouleversé le climat sociopolitique au Québec que Thérèse Casgrain ne s'y sentait plus vraiment à l'aise... et je soupçonne que ce dépaysement l'attristait passablement.

En effet, comme bien des gens de sa génération et de son milieu, elle avait une appréhension certaine quant à la capacité du peuple québécois d'assurer totalement son destin politique ; il lui restait, de ses expériences pénibles de l'ère duplessiste, une crainte lancinante que cette « grande noirceur » ne revienne advenant la souveraineté du Québec et elle allait même jusqu'à déplorer injustement « le manque d'esprit démocratique existant dans le Québec » (discours au Sénat). Aussi je crois, comme d'autres, qu'elle a fait preuve à partir de cette période (1970) d'une intolérance acharnée à l'égard du nationalisme québécois. Tout autant que sa peur exagérée que le peuple québécois ne glisse dans un marasme réactionnaire, l'idéalisation de la grande démocratie anglo-saxonne trouvait elle aussi sa référence dans une période bien lointaine de l'histoire... et dans un préjugé anglophile bien ancré dans le milieu où elle avait grandi.

À l'égard de ceux qui, au Québec, voulaient jouer un rôle au plan politique, surtout si ces personnes étaient de tendance progressiste, Thérèse Casgrain aimait bien donner libre cours à son instinct maternel de même qu'à son souci de la conciliation, instaurer un climat de paix, en somme ! C'est ainsi qu'à l'été 1968, après le raz-de-marée Trudeau, alors que d'une part les forces du NPD-Québec se trouvent en pleine débandade et que d'autre part le courant social-démocrate à l'intérieur du Parti libéral du Québec est en réflexion intensive, s'apprêtant à créer un nouveau parti politique, Thérèse Casgrain offre ses bons services d'hôtesse et de médiatrice. Se présentent donc à son appartement, par un beau soir d'été, deux [364] grandes vedettes politiques de l'heure, René Lévesque, chef du Mouvement Souverain-

té-Association (MSA), et Robert Cliche, président du NPD-Québec, accompagnés de quelques lieutenants, dont votre serviteur qui était, à ce moment, vice-président du NPD-Québec.

Les deux ténors, Lévesque et Cliche, avaient beau partager la même antipathie à l'égard de celui qui venait d'être élu Premier ministre du Canada et la même frustration vis-à-vis du gouvernement de l'Union nationale qui siégeait encore à Québec, tout cela était loin d'être suffisant pour amener un pacte d'alliance entre le leader des nouvelles forces souverainistes et celui des troupes fédéralistes du NPD-Québec qui penchaient de plus en plus vers la souveraineté. À la fin de cette soirée tumultueuse, plus fertile en monologues qu'en dialogues, la plus frustrée du groupe était sans doute celle qui devait constater l'échec de sa mission de conciliation ! À peine deux ans plus tard, Pierre Elliott Trudeau lui fait signe et Thérèse Casgrain accepte un siège au Sénat mais, manifestation typique de son esprit encore contestataire, elle exige que ce soit sous l'étiquette « indépendante »...

Au terme de l'évocation de ces quelques souvenirs rattachés à ce grand personnage, je voudrais pouvoir partager avec vous le sentiment chaleureux qui se dégageait de cette femme si généreuse et si ardente, aussi bien quand elle prenait la parole dans un rassemblement politique ou pacifiste que lorsqu'elle se faisait si convaincante dans sa sollicitation incessante et efficace pour procurer une aide médicale aux victimes de la guerre du Vietnam !

Hommage donc à celle qui fut une militante exemplaire pour tant de causes : égalité et droits de la femme, justice sociale, droits et libertés de la personne, paix mondiale et harmonie entre les peuples !

[365]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Neuvième partie :
Sens et portée de l'action de Thérèse Casgrain

3.

" Les ambivalences de la pensée
d'une extraordinaire femme d'action. "

*par Michèle Jean **

[Retour à la table des matières](#)

Mon témoignage « subjectif », comme tout témoignage, portera sur le sens et l'efficacité de l'action féministe et pacifiste de Thérèse Casgrain et sur certaines ambivalences de sa pensée.

À cette époque, les femmes n'avaient pas la possibilité de planifier leur carrière. Elles ne pouvaient même pas planifier le nombre d'enfants qu'elles auraient ! C'est souvent par hasard ou par défaut qu'elles débouchèrent dans la vie sociale, économique ou politique, telles ces filles et ces épouses qui reprirent les affaires d'un père ou d'un mari décédé.

Ainsi en fut-il de Thérèse Casgrain qui un jour, à cause de la maladie de son mari, prit la parole en public et conquiert son auditoire. Elle dut alors ressentir la force de son leadership, sa puissance de conviction et sa capacité de charmer. Elle allait, au cours de sa longue vie active, utiliser ces atouts dans tous ses combats.

* Michèle Jean est sous-ministre déléguée et vice-présidente à Emploi et Immigration Canada.

Un jour, j'avais vingt-quatre ans, ma grand-tante Mariana Jodoin, première sénatrice francophone québécoise, me demanda de l'accompagner chez Thérèse Casgrain qui voulait fonder une section québécoise de La Voix des femmes, mouvement pacifiste. Ayant été trois ans journaliste au quotidien *Le Soleil* et y ayant, pour diverses raisons, développé ma soif de connaissances pour les origines des discriminations dont les femmes étaient victimes au plan salarial, en matière d'accès à l'éducation supérieure, d'accès au marché du travail, de retour sur le marché du travail ou des études après un arrêt dû à un mariage, aux grossesses puis au soin des enfants, je connaissais un peu l'histoire du droit de vote et j'étais intriguée par cette femme alors âgée de soixante-cinq ans. Qu'avait-elle donc été faire dans cette galère ?

[366]

Ce soir-là, je me suis retrouvée dans un chic salon aux côtés notamment de Solange Chaput-Rolland, Simonne Monet-Chartrand, Ghylaine Laurendeau, Mariana Jodoin et quelques autres qui voulaient contribuer au lancement de La Voix des femmes au Québec, mouvement pour la paix qui prônait le désarmement nucléaire et la réduction des budgets militaires. Je fus élue conseillère et, en raison de mon expérience de journaliste, on me demanda de contribuer à la publicité, au bulletin mensuel et au secrétariat. La fondation de ce mouvement pour la paix, dirigé par des femmes, indisposa bien des milieux. Il n'était pas très bien vu à cette époque d'être pacifiste, ce courant d'idées étant perçu comme une contribution à l'affaiblissement de l'Occident et un support au communisme. Défendant La Voix des Femmes dont sa femme était un membre actif, André Laurendeau écrivit dans *Le Devoir* : « Avec ces raisonnements de fausse prudence, de fausse sagesse, nous avons même commis l'erreur d'abandonner aux Russes le thème de la paix ³⁶⁷. »

C'est alors que je pus, au cours de réunions et de plusieurs après-midi passés en sa compagnie pour préparer des articles, une marche à Ottawa, des discours, etc., faire la connaissance de Thérèse Casgrain. Je découvris ses capacités d'organisation et son habileté à faire travailler ensemble francophones et anglophones.

Je me demandai alors ce qui motivait et animait cette femme qui aurait pu faire bien autre chose. Elle voulait la paix dans le monde et ne voyait pas très bien pourquoi elle ne réussirait pas à l'obtenir. C'était aussi simple que cela ! Je trouvais que nous allions un peu vite en affaire, que nous n'avions pas très bien éclairci où nous nous logions au plan de la problématique. Pour elle, c'était là des inquiétudes inutiles : la recherche de la paix lui suffisait comme cadre conceptuel. Ensuite, l'organisation matérielle, trouver un local, écrire les communiqués, réserver les salles, trouver des

³⁶⁷ André LAURENDEAU (1961). « Des femmes s'occupent de la paix », *Le Devoir*, 28 septembre.

appuis, voilà ce qui était important. Elle savait à qui demander de l'aide. Elle avait son réseau de support et sa capacité de persuasion faisait le reste.

C'était une femme qui avait le sens « politique ». Selon moi, elle aurait très bien pu être ministre ou Premier ministre. Elle avait tout ce qu'il faut : le leadership, le charme, la capacité de faire travailler les [367] autres, la santé, le sens de l'événement et... la ruse. Ainsi, alors qu'on lui demandait si elle avait exercé un certain chantage lorsqu'elle avait laissé entendre qu'une absence de support pour le vote des femmes de la part du gouvernement provincial libéral ferait en sorte que les Québécoises ne voteraient pas pour les Libéraux aux élections fédérales où elles avaient le droit de vote, elle répondit . « Oui... ben ! je faisais un peu la méchante comme ça de temps à autre. Qu'est-ce que vous voulez, on se rabattait sur les moyens qu'on avait ! C'était tellement ridicule ³⁶⁸ ! »

En mon âme et conscience, je lui ai longtemps reproché une certaine ambiguïté. Fréquemment, je ne comprenais pas où allaient ses allégeances, où elle se logeait au plan idéologique. Maintenant, d'une certaine façon, avec les années, avec l'âge et l'expérience, je comprends mieux. Je comprends que cette façon de procéder puisse aussi être un moteur d'action. La clarté et le radicalisme sont le lot des très purs et permettent aux réformistes, dont elle était, de faire avancer les choses. Cela peut sembler difficile à comprendre, mais je me comprends.

Frank Scott, dans la préface d'*Une femme chez les hommes*, a écrit fort justement : « Une intuition sûre plutôt qu'une analyse intellectuelle la dirigea vers des mouvements sociaux représentant des positions progressives et avant-gardistes et l'éloigna de tout ce qui était réactionnaire et conservateur ³⁶⁹. »

Elle n'était pas, selon moi, vouée aux droits des femmes uniquement, mais aux droits humains en général, et son combat pour le droit de vote en fit partie comme son combat pour la paix et l'équité sociale. preuve, cette phrase qu'elle prononça au cours d'une entrevue

Pour moi, dit-elle, le féminisme n'est rien d'autre qu'une forme d'humanisme. Il n'est pas question de diviser l'humanité en deux, c'est tout simplement aider ceux qui en ont besoin. Je trouve lamentables les

³⁶⁸ Jacques FONTAINE (1965). « Il y a 25 ans... Après vingt ans de lutte, les femmes du Québec obtenaient le droit de vote », *Perspectives*, n° 16, 17 avril, p. 45.

³⁶⁹ Thérèse CASGRAIN (1971). *Une femme chez les hommes*, Montréal, Éditions du Jour, p. 9.

[368] divisions sociales. Nous faisons tous partie d'une même race, nous sommes tous dans le même bateau : l'humanité ³⁷⁰.

En ce sens, plusieurs des réponses qu'elle fit au cours d'entrevues sur différents sujets sont éclairantes. Ainsi, à un journaliste qui lui posait la question suivante à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du droit de vote en 1965 : « Madame Casgrain, vous devez parfois détester les hommes ? » Elle répondit :

Au contraire ! Je les aime bien plus que les femmes. Elles sont tellement sottes. Regardez ce que nous avons fait à vingt-cinq et imaginez ce que ç'aurait été si toutes nous avaient aidées. Si seulement elles prenaient leurs affaires en main ³⁷¹.

Elle exprimait là une certaine frustration face à cette longue lutte qu'elle avait menée et dont la longueur était due à l'attitude réactionnaire des hommes politiques et du clergé bien plus qu'aux hésitations des femmes !

Cette promenade à travers les différents droits m'apparut contradictoire, moi féministe, car l'élargissement des débats entraîne parfois la noyade de certains combats au nom d'intérêts « supérieurs » et les femmes ont souvent fait partie des noyées, elles à qui on a fréquemment répété : une fois que ce problème sera réglé, on s'occupera de vous.

Donc, à une certaine époque, je ne comprenais pas vraiment où se logeaient ses allégeances les plus profondes, et mes recherches en histoire des femmes m'amènèrent à préférer Idola Saint-Jean pour la rigueur de sa pensée féministe, rigueur qui, à mon avis, n'était pas aussi présente dans celle de Thérèse Casgrain.

Oui, mais quelle femme ! Elle avait, comme tous les politiciens, son réseau d'information et son « inner cabinet ». Elle avait un énorme réseau d'influences et savait créer et utiliser des alliances stratégiques. Lorsqu'elle n'aimait pas un article de journal et un point de vue exprimé sur les ondes, elle écrivait et téléphonait pour organiser une réplique. Il suffit de parcourir sa correspondance pour le constater ! Des femmes telles que Florence Fernet-Martel, elle les appelait tous les jours. Ces femmes l'aidaient à clarifier sa pensée, la [369] mettaient en garde contre certains obstacles, lui décodaient les nouvelles, lui écrivaient ses discours, en somme, lui

³⁷⁰ Jacques FONTAINE (1965). *Op. cit.*, p. 45.

³⁷¹ *Idem.*

étaient totalement dévouées. Mais c'est elle qui se produisait en public et qui prenait les risques.

Il ne fallait pas aller contre ses volontés. Ainsi, quand elle voulut fonder la Fédération des femmes du Québec, elle m'appela pour me demander de me joindre au groupe organisateur. Je lui dis que je voulais retourner à l'université, que je pensais que les femmes auraient avantage à être plus scolarisées dans le futur, qu'il fallait pour se défendre pouvoir étayer ses arguments, etc. Elle me répondit : « Mais qu'est-ce qu'elles ont, toutes les jeunes femmes, à vouloir retourner aux études ? » Et elle m'en a voulu. J'ai trouvé qu'elle vieillissait avec difficulté. Le féminisme et le séparatisme des années soixante-dix l'énervaient. Elle s'emportait contre tout et rien et n'acceptait pas la contradiction. Mais elle n'est pas la seule.

J'en ai donc conservé un souvenir ambivalent marqué au sceau de l'admiration pour ce goût de foncer, pour cet attachement aux droits humains, mais une admiration restreinte, pour son manque de rigueur intellectuelle et certaines pirouettes idéologiques.

La lecture de son livre m'avait déçue. Je le trouvais dépourvu d'analyse et j'aurais aimé y voir plus de références aux autres femmes avec qui elle avait milité. Mais presque rien.

Cependant, ce fut une grande femme. Elle a voulu agir et dire bon nombre de choses avec une certaine ambivalence, quelques ambiguïtés et beaucoup de panache. Mais que celui qui n'a pas péché lui jette la première pierre ! Pour elle, la politique était l'art du bien commun. Elle disait : « Au lieu de fermer les yeux, il faut, au contraire, les avoir bien ouverts et aller droit devant soi en faisant fi de ce qui peut nous arriver à nous-mêmes ³⁷². » Elle a pris des risques et en a assumé les conséquences.

En somme, elle fut portée par le sens qu'elle a voulu donner à son action. Mais le sens qu'on peut y trouver, c'est celui de la croyance en l'action. Elle a créé un modèle. C'est ce qui manquait aux femmes à l'époque et les modèles sont très importants pour servir d'exemples et construire un nouvel imaginaire. Elle fut une pionnière, [370] un modèle de femme engagée. Elle n'a pas attendu de connaître toutes les réponses pour agir. Ce qu'il est utile de se rappeler aujourd'hui, alors que nous cherchons comment les rapports hommes-femmes peuvent s'organiser, sans retour en arrière, et tout en bénéficiant des actions et des réflexions qui ont eu lieu depuis le début du siècle.

³⁷² Thérèse CASGRAIN (1971). *Op. cit.*, p. 127.

Bien sûr, Thérèse Casgrain avait une certaine aisance financière qui lui donnait du temps libre pour agir. Mais encore ! Les hommes engagés ont toujours eu les moyens de s'engager parce qu'il y avait une femme à la maison ! Elle a su utiliser les armes des hommes et les siennes propres. Elle a pris tous les moyens à sa disposition. Elle a élaboré des stratégies et des plans d'action qui, ma foi, se comparent avantageusement à ceux d'éminents consultants que nous payons fort cher aujourd'hui ! Elle ne s'est pas laissé arrêter par les critiques et les sarcasmes. Malgré ses nombreuses défaites électorales, je la considère comme une grande politicienne.

À nous femmes, elle a appris à militer pour nos convictions : à consulter, à élaborer des plans d'intervention et à passer à l'action en utilisant stratégiquement le connu pour aller vers l'inconnu.

[371]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Neuvième partie :
Sens et portée de l'action de Thérèse Casgrain

4.

" Une femme engagée. "

*par Susan Mann **

[Retour à la table des matières](#)

À la suite des nombreux témoignages et rappels de ce qu'a été la carrière de Thérèse Casgrain, je voudrais tout simplement faire ressortir trois aspects de sa personne, aspects ou qualités qui donnent, selon moi, tout le sens et toute la portée de son action.

Mais avant de le faire, je me demande si nous nous sentons, cette fin de semaine, en fête ou en deuil devant ces qualités. Il est bien difficile d'en juger puisque, par ce colloque même et la qualité du public qui y participe, nous avons déjà une belle illustration de la force intacte de Thérèse Casgrain. La voici, encore bien à l'œuvre, dix ans après sa mort, capable de réunir autour d'une même table (sur scène et dans la salle) pendant toute une fin de semaine tant de personnes aux idées diverses, poursuivant une action ou ayant des buts politiques bien différents. Que le repas servi à cette table le soit d'abord en hommage à Thérèse Casgrain - hommage critique, intellectuel, féministe et politique - l'aurait bien étonnée car, à son époque, la critique se faisait plutôt discrète. Par ici, on lâchait le mot de « folle », par là, on

* Susan Mann est professeure au département d'histoire de l'Université d'Ottawa.

chuchotait « bourgeoise », ailleurs on murmurait « busy-body » (et même cet après-midi, et donc encore plus loin de son oreille, on a pu entendre dire, en boutade, « pin-up girl » ou encore « la mère Casgrain » !) Évidemment, tous ces commentaires sournois n'étaient que le reflet du choc éprouvé par certains devant cette femme qui osait parler et agir en public. Quant au colloque même, avec sa grande variété de participants, il est tout à fait « à la Casgrain ». Bravo donc aux organisatrices et organisateurs !

Alors sûrement, c'est à une fête que nous assistons : fête pour une grande dame de notre histoire, fête, peut-être aussi un peu, pour nous-mêmes, femmes intervenantes (notez-en le nombre !) car, sans [372] l'action de Thérèse Casgrain, bon nombre d'entre nous n'auraient jamais osé parler et agir en public.

Mais n'assisterions-nous pas aussi, par hasard, à des funérailles ? Ne serions-nous pas en deuil d'un certain type de personne ? Thérèse Casgrain n'est pas uniquement une femme à l'ancienne, d'une époque un peu dépassée, il faut bien le dire ; c'est aussi une femme dont les valeurs sont moins respectées de nos jours (ou peut-être moins en évidence, en tout cas). Et en enterrant ces valeurs, il me semble qu'on perd quelque chose d'essentiel.

Quelles sont donc les trois valeurs ou qualités de sa personne, qui, à mon avis, donnent tout son sens et toute sa portée à son action ?

En premier lieu, c'est l'importance de l'individu. Il y a, d'une part, son individualisme à elle et, d'autre part, sa reconnaissance de l'individu chez l'autre. Son propre individualisme était tout à fait évident : ce n'était pas une femme comme les autres ; c'était une femme différente. Contrairement à certains qui affichent cette étiquette, elle ne demandait pas que d'autres lui reconnaissent cette distinction : elle la manifestait, elle l'assumait, elle la vivait. Son respect de l'individualisme d'autrui transparait dans toute sa carrière, que l'autre soit un travailleur d'Asbestos, un chef politique de la Saskatchewan ou une mère indienne, de Caughnawaga ou de Bombay.

Vient en second le devoir social de toute personne à qui tout a été donné. Les obligations sociales auxquelles se consacrait Thérèse Casgrain la préservaient d'un individualisme trop centré sur elle-même et sa famille ou sur sa classe sociale. La forme que prenait ce devoir social était peut-être bien de son temps - le bénévolat - et le langage pour le désigner semble appartenir aussi à une époque révolue - « mettre la main à la pâte » (qu'il y ait eu du « pain sur la planche », surtout en politique socialiste dans les années cinquante, personne n'en doute, et Mme Casgrain aurait ajouté : « Oui, et même toute une boulangerie ! »). Mais espérons que l'idée même de devoir social, elle, n'est pas dépassée. Il est bien évident que Mme Casgrain se dis-

tingue de bon nombre de gens superdoués de nos jours qui ne regardent que leur nombril, le trouvent de toute beauté et dénoncent toute personne autour qui n'a pas le nombril tout à fait pareil au leur. Casgrain, au contraire, liant son individualisme et ses obligations sociales, agissait comme trait d'union, sinon comme pont. Elle ne [373] partait jamais en claquant les portes ; elle voyait toujours le lien entre individu-famille-société-Québec-Canada et le monde. Elle mettait ses liens sociaux au service de ses causes. Elle servait même de lien, de commère (au sens ancien de participante à une naissance) à la Révolution tranquille.

Enfin, troisième qualité, bien évidente chez Mme Casgrain, c'est son esprit critique. Elle n'a jamais eu froid aux yeux ; elle disait carrément ce qu'elle pensait et prétendait même l'avoir toujours fait, dès sa naissance ! « Moi, je conteste depuis que je suis au monde », confiait-elle à la radio en 1970. Elle visait d'un mot juste, acerbe ou drôle, tout abus de pouvoir, qu'il s'agisse des hommes et du langage (« Le masculin embrasse le féminin », entend-on dire encore pour justifier un langage sexiste ; « pour mieux l'étouffer », rétorquait Mme Casgrain), de la politique et des idéologies (« La politique, c'est l'art du bien commun. On en a fait l'art du possible pour excuser les façons d'agir de certains politiciens. »), ou encore de l'Église et même des armes nucléaires. De nos jours, elle aurait vite décelé un précédent québécois au « political correctness ». Elle aurait fourni d'emblée la traduction française qui semble manquer : « la grande noirceur ». On a déjà connu ça, aurait-elle remarqué, à l'époque de Duplessis (y compris toutes les ambiguïtés qui s'attachent aux deux termes) et on n'en a vraiment plus besoin.

Il me semble donc, en guise de conclusion, qu'un rappel de ses qualités est tout à fait à l'ordre du jour, pas seulement pour donner le sens et la portée de son action mais peut-être plus encore pour éclairer la nôtre. Chaque personne en société a effectivement un devoir social. Il est toujours et encore possible à un individu d'agir avec des résultats emballants pour une société. Et en dépit de tous les bien-pensants (hommes ou femmes), malgré les élites traditionnelles, le nationalisme, le conformisme, et autres « ismes » possibles - tout ce qui, en fin de compte, pourrait s'appeler « politically correct » -, il y a toujours le contre-courant individualiste, humaniste, féministe, la voix solitaire qui ose dire « non, ça n'a pas de sens ».

Ce qui me ramène à ma question du début : Que célébrons-nous au juste, avec ce colloque, une fête ou des funérailles ?

[375]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Neuvième partie :
Sens et portée de l'action de Thérèse Casgrain

5.

“ Une rassembleuse et une mobilisatrice
pour l'action. ”

*par la très honorable Jeanne Sauvé **

[Retour à la table des matières](#)

J'avais vingt ans lorsque j'ai connu Thérèse Casgrain. Je militais à la tête de la Jeunesse étudiante catholique et elle m'invita à rencontrer un groupe de femmes qu'elle réunissait régulièrement à déjeuner. Ce fut le début d'une longue et affectueuse amitié qui m'a profondément marquée. Elle fût un guide, une inspiration. Toutes, nous avons combattu à ses côtés mais, au-dessus de tout, nous l'avons aimée. Joviale, spirituelle, espiègle, elle attirait. Son charisme était son meilleur atout. Elle en jouait en virtuose pour rafler tous les concours dont elle avait besoin dans la défense de ses causes. On l'a dit souvent : personne ne lui résistait. Nullement autoritaire, mais résolument persuasive, elle finissait par obtenir les collaborations les plus inattendues. Premiers ministres, p.d.g., militants, amies, répondaient à ses appels. « Pour Thérèse, que ne ferait-on pas ? »

Dans le peu de temps dont je dispose, je rappellerai seulement quelques souvenirs personnels pouvant fournir un éclairage sur sa personnalité ou sur le contexte dans lequel s'exerça son action. À l'époque de Thérèse, il valait mieux que les fem-

* La très honorable Jeanne Sauvé était fondatrice et présidente de la Fondation Jeanne-Sauvé pour la jeunesse et ex-gouverneur général du Canada.

mes n'eussent pas d'idées. Tout au plus devaient-elles emprunter celles de leurs maris, chefs de famille, qui décidaient tout, appuyés par la notion de *pater familias* chère aux praticiens du droit de l'époque. Les mouvements d'émancipation de la femme en modifieront plus tard l'exercice, mais ce n'était pas encore chose faite.

Thérèse Casgrain n'a certainement pas été comprise par les femmes de son temps, et elles l'ont injustement accusée de négliger sa famille. Et qui s'occupait de la leur quand elles jouaient au bridge ou prenaient le thé tous les après-midi ? Les mondanités allaient de soi mais l'action sociale privait les enfants de la présence d'une mère.

[376]

C'est de cette critique-là qu'elle souffrit le plus. Elle l'évoquait souvent. Mais elle avait fait son choix et elle poursuivit son combat dans la sérénité, substituant aux heures d'oisiveté des femmes de sa classe sociale celles qu'elle accordait à son activité novatrice. Sans pour autant tourner le dos à son milieu, elle avait conscience que le temps absorbé par des divertissements mondains pouvait être investi de façon plus productive. C'est dire à quel point elle avait une pensée indépendante car l'époque ne prédisposait pas à ce genre de raisonnement. Les gouvernements, le clergé en tête, exaltaient alors la mystique de la femme au foyer, force morale irremplaçable auprès de ses enfants.

Elle conserva tout de même le respect de certains de ses contemporains, les hommes même, qui reconnaissaient le bien-fondé de ce que d'aucuns appelaient de l'agitation. Pour vous situer, j'en mentionne quelques-uns : Jean Lallemant, M. et M^{me} Gérard Parizeau, M^{me} Margot Choquette, M. et M^{me} Léon Lortie qu'elle recevait souvent chez elle, où les agapes, modestes - car Thérèse n'était pas grande cuisinière - servaient de prétexte à échanger des idées ou à favoriser des contacts. C'est dans ces circonstances qu'elle réussissait à nous mobiliser soit pour protester contre le prix du lait qui avait augmenté, soit pour défendre les droits de la personne, signer une pétition et que sais-je encore. C'était là sa manière d'embrigader les gens, de les compromettre en faveur d'une action. Elle avait son style propre, unique, qui opérait comme une magie. On n'en était pas encore au bénévolat structuré auquel on applique les méthodes de gestion d'une administration professionnelle. Les campagnes de souscription menées par des experts étaient inconnues. Les professionnels de la charité ou des œuvres n'existaient pas. Les interventions étaient souvent plus ponctuelles que continues. Les ressources pour les soutenir étaient souvent assemblées de façon ad hoc selon l'intérêt, l'influence ou la disponibilité. Les mouvements s'amorçaient en faveur d'une cause mais n'étaient pas nécessairement consolidés. Le bénévolat que j'appellerais spontané, faute de mieux, c'était la méthode privilégiée

par Thérèse. Elle mettait à contribution ses amis, ses contacts sociaux, politiques et d'affaires. Elle se disait « busy-body » ou « tannante » pour qualifier son mode d'opération qui n'avait rien des critères reconnus de nos jours dans les organisations sujettes aux élections, aux révisions comptables, aux rapports annuels et aux listes [377] de membres. Thérèse y aurait perdu son chat car cette action systématisée ne répondait nullement à son tempérament et rien à l'époque ne la contraignait à changer. Chaque personne a son identité, son caractère, sa personnalité qui fait d'elle un être singulier, inassimilable à un autre. Telle était Thérèse Casgrain : unique. Son leitmotiv « Il reste tant à faire » exprime, il me semble, la frustration d'une personne devant un trop grand éventail de problèmes à résoudre que l'on n'a pas encore réussi à sérier ou à canaliser. Elle suivait son intuition pour dépister les situations à redresser, de même qu'elle instituait des débats laissant à d'autres le soin de les poursuivre pendant qu'elle s'attaquait déjà à un nouveau problème.

Thérèse Casgrain a-t-elle été féministe au sens où certains l'entendent aujourd'hui ? S'est-elle consacrée uniquement aux intérêts des femmes ou tout au moins aux aspects des problèmes qui concernent les femmes ? Sans avoir bien étudié la question, que je laisse aux sociologues, je crois que son engagement initial était motivé surtout par l'idée que les femmes devaient agir, auprès des instances publiques et dans la société en général, dans le prolongement de leurs responsabilités familiales. D'où ses revendications en faveur du suffrage féminin, des allocations familiales, du logement, du coût de la vie, etc. De ces problèmes aux aspects multiples, Thérèse Casgrain, au début de sa vie, retenait surtout ceux qui affectaient la famille. Peu à peu cependant, sa vision de l'action sociale s'est élargie pour s'étendre au redressement des injustices, aux disparités de richesse, aux mouvements en faveur de la paix.

On comprend qu'au moment où elle a commencé son action, elle l'ait justifiée par la défense de la famille. Par conviction, certes, mais peut-être aussi inconsciemment parce que c'était à l'époque la seule porte d'entrée à l'engagement social. Vu son évolution, on peut dire qu'à la question qui est inlassablement posée aux femmes politiques d'aujourd'hui : « Considérez-vous que vous avez été élues pour défendre les intérêts des femmes ? », elle aurait répondu non. Elle s'est qualifiée elle-même d'humaniste, refusant l'étiquette de féministe.

Il faut dire qu'elle n'approuvait pas entièrement les féministes des années soixante-dix. Dans ces années-là, une certaine orthodoxie féministe obligeait à rejeter la coquetterie, l'élégance, voire le mariage traditionnel, comme si l'on ne pouvait pas admettre la liberté dans le [378] comportement des individus. Thérèse, ai-je besoin de le souligner ? ne correspondait pas au prototype, car il y en eut un. Impeccablement coiffée, fière de ses beaux cheveux gris, toujours bien mise, portant de

beaux bijoux, capable à ses heures de séduire les hommes, elle correspondait à la définition classique de la femme de son époque. Mais par son intelligence des choses et de la vie, sa conscience aiguë des faits de l'existence, elle l'avait très largement dépassée. J'ai lu quelque part que cette « féminité » était perçue comme un dérapage de ses idées féministes ou comme une anomalie chez quelqu'un qui a milité pour les femmes. Comme toutes les idées révolutionnaires, le féminisme a comporté sa part d'intolérance. Aujourd'hui, on assiste à une remise en question par les plus célèbres des féministes qui expriment franchement leurs doutes sur certaines de leurs affirmations d'hier : Betty Friedan se reprend sur la famille et les enfants, Gloria Steinem avoue avoir éprouvé un plaisir infini à choisir des draps pour sa nouvelle maison, Germaine Greer regrette ses avortements, pour ne rien dire des comportements pour le moins étranges et pas encore expliqués de Simone de Beauvoir dans ses rapports amoureux avec Sartre et dans son besoin d'avoir une fille adoptive. Thérèse disait de ces excès du féminisme : « Ça passera ! » On pourrait appliquer à ses idées sur cette question le commentaire qu'elle fit, un jour, sur la mode qui eut cours chez les politiciens d'écrire un livre pour faire connaître leur pensée. Dans cette foulée, nous avons eu *Jean Drapeau vous parle*, *Jean Lesage s'engage*, un autre qui s'explique. Thérèse, sachant toujours rire d'elle-même, avait répliqué : « Je vais écrire mon livre qui s'intitulera : *Thérèse Casgrain vous l'avait bien dit*. » En effet, le féminisme se corrige.

Pour conclure sur ce thème, je crois pouvoir dire que, féministe, elle n'a pas poussé sa réflexion jusqu'aux notions qui prévalent aujourd'hui et qui découlent de la pratique du féminisme, à savoir le partage égal par les couples des responsabilités familiales, l'autonomie de la femme professionnelle dans le couple, les tâches domestiques partagées, etc. Qu'aurait-elle pensé d'un homme qui s'absente du travail pour accompagner son fils chez le dentiste, la mère étant retenue par des obligations professionnelles, d'une femme qui gagne plus d'argent que son conjoint, etc. ? On ne le sait pas. Ce que l'on [379] sait, c'est qu'elle n'a pas eu à concilier ces conflits qui tourmentent les couples modernes, ni à accorder son féminisme à ces exigences nouvelles.

Son grand regret fut de n'avoir pas été élue. Le pouvoir lui a échappé. Qu'en aurait-elle fait ? elle si perspicace à déceler les injustices et dont le flair et les intuitions étaient étonnants, toutes qualités indispensables en politique et dans l'exercice du pouvoir. Je lui disais souvent : « Vous êtes née trop tôt. » Nous, nous avons récolté le fruit de son action. Certes, elle a eu de l'influence. La preuve en est le colloque qui lui est consacré. Mais la satisfaction de se trouver en situation d'autorité d'où émanent la volonté et l'application effective des changements ne fut pas pour elle. On comprend qu'elle ait été à certains moments profondément frustrée,

comme lorsqu'elle ne fut pas appelée à diriger la Commission d'enquête sur la condition de la femme, tout comme Nellie McClung ne fut pas nommée sénateur après sa lutte en faveur des femmes au Sénat. Le Premier ministre du temps, pourtant assez éclairé, l'a ignorée. Son successeur a réparé la gaffe en la nommant au Sénat, pour le principe, conscient qu'en raison de son âge, elle n'avait plus que neuf mois à siéger. Je n'oublierai jamais l'impertinence du jeune journaliste qui lui posa la question : « Madame, qu'allez-vous pouvoir faire au Sénat en neuf mois ? » « Jeune homme, lui répondit-elle, vous seriez surpris d'apprendre ce qu'une femme peut faire en neuf mois. » Il l'avait oublié. Et j'ai cru que, de stupéfaction, il allait s'évanouir sur-le-champ. Quand on n'a pas de réponse à une question difficile, il faut au moins avoir le sens de la répartie. Elle l'avait.

[381]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

Neuvième partie :
Sens et portée de l'action de Thérèse Casgrain

6.

" Une pionnière de la défense
des droits humains. "

*par Violette Trépanier **

[Retour à la table des matières](#)

Il est important de s'attacher à des questions fondamentales comme la parité de salaire, l'égalité dans les avantages économiques et la présence des femmes dans les conseils d'administration, dans les commissions royales et dans les parlements ³⁷³.

Ces propos d'une étonnante actualité, Thérèse Casgrain les livrait au *Devoir* en 1971. En les parcourant, je n'ai pu m'empêcher de penser que si cette femme était née trois ou quatre décennies plus tard elle aurait sans doute été ministre déléguée à la Condition féminine !

Fort heureusement, Thérèse Forget-Casgrain est arrivée en son temps, pour mieux le précéder et nous ouvrir la voie. En effet, pour défendre ses convictions, cette fille d'un sir et d'une lady n'a jamais hésité à marcher à contre-courant de sa position sociale et des « idées reçues » de son époque.

* Violette Trépanier est ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille.

³⁷³ Thérèse CASGRAIN (1971). *Le Devoir*, 3 novembre.

Avec la perspicacité et la ténacité que tous lui reconnaissent, elle a vraiment joué à fond le rôle d'une pionnière en amenant sur la place publique un enjeu qui, même s'il prend aujourd'hui une couleur différente, garde toute son actualité : la question des droits politiques et sociaux des femmes.

Cette préoccupation a teinté toute l'existence de Thérèse Casgrain et, comme on l'a vu durant ces deux jours, elle s'est traduite de plusieurs façons. Je pense ici bien sûr à son travail pour l'obtention du droit de vote, qui la mènera d'ailleurs à devenir présidente de la Ligue des droits de la femme, ou encore à son engagement pour améliorer les conditions de vie des travailleuses, ou pour faire en sorte que les chèques d'allocations familiales soient versés directement aux mères de famille.

[382]

Et ce n'est pas tout. Thérèse Casgrain a aussi milité en politique active, consacré beaucoup d'énergie à promouvoir la paix dans le monde et défendu d'innombrables autres causes allant des victimes de la guerre au Vietnam à la reconnaissance du statut des femmes indiennes. Bref, Thérèse Casgrain était, avant tout, une humaniste.

Son féminisme a été celui d'une citoyenne éprise de justice sociale. En cours de route, elle a parfois divergé d'opinion avec certains groupes radicaux quant aux moyens à utiliser pour faire avancer la cause. Mais, au-delà des moyens, une chose reste indéniable : le combat de Thérèse Casgrain et de toutes celles qui ont suivi a permis aux femmes de constituer une nouvelle force sur l'échiquier de la société.

C'est d'ailleurs là le but que poursuivait madame Casgrain en mettant sur pied en 1967 la Fédération des femmes du Québec. Le fait de regrouper sous une même bannière des femmes de toutes les nationalités, régions, confessions et de tous les milieux a en effet contribué, de manière incontestable, à doter le mouvement féminin d'une nouvelle force de frappe.

Depuis, nous avons fait beaucoup de chemin. Nos droits sont maintenant inscrits dans les lois et leur application fait l'objet de politiques et de programmes sociaux. Mais il reste encore de nombreuses batailles ponctuelles à mener sur des questions névralgiques pour la vie des femmes. Je pense notamment ici à l'équité en emploi, aux luttes contre la violence... Le combat est loin d'être terminé.

Où en sommes-nous ?

Un problème de taille se pose actuellement : on sait maintenant qu'il y a une grande différence entre la reconnaissance du droit à l'égalité et l'égalité elle-même. Comment donc arriver à traduire les droits des femmes dans la pratique, dans la vie quotidienne ?

Les groupes de femmes font maintenant le constat suivant : dans la plupart des secteurs de la société, certaines valeurs humaines davantage soutenues par les femmes sont toujours laissées pour compte dans les actions prises. L'accent est mis sur la compétitivité, le pouvoir, l'excellence à tout prix. Pour que les droits prennent vraiment leur sens, il est urgent de réinsérer l'humain dans le système social.

[383]

Pour obtenir ce à quoi les Québécoises aspirent, il faut donc modifier certaines règles du jeu, changer la donne, créer un nouveau contrat social dans lequel les valeurs des femmes seront résolument inscrites. À quoi bon en effet changer les meubles quand la maison elle-même n'est plus adaptée ? Ce leitmotiv constitue le nouveau point de ralliement du féminisme.

Le mouvement des femmes a besoin de toutes ses énergies. La société québécoise aussi. Nous pouvons toujours nous contenter de rêver à un avenir meilleur ; mais pour être sûres que le rêve ne devienne pas cauchemar, aussi bien accélérer la phase de réveil et travailler au plus vite à la construction d'une réalité qui répondra mieux à nos aspirations de justice sociale. À l'heure où le Québec entreprend de se redéfinir, il est plus que temps de s'interroger sur ce que l'on va y mettre, quel que soit l'avenir.

Nos gains

Depuis près de vingt ans, la société québécoise a choisi d'accorder une place particulière aux femmes au sein du gouvernement, avec la création du Conseil du statut de la femme et du Secrétariat à la Condition féminine. On y a parfois vu une astuce des gouvernants. Soyons franches, si tel est le cas, nous avons tout de même pu en profiter ! Cette ouverture a en effet permis plusieurs gains.

Parmi les exemples récents, je songe notamment au rôle joué par le Secrétariat dans la mise en œuvre des programmes d'accès à l'égalité en emploi pour les femmes

dont l'existence est reconnue dans la *Charte québécoise des droits et libertés de la personne*. Je pense aussi à la réforme du droit de la famille complétée par l'adoption des dispositions sur le patrimoine familial, qui assurent un équilibre économique entre les époux à la fin de l'union, et aux modifications récentes apportées à la *Loi sur les normes du travail* qui reconnaissent aux parents de nouveaux moyens pour concilier responsabilités professionnelles et familiales. Pensons également aux diverses mesures visant la déssexualisation du matériel et des pratiques pédagogiques, aux mécanismes structurés de concertation entre le gouvernement et les groupes de femmes.

[384]

Bien sûr, cette liste n'est pas exhaustive. Cependant, nous savons tous et toutes que la société n'aurait pas fait le quart du chemin parcouru s'il n'y avait pas eu les demandes, voire les exigences des groupes de femmes. Thérèse Casgrain l'avait parfaitement compris. Elle qui a toujours joué avec maestria la carte du lobbying, n'a-t-elle pas inlassablement fait pression durant treize longues années pour obtenir le droit de vote aux Québécoises ! Voilà une leçon d'histoire qu'il ne faut pas oublier. J'irai d'ailleurs plus loin : quand le mouvement des femmes se tait, il ne se passe plus rien !

Le Secrétariat à la Condition féminine a besoin de l'appui, de l'« input » des groupes. Ils sont à la fois notre moteur et notre conscience. Mais il faudra plus.

Créer de nouvelles alliances

Les groupes de femmes devront élargir leur action, chercher des alliances, susciter des solidarités avec des groupes qui partagent les mêmes valeurs, et bien sûr avec les hommes.

De plus en plus d'hommes se sentent près des valeurs traditionnellement portées par les femmes. Hier, certains disaient parfois, dans un élan de romantisme, que la femme était l'avenir de l'homme. Aujourd'hui, plusieurs y croient sérieusement et sont solidaires des femmes. Le mouvement des femmes ne peut plus être sectaire. Tous ceux qui souscrivent aux objectifs de société du féminisme doivent apporter leur contribution.

Ne rêvons pas cependant. Un contre-discours du féminisme parle haut et fort actuellement. Personne ne peut ni ne doit le prendre à la légère. Si j'avais une étiquette à mettre sur les acquis du féminisme, j'apposerais le sceau « attention ! fragile ». Ne nous le cachons pas : pour le mouvement des femmes, le moment est diffi-

cile. L'heure est à la redéfinition. Il ne s'agit pas de fermer les yeux sur cette réalité mais de s'en servir comme stimulant pour se mobiliser. En chinois, le mot crise ne signifie-t-il pas aussi chance ?

[385]

Occuper la place

Une chose est sûre : les règles du jeu risquent de peu changer si les femmes restent absentes des centres de décision. Thérèse Casgrain à son époque avait très bien compris cela. Pourtant, depuis qu'elle nous a obtenu le droit de vote, nous n'avons pas pris beaucoup de place sur la scène politique !

Faudra-t-il vraiment attendre le milieu du prochain siècle, comme le laissent entrevoir certaines projections, pour être présentes à part égale avec les hommes ? Je n'aime pas beaucoup les échéances si lointaines.

Plusieurs croient, et je suis de celles-là, que la vie politique et l'ensemble de la société connaîtraient une métamorphose sous l'influence des femmes : dans leur fonctionnement (nous sommes tous conscients des modes de vie différents des hommes et des femmes) et dans la définition des priorités et enjeux. Il est donc urgent de créer dans tous les lieux de pouvoir une masse critique qui nous permettra, non seulement de développer une plus grande solidarité, mais de participer à l'allocation des budgets et à la définition des priorités d'action selon des orientations qui nous sont propres.

Thérèse Casgrain a été une initiatrice engagée. Elle n'a probablement jamais voulu « changer le monde » au sens où on l'entend aujourd'hui mais elle a mis toutes son énergie à en améliorer les contours. La reconnaissance des droits qu'elle a défendus a fait naître de nouvelles questions d'éthique sociale, suscité des débats auxquels toutes les femmes doivent aujourd'hui prendre part.

Il faudra donc faire nôtre, pendant longtemps, cette affirmation de madame Casgrain :

Je considère qu'on n'a pas le droit de rester à rien faire, de se résigner à ne rien dire. On me trouve « tannante », mais j'ai des choses à dire et je vais continuer à les dire au risque de déplaire ou de me faire critiquer.

[387]

Thérèse Casgrain.
Une femme tenace et engagée.

ANNEXE

Dates importantes dans la vie de Thérèse Casgrain

[Retour à la table des matières](#)

Février 1922	Elle se rend en délégation avec un groupe de femmes au Parlement de Québec pour demander au Premier ministre Taschereau d'adopter un projet de loi accordant le droit de vote aux femmes.
Avril 1940	Les femmes obtiennent le droit de vote au Québec.
Novembre 1942	Elle se présente comme candidate libérale indépendante dans Charlevoix-Saguenay.
Juillet 1945	Elle gagne la campagne qu'elle avait entreprise pour permettre aux Québécoises de recevoir les allocations familiales du gouvernement fédéral.
Décembre 1946	Elle adhère officiellement au CCF.
Août 1950	Décès de son mari Pierre Casgrain.
Février 1961	Elle fonde la section québécoise de La Voix des femmes.
Mars 1961	Une délégation montréalaise se rend à Ottawa pour rencontrer le Premier ministre John Diefenbaker afin de lui présenter un mémoire plaidant la cause de la paix.
[388]	
Février 1964	Elle se rend à Moscou au sein d'une délégation pacifiste.
Décembre 1964	Elle fait trois heures de prison à Paris à la suite d'une manifestation pacifiste.

Avril 1965	Elle organise un colloque pour souligner la victoire des militantes suffragistes.
Juin 1967	Elle est désignée « Femme du siècle » à l'Expo 67.
Juillet 1967	Elle reçoit la médaille de l'Ordre du Canada.
Mai 1968	Elle reçoit un doctorat <i>honoris causa</i> de l'Université de Montréal.
Octobre 1970	Elle est nommée membre du Sénat du Canada.
Juin 1971	Elle se retire du Sénat et prend sa retraite. Elle est alors âgée de soixante-quinze ans.
Novembre 1981	Décès de Thérèse Casgrain.

Fin du texte